1

CANADIAN THESES ON MICROFICHE

I.S.B.N.

THESES CANADIENNES SUR MICROFICHE

National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Ottawa, Canada
K1A 0N4

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS REÇUE

National Library
of CanadaBibliothèque nationale
du Canada

Canadian Theses Division

Division des thèses canadiennes

Ottawa, Canada
K1A 0N4

59910

PERMISSION TO MICROFILM — AUTORISATION DE MICROFILMER

- Please print or type — Écrire en lettres moulées ou dactylographier

Full Name of Author — Nom complet de l'auteur

GAGNON ALAIN G.

Date of Birth — Date de naissance

13 janvier 1954

Country of Birth — Lieu de naissance

CANADA / QUÉBEC

Permanent Address — Résidence fixe

POLITICAL STUDIES
QUEEN'S UNIVERSITY
KINGSTON

Title of Thesis — Titre de la thèse

Le développement régional, l'État et le rôle des
groupes populaires : le cas de l'EST du Québec / Regional
Development, the State, and the role of "Popular" Groups
The Case of Eastern Quebec

University — Université

CARLETON UNIVERSITY

Degree for which thesis was presented — Grade pour lequel cette thèse fut présentée

DOCTOR OF PHILOSOPHY

Year this degree conferred — Année d'obtention de ce grade

1983

Name of Supervisor — Nom du directeur de thèse

Dr. KHAYAM Z. PAITIEL

DR. KHAYAM Z. PAITIEL

Permission is hereby granted to the NATIONAL LIBRARY OF
CANADA to microfilm this thesis and to lend or sell copies of
the film.

The author reserves other publication rights, and neither the
thesis nor extensive extracts from it may be printed or other-
wise reproduced without the author's written permission.

L'autorisation est, par la présente, accordée à la BIBLIOTHÈ-
QUE NATIONALE DU CANADA de microfilmer cette thèse et de
prêter ou de vendre des exemplaires du film.

L'auteur se réserve les autres droits de publication; ni la thèse
ni de longs extraits de celle-ci ne doivent être imprimés ou
autrement reproduits sans l'autorisation écrite de l'auteur.

Date

le 19 avril 1983

Signature

Alain G. Gagnon

Le développement régional, l'État
et le rôle des groupes populaires:
le cas de l'Est du Québec

par

© Alain Gustave Gagnon
B.A. Université du Québec à Rimouski
M.A. Simon Fraser University

Thèse soumise à la "Faculty of Graduate Studies and
Research" comme exigence partielle en vue de
l'obtention du doctorat en science politique
(Doctor of Philosophy)

Carleton University
Ottawa, Ontario
Avril 1983

© Alain Gustave Gagnon, 1983

Regional Development, the State, and
the Role of "Popular" Groups:
• the Case of Eastern Québec

by

Alain Gustave Gagnon
B.A. Université du Québec à Rimouski
M.A. Simon Fraser University

A dissertation submitted to the Faculty of Graduate
Studies and Research in partial fulfillment
of the requirements for the degree
of Doctor of Philosophy,
Department of Political Science,

Carleton University
Ottawa, Ontario
April 1983

© Alain Gustave Gagnon, 1983

The undersigned hereby recommend to the Faculty of
Graduate Studies and Research acceptance of the thesis,
submitted by Alain Gagnon, B.A., M.A.
in partial fulfilment of the requirements for
the degree of Doctor of Philosophy.

.....
Chairman, Department of Political Science

.....
Thesis Supervisor

.....
External Examiner

Carleton University

April 8, 1983

Précis

L'objectif central de cette recherche est de jeter un nouvel éclairage sur la montée du mouvement populaire de l'Est du Québec, région située à 300 milles au Nord-Est de Montréal.

A l'aide d'un modèle de sociologie économique (centre-périphérie) et d'un modèle de psychologie sociale (appauvrissement relatif/attentes grandissantes), la présente analyse élabore une interprétation nouvelle de l'émergence de ce mouvement populaire. La faiblesse principale de ces deux approches réside dans le fait qu'elles mettent l'accent sur les causes générales qui ont facilité la venue du mouvement. Cette recherche propose donc de pallier à cette limitation en retenant l'Etat comme l'élément-clé permettant d'expliquer la montée du mouvement. En ce sens, les interventions de l'Etat seront présentées comme le déclencheur qui a mis en marche le processus de mobilisation à la périphérie. C'est en procédant à l'étude du contexte régional, des rapports entre l'Etat et les groupes populaires et à celle de l'évolution des forces politiques en présence sur le territoire qu'il a été possible de faire ressortir la place centrale occupée par l'Etat. Cela a aussi permis de démontrer que les groupes populaires se situent au croisement du pouvoir de l'Etat et du pouvoir local. S'opposant à l'approche sectorielle de l'Etat, ces groupes adoptent une formule basée sur l'aménagement intégré des ressources afin d'assurer la consolidation du milieu rural. C'est dans cette perspective que l'étude des coopératives de développement (JAL), des sociétés de gestion (société d'exploitation des ressources et groupements forestiers) et des groupes de pression (Opérations Dignité) est abordée.

La thèse élaborée dans cette recherche se démarque des études antérieures, en ce qu'elle n'accepte pas l'interprétation voulant que le mouvement populaire se situe simplement dans la lancée du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), de même qu'elle trouve insuffisante l'explication voulant que le mouvement soit le résultat seulement de l'opposition à la politique de fermeture des paroisses marginales élaborées par l'Etat à la fin des années soixante. Cette étude démontre que ces deux interprétations méritent d'être nuancées. En fait, il a été établi que même si les interventions de l'Etat orientent le mouvement populaire, il n'en demeure pas moins que ce dernier structure le structurant en créant des formes d'opposition au projet de rationalisation et de concentration des économies régionales. Dans le but de contenir ces foyers d'expression, l'Etat opte pour l'intégration des revendications des groupes populaires à son projet politique et à son projet économique, faisant de la question économique et de la question nationale des éléments transcendant les questions régionale et sociale. Il s'ensuit donc une sérieuse remise en question de la neutralité que plusieurs reconnaissent à l'Etat.

Abstract

The principal aim of this study is to explain the emergence of "popular" groups in Eastern Quebec, a region located 300 miles North-east of Montreal.

Building upon centre-periphery and relative deprivation/rising expectations models, the author constructs a new hypothesis which accounts for the emergence of the "popular" movement. It improves upon both the preceding theories by going beyond the analysis of the general conditions which facilitated the formation of groups to assert that State intervention was the catalyst which initiated the mobilization of the "popular" groups. By examining the regional context, the State-group relationship, and the evolution of regional political forces, the critical role of the State emerges. This approach also illustrates that group activity occurs where State power and local authority intersect. To preserve their rural milieu, the groups opposed the State's sectorial approach and adopted a formula for integrated resource-planning. It is from this perspective that cooperatives (JAL), planning councils (société d'exploitation, groupements forestiers) and pressure groups (Opérations Dignité) are analyzed.

The hypothesis developed herein differs from earlier ones in that it questions the claim that the rise of the "popular" groups may be explained solely as a result of either the BAEQ or the closing of the "non-viable" rural parishes by the State. It is demonstrated that both explanations, while useful, need to be qualified. In effect, it is proven that while interventions by the State influence the orientation of the movement, the latter, in turn, forms the opposition against the State's own plans to rationalize and coordinate the regional economies. In an attempt to contain the protest movement, the State will try to integrate the demands of the groups into its overall political and economic strategies, thereby making the regional and social demands subservient to larger economic and national issues. The neutrality assigned to the State by various authors is thus seriously questioned.

Remerciements

Il est très difficile de remercier en quelques lignes ceux dont les réflexions et les conseils judicieux ont constitué un enrichissement considérable à cette recherche.

Tout au cours de la rédaction de cette dissertation, j'ai pu compter sans hésitation sur le concours et l'encouragement des professeurs Khayyam Z. Paltiel, Leo V. Panitch et Gilles Paquet. Ceux-ci ont apporté une contribution particulière à l'élaboration de cette thèse et à la clarification de son cadre d'analyse. Le Dr. Paltiel, qui en tant que directeur de la recherche, n'a pas hésité à faire connaître ses positions, de même qu'à souligner l'importance d'aspects auxquels j'aurais pu avoir tendance à ne pas totalement faire justice. Quant au Dr. Panitch, il a su m'éveiller à de nouvelles perspectives du champ politique, tout en m'obligeant à me dépasser plus souvent que j'en aurais senti le besoin. Le Pr. Paquet, qui tout en me faisant part de vastes connaissances sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui, a contribué à approfondir les questions théoriques soulevées par cette thèse.

A un autre niveau, je tiens à exprimer ma gratitude à plusieurs de mes collègues de Carleton. Qu'il me suffise de remercier plus spécialement ici Raymond Bazowski, Nick Baxter-Moore, James Rickerton, Janine Brodie, Michael Laslovich, Mary Beth Montcalm et

Richard Nutbrown pour leur support moral et leur perspicacité intellectuelle.

Ma reconnaissance va aussi à Jan Carrick et Bernice Gallagher pour l'immense et l'excellent travail de dactylographie qu'elles ont accompli. Je leur suis d'autant plus reconnaissant que j'ai pu bénéficier d'une disponibilité et d'une générosité qui ne se sont jamais démenties.

J'en profite de plus pour remercier le Dr. Jock Gunn, directeur du département d'études politiques à Queen's, pour avoir réduit ma tâche d'enseignement, tout en me procurant un excellent service de secrétariat. Enfin, le doyen des études graduées et le doyen de la faculté des sciences sociales de l'Université Carleton méritent d'être remerciés pour leurs diverses contributions à la réalisation de cette thèse.

Sans ces personnes, ma dissertation serait probablement encore à l'état embryonnaire.

Tables des matières

	Page
Précis	ii
Abstract	iv
Remerciements	v
Tables des matières	vii
Liste des tableaux	ix
Liste des graphiques	xi
Liste des cartes	xii
Liste des sigles	xiii
Chapitre I: Problématique et considérations théoriques.....	1
Chapitre II: Le contexte régional	41
a) Jalons historiques marquant le développement de l'Est du Québec	42
b) Evaluation des hypothèses de départ	66
c) Modernisation de l'économie et enjeux régionaux	96
Chapitre III: Les organismes de développement communautaire face au développement régional	148
a) Typologie des organismes de développement communautaire	155
b) Groupes de pression: les Opérations Dignité	168
c) Coopératives de développement: le cas du JAL	178
d) Sociétés de gestion: le cas de la SERV	189
Chapitre IV: Rapports de l'Etat aux groupes populaires	213
a) Emergence des mouvements sociaux	213
b) Nature et structuration des rapports de l'Etat aux groupes populaires	218

Chapitre	V: L'évolution des forces politiques: tensions, conflits et contradictions	242
	a) Technobureaucratization du pouvoir.....	247
	b) Restitution croissante du pouvoir aux forces notabillaires	260
	c) La technobureaucratie en quête du support des groupes populaires	268
Chapitre	VI: Conclusion	282
Annexe	I: Prise de position du clergé devant la situation économique de la région et de l'action entreprise par la population (27 septembre 1970)	303
	II: Prise de position des prêtres et des agents de pastorale de la Matapédia (octobre 1980)	308
	III: Manifeste du front commun (juin 1973)	312
	IV: On est parti pour rester (Troupe Théâtrale: Les gens d'en bas)	328
	V: Contributions provinciales au JAL	342
	VI: Contributions fédérales au JAL	346
	Bibliographie	349

Liste des tableaux

	Page
Tableau 1. 1 Stratification démographique des municipalités en 1971 et 1976	9
Tableau 2. 1 Le mouvement de retour à la terre dans la province de Québec durant l'année 1932	46
Tableau 2. 2 Composition du bureau de direction du BAEQ, 1963	62
Tableau 2. 3 Répartition des dépenses du gouvernement du Québec par mission 1941-1976 (en millions de dollars)	64
Tableau 2. 4 Niveau scolaire atteint dans le Bas St.-Laurent et la Gaspésie, 1961-1971	68
Tableau 2. 5 Principaux indicateurs régionaux, 1971	69
Tableau 2. 6 Structure économique de l'Est du Québec et du Québec 1961-1979	70
Tableau 2. 7 Statistiques régionales, 1979-1980	72
Tableau 2. 8 Revenu personnel disponible par habitant (régions administratives du Québec, 1971, 1978)	74
Tableau 2. 9 Evolution du taux de chômage (régions administratives du Québec), 1961-1981	74
Tableau 2.10 Revenus par chef de famille (comté et région), 1971	75
Tableau 2.11 Répartition des emplois par activité économique, division de recensement, lieu de travail, 1971	77
Tableau 2.12 Migrations nettes, 1961-1976	76
Tableau 2.13 Classification des comtés selon les taux de migrations nettes, 1961-1976	78
Tableau 2.14 Subventions au développement régional - subventions par région du Québec, 1969-1971	81
Tableau 2.15 Aides et montants autorisés par la SDI selon les différentes régions du Québec (de 1971 au 31 mars 1981)	83
Tableau 2.16 Répartition par région du Fonds de développement régional (Dépenses 1976-1981)	85

Tableau 2.17	Tableau-synthèse des interventions régionales 1961-1981	98
Tableau 2.18	Evolution des budgets alloués par l'entente par groupe de secteurs 1968-1977	105
Tableau 2.19	Bilan financier de l'Entente Canada-Québec pour le développement du Bas St.-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine, 1968-1978	106
Tableau 2.20	Nombre de fermes dans l'Est du Québec, 1961-1981	108
Tableau 2.21	Taux d'utilisation de la forêt selon les essences, 1972-1973	109
Tableau 2.22	Secondaire forestier, 1961-1975	111
Tableau 2.23	Mines: évolution de l'Est du Québec comparée au Québec, 1968, 1971	112
Tableau 2.24	Le pouvoir d'exécution	123
Tableau 2.25	Réforme municipale au Québec, 1966-1979	130
Tableau 3. 1	Composition des conseils d'administration des ODC 1982	157
Tableau 3. 2	Principales expressions du mouvement populaire de l'Est du Québec	167
Tableau 3. 3	Evolution de la population de JAL de 1966-1979	182
Tableau 3. 4	Emplois créés par la coopérative JAL, 1978, 1979	183
Tableau 3. 5	Contributions gouvernementales aux projets du JAL, 1973-1979	184
Tableau 3. 6	Souscriptions populaires au projet, 1974-1979	186
Tableau 3. 7	Signatures de la charte de la coopérative de développement agro-forestier (JAL), selon le type d'occupation	188
Tableau 3. 8	Travailleurs par paroisses, 1975-1980	196
Tableau 3. 9	Les secteurs d'aménagement des ODC, 1982	199
Tableau 3.10	Les actionnaires des ODC, 1982	201
Tableau 5. 1	Représentants politiques (provincial), 1970-1983	256
Tableau 5. 2	Représentants politiques (fédéral), 1970-1983	257

Liste des graphiques

	Page
Graphique 2.1 Principaux intérêts au sein du COEQ, 1961	59
Graphique 2.2 Structures politiques régionales (Est du Québec)	120
Graphique 3.1 Restructuration de l'espace rural dans l'Est du Québec	151
Graphique 3.2 Typologie des organismes de développement communautaire (ODC)	165
Graphique 3.3 Déploiement des établissements manufacturiers des monopoles du papier dans l'Est du Québec de 1945 à 1980	176
Graphique 3.4 Organigramme du JAL	180
Graphique 3.5 Organigramme de la SERV	193
Graphique 4.1 Rapports de l'Etat aux groupes populaires	222
Graphique 5.1 Position des acteurs au niveau du pouvoir local et régional	248

Liste des cartes

	Page
Carte 1.1 Localisation de l'Est du Québec	2
Carte 3.1 Territoire des Opérations Dignité	171

Liste des sigles

ARDA	Aménagement rural et développement agricole
BAEQ	Bureau d'aménagement de l'Est du Québec
BEAR	Bureau d'étude en aménagement régional
CAFT	Coopérative agro-forestière du Transcontinental
CAR	Conférence administrative régionale
CAREQ	Conférence administrative régionale de l'Est du Québec
CART	Coopérative d'aménagement des ressources du Transcontinental
CCAR	Conseil canadien du l'aménagement rural
CCEQ	Conseil des communications de l'Est du Québec
CEE	Caisses d'entraide économique
CER	Conseil économique régional
CEO	Centrale des enseignants du Québec
CIPD	Commission interministérielle de planification et de développement
COEB	Conseil d'orientation économique du Bas St.-Laurent
COEQ	Conseil d'orientation économique du Québec
COLEQ	Comité de liaison de l'Est du Québec
COMEQ	Conférence municipale de l'Est du Québec
CPAR	Conseil permanent d'aménagement des ressources
CPATAP	Comité permanent d'aménagement du territoire de l'arrière-pays
CPDO	Conseil de planification et de développement du Québec
CRCEQ	Conseil régional de la culture de l'Est du Québec
CRD	Conseil régional de développement

CRDAO	Conseils régionaux de développement associés du Québec
CRDEQ	Conseil régional de développement de l'Est du Québec
CRDO	Conseil régional de développement de Québec
CRDE	Centre de recherche en développement économique
CREEGIM	Conseil régional d'expansion économique de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine
CREEQ	Conseil régional de l'environnement de l'Est du Québec
CRUR	Centre de recherches urbaines et régionales
CSN	Confédération des syndicats nationaux
CTCC	Confédération des travailleurs catholiques du Canada
DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale
FLO	Front de libération du Québec
FDR	Fonds de développement régional
FODER	Fonds de développement économique rural
FRUL	Fonds de recherches forestières de l'Université Laval
FTQ	Fédération des travailleurs du Québec
GF	Groupement forestier
GREIN	Groupe de recherche sur l'espace, la dépendance et les inégalités
GRIDEQ	Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec
HLM	Habitation à loyer modique
HMR	Rapport Higgins-Martin-Raynald
INRS-URB	Institut national de recherche scientifique-Urbanisation
JAL	Coopérative de développement agro-forestier du Témiscouata regroupant les paroisses St.-Juste-du-Lac, Auclair, Le Jeune et Lots Remversés
MA	Ministère de l'agriculture

MAC Ministère des affaires culturelles

MAM Ministère des affaires municipales

MAS Ministère des affaires sociales

MAPAQ Ministère de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation

MC Ministère des communications

MCCIF Ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières

MEER Ministère de l'expansion économique régional

MER Ministère de l'énergie et des ressources

MENV Ministère de l'environnement

MEO Ministère de l'éducation

MIC Ministère de l'industrie et du commerce

MICT Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme

MLCP Ministère des loisirs, chasse et pêche

MO Ministère de la main-d'oeuvre

MRC Municipalités régionales de comté

MTCP Ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche

MTMO Ministère du travail et main-d'oeuvre

MTF Ministère des terres et forêts

MTPA Ministère des travaux publics et approvisionnements

OD Opération Dignité

ODC Organisme de développement communautaire

ODEQ Office de développement de l'Est du Québec

OPB Office des producteurs de bois

OPDO Office de planification et de développement du Québec

OPQ Office de planification du Québec

ORD	Office régional de développement
OSE	Opération solidarité économique
PACLE	Programme d'aide à la création locale d'emplois
PADEL	Programme d'aide au développement économique local
PECEC	Programme expérimental de création d'emplois communautaires
PEN	Programme d'emplois nouveaux
PFMO	Programme de formation de main-d'oeuvre
PFIMC	Programme de formation industrielle de la main-d'oeuvre
PIL	Programme d'initiatives locales
PME	Petites et moyennes entreprises
PSCE	Programme de service communautaire étudiant
SAIREQ	Société d'aménagement intégré des ressources de l'Est du Québec
SDC	Société de développement coopératif
SDI	Société de développement industriel
SER	Société d'exploitation des ressources
SERB	Société d'exploitation des ressources des Basques
SERME	Société d'exploitation des ressources de la Métis
SERMO	Société d'exploitation des ressources des Monts
SERN	Société d'exploitation des ressources de la Neigette
SERV	Société d'exploitation des ressources de la Vallée
SNEQ	Société nationale de l'Est du Québec
SODEQ	Société de développement de l'entreprise québécoise
UCC	Union catholique des cultivateurs
UCCQ	Union des conseils de comté du Québec
UMO	Union des municipalités du Québec
UPA	Union des producteurs agricoles

Chapitre I

Problématique et considérations théoriques

Le mouvement populaire se manifestant dans l'Est du Québec¹ (voir carte 1.1) constitue le produit d'une époque et d'un milieu socio-économique particulier. A ce jour, on note que la plupart des efforts se sont limités à faire l'étude d'un cas en particulier, sans chercher à interpréter le phénomène dans un plan d'ensemble ou encore à déterminer le dénominateur commun sous-tendant le phénomène en question. A titre d'exemple, qu'il suffise de mentionner l'ouvrage de Banville² sur les Opérations Dignité, ainsi que la thèse de Carrier portant sur la Coopérative de développement agro-forestier du Témiscouata (JAL).³ Par ailleurs, deux efforts d'interprétation du mouvement populaire doivent être soulignés ici. La première tentative d'interprétation globale de l'émergence des groupes populaires dans l'Est du Québec revient à la Librairie socialiste de l'Est.⁴ Cette première lecture se résume toutefois à une brève description historique du mouvement populaire. La deuxième tentative revient au Conseil régional de développement de Québec⁵ et cherche à identifier les gains réalisés par ces divers types d'expérience et à offrir une première évaluation du mouvement populaire. Notons, par ailleurs,

CARTE 1.1

LOCALISATION DU TERRITOIRE-PILOTE

qu'un projet présentement en cours avec le Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec (GRIDEO) se concentre sur le développement d'organismes de gestion en commun dans la région.⁶

L'objet central de cette recherche, tout en cherchant à composer avec les études existantes, est de procéder à l'examen du mouvement populaire qui a émergé dans l'Est du Québec au début des années soixante-dix. Il s'agit d'un effort de compréhension de la montée, de la transformation et de la continuité des groupes populaires. Cette étude vise aussi à situer le phénomène dans un plan d'ensemble, de même qu'à faire ressortir les traits communs qui relient chacun de ces groupes. Dans le but de pallier au manque d'analyse politique portant sur le phénomène des expériences populaires de développement, l'auteur s'appliquera à comprendre pourquoi l'Est de Québec a fourni un terrain aussi fertile à la venue d'un mouvement de cette envergure. Qu'est-ce qui fait de cette région un lieu plus propice que les autres régions du Québec à l'émergence de tels mouvements? Pourquoi sont-ils survenus seulement qu'au début des années 1970?

La plupart des analystes présentent les Opérations Dignité et les organismes de développement communautaire (O.D.C.), qui en ont résultés, comme étant la conséquence immédiate du risque de fermeture couru par les paroisses 'marginales' de l'Est du Québec à la fin des années 1960.⁷ Il faut convenir que cette explication tend au réductionnisme. Dans le cadre de cette recherche, tout en utilisant une approche historique, l'auteur se servira d'un modèle de

psychologie sociale (appauvrissement relatif et attentes grandissantes), ainsi que d'un modèle de sociologie économique (centre-périphérie) pour rendre compte de la montée de ce mouvement populaire. En plus de mettre en évidence des faits auxquels on n'avait pas suffisamment prêté attention jusqu'ici, ces deux modèles, lesquels bien que provenant de différentes perspectives d'analyse, se veulent complémentaires.

Il importe de s'enquérir, à cette étape initiale de l'analyse, si le mouvement qualifié de 'populaire' dans l'Est du Québec constitue en soi un mouvement social. Qu'entendent les auteurs lorsqu'ils se réfèrent à un mouvement social? Quels sont les critères qui font qu'il est possible ou non de parler d'un mouvement social? Dans la littérature, on définit un mouvement social comme étant l'expression de n'importe quelle forme d'action collective ayant pour but premier la mobilisation des individus qui veulent effectuer des changements fondamentaux dans l'ordre social.⁸ Stein rappelle avec à-propos:

Dans toutes les définitions du concept 'mouvement social', les éléments centraux sont le sentiment de mécontentement et le désir général de changer la société. Un 'mouvement politique' est un type particulier de mouvement social, en ce sens qu'il est dirigé vers un changement d'ordre politique (...) Il y a deux types principaux de mouvements politiques... Le mouvement révolutionnaire est voué à la destruction du système et à l'obtention du pouvoir afin de transformer complètement l'ordre social. Le mouvement de protestation a des buts plus limités: changer la façon dont les décisions sont prises et transformer les normes qui délimitent ce processus décisionnel sans détruire le système lui-même.⁹

Aux précisions offertes par Stein, Morrison ajoute qu'un mouvement social est a priori un "mouvement visant à l'exercice du pouvoir: un

effort délibéré et volontaire d'organiser les gens pour qu'ensemble ils agissent dans le but de réaliser leur influence en tant que groupe, pour produire ou pour empêcher des changements".¹⁰

Le mouvement populaire de l'Est du Québec se définit habituellement comme étant un mouvement de protestation sans plus, surtout que l'opposition à l'Etat (fédéral et provincial) n'a jamais été révolutionnaire. Les gens du territoire-pilote ont revendiqué; ils se sont plaints, mais ils n'ont jamais remis en cause la légitimité du système politique dans lequel ils vivent. Le mécontentement de la population est davantage dirigé à l'intention des fonctionnaires et des hommes politiques. Sur le plan économique, très peu de personnes s'en prennent au système capitaliste. En d'autres termes, le type de mouvement populaire que l'on retrouve dans l'Est du Québec répond à la définition que Touraine donne des nouveaux mouvements sociaux ¹¹ étant donné que le mouvement cherche essentiellement à changer la société plutôt qu'à changer de société.

Soulignons toutefois que le mouvement de radicalisation qu'a connu l'Est du Québec depuis le début des années soixante-dix s'inscrit dans le prolongement des efforts déployés par des organismes, tels le Conseil d'orientation économique du Québec (COEQ) et le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), ayant pour mandat de sensibiliser et de conscientiser la population de la région.¹² Ce mouvement n'est pas seulement l'expression de deux ou trois escarmouches: c'est la réalisation d'un processus invitant les 'sans-voix' à se faire entendre.

Pour formuler leurs aspirations et donner une certaine cohérence à leurs projets, ces personnes (les défavorisés) s'en remettent à des leaders qui ont des 'contacts' (...) Les nouveaux leaders sont des éveilleurs, des animateurs, des guides et plus souvent des catalyseurs. Ils sont les premiers agents de l'extraordinaire transformation qui s'opère au sein du peuple.¹³

C'est dans ce plan d'ensemble que s'inscrivent les Opérations Dignité. Selon plusieurs spécialistes, ces mouvements sont nés du risque de fermeture que couraient les paroisses marginales.¹⁴ L'Office de développement de l'Est du Québec (ODEO) venait d'en fermer dix et s'apprêtait à en faire de même avec soixante-quinze autres. Confrontée à une telle situation, la population a relevé ses manches et a commencé à se regrouper.

Surgies de la misère des hommes, soutenues jour après jour par une résurgence irréversible du sens de la dignité chez ces mêmes hommes, les Opérations Dignité constituent une démonstration irrécusable de la capacité des démunis d'organiser eux-mêmes leur vie.¹⁵

C'est dans cette lancée que s'inscrivent les groupes populaires de la nature de ceux du JAL et des sociétés d'exploitation des ressources (SER). Reconnaisant que l'étude de ces groupes nous intéresse au plus haut point, il faut toutefois spécifier que l'accent sera mis essentiellement sur les groupes populaires¹⁶ d'origine rurale. La décision d'exclure les groupes populaires urbains¹⁷ de cette analyse s'explique principalement du fait que le milieu rural a joué un rôle de première importance dans la montée du mouvement populaire. Par surcroît, soulignons que les groupes populaires ruraux et urbains revêtent des caractéristiques distinctes. Dans le cas des groupes populaires ruraux, on constate qu'ils cherchent à consolider le milieu rural en élaborant des programmes de développement à long terme. Aussi, l'aménagement

intégré des ressources leur procure un moyen unique de justifier leur existence. Dans le cas des groupes populaires urbains, la priorité devient l'amélioration du cadre de vie. Ces derniers ont nécessairement une période de vie plus courte étant donné le caractère immédiat de leur projet. Ces deux types de groupe populaire se distinguent donc du fait que ceux d'origine rurale se mobilisent en fonction principalement d'objectifs économiques alors que ceux d'origine urbaine s'organisent habituellement sur le front culturel.

Il importe de spécifier que les groupes populaires ne font pas partie du 'pouvoir officiel', ce qui, par définition donc, exclu les syndicats. Cela ne signifie pas pour autant qu'aucun rapport n'existe entre le mouvement syndical et le mouvement populaire.

Précisons, de plus, que les groupes populaires faisant l'objet de cette recherche se situe géographiquement dans "l'arrière-pays". Ce terme a souvent revêtu une connotation négative dans les zones urbanisées du territoire, d'où on constate un effort par les gens du milieu de lui substituer le terme de "Nouveau-Pays". Soulignons immédiatement que le territoire de l'arrière-pays dans l'Est du Québec couvre la majeure partie du milieu rural. En fait, on s'y réfère lorsque l'on s'intéresse aux paroisses ayant fait l'objet des premières vagues de peuplement au début du 19^e siècle, ou encore de celles datant de la grande dépression.

Le poids démographique et politique du milieu rural dans l'Est du Québec n'est pas négligeable. En 1976, plus spécifiquement, on dénombrait que près de la moitié de la population vivait dans des

municipalités de moins de 2000 habitants, c'est-à-dire dans 163 des 197 municipalités de la région (voir tableau 1.1) D'où, on reconnaît le potentiel d'intervention des groupes populaires dans les milieux menacés par la fermeture.

Il importe de mentionner ici les politiques de relocalisation élaborées par l'Etat provincial à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix (v.g. arrêtés en conseil 2525 (1969), 1621 (1970), 1874 (1972) et 1452 (1974)). Ces interventions étatiques feront de l'Etat provincial l'ennemi principal des groupes populaires puisqu'il était le grand responsable des divers programmes de relocalisation. L'Etat fédéral fera, pour sa part, l'objet de vives critiques lors de la publication du rapport Higgins-Martin-Raynauld (HMR). En général, cependant, les attaques seront portées contre le gouvernement en exercice à Québec.

Arrêtons-nous quelques instants à la composition des groupes populaires. En terme de classes, les groupes populaires recrutent la majeure partie de leurs effectifs chez les petits producteurs indépendants, lesquels appartiennent davantage à la petite bourgeoisie traditionnelle qu'à la classe ouvrière. Sacouman, effectuant une analyse du sous-développement rural dans les Maritimes, réfèrera à un type semblable de petite bourgeoisie, en terme de petite bourgeoisie semi-prolétarisée étant donné l'alternance qui existe entre travail salarié et travail à son propre compte.¹⁸ Dans le cas de l'Est du Québec, on prend note aussi de la présence d'une petite bourgeoisie en voie de prolétarianisation: cette petite bourgeoisie est appelée à obéir

TABIEAU 1.1

Stratification démographique des municipalités en 1971 et 1976*

Taille des municipalités Nombre d'habitants	Nombre de municipalités		Population totale de la strate		Pourcentage de la population régionale	
	1971	1976	1971	1976	1971	1976
0 à 499	32	42	11,745	15,077	4	5
500 à 999	83	72	61,198	51,046	20	17
1,000 à 1,999	59	49	79,748	67,812	26	22
2,000 à 2,999	16	15	39,006	35,926	12	12
3,000 à 3,999	6	7	21,574	24,561	7	8
4,000 à 4,999	2	5	8,934	21,569	3	7
5,000 à 5,999	2	2	11,163	11,143	4	4
6,000 à 14,999	3	3	31,299	32,337	10	10
15,000 et plus	2	2	44,098	44,739	14	15

*Clermont Dugas. Un pays de distance et de dispersion (Québec: Presses de l'Université du Québec, 1981), p. 33.

à la logique du développement, donc à se rendre là où il y a du travail. La situation de l'emploi étant ce qu'elle est dans le milieu rural, on imagine facilement l'attrait que ces groupes revêtent pour la mobilisation des journaliers, des chômeurs et des assistés sociaux en général. Les territoires qui sont les plus durement touchés par les politiques gouvernementales de relocalisation se tourneront rapidement vers leurs leaders traditionnels. A ce propos, une étude réalisée par des membres de la Librairie socialiste de Rimouski rappelle:

Dans ce contexte, les gros marchands représentent les riches de la place (...) De même, les curés de ces paroisses constituent les notables de la place bien qu'ils appartiennent au bas-clergé et qu'ils soient généralement méprisés par le clergé des villes et des paroisses prospères.

Marchands et curés représentent donc la petite bourgeoisie traditionnelle dans ses couches inférieures. La bourgeoisie locale, représentée par les propriétaires des grosses scieries sera absente du mouvement de résistance.¹⁹

L'ascendance que les curés locaux et qu'un homme politique en particulier, Pierre de Bané, auront sur le mouvement populaire à sa phase initiale et la tentative de concentrer les efforts au niveau du rejet des programmes de relocalisation empêcheront le mouvement de s'étendre et de trouver des appuis dans d'autres milieux que ceux directement touchés. D'où, on constate une faible volonté de réaliser des alliances à l'extérieur du mouvement populaire, avec des groupes structurels, comme ceux des syndicats. On prend note aussi que l'ennemi demeure principalement l'Etat provincial sans que les groupes sentent le besoin de poursuivre la réflexion.

Au niveau des objectifs visés, on peut en identifier au moins trois: la consolidation du milieu rural par l'intermédiaire de la création d'emplois sur le territoire et par la modernisation contrôlée des divers secteurs économiques régionaux; le désir de prendre à sa charge l'aménagement intégré des ressources dans le milieu rural; et la conscientisation des populations concernées devant l'exode rural et le déracinement imposé par les politiques de relocalisation. Tout se concentre donc autour d'une opposition à l'exode rural même si ceci peut signifier le "développement" de la région. Restructurer l'économie régionale équivaut pour les gens de la région à une perte d'emplois, d'où une diminution de ses effectifs, d'où un affaiblissement de son pouvoir sur le plan politique.

La définition du développement étant au coeur de cette étude, il importe de s'y arrêter dès maintenant afin de déterminer le plus clairement possible en quels termes ce concept est respectivement perçu par le centre et par la périphérie. Trois dimensions retiennent tout particulièrement l'attention du chercheur; il s'agit en l'occurrence des dimensions démographique, économique et sociale. La présentation de ces trois dimensions devrait offrir une image assez fidèle de la nature de la relation prévalant justement entre le centre et la périphérie.

Tout d'abord, abordons la dimension démographique. Selon la perspective du centre, le développement est synonyme de mobilité des

ressources humaines vers les endroits expérimentant une croissance économique rapide. A ce propos, il appert que la politique actuelle du gouvernement fédéral en matière de développement régional s'inspire de cette façon de voir les choses. Selon la perspective de la périphérie, la mobilité des ressources humaines souhaitée par le centre signifie la permanence de son état de dépendance et, par conséquence, la mise en place du processus dit du développement du sous-développement.

Les enjeux en cause sont de la plus haute importance puisque la mobilité des travailleurs - et des populations - pourrait signifier une diminution de pouvoir pour les gouvernements 'régionaux' et municipaux au profit d'une accentuation des pouvoirs du gouvernement fédéral, d'où on comprendra le désir exprimé par ce dernier lors de la plus récente conférence fédérale-provinciale d'enchâsser le principe de la mobilité des personnes.

Les régions périphériques proposent donc des mesures visant l'immobilité de leur population, tout en justifiant ce choix pour des raisons principalement économiques et politiques. Economiquement, les régions périphériques affirment vouloir exploiter les 'actifs intangibles', c'est-à-dire assumer et assurer le développement du potentiel régional. Politiquement, la mobilité des gens se traduisant par des pertes migratoires imposantes dans plusieurs régions périphériques, il s'ensuit une diminution de leurs ressources politiques. A titre d'exemple, relevons la décroissance de leur députation sur les scènes fédérale et provinciale.

La dimension économique présente certaines différences aussi entre les positions prises par le centre et la périphérie. Pour le centre, le capital doit être mobile, c'est-à-dire que dans certains cas il est préférable de diriger les investissements vers les régions éloignées (v.g. le cas de la Baie James) alors que dans d'autres situations, il vaut mieux investir dans les régions centrales. Pour la périphérie, il faut stopper le drainage de l'économie régionale, tout en souhaitant que le grand capital viendra s'installer dans les régions éloignées.

On se retrouve donc face à un phénomène de mobilité asymétrique. D'un côté, il ressort que le centre désire à la fois la mobilité du capital et des ressources humaines; de l'autre, il s'avère que la périphérie défend une politique de développement orchestrée à partir de la réorientation du capital vers les régions, accompagnée par l'immobilité de ses habitants.

La dimension sociale, fréquemment ignorée faut-il le remarquer, constitue un troisième angle à partir duquel il est possible de mieux cerner le concept du développement. Cette dimension ressort de la présentation faite des dimensions démographique et économique. A la périphérie, on met l'accent sur les conséquences sociales dommageables découlant des politiques de développement proposées par le centre alors qu'au centre, on affirme que ces conséquences défavorables se résorberont progressivement et qu'elles favoriseront à longue échéance le développement des régions éloignées.

Il faut reconnaître toutefois que le centre est conscient qu'il y a un seuil de tolérance au-delà duquel les coûts sociaux ne sont plus absorbables. A cet égard, le maintien des politiques de péréquation par le gouvernement fédéral, tout aussi bien que la mise en place de politiques spéciales au palier provincial, tel le fond du patrimoine en Alberta, indiquent une volonté de limiter l'impact des coûts sociaux causés par les politiques nationales de développement économique.

Connaissant maintenant les perspectives de développement selon lesquelles le centre et la périphérie opèrent, il faut se demander jusqu'à quel point il est possible d'organiser le développement à partir du centre? Est-ce que le centre connaît mieux que les régions éloignées le potentiel économique de ces dernières? Paquet rappelle à ce propos que: "Les intangibles et les éléments qui ne sont pas facilement monétarisables entrent donc fermement dans le choix d'un sentier de croissance par les intérêts régionaux".²⁰ C'est en ce sens, par exemple, que les politiques de relocalisation ont été des échecs en ce qui concerne la réalisation de nombreux actifs intangibles - restés justement intangibles étant donné la connaissance limitée que le centre avait du milieu.

Cette brève revue des trois dimensions retenues du développement a permis de saisir la centralité du concept de mobilité. En fait, il est proposé ici que toute définition du développement dans les régions périphériques doit être articulée à partir de cette composante. Sans revenir sur les points soulevés ci-dessus, il faut

constater que la composante démographique du concept de développement recèle des potentialités 'démobilisatrices' puisqu'elle s'inscrit en faux contre toute construction définitive du pouvoir.

A ce moment-ci de la recherche, on peut se demander quelles sont les conséquences de cette remise en question des positions du centre par la périphérie? Trois angles retiennent l'attention du chercheur.

Au niveau économique, sans tenir compte de la rentabilité des projets mis de l'avant, il faut convenir qu'ils offrent une solution au problème de la migration accentuée des populations vivant à la périphérie, tout en permettant de diminuer la dépendance de ces régions à l'égard des régions centrales et de l'Etat. C'est ainsi, par exemple, qu'on entend substituer des projets d'emplois communautaires aux programmes d'assistance sociale et d'assurance-chômage.

Au niveau politique, les collectivités locales, principalement par le biais des groupes populaires, de certains députés et de quelques notables posent froidement la questions de la spatialisation du développement, expriment leur manque de confiance face aux politiques de développement et s'inquiètent de voir ces politiques se traduire par l'appauvrissement plutôt que par l'entraînement de leur économie.

Au niveau idéologique, on dénote que le discours conventionnel est progressivement remis en cause sans pour autant être remplacé efficacement par un autre type de discours. A la périphérie, on s'insurge contre le manque de volonté politique, tout en rappelant

qu'une politique trop interventionniste risquerait de créer une autre dépendance à l'égard du centre. En fait, on se demande si la décision de remplacer l'assurance-chômage et l'assistance sociale par d'autres formules de ~~sub~~subsidés gouvernementaux changerait quoi que ce soit à la situation perçue de dépendance caractérisant présentement la relation centre-périphérie.²¹

L'auteur concentrera maintenant son attention à la présentation des deux approches globales devant permettre de mieux rendre compte de la montée du mouvement populaire connu par l'Est du Québec depuis le début des années soixante-dix. Pour ce faire, le chercheur formulera tout d'abord certaines considérations relatives à l'approche centre-périphérie, pour ensuite traiter de l'approche combinée de l'appauvrissement relatif et des attentes grandissantes.

Très peu a été écrit sur les rapports de force s'instaurant à l'intérieur même d'une province: la nature des relations qui s'inscrivent entre les régions périphériques et les régions centrales nécessite une plus grande attention. Scott²², Weller²³ et, plus récemment, Loxley,²⁴ sont parmi les principaux qui ont entrepris des recherches en ce sens. L'absence de préoccupation des chercheurs concernant l'analyse des rapports de force entre le centre et la périphérie au niveau provincial prive les politologues et, nombre d'autres chercheurs, d'informations cruciales à une meilleure compréhension de la problématique du développement. Il est essentiel de mieux connaître les ressources politiques attendant aux régions périphériques, de savoir dans quelle mesure ces régions dépendent du centre ou,

inversement, dans quelle mesure le centre doit compter avec la périphérie. La décision, toute arbitraire quelle soit, de retenir cette grille d'analyse pour cerner l'expérience de développement de l'Est du Québec, n'est pas sans avoir de conséquence dans l'interprétation de cette étude de cas. C'est pour parer à certaines de ces conséquences qu'il faut faire preuve de précision dans l'utilisation des concepts retenus.

La dichotomie centre-périphérie, de par sa dimension territoriale, représente les rapports de force sous un angle particulier. Plus spécifiquement, le centre correspond habituellement aux milieux qui contrôlent les pouvoirs politiques et économiques. On associe fréquemment le centre aux grandes concentrations urbaines. La périphérie se compare négativement au centre puisqu'elle est la plupart du temps sous-développée et qu'elle procure un réservoir de richesses souventes fois exploité par le centre. Plusieurs définissent la périphérie comme étant une région qui, tout en faisant partie d'un ensemble plus grand, n'est pas directement touchée par les bienfaits économiques de la société moderne industrielle.²⁵

Un des principaux auteurs à avoir démontré la validité de l'approche centre-périphérie, Stein Rokkan, laisse en héritage la conceptualisation suivante:

Idéalement, un centre contrôle le volume des transactions entre les propriétaires de ressources (holders of resources) sur un territoire; il se trouve plus près des régions riches en ressources à l'intérieur du territoire que l'est tout autre site; il est en mesure de dominer le flux des communications par le biais d'une langue standardisée et d'un ensemble d'institutions

établi pour des fins de consultation et de représentation. Contrairement, une périphérie contrôle au mieux ses propres ressources, est isolé de toutes les autres régions, exception faite du centre et contribue modestement au flux total des communications à l'intérieur même du territoire.²⁶

La relation centre-périphérie, territoriale par définition, est sous-tendue par trois axes, dont les préoccupations principales sont culturelle, économique et institutionnelle. L'axe culturel, dont le principal représentant est Shils,²⁷ ramène le développement à cinq processus clairement identifiables. Tout d'abord, le développement suppose la formation d'une structure centrale, d'où il découle que toute société possède un centre. Deuxièmement, le centre se distinguant par ses normes et ses valeurs rayonne graduellement sur la périphérie. Troisièmement, cette pénétration continue du centre passe par la réorganisation - douce ou dure selon le cas - de la périphérie. Il est donc permis d'entrevoir l'émergence de certains conflits entre les élites et les institutions voulant propager les valeurs du centre à la périphérie avec celles qui s'opposent à une telle perspective. Quatrièmement, la nature de la relation centre-périphérie dépend, pour réaliser concrètement le développement tel que pensé par le centre, de la médiation active et effective des élites traditionnelles, sans quoi de nombreuses confrontations risquent de faire surface. Cinquièmement, l'ascendant que le centre veut exercer sur la périphérie sous-entend que cette dernière accepte la prééminence du centre, reconnaissant de la sorte la supériorité des valeurs de remplacement mises de l'avant.²⁸

L'axe économique, par opposition à l'axe culturel, met l'accent sur la périphérie; il s'agit d'expliquer les difficultés rencontrées lorsque vient le temps pour celle-ci d'utiliser les ressources nécessaires à son développement. Les analystes prennent pour acquis que les périphéries sont sous-développées et tentent d'expliquer le pourquoi d'une telle situation. Au lieu de se demander si un changement de valeurs orchestré par le centre peut altérer ou accélérer le développement - ou le sous-développement - de la périphérie, l'argumentation de ce groupe de chercheurs repose sur les raisons faisant qu'une situation d'étalement inégal de développement existe.

Perroux, Myrdal, Mandel et Gunder Frank sont parmi ceux qui ont reconnu la légitimité d'une telle position. Perroux reconnaîtra le phénomène de la polarisation spatiale du développement et de la nécessité de créer des pôles de croissance et de désigner des pôles de développement.²⁹ Myrdal, de son côté, sera d'autant plus novateur qu'il expliquera le phénomène en s'inspirant de la logique des forces du marché. Plus spécifiquement, il établira que les forces du marché obéissent à des lois 'naturelles' ayant pour effet de faire croître les inégalités déjà existantes entre régions et que, par surcroît, le commerce, la demande réelle, les salaires, les investissements, la production graviteront autour des régions où les bénéfices seront les plus élevés. Par extension, on sera témoin d'effets d'entraînement (spread effects) importants dans les régions centrales et d'effets d'appauvrissement (backwash effects) sérieux dans les régions excentriques.³⁰

Plus récemment, Mandel discutant de la dimension économique du développement faisait part d'une interprétation analogue.

Les apologistes libéraux du capitalisme croyaient naïvement que la création d'un marché national aboutirait automatiquement au développement harmonieux de toutes les régions du pays déterminé, de même qu'ils croyaient que le développement du commerce international finirait par supprimer les écarts de niveaux du développement entre différentes nations (...) Dans tous les cas, sans exception aucune, le marché national capitaliste rassemble des régions surdéveloppées et des régions sous-développées, l'existence des uns déterminent d'ailleurs celles (sic) des autres.³¹

Cette dernière perspective amène Gunder Frank à poser comme postulat que "si c'est le statut de satellite qui produit le sous-développement, à ce moment un niveau plus faible ou réduit des relations métropole-satellite peut produire un sous-développement structurel moins marqué et permettre une plus grande possibilité pour le développement local".³² Cette thèse deviendra une constante dans ses recherches.³³ Par ailleurs, Frank légue deux notions du développement rattachées à l'axe économique de la relation centre-périphérie: l'entraînement capitaliste passif ou régressif (passive capitalist involution) et l'entraînement capitaliste actif (active capitalist involution).³⁴

Dans un effort considérable de théorisation, Alain Piché remarquait que les disparités régionales, fréquemment décrites comme le résultat de l'étalement inégal du développement - entendu ici dans le sens de la dispersion des facteurs de production dans l'espace - constituent le produit d'un processus dont la logique requiert de tout temps l'accumulation du capital pour pouvoir re-crée ses conditions d'existence.³⁵ Analysant les rapports de

force entre le centre et la périphérie, Gill situe, pour sa part, la spatialisation du développement dans le contexte de l'économie internationale. Pour ce dernier, la relation de domination entre les centres urbains et les territoires adjacents (arrière-pays) n'est rien d'autre que la reproduction à l'échelle régionale des relations de domination à l'échelle nationale et, par extension, à l'échelle supranationale.³⁶ S'intéressant plus particulièrement au cas de l'Est du Québec, Pinard tire des conclusions analogues à celles de Frank, Gill, Mandel et, plus près de nous, de Piché.

Sur l'échiquier du marché national capitaliste, nous retrouvons une constante qui ne semble pas déroger. Le tandem régions sur-développées et régions sous-développées forme un rapport de force qui détermine par leur "coexistence" la survie des deux parties en présence.³⁷

Donc, selon la perspective économique de la relation centre-périphérie, la question importante demeure celle du sous-développement, par opposition à la perspective culturelle qui, elle, est élaborée pour expliquer le développement. Deux axes différents qui proposent des solutions différentes à partir des pôles opposés.

Le troisième axe sous-tendant la relation centre-périphérie est l'axe institutionnel, où il est possible de s'enquérir des rapports de force en présence. L'objectif central est de déterminer comment s'articule le réseau d'interactions entre le centre et la périphérie. Se distinguant de l'axe culturel et de l'axe économique qui, eux, élaborent leurs orientations générales à partir respectivement du centre et de la périphérie, l'axe institutionnel comble un vide certain en mettant l'accent sur les réseaux de relations qui

s'inscrivent justement entre le centre et la périphérie. Thoenig, Crozier, Grémion et Tarrow sont probablement les plus prominents de ceux qui ont souligné l'importance de l'axe institutionnel dans leurs études sur le pouvoir local.

Thoenig, par exemple, insiste sur le rôle des leaders locaux, des groupes d'intérêt, des fonctionnaires, des rapports entre les institutions centrales et les institutions en régions.³⁸ Pour Crozier, la centralisation des institutions représente la clé de son raisonnement; il défend même qu'en France la prise de décision appartient seulement aux institutions centrales.³⁹ Grémion riposte au Phénomène bureaucratique avec Le pouvoir périphérique dans lequel il note que "les dirigeants au sommet ont théoriquement beaucoup de pouvoirs, mais ils ne peuvent agir que de manière impersonnelle et ils n'ont pas de possibilité d'intervention directe auprès des groupes qui leur sont subordonnés".⁴⁰ Défendant que l'environnement conditionne le fonctionnement des organisations, Grémion constate que l'oeuvre célébrée de Crozier ignore la capacité d'adaptation dont sont capables les bureaucrates à l'égard de la périphérie.⁴¹ Grémion va même jusqu'à affirmer que l'influence des notables constitue un pouvoir périphérique parallèle à celui de la bureaucratie, tout en limitant les capacités d'interventions du centre.⁴² Quant aux notables, Grémion spécifie qu'ils sont organisés en réseaux, tout en reconnaissant aux élus locaux un statut privilégié; en fait, il admet que "le mandat d'élus local est un atout stratégique pour l'intervention au centre et à la périphérie de l'Etat".⁴³ Tout comme Grémion, Tarrow souscrit à

l'idée que les élites locales, opérant à l'intérieur même du système, retirent des avantages pour leurs propres communautés. Ces élites se révèlent en outre des acteurs-clés lorsque vient le temps de négocier avec le centre. Par ailleurs, Tarrow mentionne que l'Etat néo-capitaliste n'est pas suffisamment efficace pour couper de leurs vivres des élites locales déterminées et, qui plus est, appuyées par des populations facilement mobilisables.⁴⁴ Soulignons aussi que Tarrow est particulièrement conscient du pouvoir des élites locales et du poids électoral des régions périphériques dans la prise de décision.⁴⁵ Tarrow propose d'ajouter aux axes culturel et économique l'axe institutionnel, conscient de pouvoir ainsi mieux saisir comment s'opèrent les échanges entre régions centrales et régions éloignées et d'être mieux en mesure de cerner comment les bureaucrates facilitent ou nuisent aux communications s'établissant à l'intérieur même de la structure du pouvoir.

L'interprétation de Tarrow offre une perspective nouvelle sur les rapports centre-périphérie. En fait, elle se distingue nettement des deux autres angles en ce qu'elle se réfère à la relation centre-périphérie en des termes asymétriques, c'est-à-dire que les rapports ne se font pas à sens unique. Galtung avait lui aussi, à un autre niveau d'analyse toutefois, perçu que les rapports centre-périphérie n'étaient pas uni-directionnels, laissant entrevoir diverses possibilités de coopération, ou de confrontation entre les forces du centre et celles de la périphérie, de même qu'à l'intérieur de chacun de ces deux blocs.⁴⁶ Par ailleurs, il faut

rappeler que les rapports centre-périphérie ne sont pas établis une fois pour toutes. C'est ainsi, par exemple, qu'avec le déclin des anciennes alliances politiques d'autres rapports de force sont établis.

L'axe institutionnel est particulièrement utile en ce qu'il permet à la fois de reconnaître à l'Etat un rôle de relais et de médiation entre le centre et la périphérie. Opérant de ces deux angles, il sera possible de mieux cerner les rapports qui s'inscrivent entre les groupes populaires et l'Etat, de même que ceux s'établissant entre ces groupes et les autres forces politiques. Dans ce contexte, il sera aussi possible d'examiner si l'Etat se contente simplement de son rôle de relais ou s'il cherchera plutôt à influencer la nature des rapports existant entre le centre et la périphérie. Dépendamment des cas, l'intervention de l'Etat pourrait avoir comme conséquence de diminuer ou d'approfondir certaines contradictions.

C'est au cœur de cette dynamique que se situe les relations de pouvoir s'installant entre les forces traditionnelles (notables locaux), les forces vives (groupes populaires) et les forces nouvelles (technobureaucrates). Aussi, selon la nature des problèmes qui se présentent, on verra les groupes populaires chercher à garantir des avantages pour la périphérie. Pour leur part, les notables tenteront eux-aussi de retirer des bénéfices de ces changements en s'alignant, selon le cas, du côté des groupes populaires ou de celui des technobureaucrates. Quant à l'émergence des forces nouvelles, elle a pour conséquence de réorganiser les

forces politiques sur les scènes locale et régionale ce qui, notons-le, donne lieu à certaines confrontations.

Passons maintenant à la deuxième approche retenue, soit celle de l'approche combinée de l'appauvrissement relatif et des attentes grandissantes. Nombreux sont les auteurs qui défendent l'hypothèse voulant que les mouvements sociaux, et à plus forte raison ceux de protestation, émergent lorsqu'un groupe (ou une région), dans une société donnée, considère être injustement traité(e) en comparaison avec les autres groupes (ou régions) composant cette société.⁴⁷ Par ailleurs, l'hypothèse concernant les attentes grandissantes retient aussi l'attention des analystes. Dans ce dernier cas, un mouvement social est susceptible d'apparaître lorsque les conditions économiques s'améliorent, étant donné que les demandes formulées par la population excèdent de beaucoup les capacités de répondre du système.⁴⁸ Il faut prendre note cependant, qu'une population vivant dans un état d'appauvrissement relatif, ou encore d'accroissement des attentes, ne connaîtra pas nécessairement un mouvement social. Ce qu'il faut retenir, c'est tout simplement que de telles situations sont propices à l'émergence des mouvements sociaux.

Peu d'auteurs offrent une définition précise du concept d'appauvrissement relatif. Runciman, toutefois, en donne la description suivante:

nous pouvons dire que A est privé de X quand (i) il n'a pas X, (ii) il voit certaines personnes, y compris lui-même à un moment passé ou à venir, ayant X (que ceci soit le cas ou non), (iii) il veut X, et (iv) il voit la possibilité de s'approprier X.⁴⁹

Passant en revue l'hypothèse se rapportant à l'appauvrissement relatif, Geschwender constate que dans une telle situation le niveau de satisfaction des besoins augmente proportionnellement à l'amélioration des conditions de vie dans le reste de la société. Dans ce cas, la satisfaction des besoins diffère aux niveaux objectif et subjectif. En fait, il y a une marge de plus en plus grande entre ce que les gens croient être en droit de demander et ce qu'ils reçoivent en réalité.⁵⁰

Il importe de retenir ici que la présence d'un sentiment d'appauvrissement relatif peut ne pas correspondre à la situation objective vécue par une population. Le concept se réfère précisément à une inégalité sentie ou vécue au niveau des aspirations, ou des attentes, et de la réalité, c'est-à-dire à une expérience subjective.⁵¹

L'hypothèse concernant les attentes grandissantes demeure intéressante lorsqu'il s'agit de faire l'analyse des mouvements de protestation. A cet égard, Geschwender souligne: "les personnes qui sont engagées dans des mouvements de protestation et d'agitation le sont parce qu'ils perçoivent un fossé intolérable entre une situation possible et désirable et la situation existante".⁵² L'assertion de Geschwender révèle la parenté existante entre la thèse de l'appauvrissement relatif et celle des attentes grandissantes. Dans les deux cas, le mécontentement résulte de la comparaison faite entre les conditions de vie actuelles et celles anticipées.

Il importe de souligner aussi le rôle majeur tenu par ce qui est permis d'appeler 'l'esprit' de la population dans la montée des mouvements de protestation. A ce propos, J.C. Davies soutient:

[1]a stabilité et l'instabilité politiques sont en dernière instance dépendant d'un état d'esprit, d'un état d'être, dans une société (...) C'est l'état d'esprit désenchanté plutôt que l'apport d'approvisionnements suffisants ou insuffisants de nourriture, d'égalité et (ou) de liberté qui conduit à la révolution (...) Un état d'esprit ~~révolutionnaire~~ requiert l'attente continue, habituelle et dynamique de possibilités de plus en plus nombreuses visant à satisfaire les besoins essentiels, lesquels incluent des besoins physiques (nourriture, vêtement, logis, santé et sécurité), des besoins sociaux (liens affectifs de la famille et des amis) et des besoins de dignité et de justice égales.⁵³

La présentation de l'approche combinée de l'appauvrissement relatif et des attentes grandissantes nous reporte une fois de plus à la place occupée par l'Etat dans la montée du mouvement populaire. A cet égard, rappelons que le rôle de sensibilisation de l'Etat en ce qui regarde le problème des disparités régionales,⁵⁴ au début des années soixante, a eu un impact majeur au niveau du réveil collectif de la population de l'Est du Québec. Sur la scène politique québécoise, c'est donc dans le sillon de la Révolution tranquille que les inégalités régionales seront le plus vivement dénoncées. C'est d'ailleurs dans ce contexte que s'inscrit l'expérience du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ).

L'éveil politique au problème des inégalités régionales fut un élément important de la Révolution tranquille et prit la forme d'un "grand projet", le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec. (...)

Mais, ce "grand projet" fit peur aux leaders de Québec et de Montréal. Il subit les conséquences du coup de frein donné à la révolution tranquille en 1966.⁵⁵

Le Québec des années soixante laisse croire alors que l'Etat possédait - ou du moins semblait posséder - des fonds suffisants, permettant de procéder au développement des régions et, par ricochet, d'éliminer considérablement les inégalités existantes à ce moment.

C'est en ce sens que le plan du BAEO prévoyait des changements fondamentaux et favorables au développement de l'économie régionale, soulevant de la sorte de nombreux espoirs auprès de la population du territoire-pilote.

Ce plan qui comprend une quarantaine de programmes d'action, plus de 80 projets concrets et plus de 200 recommandations spécifiques, prévoit pour 1967-72, soit la période du premier plan, une augmentation du taux de croissance de l'économie régionale de 6% et la création d'environ 12,000 emplois.

Le plan, qui nécessitera des investissements publics et privés de plusieurs dizaines de millions de dollars, prévoit à long terme (1982) l'élimination presque complète des différences dans les taux de revenus et d'emplois qui existent entre le Québec et la région-pilote.⁵⁶

Conscient des difficultés pouvant découler de ces grands objectifs, le sous-ministre associé à l'agriculture au provincial, Benoît Lavigne, affirme dès ce moment que "viser à une parité de revenu avec la province dans une région comme celle du territoire-pilote, c'est se préparer à un réveil brutal, c'est inviter l'Etat à dépenser beaucoup plus que les revenus obtenus".⁵⁷

L'Etat est donc à l'origine de nombreuses demandes qui lui sont faites; il ne cherchait d'ailleurs apparemment pas à s'en défaire s'il l'on tient compte du nombre de structures qu'il a instauré au cours des années soixante. Dans cette perspective, l'hypothèse voulant que l'approche combinée de l'appauvrissement relatif et des attentes grandissantes soit au centre du processus d'enclenchement du mouvement populaire mérite d'être retenue pour les fins de la présente recherche.

L'émergence du mouvement populaire se présente en trois étapes principales. Dans un premier temps, on constate une plus nette démarcation entre les régions centrales et les régions périphériques. Cette situation amène les forces politiques à faire connaître clairement leurs positions dans le débat qui s'engage au niveau de la nature des interventions économiques de l'Etat. Dans un deuxième temps, on note que les intentions de l'Etat à l'effet de réduire les disparités régionales se concrétisent. C'est ainsi par exemple que l'Etat mettra sur pied un ensemble de structures devant répondre aux attentes qu'il avait lui-même créées dans une bonne mesure. A titre d'exemples, qu'il suffise de souligner la mise sur pied du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEO), du Conseil régional de développement de l'Est du Québec (CRDEQ), de l'Office de développement de l'Est du Québec (ODEQ), du Ministère de l'expansion économique régional (MEER) et de l'Office de planification et du développement du Québec (OPDQ). Une conséquence directe de cette situation sera la création d'une super-bureaucratie, déstabilisant de la sorte les forces politiques traditionnelles en présence sur le territoire. Dans un troisième temps, on peut affirmer qu'en laissant présager des changements majeurs favorables au développement des régions périphériques, l'Etat fera naître les espoirs et les attentes qui seront à l'origine de la venue du mouvement populaire. Les conséquences seront d'autant plus sévères que les réformes envisagées n'auront pas les effets escomptés et provoqueront un fort mécontentement auprès de la population du territoire-pilote.

L'établissement de cette super-bureaucratie causera du même coup l'affaiblissement des forces traditionnelles, tout en offrant aux organismes de développement communautaire (les forces vives) une occasion rêvée de s'affirmer. Devant les espoirs demeurés insatisfaits, les forces traditionnelles se réaligneront sur les forces vives - solution idéale étant donné que l'objectif central était le développement de la périphérie.

Cette recherche propose donc de retenir l'Etat comme l'élément-clé permettant d'expliquer le pourquoi et le comment du mouvement populaire survenu dans l'Est du Québec. Aussi, est-il suggéré de référer aux attentes grandissantes causées par les diverses interventions de l'Etat comme le déclencheur qui a mis le processus de mobilisation en marche à la périphérie.

Ces premiers jalons ayant été posés, il faut revenir à l'impact que les mouvements de revendication ont eu au niveau de nombreux déblocages survenus entre l'Etat et la société locale. Il est hors de tout doute, par exemple, que le type de développement proposé par les Opérations Dignité, le JAL et les sociétés d'exploitation des ressources a inquiété et inquiète encore les pouvoirs en place, et ce, tant à Ottawa qu'à Québec. Ces revendications semblent de plus être justifiées lorsque l'on tient compte du nombre et de la nature des demandes formulées par les régions périphériques. Ces luttes régionales se veulent le reflet d'une désarticulation probante entre l'Etat (fédéral et provincial) et les sociétés locales. Ces regroupements expriment une situation de rupture face à l'Etat.

La redéfinition des rapports sociaux nécessitée par l'intervention de ces groupes populaires pose une question fondamentale aux pouvoirs en place: peuvent-ils se permettre de laisser ces groupes prendre leur distance face à l'Etat? Si oui, quels sont les mécanismes sur lesquels l'Etat pourra compter pour récupérer ces mouvements? L'idéologie participationniste constitue-telle un outil suffisant pour amener ces groupes à coopérer au bon fonctionnement du système? S'intéressant à la même question, Simard rappelle que "l'idée d'une 'société de participation' est essentiellement cybernétiste, et qu'en se (sic) sens elle représente une tentative de la part des puissants pour récupérer à leur profit les frustrations montantes au sein du peuple, et ainsi consolider leur pouvoir".⁵⁸ Cet extrait rejoint une idée de Lefebvre qui établit que "pendant les années 1969-70, l'idéologie structuraliste fut l'idéologie du pouvoir. La bureaucratie étatique structurait efficacement le monde entier, la production et les producteurs".⁵⁹ Ces deux types d'idéologies peuvent facilement être fondus puisque toutes deux invitent le citoyen à participer (mouvement ascendant) et visent à légitimer l'infiltration de plus en plus profonde du tissu social (mouvement descendant).

Le Québec des années 1960 cadre bien avec la société de participation. Ainsi, dans plusieurs régions on est témoin de diverses expériences d'animation sociale: la plus importante est sans aucun doute celle du RAEQ (1963-1966). Par contre, il faut souligner que le début des années 1970 contraste nettement avec les années précédentes. Ce sera l'ère de la désillusion et du mécontentement. Harvey va même jusqu'à affirmer:

Le début des années 1970 est marqué par la Crise d'octobre. Cet événement fait figure de symbole dans le processus de radicalisation des rapports sociaux au Québec (...) On commence à déceler une désillusion quant au rôle économique de l'Etat et une méfiance à l'égard de l'appareil technocratique développé depuis la révolution tranquille. C'est dans ce contexte qu'apparaissent divers mouvements sociaux à caractère politique ou économique dans l'Est du Québec.⁶⁰

S'intéressant aux mouvements régionalistes, Simard avance que "cet appel à la solidarité, fondé sur l'appartenance à un territoire, offrait une proie facile à l'idéologie technocratique. Le régionalisme, comme son parent le nationalisme, est charismatique, mobilisateur, populiste".⁶¹

Notons toutefois que l'Etat semble s'accommoder sans trop de difficultés du type de revendication caractérisant les groupes populaires originant de l'Est du Québec. Il est même permis de croire que l'Etat est souventes fois favorable à la venue, à l'institutionnalisation et à la participation des groupes populaires.

Dans le but de cerner le plus correctement possible le rôle de l'Etat et des groupes populaires dans le développement régional et les rapports s'inscrivant entre ceux-ci, tout aussi bien que de procéder à l'interprétation du mouvement populaire dans son plan d'ensemble, cette recherche sera élaborée à partir de quatre principaux volets. Aussi, dans le deuxième chapitre, l'auteur examine en détail le contexte régional. L'analyse porte dans une première étape sur les jalons historiques qui ont marqué le développement de la région. Abordant le chapitre selon trois thèmes spécifiques, nommément la colonisation de l'arrière-pays (1920-1940), le passage d'une économie de guerre à une économie de paix (1940-1960), la montée et la

saturation d'une économie de type interventionniste (1960-1983), la problématique se situe au niveau de deux dynamiques de développement. L'étude de ces deux dynamiques fera ressortir les enjeux régionaux, tout en fournissant des informations utiles à l'interprétation de la montée du mouvement populaire dans l'Est du Québec. Dans une deuxième étape, l'auteur évalue les mérites de l'approche centre-périphérie et de celle de l'appauvrissement relatif et des attentes grandissantes dans l'explication du mouvement populaire. Puis, dans une troisième étape, l'accent est mis sur le phénomène de la modernisation économique au Québec ainsi que sur les réformes politico-administratives. Plus spécifiquement, l'auteur se réfère à l'expérience du BAEQ pour illustrer les volontés gouvernementales de moderniser et de rationaliser l'économie québécoise. Dans ce contexte, l'auteur aborde la question de l'affaiblissement de l'élite locale comme conséquence sous-jacente à cette transformation sur le plan économique, tout en démontrant que le rôle occupé par celle-ci en ce qui regarde la mobilisation populaire a été clé.

Le troisième chapitre constitue un effort de compréhension de l'émergence des groupes populaires. Il est question entre autres du rôle occupé par ces groupes dans le développement régional et de leur impact possible sur le redressement économique de la région. Par ailleurs, on y élabore une typologie pour mieux connaître les différents organismes de développement communautaire en place dans le territoire-pilote et, résultant de cette classification, on y fait l'analyse des groupes les plus représentatifs.

Dans le quatrième chapitre, le chercheur s'enquiert des rapports prévalant entre l'Etat et les groupes populaires. La présentation de ces rapports vise à illustrer la complexité de la dynamique à l'étude et à procurer des informations cruciales quant à l'évolution des forces sociales en présence dans le milieu régional. Pour ce faire, l'auteur s'arrête plus intensément à la nature et à la structuration des rapports de l'Etat aux groupes populaires.

Le cinquième chapitre explore certaines avenues concernant des tensions, des conflits et des contradictions, de divers ordres, au niveau des forces politiques en présence dans l'Est du Québec. Trois phases sont spécifiquement identifiées: la technocratisation du pouvoir, la restitution croissante du pouvoir aux forces notabiliaires et la technobureaucratie en quête du support des groupes populaires.

Pour compléter cette étude, l'auteur opère un retour sur les hypothèses de départ et effectue une synthèse des différents chapitres. Cette étude remet par ailleurs en question le principe de la 'neutralité de l'Etat', ainsi qu'elle souligne la nécessité de procéder aussi rapidement que possible à l'étude de la question régionale.

Notes du chapitre I

1. L'Est du Québec est une immense région qui englobe dix comtés provinciaux, soit ceux de Kamouraska, de Rimouski, de Rivière-du-Loup, du Témiscouata, de Matane, de Gaspé-Ouest, de Gaspé-Est, de Bonaventure, de la Matapédia et des Iles-de-la-Madeleine. Du point de vue historique, géographique, démographique et culturel, ces comtés se regroupent en trois sous-régions: le Bas St.-Laurent, la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine. La région est aussi appelée le territoire-pilote. Le fait que la région de l'Est du Québec constitue notre laboratoire de recherche devrait être d'autant plus avantageux pour les fins de la présente analyse que ce territoire a déjà fait l'objet d'un certain nombre d'études socio-économiques.
2. Charles Banville, Les Opérations Dignité (Québec: Le fonds de recherches forestières de l'Université Laval, 1977).
3. Robert Carrier, Théories et pratiques coopératives nouvelles: le cas du JAL. Thèse de M.A. (Sociologie), Montréal, Université de Montréal, 1979.
4. La Librairie socialiste de l'Est. Pour une histoire des groupes populaires dans le Bas St.-Laurent 1960-1979 (Rimouski: La Librairie socialiste de l'Est, 1981).
5. Conseil régional de développement de Québec. Développement régional et mouvement populaire: l'exemple de l'Est du Québec (Québec, C.R.D.O., janvier 1979).
6. Hugues Dionne et al, Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural (Rimouski, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec). (En préparation).
7. Cet aspect sera discuté dans le deuxième chapitre: la question de la relocalisation y sera dès lors abordée dans le contexte de la modernisation des secteurs traditionnels de l'économie régionale. (Infra, chapitre II, pp. 113-117.)
8. Rudolf Heberle, Social Movements: An Introduction to Political Sociology (New York: Appleton Century-Croft, 1951), p. 6.

9. Michael Stein, "Dynamique de la protestation de la droite: Le Crdit Social dans la province de Qubec - Sommaire et Dveloppements", Rjean Pelletier (dir.), Les partis politiques au Qubec (Montral: HMH, 1976), p. 147.
10. Denton E. Morrison, "Some Notes Toward a Theory on Relative Deprivation, Social Movements, and Social Change", American Behavioural Scientist, vol. 14, no. 5, 1971, p. 676. (Traduction libre). J.B. Perry et M.D. Pugh suggrent une dfinition analogue voir Collective Behaviour: Response to Social Stress (St. Paul: West Publishing Co., 1978), p. 221.
11. Alain Touraine, "Les nouveaux mouvements sociaux", Sociologie du travail, vol. 1, 1975, pp. 10-18; "Les nouveaux mouvements sociaux", Production de la socit (Paris: Seuil, 1973), pp. 346-431.
12. Pierre Jobin, "Le pouvoir rgional en questions", Possibles, vol. 4, hiver-printemps 1978, pp. 72-73.
13. Lon Dion. "Vers une conscience auto-dtermine", Revue canadienne de l'ducation de langue franaise, vol. 1, 1971, p.9.
14. Voir cet gard: CRDO, op.cit., pp. 116-117, 137-144; Ferhand Harvey. "La question rgionale au Qubec", Revue d'tudes canadiennes, vol. 15, no. 2, 1980, pp. 74-87. Monique Dumais, "L'Eglise de Rimouski et le dveloppement rgional (1963-72)", Revue d'histoire du Bas Saint-Laurent, vol. 6, mai-dcembre 1979, pp. 31-40.
15. Lon Dion, 'Prface' dans Charles Banville, op.cit., p. 5.
16. Les termes de groupes populaires et d'organismes de dveloppement communautaire (O.D.C.) seront utiliss sans distinction dans ce texte.
17. Parmi ces groupes, on retrouve la troupe thtrale Les Gens d'en-Bas, le comit contre la hausse des prix (disparu en 1975), l'union des assists sociaux, le regroupement des travailleurs au salaire minimum (priclte la fin de 1974), la radio communautaire, la Librairie socialiste, l'Ecole populaire d'art et d'essai, le Qubec-Est (publie seulement pendant huit mois en 1973) et le collectif de production Armeuro.
18. J.R. Scouman, "Semi-Proletarianization and Rural Underdevelopment in the Maritimes", The Canadian Review of Sociology and Anthropology, vol. 17, no. 3, August 1980, pp. 232-241.
19. La Librairie Socialiste de l'Est. Pour une Histoire des groupes populaires dans le Bas St.-Laurent 1960-79, op.cit., p. 10.

20. Gilles Paquet, "Industrialisation et développement régional: matériaux pour une analyse". Les dimensions du développement régional, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 1967, p. 46.
21. CKDO, op.cit., pp. 150-151.
22. D. Scott, "Northern Alienation", D.C. MacDonald, ed. Government and Politics of Ontario (Toronto: Macmillan Press Ltd. 1975), pp. 235-248.
23. G.R. Weller, "Hinterland Politics: The Case of Northwestern Ontario", Revue canadienne de science politique, vol. 10, no. 4, 1977, pp. 727-754.
24. John Loxley, "The 'Great Northern' Plan", Studies in Political Economy, no. 6, Autumn 1981, pp. 151-182.
25. Alain Gagnon, Le modèle centre-périphérie appliqué à l'Est du Québec. GRIDEO-UQAR, Université du Québec à Rimouski, 1979, p. 6.
26. Stein Rokkan, "Territorial Structures in Western Europe: An Overview and a Possible Model" dans Frank Aarabrot, et al, Centre-Periphery Structures in Europe: A Data Workbook for Cross-National Analysis, p. I-35 (en préparation). Traduction libre.
27. Edward Shils, Center and Periphery: Essays in Macrosociology. (Chicago: University of Chicago Press, 1975), pp. 3-16.
28. Bertrand Badie, Le développement politique (Paris: Economica, 1978), pp. 81-99.
29. François Perroux, "Note sur la notion de pôle de croissance", Economie appliquée, vol. 8, no. 1-2, 1955.
30. Gunnar Myrdal, Economic Theory and Underdeveloped Regions (London: Methuen, 1957), pp. 26-33.
31. Ernest Mandel, "Capitalisme et économie régionale", Revue du socialisme international et québécois, vol. 17, 1969, p. 28.
32. A. Gunder Frank, Capitalism and Underdevelopment in Latin America Historical Studies of Chile and Brazil (London: Monthly Review Press, 1967), p. 11.

33. A. Gunder Frank, Latin America: Underdevelopment or Revolution (London: Monthly Review Press, 1969), pp. 9-10.
34. Dans le cas d'un entraînement capitaliste actif, les liens qui s'étaient créés et développés entre le centre et la périphérie s'affaiblissent progressivement au profit de cette dernière, qui se dégage de plus en plus de l'emprise du centre. C'est dans les périodes de dépression et de guerre que ce phénomène a le plus de chance de se produire. De son côté, l'entraînement capitaliste passif n'est en quelque sorte que la réalisation du système capitaliste. C'est l'émancipation du centre aux dépens de la périphérie.
35. Alain Piché, Regional Disparities: Toward a Theoretical Understanding of the Canadian Case. Thèse de M.A. (Science politique) Université d'Ottawa, 1981, p. 3.
36. Louis Gill, "Croissance et asservissement", Revue du socialisme international et québécois, vol. 23, 1972, pp. 23-24.
37. Denis Pinard, Les 'Opérations Dignité' de l'Est du Québec: Analyse et évaluation. Thèse de M.A. (Anthropologie) Université de Montréal, 1975, p. 81.
38. Jean-Claude Thoenig, L'Ere des technocrates (Paris: Armand Colin, 1973).
39. Michel Crozier, The Bureaucratic Phenomenon (Chicago: University of Chicago Press, 1964), pp. 189-190, 194.
40. Pierre Grémion, Le pouvoir périphérique (Paris: Seuil, 1976), p. 285.
41. Ibid., p. 301.
42. Ibid., p. 286.
43. Ibid., p. 291.
44. Sydney Tarrow, Between Center and Periphery: Grassroots Politicians in Italy and France (New Haven: Yale University Press, 1977), pp. 3-4.
45. Ibid., pp. 25-26.
46. Johan Galtung, "A Structural Theory of Imperialism", Journal of Peace Research, vol. 8, no. 2, 1971, pp. 81-118.

47. Voir à cet effet: Denton E. Morrison, "Some Notes toward a Theory on Relative Deprivation, Social Movements and Social Change", American Behavioural Scientist, vol. 14, No. 5, 1971; W.G. Runciman, Relative Deprivation and Social Justice (London: Routledge and Kegan Paul, 1966); David F. Aberle, "A Note on Relative Deprivation Theory" in Sylvia L. Thrupp, ed., Millennial Dreams in Action: Essays in Comparative Study (The Hague: Mouton, 1962); Roy Wallis, "Relative Deprivation and Social Movements: A Cautionary Note", British Journal of Sociology, vol. 26, 1975, pp. 360-363.
48. James A. Geschwender, "Explorations in the Theory of Social Movements and Revolutions", Social Forces, vol. 47, December 1968, pp. 127-135; James C. Davies, "Toward a Theory of Revolution" in R. Jackson, M. Stein, eds. Issues in Comparative Politics: A Text with Readings (New York: St. Martin's Press, 1971), pp. 370-385; Marc Laurendeau, Les Québécois violents (Québec: Boréal Express, 1974), pp. 157-174; Daniel Latouche, "Violence, politique et crise dans la société québécoise", dans Laurier Lapierre, ed., Essays on the Left (Toronto: McClelland and Stewart, 1971), pp. 188-197.
49. W.G. Runciman, op.cit., p. 10 (Traduction libre).
50. James A. Geschwender, op.cit., p. 129.
51. Roy Wallis, op.cit., p. 361.
52. James A. Geschwender, op.cit., p. 128 (Traduction libre).
53. James C. Davies, op.cit., pp. 371-373 (Traduction libre).
54. La compréhension du phénomène des disparités régionales nous reporte à la dimension économique de l'approche centre-périphérie et, par conséquent, à l'étude de la spatialisation du développement (Supra, pp. 19-21)
55. F. Poulin, Y. Dion, Les disparités régionales au Canada et au Québec: les politiques et les programmes, 1960-1973. (CRDE: Montréal), p. 89.
56. Paul Cliche, "Le plan du BAEQ prévoit, d'ici 1972, une augmentation du taux de croissance économique de 6% et la création de 12,000 emplois", Le Devoir, 21 juillet 1966.
57. Rapporté par Paul Cliche, "Le sous-ministre Benoît Lavigne s'oppose à l'objectif fondamental du plan du BAEQ", Le Devoir, 14 mars 1967.

58. Jean-Jacques Simard, La longue marche des technocrates (Montréal: Editions coopératives Albert St.-Martin, 1979), pp. 148-149; Gérard Fortin, La société de demain: ses impératifs, son organisation. Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social. Gouvernement du Québec, 1970, p. 23.
59. Henri Lefebvre, L'idéologie structuraliste (Paris: Anthropos, 1975), p. ii.
60. Fernand Harvey, "Animation sociale et stratégies de développement régional dans l'Est du Québec", dans B. Lévesque (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Editions Albert St.-Martin, 1979), p. 295.
61. J.-J. Simard, op.cit., p. 70. On pourrait se reporter ici à la théorie de 'déplacement des conflits' développée par Schattschneider où il est proposé un système de domination et de subordination des conflits. Cf. E.E. Schattschneider. The Semisovereign People (New York: Holt, Rinehart & Winston, 1960), p. 67.

Chapitre II

Le contexte régional

Dans le but de mieux cerner l'expérience de développement de l'Est du Québec et de comprendre la place que les groupes populaires et que l'Etat y occupent, le présent chapitre s'articule autour de trois angles majeurs. Premièrement, l'auteur présente les jalons historiques marquant le développement de la région. Deuxièmement, les hypothèse de départ, soit celle de l'approche combinée de l'appauvrissement relatif et des attentes grandissantes et celle de l'approche centre-périphérie, sont examinées. Troisièmement, il est question des visées 'modernisatrices' de l'Etat. En fait, la poursuite de ce dernier objectif, tout en reflétant certaines contradictions, se situe au coeur de la présente problématique. C'est ainsi, par exemple, que l'Etat se trouve coincé entre les attentes sans cesse croissantes produites par ses actions et les moyens limités qu'il a pour y répondre. Selon cette perspective, on peut faire l'hypothèse que, tout en indiquant une volonté d'intervention de l'Etat, la mise en place des nombreuses structures administratives à vocation régionale depuis la deuxième moitié des années soixante renforcera la conviction des populations vivant dans les régions

éloignées que leurs attentes étaient réalisables. A première vue, on peut donc proposer que l'Etat lui-même est pour une bonne part responsable de la montée du mouvement populaire de l'Est du Québec et, par extension, de sa propre remise en question.

a) Jalons historiques marquant le développement de l'Est du Québec

Notre intention est ici de situer l'expérience de développement de l'Est du Québec dans son contexte historique. Pour ce faire, l'auteur examinera tout d'abord la période des années 1920-1940, période pendant laquelle l'arrière-pays de l'Est du Québec a été principalement ouvert au peuplement. Le rôle de l'Etat, essentiel au succès de la politique de colonisation, sera lui aussi scruté. Ensuite, il sera question du passage de l'économie de guerre à l'économie de paix, soit de la période 1940-1960, alors que l'idéologie agriculturiste perdait graduellement de son emprise sur le monde rural. Puis, il faudra s'interroger sur le phénomène d'expansion et de saturation qu'a connu l'Etat interventionniste au cours des deux dernières décennies. Ce travail exécuté, nous devrions être mieux en mesure de comprendre la montée du mouvement populaire propre à l'Est du Québec. Les différentes orientations prises par l'Etat, les changements survenus au niveau socio-économique et l'affaiblissement des petits producteurs indépendants (petite bourgeoisie rurale) comme classe-appui du régime politique recèlent, selon nous, des informations importantes concernant la mobilisation des populations rurales du territoire-pilote.

La colonisation de l'arrière-pays

Rappelons immédiatement que lorsque le peuplement de la région fut effectué, que la mise en valeur du territoire fut réalisé, soit essentiellement au XIX^e siècle, l'économie de la région reposait sur trois secteurs: agriculture, pêche et forêt. Le peuplement de l'Est du Québec, n'ayant été touché que très marginalement par les premières vagues de colonisation en Nouvelle-France, connaîtra subséquemment une plus grande affluence. Un historien souligne à ce propos:

C'est à partir de 1848 que démarre la seconde vague de colonisation: celle des régions périphériques à la vallée du Saint-Laurent. Ce mouvement clérico-nationaliste, dont le mot d'ordre, "Emparons-nous du sol", traduit toute la philosophie, constitue la solution de rechange avancée à l'époque face au problème du surpeuplement des seigneuries et à l'émigration en Nouvelle-Angleterre des Canadiens-français (...).

On a jugé sévèrement ce mouvement de colonisation qui s'étend sur un siècle et qui finit par se tarir après la seconde guerre mondiale.¹

Le mouvement de colonisation touchera l'arrière-pays de l'Est du Québec à sa dernière phase, soit principalement entre les années 1930 et 1950. "L'arrière-pays est né de la crise. Aux familles affamées des petites villes de la côte, le clergé et les politiciens ont proposé d'aller fonder des paroisses de colonisation".²

En fait, il s'agissait possiblement du phénomène d'enclenchement du processus d'entraînement capitaliste actif. La crise économique des années 1930 obligera les gouvernements à proposer des mesures d'exception en vue de contrer, temporairement du moins, l'augmentation effarante du nombre de chômeurs. L'Etat, voulant résoudre le

problème du chômage sévissant dans les villes, incitera les citoyens à venir s'installer dans les régions rurales; ce sera l'époque de la renaissance campagnarde.³ "Pour plusieurs hommes politiques, et pour l'élite en général, le retour à la terre demeurait le meilleur remède. C'est pourquoi le ministre de la Colonisation, Hector Laferté, dirige de nombreux colons vers l'Abitibi, le Saguenay, le Témiscouata, la Matapédia et la Gaspésie".⁴

Dans l'esprit des dirigeants de l'Eglise, par exemple, la colonisation devait assurer le relèvement économique du Québec. Aussi les évêques ne cesseront-ils de multiplier les démarches et les encouragements en vue d'ouvrir de nouveaux territoires. En 1929, Mgr. Courchesne, évêque de Rimouski, dans une sorte de vision prophétique, entrevoyait une vaste expansion agricole dans les comtés de Témiscouata et de Rimouski ainsi que dans les régions de la Matapédia et de Matane, prévoyant même

une poussée de notre excellent monde jusqu'aux frontières du Nouveau-Brunswick. Il semble admis que la meilleure partie du territoire reste à ouvrir à la colonisation et il n'est peut-être pas excessif de penser que la population rurale de notre région pourra y trouver de quoi doubler ses effectifs (...) Je ne me résigne pas à penser que notre peuple renoncera à sa vocation de terrien.⁵

Deux conceptions du développement s'élaborent. Du côté fédéral, on cherche à contrer aux problèmes du moment en mettant de l'avant des programmes d'urgence pour lutter contre le chômage. Ces mesures touchent plusieurs secteurs de l'économie. Aussi, le fédéral propose-t-il d'effectuer des travaux publics dans les municipalités, de stimuler l'industrie navale ou encore de procurer plus d'emplois

dans les parcs nationaux. Pour ce palier politique, la colonisation ne représentait qu'un moyen parmi d'autres de faire face à la conjoncture économique difficile des années trente.⁶ Du côté provincial, les priorités ne correspondent pas exactement à celles du fédéral. Esdras Minville, reflétant la position du gouvernement du Québec, dénonce les politiques du fédéral et propose de considérer dorénavant la colonisation comme la réponse au mal profond affectant les citoyens "à savoir. le déséquilibre provoqué par l'industrialisation trop rapide et l'excessive concentration urbaine".⁷

Dans la même lancée, on verra successivement les ministres québécois de la colonisation, de la chasse et des pêcheries, Hector Laferté (1930-34) et Irénée Vautrin (1934-35) dans le cabinet Taschereau inviter les citoyens à se diriger vers l'Abitibi, le Saguenay, le Témiscouata, la Matapédia et la Gaspésie. Ces initiatives seront imitées par celles de leurs collègues fédéraux, plus spécifiquement par des mesures proposées par les ministres du travail Gordon (1930-35) et Rogers (1935-39). Ces politiques connaîtront un succès certain puisqu'en 1932 seulement on prend note que pas moins de 3,678 familles et de 985 célibataires retournent à la terre. De ce total, on dénombre 329 familles et 208 célibataires revenant des Etats-Unis. Ce sera, naturellement, les comtés situés dans les régions périphériques qui recevront la majorité de ces migrants (voir tableau 2.1).

Tableau 2.1: Le mouvement de retour à la terre dans la province de
Québec durant l'année 1932

Comté	Familles	Célibataires	Des Etats-Unis	
			Familles	Célibataires
Abitibi	528	100		
Argenteuil	1	2		
Arthabaska	18	6	5	5
Bagot	25	5	16	3
Beauce	97	88	13	35
Beaubarnois	3	1	2	
Bellechasse	14	5	6	2
Berthier	42	2	12	3
Bonsaventure	134	10	10	14
Brome	10	1	3	2
Chambly	4	2	1	1
Champlain	21	1	1	3
Charlevoix	103	22	3	1
Châteauguay	1		1	
Chicoutimi	306	22	1	1
Compton	7	1	8	3
Deux-Montagnes	3	10		2
Dorchester	75	15	9	5
Drummond	65	50	8	4
Frontenac	28	7	6	2
Gaspé	156	50	9	1
Hull	82	11	7	3
Huntingdon	4			
Iberville	4	2	4	
Jacques-Cartier	1			
Joliette	14	2	4	
Kamouraska	20	1		3
Labelle	69	15	9	
Lac-St-Jean	232	76		
Laprairie	12	7		
L'Assomption	9	1	2	
Laval				4
Lévis	27	2	3	1
L'Islet	13	5	1	3
Lotbinière	42	16	9	
Maskinongé	29	5	10	8
Matane	64	34	2	3
Matapédia	122	34	8	4
Mégantic	30	75	10	15
Missisquoi	15	14	22	2
Montcalm	3		1	
Montmagny	38	8	5	9
Montmorency	6			2
Napierville	3		1	
Nicolet	31	13	1	1
Papineau	45	5	3	7
Pontiac	20	19	6	8
Portneuf	27	18		2
Québec-Cité	15	4	1	
Richelieu	16	5	16	5
Richmond	43	1	5	7
Rimouski	78	21	1	
Rouville	11	2	5	2
Saguenay	35	2		
Shefford	17		6	6
Sherbrooke	16	1	3	
Soulanges	8	5		
Stanstead	15	9	4	
St-Hyacinthe	22	8	9	
St-Jean	6		9	1
St-Maurice	40	13	13	8
Témiscamingue	440	65		
Témiscouata	211	64	12	2
Terrebonne	37	2	2	2
Vaudreuil	7	4		
Verchères	17	1	3	
Wolfe	17	9	11	7
Yamaska	7	1	2	6
Yamouche	15	5	5	

En 1935, le gouvernement Taschereau lance un vaste programme de colonisation connu sous le nom de "Plan Vautrin". De son côté, Ottawa lance la même année le "Plan Gordon-Rogers", qui vise à mettre à la disposition des citoyens secourus par l'assistance publique et désireux de revenir à la terre un octroi de \$1,000 réparti sur quatre ans. Ce programme fédéral permettra à plusieurs centaines de colons de s'établir dans le diocèse de Gaspé au fil des ans.⁸

Certes cette renaissance campagnarde visait à décongestionner les villes et à réduire les tensions sociales causées par la crise en agrandissant le territoire occupé, mais elle a aussi été à l'origine de sérieux problèmes puisqu'on a souvent concédé des terres impropres à la culture sur de grandes superficies.

En effet, sous les territoires de l'arrière-pays, bas-Laurentien, Gaspésie et le Témiscouata y compris, la plupart des terres livrées à la colonisation étaient reconnues pour leur mauvaise qualité de sol, leurs pentes accidentées, une pierrosité parfois excessive. Pour l'Abitibi et le Témiscamingue, si ces défauts étaient moins apparents, on constate cependant que pour les territoires de colonisation de notre région la quasi-inexistence de voies de communication normales; et d'une façon générale pour tous les nouveaux centres de colonisation: l'absence de marchés.⁹

Ailleurs,¹⁰ il a été suggéré, que la plupart du temps, ces paroisses de l'arrière-pays ont été ouvertes non pas pour répondre à la vocation agriculturiste du peuple québécois, mais bien pour satisfaire, à l'invitation de l'Etat, aux besoins des compagnies forestières. Un groupe de recherche en histoire défend cette hypothèse.

La réalité c'est que l'histoire de la colonisation c'était, en fait, celle de l'appropriation de la grande richesse naturelle qu'est le bois par les compagnies forestières pour le profit et l'aventure des colons. C'était en réalité l'implantation du domicile de la main d'oeuvre nécessaire aux exploitants de nos forêts.¹¹

La crise économique des années 1930 aura des conséquences majeures au niveau politique. Sur la scène nationale, plusieurs mouvements politiques naîtront au cours de cette période. C'est ainsi que la Ligue pour la Reconstruction Sociale sera fondée en 1932, suivie immédiatement de la Cooperative Commonwealth Federation. Subséquent, William Aberhart fondera le parti du Crédit Social en Alberta en cherchant à trouver une réponse aux difficultés du moment. Le parti ministériel à Ottawa, soit le parti conservateur de R.B. Bennett, sera divisé quant aux mesures à prendre pour solutionner les problèmes apportés par la crise. Le parti sera d'ailleurs défait aux élections de 1935 alors qu'un groupe de personnalités politiques insatisfaites, dirigé par Harry Stevens, s'était désolidarisé du parti conservateur et avait formé le parti de la Reconstruction.¹²

Au Québec, la crise aura un effet semblable sur le parti du premier ministre Taschereau. Tout comme dans le cas du parti conservateur fédéral, le parti libéral provincial sera divisé et se scindera pour ainsi donner naissance au parti de l'Action Libérale Nationale. Le parti de l'Action Libérale Nationale, avant de se fusionner au parti conservateur, élaborera un programme politique basé principalement sur les réformes agraires.

Nous croyons fermement, comme beaucoup d'autres, que l'oeuvre de restauration économique se ramène principalement à une oeuvre de restauration rurale, basée sur l'agriculture familiale et la coopération. C'est pourquoi nous plaçons à la base même de notre plan d'action les réformes agraires.¹³

Une fois porté au pouvoir à Québec en 1936, le gouvernement unioniste, sous la pression des élites locales et régionales, mettra sur pied un groupe de recherche afin d'effectuer l'inventaire des ressources et prendre le pouls de la situation économique de la province. Esdras Minville assumera la direction de ce groupe de recherche. La situation du Bas St-Laurent-Gaspésie retiendra immédiatement l'attention de cette équipe.¹⁴ En conclusion de leur rapport,¹⁵ les chercheurs soulignent la nécessité pour ces territoires de procéder autant que possible à l'exploitation de toutes les ressources.

Partout s'impose la coordination des modes de vie, puisque pour ainsi dire nulle part une seule occupation ne peut procurer à la population un niveau de vie satisfaisant. Partout aussi est requise l'exploitation simultanée de toutes les ressources.¹⁶

Cette période de l'histoire du Québec se distingue de la période précédente en ce qu'elle revalorise l'idée de la colonisation agricole, oubliée pendant la période de prospérité.

En général, la dépression n'a pas été expliquée en termes économiques, elle l'a été plutôt en termes moraux et chrétiens. La solution proposée, cependant, celle du retour à la terre, tenait compte néanmoins de ces deux aspects.¹⁷ C'est donc au nom de l'idéologie agriculturiste que les gouvernants, en coopération avec l'Eglise catholique, ont concouru à maintenir un état de développement inégal entre les régions centrales et les régions excentriques.

La conjoncture qui aurait dû favoriser l'enrichissement des régions périphériques a eu l'effet contraire. Ainsi, alors qu'on aurait pu s'attendre à une hausse des prix pour les produits de la ferme, on a assisté plutôt à une forte réduction du prix de ces produits, ce qui eût pour effet de diminuer énormément le revenu des fermiers.¹⁸ D'où, il est possible de déduire que la renaissance campagnarde a eu pour conséquence l'asservissement graduel de la région étant donné qu'il fallait produire davantage pour recevoir moins. Cette situation aura cours jusqu'au déclenchement des hostilités de la deuxième guerre mondiale.

Passage d'une économie de guerre à une économie de paix (1940-60)¹⁹

Au Canada, les décennies quarante et cinquante, exception faite de la récession de 1957-61 bien entendu, sont caractérisées par une croissance exceptionnelle. Au Québec, les investissements industriels se sont accrus de 181% alors qu'ils ont été de 156% en moyenne dans l'ensemble du pays au cours de la période 1939-50. Le rythme de développement a été légèrement plus élevé en Ontario au cours de cette période qu'il l'a été au Québec.²⁰

Le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix s'effectuera assez rapidement étant donné que la capacité industrielle de plusieurs pays européens avait été passablement éprouvée. La demande promettait donc d'être très forte et de se faire pressante.

La Deuxième Guerre mondiale (1939-45) créa une situation économique florissante au Québec et au Canada. Plusieurs industries prirent de l'expansion à cause des besoins matériels suscités par les forces alliées. C'est à cette période, que nous retrouvons la nécessité croissante de la planification du développement socio-économique par la transformation des économies de guerre en économies de paix, et ce dans la plupart des pays capitalistes occidentaux.

Au Québec, la première apparition de cette préoccupation se manifesta par une législation sanctionnée le 23 juin 1943, instituant le Conseil d'orientation économique du Québec (C.O.E.O.).²¹

Cette idée de créer un Conseil d'orientation économique origine, rappelons-le, du programme de l'Action Libérale Nationale de 1935. Cette mesure constituait une des principales propositions mises de l'avant par Paul Gouin dans le but de restructurer la politique économique du Québec.²² Il prévoyait même remplacer la Chambre Haute provinciale par ce conseil. Le projet de Gouin eu égard au Conseil économique sera retenu par la Chambre de Commerce de la province de Québec en 1936. Puis, cette idée referra surface avec le retour au pouvoir des libéraux provinciaux en 1939, pour se concrétiser finalement en 1943. Cette décision, par ailleurs, sera des plus temporaires s'il faut en croire les événements survenus après la création du COEO. En fait, après une période de cinq ans à l'opposition, l'Union nationale reporté au pouvoir en 1944 ne renouvellera pas le mandat des membres du Conseil, lequel, conséquemment, périlclitera rapidement.²³

La décision de Duplessis concernant le COEO causera un certain malaise au niveau de l'élite économique québécoise. Ceci s'expliquera d'autant plus facilement que le premier COEO, composé de quinze conseillers, regroupait des personnalités aussi

prestigieuses que Jules A. Brilliant (président de la compagnie de pouvoir du Bas Saint-Laurent), Esdras Minville (directeur de l'école des hautes études commerciales), Gérard Picard (secrétaire-général à la C.T.C.C.), J. Edouard Simard (vice-président de Sorel et de Marine Industries), J.O. Wilson (gérant à Anglo-Canadian Pulp and Paper et à Gaspésia Sulphite) et George H. Lévesque (o.p. membre du Conseil supérieur du travail).²⁴

Les élites régionales, celles de l'Est du Québec en particulier, ne s'avoueront pas vaincues et exerceront des pressions de plus en plus intenses au fur et à mesure que le règne de Duplessis approchera de sa fin. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter, par exemple, les efforts déployés par plusieurs groupes d'intérêt bas-laurentien et gaspésien

Malgré la période de la grande noirceur (1944-60) du régime Duplessis, cette idée nouvelle qui privilégiait l'intervention de l'Etat Planificateur comme moyen de colmater les difficultés économiques évolua (...) La création du conseil d'orientation économique du Bas St-Laurent en 1956 et la création de la Fédération de la Gaspésie en 1958 en témoignent.²⁵

L'émergence de ces conseils d'orientation économique est l'oeuvre des élites régionales. Guy Bourassa reconnaît la validité de cette proposition dans une de ses études portant sur l'Est du Québec.

Ce qui est nouveau à l'origine du Conseil du Bas Saint-Laurent, en 1956, et ce sera de même pour le Conseil de la Gaspésie en 1963, c'est l'action de quelques hommes décidés à opérer un changement, plus précisément les maires de quelques villes importantes et quelques leaders locaux, car ni le gouvernement provincial, ni la plupart des groupes puissants n'adoptent à cette époque des attitudes vraiment nouvelles.²⁶

De ces remarques, on retient que les élites régionales sont devenues un agent de développement dans l'Est du Québec. Or, ces initiatives régionales, visant à réorienter le développement des régions périphériques ne recevront pas le support du pouvoir politique provincial, tout au moins jusqu'à la mort de Duplessis. Mentionnons toutefois que plusieurs de ces idées seront par la suite reprises par le Parti libéral du Québec lors de la campagne électorale de 1960. Lesage sera à ce moment porté au pouvoir.

Au Canada, le période s'échelonnant de 1940 à 1960 se caractérise par la mise en place de politiques de développement manifestement favorables aux investissements étrangers, particulièrement au capital américain. Parallèlement, Duplessis favorisera aussi au Québec l'entrée incontrôlée du capital américain sur le territoire; il facilitera aux compagnies étrangères l'accès aux ressources naturelles, sur lesquelles d'ailleurs toute la politique économique du gouvernement de l'époque était basée.

Le transport fluvial, les chemins de fer, les routes, tous les moyens de transport sont subventionnés qui peuvent améliorer les voies d'accès aux ressources minières ou énergétiques vers l'Abitibi, la côte Nord, la baie James, la région du Saguenay et du lac Saint-Jean. En 1955, l'Union nationale consacre 37.4% de son budget au secteur des transports et communications et richesses naturelles. En 1969, les deux secteurs ne représenteront plus que 13.7% de l'ensemble des dépenses.²⁷

L'objectif premier, et ce tant à Ottawa qu'à Québec, demeurait le plein emploi; les cicatrices des années trente étaient encore très visibles. Afin de remédier à ces difficultés, on se rappellera que plusieurs programmes de sécurité sociale furent mis de l'avant. C'est ainsi, par exemple, que des programmes d'assurance-chômage, d'allocations familiales, de pension de vieillesse, d'assistance aux invalides et d'assurance-hospitalisation furent respectivement votés en 1941, 1945, 1952, 1955 et 1958.²⁸

La mise en place de ces programmes aura pour effet immédiat de valoriser le rôle du député puisque celui-ci servira de courroie de transmission pour acheminer les griefs de ses électeurs aux instances gouvernementales appropriées.²⁹ Les députés seront difficilement convaincus, au cours de la période suivante, de se départir de certaines responsabilités attachées à ces nouvelles fonctions au profit de ce qui est permis de désigner la 'technobureaucratie'.

Se penchant sur l'impact de ces programmes, les auteurs de Histoire de la Gaspésie constatent que "les gouvernements vont déverser en Gaspésie des millions de dollars pour assurer la survie des chômeurs, des pauvres et des personnes âgées. Nous entrons dans l'ère de l'Etat-Providence. Ces aides massives des gouvernements témoignent de la faiblesse de l'économie régionale".³⁰ Un rapport du Conseil régional de développement de l'Est du Québec (CRDEO) pousse un peu plus loin l'analyse.

La marche du modernisme, qui a remodelé l'économie des régions progressistes du Canada, n'a presque pas atteint la Gaspésie. La poussée économique s'est déplacé de l'Est du pays vers la région des Grands Lacs, et les ressources naturelles de l'Est n'offrent aucun avantage concurrentiel décisif par rapport aux ressources du même genre exploitées dans les autres parties du pays.³¹

Au cours de la période 1940-60, alors que tous les secteurs de l'économie de la province se modernisaient, la structure économique de l'Est du Québec n'évoluait guère. L'agriculture, la forêt et la pêche constituaient toujours les principaux piliers de l'économie régionale. La publication récente d'une recherche effectuée par la Société d'histoire de la Gaspésie étaye ces considérations.

Entre 1940 et 1960, la majorité de la population active de la région, oeuvre dans le secteur primaire (agriculture, forêt, pêche, mine). Les activités du secteur secondaire se développent quand même quelque peu dans les années 50 et vont permettre une augmentation du nombre d'emplois. Le tertiaire, c'est-à-dire le secteur des services, est, lui, plus développé. (...) Comparativement au reste du Québec, la Gaspésie vit encore dans des conditions de sous-industrialisation, caractéristique des régions périphériques. Le développement régional passe alors après le développement des structures industrielles des grands centres urbains.³²

L'étude de cette période révèle que l'Etat est, à proprement parler, un Etat-Providence, misant sur les politiques sociales pour atténuer les problèmes de l'heure. Cet Etat, de plus, s'engagera dans des programmes non immédiatement rentables (construction de routes, de voies ferrées, d'installations portuaires, etc.) afin de faciliter l'exploitation des ressources. Soulignons, par ailleurs, que la marche vers un Etat interventionniste paraît s'effectuer à un rythme différent selon qu'il s'agisse de l'Etat fédéral ou de l'Etat provincial. Ainsi, on verra le gouvernement fédéral, dans les années

de l'après-guerre, instaurer un système de paiements de transfert (péréquation) visant à redistribuer un certain pourcentage de la richesse collective aux provinces les plus défavorisées. C'est ce qui permettra à Bourque d'affirmer que c'est "en s'appuyant sur la paysannerie, [que] les notables québécois (bourgeois aux intérêts centrés sur le marché local et petits-bourgeois traditionnels) ont imposé le maintien au Québec d'un Etat pré-keynésien, alors même que l'Etat fédéral se transformait en Etat interventionniste".³³

La mort de Duplessis viendra marquer la fin de cette époque, ainsi que le passage d'un stade d'Etat pré-keynésien à un stade d'Etat keynésien. Désormais, l'Etat aura un rôle fondamental à exercer dans l'économie du Québec. Par ailleurs, il convient de souligner un changement majeur survenu au niveau du leadership local et régional depuis l'amorce de la colonisation de l'arrière-pays.³⁴

En 1960, on constate qu'il [le leadership local et régional] n'est plus seulement l'apanage des prêtres, de gens d'affaires puissants ou certain notables, mais aussi de propriétaires de petites entreprises et commerces, de gérants de coopératives, d'administrateurs publics ou privés, de professionnels divers, etc. Le curé qui était, il y a si peu de temps, le personnage le plus influent de la communauté, voit son rôle s'estomper et même se faire contester.³⁵

Au-delà des changements survenus au niveau du leadership local et régional, on note aussi une dissolution rapide de la petite propriété dans l'agriculture au Québec. En fait, le développement économique, en conjonction avec la transformation de la structure économique régionale, signifiera l'affaiblissement des petits producteurs indépendants en tant que classe-appui du régime Duplessis. Bourque et Legaré ont très bien saisi cette situation dans leur récente étude sur le Québec.

Le crise des années trente et sa résolution par la Seconde Guerre Mondiale eurent un double effet contradictoire sur le développement du Québec entre 1945 et 1960. La crise permit à la paysannerie de s'imposer solidement comme classe-appui, alors même que la guerre et le développement du capitalisme qu'elle provoqua à l'échelle mondiale accélérèrent la dissolution de la petite propriété dans l'agriculture québécoise.³⁶

Cette population rurale, sur laquelle d'ailleurs Duplessis appuyait son pouvoir, disparaît donc très rapidement, obéissant de la sorte à la logique du capitalisme. C'est dans ce contexte d'ailleurs que la période d'expansion et de saturation de l'Etat prend tout son sens.

L'expansion et la saturation d'une économie interventionniste (1960-83)

L'arrivée de Jean Lesage sur la scène provinciale correspond au début d'une ère nouvelle, celle de la Révolution tranquille. Un extrait d'un discours du premier ministre à l'époque devant la Fédération des sociétés Saint-Jean Baptiste, le 3 juin 1961, laissait entrevoir un changement majeur d'orientation: "le seul puissant moyen que nous possédons, c'est l'Etat du Québec (...) Si nous refusions de nous servir de notre Etat, par crainte ou par préjugé, nous nous priverions alors de ce qui peut-être l'unique recours qui nous reste pour survivre comme minorité".³⁷ Le gouvernement veut donc se pourvoir d'instruments efficaces afin de contrer les effets les plus néfastes causés par l'économie de marché, comme ceux de la croissance régionale inégale et des écarts de revenus entre régions. Un de ces instruments fut la création du Conseil d'orientation économique du Québec, tel que proposé par

l'article 10 du programme du Parti libéral provincial de 1960. Cet article se lit

Article 10 — Création d'un Conseil d'orientation économique de la Province de Québec ayant en particulier sous sa juridiction:

- a) Un Bureau de Recherches Economiques et Scientifiques;
- b) Un Bureau du Développement Industriel.

Commentaire — Le Conseil, composé de techniciens, de statisticiens, de sociologues, d'économistes, de syndicalistes, d'industriels, etc., serait en quelque sorte le grand planificateur de notre vie économique et industrielle. Il serait le conseiller de la politique administrative, l'enquêteur perpétuel, le surveillant des tendances. Il serait l'expert qu'on appelle en consultation. C'est de lui que dépendrait en grande part la planification à long terme nécessaire à l'équilibre de la province.³⁸

Après dix-sept ans d'absence, le COEQ était réinstitué le 22 février 1961. Deux responsabilités majeures lui incombait: l'élaboration d'un plan d'aménagement économique tenant compte de l'utilisation la plus complète possible des ressources matérielles et humaines de la province; et, la tâche de conseiller le gouvernement sur toute question économique.³⁹ Au-delà de ces responsabilités, soulignons que la composition du COEQ reflète un changement important au niveau de l'exercice du pouvoir au Québec. Le graphique suivant indique à cet égard les principaux intérêts représentés au sein du COEQ.

Une récente étude de Brunelle confirme, en effet, que le COEQ a concrétisé la fusion entre le capital financier en général et le mouvement Desjardins. La prépondérance du mouvement Desjardins ne fait aucun doute si l'on tient compte que parmi les dix-sept institutions représentées au sein du COEQ, quatre des cinq compagnies d'assurance, une compagnie de gestion et une compagnie de placements sont reliées à ce mouvement.⁴⁰

Graphique 2.1
Principaux intérêts représentés au sein du COEQ, 1961

Mouvement Desjardins	Institutions financières	Capital industriel
Société des Artisans	Placements collectifs	Canadian Ingersoll-Rand
Union canadienne d'assurances générales	Mutual Fund	Lochaber Oil Corp. Ltd.
Assurance-vie Desjardins	Savings and Investment Corp.	Woodford Royalty Corp. Ltd.
Mutuelle-Vie U.C.C.	Bellairs Investment Trust	A. Bélanger, Ltée.
Société d'assurances générales U.C.C.	Savings Investment Co.	Sherbrooke Pneumatic Tool
	Cie. Nationale de gestion	
	Corporation d'expansion financière	

Source: Brunelle, op.cit., p. 110.

Ce rapprochement entre le capital financier et le capital industriel québécois aura de sérieuses conséquences quant à la mise en place de plusieurs sociétés d'Etat⁴¹ dans la première moitié des années 1960. L'instauration de la Société générale de financement (6 juillet 1962), de la Sidbec (18 novembre 1964), de la Caisse de dépôt et de placement (15 juillet 1965) et la nationalisation de l'électricité (1962-63) illustrent nettement la volonté de l'Etat du Québec de se doter d'instruments de développement de première main. Cette période se démarque d'autant de la précédente que l'Etat devient graduellement interventionniste.

Graduellement donc, on assistera à une tentative constante de l'Etat de s'immiscer, de participer dans bon nombre d'activités jusqu'à ce jour réservées aux initiatives privées.⁴² C'est dans ce cadre, en fait, que les politiques de développement régional seront élaborées et qu'elles deviendront des préoccupations gouvernementales de premier plan.

Au niveau fédéral, à l'instar de plusieurs sociétés industrielles avancées, on instaure des plans de développement. La loi ARDA (loi sur l'aménagement rural et le développement agricole), sanctionnée le 22 juin 1961, avait pour objectif principal de "permettre à l'agriculture de toucher une part raisonnable et équitable du revenu national".⁴³ L'adoption des projets de loi c-151 et c-152, en 1966, viendront modifier la loi de 1961. Ainsi, le projet de loi c-152 voulait que la loi s'adresse désormais à toutes les régions rurales du Canada, non seulement aux régions agricoles, alors que le c-151 créait un fonds de développement économique rural (FODER).⁴⁴

Cette initiative fédérale s'avérera une force d'entraînement appréciable sur le palier provincial. Rien de surprenant lorsque l'on considère que la loi fédérale reconnaissait à son législateur le droit de conclure seulement des ententes concernant des projets conçus et élaborés par le palier provincial. Une autre mesure incitatrice était exercée par le manque à recevoir les sommes disponibles pour les provinces non-participantes.⁴⁵

Au Québec, des négociations intenses entre le gouvernement provincial et le Conseil d'orientation du Bas Saint-Laurent (COEB), résultent en 1963 dans le choix du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine comme territoire-pilote d'aménagement régional dans le cadre du programme ARDA. En juillet de cette même année, le COEB et le Conseil régional d'expansion économique de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine (CREEGIM) - créé au printemps 1963 - convergent pour fonder le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEO). Le tableau suivant, tout en présentant la composition du Bureau de direction du BAEO, illustre quels sont les intérêts représentés à l'intérieur du conseil.

Ces interventions, et ce tant au niveau fédéral que provincial, indiquent une volonté de l'Etat d'occuper une place de plus en plus déterminante au chapitre des décisions économiques et politiques affectant les populations sur lesquelles ils ont juridiction.

Selon une étude de Vézina,⁴⁶ l'émergence et la consolidation de l'Etat interventionniste au Québec ne se sont pas traduites par une augmentation quantitative des interventions dans l'économie. Cette étude démontre, en effet, qu'au Québec le pourcentage des budgets

Tableau 2.2
Composition du bureau de direction du BAEQ, 1963

Nom	Profession	Organisme	Comté	Région
G.-H. Dubé	Avocat	Chambre de commerce	Matane	Bas St.- Laurent
S.-B. Vécès	Industriel	Bureau d'expansion et de productivité	Gaspé- Nord	Gaspésie
Michel Roy	Commerçant	Chambre de commerce	Témis- couata	Bas St.- Laurent
P.A. Beauchesne	Fonctionnaire Ministère fédéral pêcheries	Chambre de commerce	Iles- de-la- Madeleine	Gaspésie- Nord
J.M. Jobin	Cadre (sec, CREEGIM et sec. UCC)	UCC	Bona- venture	Gaspésie
Georges Chénard	Agriculteur	UCC	Rimouski	Bas St.- Laurent
Adrien Babin	Cadre (gérant)	Coopération	Bona- venture	Gaspésie
Gérard Chouinard	Agriculteur	UCC	Rivière- du-Loup	Bas St.- Laurent
L.P. Rioux	Avocat		Matapé- dia	Bas St.- Laurent
Réginald Jones	Commerçant	Chambre de commerce	Gaspé- Sud	Gaspésie

Source: Conseil régional de développement de l'Est du Québec;
Marc-André Morency, Stratégies décisionnelles dans une
expérience de planification: le cas du BAEQ, thèse de
M.A. (Sociologie), Université de Montréal, 1971, p. 67.

allant à la mission économique⁴⁷ est graduellement passé de 47% en 1941, à 38.3% en 1951, à 14.5% en 1971, pour s'établir à 16.2% en 1976. Le chercheur rappelle cependant que ces données faussent en quelque sorte la réalité, puisqu'elles ne tiennent pas compte des sommes que le gouvernement provincial, via les sociétés d'Etat, investit chaque année dans le développement économique. L'affaiblissement relatif de la mission économique s'explique, en outre, par la croissance rapide des missions éducative et sociale. A ce chapitre, l'étude de Vézina démontre que les catégories appartenant aux secteurs de la santé, du bien-être social et de l'éducation s'accaparaient près de 68% des dépenses du gouvernement du Québec en 1971,⁴⁸ alors qu'en 1951, ces mêmes secteurs recevaient un peu moins de 44% (voir tableau 2.3).

Bourque et Legaré, s'intéressant à l'évolution de la mission économique de l'Etat provincial, soulignent qu'il ne convient pas d'analyser le passage à l'Etat interventionniste en cherchant à démontrer l'augmentation quantitative des interventions étatiques.

C'est en fait la nature même de la politique économique qui change. Il ne s'agira plus, comme à l'époque de Duplessis, de subventions ou de contrats, mais d'un ensemble d'interventions directes dans l'économie (...)
L'Etat québécois assumera cette tâche de deux façons principales: par la nationalisation de l'électricité et par la création de sociétés d'Etat.⁴⁹

Les dernières années de la décennie soixante-dix se démarquent des années antérieures du fait que la capacité des gouvernements à s'engager dans des programmes de plus en plus onéreux s'amenuise. Ce sera le commencement d'une phase de saturation pour l'Etat interventionniste; ce qui ne signifie pas pour autant qu'il s'agisse de la fin de l'ère interventionniste.

Tableau 2.8
Revenu personnel disponible par habitant
(régions administratives du Québec, 1971, 1978)

	1971 (en \$)	Indice (P. Qué.=100)	1978 (en \$)	Indice (P. Qué.=100)
Bas-St.Laurent-Gaspésie	1 374	55,8	4 164	68,1
Saguenay-Lac St.Jean	2 399	95,0	5 583	91,3
Québec	2 016	81,9	5 526	90,4
Trois-Rivières	2 026	82,3	5 074	83,0
Cantons-de-l'Est	1 907	77,4	5 074	83,0
Montréal	2 781	112,9	6 665	109,0
Outaouais	2 133	86,6	5 825	95,3
Nord-Ouest	1 944	78,9	5 362	87,7
Côte-Nord, Nouveau-Québec	3 310	134,4	6 901	112,9
Province de Québec	2 463	100,0	6 115	100,0

Source: MEER, Les perspectives de développement économiques du Québec
décembre 1979, p. 26.

Tableau 2.9
Evolution du taux de chômage, régions du Québec
(régions administratives du Québec)

	1961 ^a	1971 ^b	1978 ^c	1979 ^c	1980 ^c	1981 ^c
Bas-St.Laurent-Gaspésie	8.25	15.99	18.5	16.4	12.9	17.9
Saguenay-Lac St.Jean	8.63	15.37	15.4	12.2	12.6	12.9
Québec	3.68	8.69	9.8	8.8	9.7	10.7
Trois-Rivières	4.83	12.24	11.8	11.4	12.8	11.3
Cantons-de-l'Est	3.75	9.25	8.4	7.6	10.6	11.1
Montréal	3.64	9.36	10.0	8.9	8.9	9.3
Outaouais	5.02	9.25	13.2	12.3	10.8	11.6
Nord-Ouest	8.66	12.77	21.1	13.6	14.2	14.9
Côte-Nord, Nouveau-Québec	7.17	11.00	12.3	11.9	13.1	14.9
Le Québec	4.40	10.05	10.9	9.6	9.9	10.4

Source: a) Statistique Canada, catalogue 94-533
b) Statistique Canada, catalogue 94-703
c) Statistique Canada, catalogue 71-111

Les problèmes actuels seront d'autant plus difficiles à résoudre que les gouvernements, étant donné l'ampleur de leurs déficits budgétaires, peuvent malaisément recourir aux mesures keynésiennes de stimulation de l'économie, via par exemple la hausse des dépenses gouvernementales.⁵⁰ Les déficits accumulés incitent les gouvernements à se replier sur des politiques néo-libérales. Ces mesures impliquent une réduction des dépenses gouvernementales, un meilleur contrôle de la masse monétaire, ce qui se traduit par des coupures de service, des politiques salariales régressives et des désengagements de l'Etat au niveau de plusieurs projets économiques et sociaux.

Au palier régional, cela se traduit par la 'dévolution' de certaines responsabilités aux régions. C'est ce que suggère la position du gouvernement du Québec lorsqu'il propose de "faire de l'Etat un lieu de convergence des aspirations collectives et un outil d'orchestration des grands objectifs sociaux, culturels et économiques du pays, ainsi qu'à faire des municipalités et des comtés renouvelés des lieux de reprise en main par les citoyens de leur développement communautaire".⁵¹

La conjoncture politico-économique invite donc le gouvernement du Québec à réordonner, pour une troisième fois d'ailleurs, son approche au développement régional. Ainsi, après l'abandon du plan global de développement proposé par le COEQ en 1963 et l'amorce d'un plan basé sur les métropoles régionales (1974), le gouvernement propose, en 1979, de s'en remettre directement aux régions d'appartenance - Municipalités régionales de comtés (MRC).⁵² Dans

les circonstances, le gouvernement n'a pu choisir mieux que de se départir de responsabilités devenues trop encombrantes. Il faudra donc, au cours de cette recherche, chercher à identifier les enjeux d'une telle évolution.

b) Evaluation des hypothèses de départ

Le cas offert par l'Est du Québec présente un exemple frappant d'un changement majeur survenu au niveau de l'esprit de la population. Les gens de la région se sont à peu près toujours résignés. "La population, à l'époque, a toujours prôné le Sauveur, le Messie". Il va venir nous arranger ça lui, "C'est comme ça que le monde s'est tout le temps fait fourré (sic)".⁵³ Cette résignation patiente dans l'attente 'des éternelles rétributions' a eu principalement cours jusqu'au début des années 1940, alors que peu à peu, l'Eglise a pris une place prépondérante dans le règlement des conflits sociaux.⁵⁴ C'est dans ce contexte que le mot d'ordre lancé par Mgr. Courchesne prenait tout son sens: "Mêlez-vous de vos affaires, mais mêlez-vous en!". L'Eglise constituera à partir de ce moment un fort appui à la lutte des gens de la région pour la reconquête de leur dignité; la participation de plusieurs prêtres aux Opérations Dignité en témoigne.⁵⁵ L'époque de la résignation était chose du passé.

C'est alors que la population de l'Est du Québec a pris conscience qu'elle avait le droit de vivre selon les mêmes standards que le centre (Montréal, Québec), et, à plus forte raison, que les autres régions périphériques.

En justice toutes les familles croient avoir droit à un même panier de biens et de services quelle que soit la région où elles habitent (...) A l'égalité des besoins doit correspondre l'égalité des ressources et du développement des ressources (...) Le citoyen de Gaspé ou de Normétal est un citoyen à part entière qui a droit aux mêmes services et aux mêmes biens que celui de Montréal ou de Québec.⁵⁶

Par ailleurs, Fortin souligne le rôle de premier plan tenu par les élites locales en ce qui a trait à cette recherche d'une plus grande justice sociale.

Des différences profondes se retrouvaient ainsi d'une région à l'autre, sur le plan économique aussi bien que sur le plan des moeurs et des modes de vie. L'accent était d'ailleurs mis sur ces différences par les élites locales, chaque région voulait garder son caractère propre même si cette fidélité à soi-même impliquait la continuation d'un état économique inférieur ou un niveau de vie moindre pour la population.⁵⁷

Or, la situation a nettement évolué au cours des dernières années. Les changements survenus sont attribuables pour une bonne part au nouveau rôle que les élites régionales se sont conférées. "Le sentiment qui anime les élites régionales est la justice et non plus la fierté".⁵⁸

Le changement de mentalité de la population vivant dans l'Est du Québec s'explique aussi par le fait que la région est progressivement passée d'une société fermée à une société ouverte sur le monde.⁵⁹ L'Est du Québec s'est graduellement adapté au mode de vie de la province. Les mass media ont joué un rôle considérable dans cette évolution puisqu'ils ont participé au plus haut point à l'acculturation de la région.⁶⁰ De plus, la pénétration de la région par les mass media a procuré de nombreux lieux de référence. Comparant la situation dans laquelle ils vivaient avec celle existant dans les

autres régions - périphériques et centrales - du Québec, ils ont réalisé les injustices sociales dont ils étaient victimes.

L'élément scolarisation occupe aussi un rôle majeur dans ce changement; la scolarisation étant par définition une importante créatrice d'aspirations. Le tableau 2.4 se veut le reflet de l'amélioration qu'a connue la région en ce domaine au cours des années précédant l'émergence du mouvement populaire. Cette amélioration n'empêche cependant pas l'Est du Québec de s'appropriier le plus grand nombre de défavorisés quant à l'égalité des chances en éducation.⁶¹

Tableau 2.4
Niveau scolaire atteint dans le Bas St.-Laurent et la Gaspésie, 1961-71

	1961	1971
Primaire	86%	62%
Secondaire	12%	27%
Collégial et universitaire	2%	11%

Source: CRD: On est un tiers de million. Document de travail, Rimouski, janvier 1976, p. 7.

Par surcroît, le changement de mentalité spécifique à la population de l'Est du Québec prend d'autant plus d'importance que cette région est nettement la plus désavantagée de la province (voir tableau 2.5).

Il importe maintenant de vérifier si l'approche de l'appauvrissement relatif et des attentes grandissantes possède des éléments d'explication quant à l'émergence du mouvement populaire. Or, un manque d'information au niveau des données subjectives oblige à se servir avant tout de données objectives.⁶² Il appert que de telles

TABLEAU 2.5
Principaux indicateurs régionaux - 1971

Régions administratives	Popu- lation totale	Poids démogra- phique relatif	Migration nette 1966-1971 (en milliers)	Revenu Personnel per capita en \$ de Montréal	Croissance du revenu personnel per capita 1961-1971 (en %)	Taux de chômage 1961-1971 (en %)	Croissance du P.I.B. ^a par secteur 1961-1973 (en %)
Bas Saint-Laurent	232,645	3.9	-20.4	1842	141	16.0	139 322 216 220
Caspédia				57			
Saguenay- Lac St-Jean	280,365	4.6	-17.7	2214	116	15.4	248 88 189 146
Québec	941,545	15.6	-9.8	2778	139	8.7	108 165 242 206
Trois-Rivières	420,695	7.0	-20.8	2458	125	12.2	98 117 210 153
Cantons de l'Est	224,205	3.7	-6.7	2614	139	9.3	72 133 246 170
Montréal	3,423,545	56.8	+51.8	3252	81	9.4	112 134 202 174
Outaouais	243,300	4.0	+5.6	2634	121	9.3	116 163 270 223
Mord-Ouest	150,101	2.5	-21.0	2355	143	12.8	204 261 177 202
Côte-Nord	111,590	1.9	-7.8	2831	111	11.0	23 160 394 176
Nouveau-Québec				87			
Le Québec	6,027,991	100.0	-46.8	2927	101	10.1	115 137 212 278

Sources: Bureau de la statistique du Québec; O.P.D.Q.: Les caractéristiques sectorielles interrégionales, Québec, 1976
M.E.E.R.: Compte économiques du Québec, 1976.

a. Produit intérieur brut.

Tiré de Pierre Fréchette, "Y-a-t-il un avenir pour les régions?" dans Premier mandat: une prospective à court terme du gouvernement péquiste (Montréal: Éditions de l'Aurore, 1977), pp. 75-85.

évidences devraient avoir une certaine validité étant donné, présumément, que les attitudes subjectives conduisant à l'émergence des mouvements de protestation ont sûrement un rapport direct avec les conditions présentes d'existence. A cet effet, la structure économique, le niveau de sous-emploi et les revenus, représentant quelques-uns des déséquilibres majeurs entre l'Est du Québec et les autres régions de la province, seront retenus pour fins d'analyse.

Dans l'Est du Québec, l'économie dépend fortement du tertiaire. En fait, le tableau 2.6 indique que depuis l'amorce de la Révolution tranquille la région, que l'on qualifie d'ailleurs de 'région-ressource', présente une structure économique basée de plus en plus sur le secteur tertiaire.

Tableau 2.6
Structure économique de l'Est du Québec et du Québec, 1961-1979
Lieu de résidence

	Est du Québec			Québec		
	1961	1971	1979*	1961	1971	1979*
Primaire	37.2	19.4	13.9	11.8	6.2	5.0
Secondaire	16.4	22.8	22.8	34.5	31.7	27.8
Tertiaire	46.4	57.8	63.3	53.7	62.1	67.1

Source: Les caractéristiques sectorielles interrégionales, Cahier 1 (Québec: OPDQ, 1976), p. 64.

*Le Devoir, 29 mai, 1980, p. 20.

Il est intéressant aussi de noter que le secteur primaire dans la région de l'Est du Québec, en 1961 et 1971, triplait la moyenne de la province. Il faut retenir cependant que la structure économique de la région s'est nettement améliorée au cours de cette période. On remarque aussi une baisse substantielle de la population active dans le secteur primaire au profit du secteur tertiaire, pour une bonne

part, et du secteur secondaire à un niveau plus faible. Toutefois, le secteur secondaire n'a pas su se développer comme il aurait dû, alors que le secteur tertiaire a connu une excroissance manifeste.

Une première lecture des statistiques régionales rend bien compte de la réalité socio-économique prévalant dans l'ensemble des régions du Québec (voir tableau 2.7). Comme constatation initiale, on remarque que plus l'on s'éloigne de la région montréalaise, plus le secteur primaire prend de l'ampleur et moins les secteurs secondaire et tertiaire sont prépondérants. On aurait tort de croire cependant que les activités économiques des régions-ressources (Est du Québec, Saguenay-Lac-St.-Jean, Nord-Ouest, Côte-Nord-Nouveau-Québec) reposent avant tout sur le primaire, alors qu'elles dépendent toutes, dans une très large mesure, sur le tertiaire. En fait, on doit noter même que l'économie des régions-ressources est caractérisée par la prédominance du secteur tertiaire. Une deuxième constatation a trait au fait que les taux de chômage régionaux augmentent proportionnellement à l'éloignement des régions excentriques des régions centrales. Une dernière constatation concerne la fluctuation des salaires, lesquels obéissent généralement à l'axe centre-périphérie suivant la même tendance que celle relevée dans le cas des taux de chômage, exception faite bien entendu de la situation prévalant sur le territoire Côte-Nord-Nouveau-Québec où les travailleurs gagnent des salaires nettement supérieurs à la moyenne provinciale. A la lumière des derniers développements, il faut cependant reconnaître que cette région semble davantage sujette aux effets de la crise économique actuelle. A ce propos, les cas de Port-Cartier, Sept-Îles et Shefferville sont fort révélateurs.

Tableau 2.7
Statistiques régionales, 1979-1980

	Revenu par capita 1979	Taux Chômage 1980	Emploi 1980	Emploi Secteur primaire 1979	Emploi Secteur manufac- turier	Emploi Construc- tion	Emploi Secteur tertiaire
Bas St-Laurent-Gaspésie	\$4,479	16.8	69,000	13.9%	15.2%	7.6%	63.3%
Seguenay-Lac St-Jean	5,986	13.2	103,000	10.7%	22.0%	8.2%	59.1%
Québec	5,976	10.7	386,000	7.2%	13.5%	6.3%	72.9%
Trois-Rivières	5,493	15.8	146,000	7.0%	29.3%	4.7%	59.0%
Cantons-de-l'Est	5,490	10.2	99,000	8.9%	26.1%	3.9%	61.1%
Montréal	7,134	9.6	1,546,000	1.9%	25.8%	4.4%	67.9%
Outaouais	6,247	11.7	110,000	4.5%	10.0%	6.4%	79.1%
Nord-Ouest	5,748	17.3	41,000	14.9%	14.4%	10.6%	60.1%
Côte-Nord-Nouveau-Québec	7,363	16.3	46,000	26.6%	13.1%	8.3%	52.0%
Total ou moyenne QUEBEC	\$6,563	10.8	2,570,000	5.0%	22.5%	5.3%	67.1%

* Compilation MEER-Québec, Le Devoir, 29 mai 1980, p. 20

L'apport de ces données, fort intéressantes au départ, est quand même limité puisqu'elles ne nous apprennent très peu concernant les tendances récentes au niveau des disparités régionales au Québec. D'où, il faut s'enquérir immédiatement de la fluctuation d'indicateurs aussi centraux que ceux du chômage et du revenu personnel disponible au cours des dernières années. C'est dans ce contexte que les tableaux 2.8 et 2.9 prennent toute leur valeur. Ainsi, comme l'indique le tableau 2.8, les écarts de revenus ont substantiellement diminué depuis 1971. On constate toutefois que même si la région de l'Est du Québec améliore sensiblement sa position par rapport à l'ensemble de la province, elle demeure toujours avec le revenu personnel disponible par habitant le plus faible au Québec. Le phénomène de la tertiarisation de l'économie de cette région, combiné à celui de la détériorisation de l'économie montréalaise ne sont pas sans avoir eu leur impact à ce chapitre. Le tableau 2.9, d'autre part, indique que la récession économique actuelle affecte à peu près également toutes les régions du Québec; par contre, elle touche avec plus d'acuité encore les régions ressources de l'Est du Québec, du Nord-Ouest et de la Côte-Nord-Nouveau-Québec. En outre, ce tableau a l'avantage d'illustrer la hausse effarante des taux de chômage au cours des vingt dernières années. A ces déséquilibres, il faut ajouter que le coût de la vie dans l'Est du Québec y est de 10 à 15% plus élevé que dans le reste de la province.⁶³

Tableau 2.8
Revenu personnel disponible par habitant
(régions administratives du Québec, 1971, 1978)

	1971 (en \$)	Indice (P. Qué.=100)	1978 (en \$)	Indice (P. Qué.=100)
Bas-St.Laurent-Gaspésie	1 374	55,8	4 164	68,1
Saguenay-Lac St.Jean	2 399	95,0	5 583	91,3
Québec	2 016	81,9	5 526	90,4
Trois-Rivières	2 026	82,3	5 074	83,0
Cantons-de-l'Est	1 907	77,4	5 074	83,0
Montréal	2 781	112,9	6 665	109,0
Outaouais	2 133	86,6	5 825	95,3
Nord-Ouest	1 944	78,9	5 362	87,7
Côte-Nord, Nouveau-Québec	3 310	134,4	6 901	112,9
Province de Québec	2 463	100,0	6 115	100,0

Source: MEER, Les perspectives de développement économiques du Québec
décembre 1979, p. 26.

Tableau 2.9
Evolution du taux de chômage, régions du Québec
(régions administratives du Québec)

	1961 ^a	1971 ^b	1978 ^c	1979 ^c	1980 ^c	1981 ^c
Bas-St.Laurent-Gaspésie	8.25	15.99	18.5	16.4	12.9	17.9
Saguenay-Lac St.Jean	8.63	15.37	15.4	12.2	12.6	12.9
Québec	3.68	8.69	9.8	8.8	9.7	10.7
Trois-Rivières	4.83	12.24	11.8	11.4	12.8	11.3
Cantons-de-l'Est	3.75	9.25	8.4	7.6	10.6	11.1
Montréal	3.64	9.36	10.0	8.9	8.9	9.3
Outaouais	5.02	9.25	13.2	12.3	10.8	11.6
Nord-Ouest	8.66	12.77	21.1	13.6	14.2	14.9
Côte-Nord, Nouveau-Québec	7.17	11.00	12.3	11.9	13.1	14.9
Le Québec	4.40	10.05	10.9	9.6	9.9	10.4

Source: a) Statistique Canada, catalogue 94-533
b) Statistique Canada, catalogue 94-703
c) Statistique Canada, catalogue 71-111

Les informations qui précèdent permettent d'affirmer que les disparités internes sont particulièrement prononcées au Québec. Cette situation existe aussi au niveau des sous-régions (comtés de recensement, régions d'appartenance, etc.). Retenant l'indicateur du revenu moyen par chef de famille dans l'Est du Québec en 1971 (voir tableau 2.10), on constate que les moyennes varient légèrement d'un comté à l'autre alors que les écarts entre chacune des localités dans les différents comtés sont relativement prononcés. De plus, le fait que la région de Rimouski présente la plus forte moyenne, par exemple, reflète les distorsions causées par la prédominance du secteur des services dans la capitale régionale, déformant de la sorte la réalité économique locale.

Tableau 2.10
Revenus par chef de famille (comté et région), 1971

Comtés	Revenus moyens	Ecart
Matane	4,233	\$ 742
Matapédia	4,158	940
Rimouski	4,724	2,205
Rivière-du-Loup	4,184	1,015
Témiscouata	4,124	590
Bonaventure	4,440	1,017
Gaspé-Est	4,480	1,185
Gaspé-Ouest	4,676	1,050
Kamouraska	4,085	1,278
Région	4,353	1,276

Source: Clermont Dugas, Diversité spatiale, démographique et socio-économique de l'Est du Québec. Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, UQAR, 1979, p. 92.

Afin de mieux se représenter l'Est du Québec, il est tout indiqué de se reporter au tableau 2.11 portant sur les structures occupationnelles régionales puisqu'il expose les caractéristiques propres à chacune des sous-régions.

La situation ci-haut décrite explique sans doute en partie le phénomène de l'exode massif de résidents de l'Est du Québec vers des milieux plus favorables à l'insertion des travailleurs au marché du travail. A cet égard, on note qu'entre 1961 et 1976, 94,163 personnes ont quitté l'Est du Québec (voir tableau 2.12).

Tableau 2.12
Migrations nettes, 1961-1976

Population 1961	Accroissement naturel	Population attendue 76	Population réelle 76	Migrations nettes	Taux
349,718	63,104	412,811	318,659	-94,163	-29.9%

Source: Compilation faite par Jean Larrivée. "Partir ou chômer", L'Axe, no. 3, octobre 1981, p. 4.

Cette situation est d'autant plus sérieuse que les sous-régions sont affectées à différents niveaux. Pris dans un plan d'ensemble, un individu sur quatre a laissé la région; pris au niveau des comtés, on constate que les pertes migratoires sont très inégales. C'est ainsi, par exemple, que dans les régions de Matane et de Gaspé-Ouest environ une personne sur trois a migré pendant que dans les comtés de Matapédia et de Témiscouata presque un individu sur deux a quitté le territoire (voir tableau 2.13).

TABIEAU 2.11
Répartition des emplois par activité économique, division de recensement, lieu de travail, 1971

Comtés	agriculture	foresterie	chasse/pêche	mines	industrie/construction	services	total
Bonaventure	525	675	140	95	2720	6425	10,580
Gaspé-Est	95	455	610	180	2875	7400	11,615
Gaspé-Ouest	120	365	20	865	1000	3035	5,405
Iles-de-la-Madeleine	20	5	625	-	1350	2010	4,010
Kamouraska	1145	360	-	115	1885	4400	7,905
Matane	620	685	5	55	2055	5360	8,780
Metapédia	985	945	-	35	1055	3720	6,690
Rimouski	1595	685	5	195	3290	14280	20,050
Rivière-du-Loup	1825	525	15	275	1720	7660	12,020
Témiscouata	615	785	-	30	1355	3300	6,165
Est du Québec	7545	5485	1420	1845	19755	57670	93,220
	8.1%	5.9%	1.5%	2%	20.6%	61.9%	100%

Source: Statistique Canada, catalogue 94-741 (Recensement de 1971)

2

Tableau 2.13:
Classification des comtés selon les taux de migrations nettes, 1961-1976

Iles-de-la-Madeleine	-17.2%
Rivière-du-Loup	-17.6%
Rimouski	-18.9%
Kamouraska	-20.3%
Gaspé-Est	-23.8%
Bonaventure	-24.2%
Gaspé-Ouest	-29.1%
Matane	-33.1%
Témiscouata	-41.4%
Matapédia	-48.4%

Source: Compilation faite par Jean Larrivée, op.cit., p. 4.

Cette brève revue concernant la structure économique, le sous-emploi et les revenus indique que la situation prévalant dans l'Est du Québec est de loin la plus piètre de la province. Force est de constater aussi que la gageure du BAEQ à l'effet de "sortir cette région périphérique de sa marginalité et permettre à ses habitants d'atteindre, avant 1982, un niveau de vie comparable à celui de l'ensemble du Québec",⁶⁴ s'est révélée irréaliste. En 1966, on avait affirmé que "l'objectif global de croissance en est un de rattrapage par rapport au Québec, dont l'élimination relative des disparités d'emploi, de productivité et de revenu".⁶⁵ L'espoir donné à la population de l'Est a vite fait place à la désillusion et à la frustration. Les redressements attendus se feront attendre sur presque tous les plans. Voyant passer les années, et constatant très peu de changements quant à l'élimination des déséquilibres régionaux, la population s'est regroupée et a revendiqué son dû. Cette situation retire donc certains avantages à être analysée sous l'angle de

2

l'appauvrissement relatif, d'autant plus que ce phénomène subjectif correspond à la réalité objective existant dans le territoire-pilote.

Par ailleurs, plusieurs se sont étonné du fait de l'apparition des groupes populaires au moment même où l'Est du Québec connaissait la deuxième plus importante hausse du revenu per capita dans la province (période 1961-1971). Prenant pour appui l'hypothèse des attentes grandissantes, il semble dès lors qu'il n'y ait pas lieu de se surprendre étant donné que les mouvements sociaux et de protestation sont susceptibles de se manifester lorsque la conjoncture s'améliore. C'est ce qui s'est apparemment produit dans l'Est du Québec: les aspirations de la population ont augmenté à un rythme beaucoup plus rapide que la volonté - par opposition à capacité - de répondre du système. Cette situation aurait eu pour résultat d'engendrer un certain niveau de frustration anticipé, lequel aurait eu un effet d'entraînement sur la naissance des Opérations Dignité et, par extension, sur la structuration d'un mouvement populaire dans cette région.

Se penchant sur le cas de l'Est du Québec, Jacques-Yvan Morin, alors qu'il était chef de l'opposition à l'Assemblée Nationale, déclarait comment il avait été fortement impressionné par la Gaspésie, qui est, disait-il, une région laissée à elle-même et qui refuse de mourir.⁶⁶ Et Pierre de Bané d'y aller d'une observation analogue.

L'application du Plan a apporté certains progrès mais des progrès si peu significatifs que j'en suis non seulement déçu mais furieux. Le problème, c'est le manque de volonté politique de faire plus: à ce point de vue, les principaux coupables sont les deux gouvernements et les députés de la région. L'Est du Québec est la dernière de leurs priorités.⁶⁷

Les fonctionnaires soulignent aussi les difficultés posées par le pouvoir politique. En fait, ils mentionnent que les députés de la région entravent fréquemment leur action au niveau du développement régional. Ce qui incitera l'un d'eux à affirmer: "Les gouvernements nous ont confié la mission de développer malgré eux une région".⁶⁸

Harvey fait un constat identique à ceux de Morin et de de Bané. Il vient en fait illustrer l'opinion de ces deux hommes politiques par quelques données intéressantes.

Il faut attribuer à l'absence de volonté politique plutôt qu'au BAEQ lui-même le marasme qui persiste dans la région. Ainsi, des 411 millions dépensés dans le cadre de l'Entente, entre 1968 et 1976, on estime qu'il n'y aurait eu que \$30 millions d'argent 'neuf' dépensé en dehors des budgets réguliers des ministères.⁶⁹

Ce manque de volonté politique trouve aussi son expression dans les politiques de développement régional mises de l'avant par le Ministère de l'expansion économique régionale (MEER). Une analyse des subventions distribuées par ce ministère au moment de l'émergence des Opérations Dignité indique que, contrairement à son objectif de base qui est de faciliter l'implantation d'industries dans les régions où les conditions d'emploi laissent le plus à désirer, le MEER a plus généreusement subventionné les zones les plus développées (voir tableau 2.14.)

C'est ainsi que les régions les plus défavorisées du Québec (Bas St-Laurent-Gaspésie, Saguenay-Lac St-Jean et Nord-Ouest) sont également les plus négligées. Ces dernières n'ont reçu, d'octobre 1969 à la fin avril 1971, que 14% des subventions et 11.1% des emplois créés, alors que les régions centrales (Québec, Trois-Rivières, Montréal et

TABLEAU 2.14

Subventions au développement régional - Subventions par région - Québec, 1969 - 1971

Régions	Nombre de sub-ventions	Immobi-lisations	Nouveaux emplois	Immobi-lisations	Emplois TOTAL	Subventions en fonction des imobilisations	Coût de création d'un nouvel emploi
Bas St-Laurent-Gaspésie							
Gaspé	3	\$ 11,708,000	132	\$ 1,176,900	56,000	1,232,900	9,340
St-Anne des Monts	1	115,462	33	16,165	62,700	78,865	2,390
Bonaventure	3	708,000	42	86,459	79,000	165,459	3,940
Bas St-Laurent	3	1,110,853	73	206,975	216,000	422,975	5,794
TOTAL	10	13,642,315	280	1,486,499	413,700	1,900,199	6,786
Saguenay-Lac St-Jean							
Chicoutimi	5	5,583,603	353	1,142,888	730,500	1,873,388	5,307
Roberval	3	1,711,905	160	252,111	-	252,111	1,576
TOTAL	8	7,295,508	513	1,394,999	730,500	2,125,499	4,143
Québec							
Rivière-du-Loup	2	650,400	102	68,910	190,000	168,910	1,656
Québec	43	38,062,088	2,778	5,614,914	5,407,200	11,022,114	3,968
La Chaudière	16	5,376,944	877	731,078	973,500	1,704,578	1,943
TOTAL	61	44,089,432	3,757	6,414,902	6,480,700	12,895,602	3,432
Trois-Rivières							
Bois-Francis	32	19,354,000	1,745	2,633,086	2,974,900	5,607,986	3,214
La Mauricie	17	67,237,128	1,022	7,170,091	2,080,550	9,250,641	9,032
TOTAL	49	86,591,128	2,767	9,803,177	5,055,450	14,858,627	5,370
Cantons-de-l'Est							
26	35,857,407	1,719	5,205,415	2,678,200	7,883,615	22.0	4,586
TOTAL	26	35,857,407	1,719	5,205,415	2,678,200	7,883,615	4,586
Montréal							
Granby	23	34,715,541	2,015	5,022,846	4,505,500	9,528,346	4,729
Joliette	3	666,600	232	72,241	253,500	325,741	1,404
St. Hyacinthe	4	587,585	265	32,647	122,500	155,147	585
Montréal-Métropolitain							
11	3,520,650	419	303,774	640,150	943,924	26.8	2,253
TOTAL	41	39,490,376	2,931	5,431,508	5,521,650	10,953,158	3,737

TABLEAU 2.14 (Suite)

	Nombre de sub- ventions	Immobi- lisations	Nouveaux emplois	Immobi- lisations	EMPLOIS OFFERTES TOTAL	Subventions en fonction des immo- bilisations	Coût de création d'un nouvel emploi
Outaouais							
Bull	1	2,196,583	176	329,487	704,000	47.0	5,872
Labelle	1	178,350	5	31,211	15,000	25.9	9,242
TOTAL	2	2,374,933	181	360,698	719,000	45.5	5,965
Mord-Ouest							
Royn-Joranda	7	19,459,453	419	3,807,202	553,000	22.4	10,406
Abitibi	5	3,818,737	213	708,820	784,500	39.1	7,011
TOTAL	12	23,278,190	632	4,516,022	1,337,500	25.1	9,262
Côte Nord							
Mingan	3	252,105	23	45,143	-	17.9	1,962
Saguenay	1	96,000	15	19,200	41,250	63.0	4,030
TOTAL	4	348,105	38	64,343	41,250	30.3	2,778
GRAND TOTAL	213	\$252,967,394	12,818	\$34,677,563	22,977,950	22.8	4,498

Source: Fédération des travailleurs du Québec. L'Etat, rouage de notre exploitation, Montréal, 12 congrès, du 30 novembre au 4 décembre 1971, p.30

Cantons de l'Est) recevaient 81% des subventions et 87.2% des emplois créés.⁷⁰ Si on avait pu croire en 1969, lorsque Ottawa créait le MEER, que ce palier de gouvernement allait prendre les mesures qui s'imposent pour réduire les déséquilibres régionaux, on a eu tôt fait de constater son échec.

Des données plus récentes confirment cette tendance. Ainsi, les programmes d'aide à l'investissement de la Société de développement industriel indiquent, qu'en date du 31 mars 1981, Montréal s'appropriait près de 60% de ces montants alors que l'Est du Québec recevait un maigre 1,4%. (Voir tableau 2.15.)

Tableau 2.15
Aides et montants autorisés par la SDI
selon les différentes régions du Québec
(de 1971 au 31 mars 1981)

	Financement		Subventions		Total		%
	No.	Montant (000 \$)	No.	Montant (000\$)	No.	Montant (000 \$)	
Bas-St.-Laurent-							
Gaspésie	60	6,440,9	47	7,868,9	107	14,127,8	1,4
Saguenay-							
Lac- St.-Jean	72	19,558,8	37	5,049,4	109	24,608,2	2,4
Québec	392	127,604,7	426	77,369,0	818	204,973,8	20,4
Mauricie-							
Bois-Francs	224	52,213,9	205	43,994,8	429	96,208,8	9,6
Estrée	64	11,362,1	76	16,708,6	140	28,070,7	2,8
Montréal	760	313,469,7	1270	288,983,1	2030	602,452,8	59,9
Outaouais	13	999,2	17	4,521,6	30	5,511,6	0,6
Abitibi-							
Témiscamingue	21	8,271,2	23	11,891,2	44	20,162,7	2,0
Côte-Nord	28	5,999,2	20	3,815,7	48	9,814,9	0,9
TOTAL	1634	545,910,9	2121	460,020,5	3755	1,005,931,3	100,0

Source: Société de développement industriel du Québec, Rapport annuel, au 31 mars 1981.

D'autres données indiquent qu'au chapitre du programme expérimental de création d'emplois communautaires (PECEC), constituant l'un des volets du programme Opération Solidarité Economique (OSE) mis de l'avant par le gouvernement du Québec, la région de Montréal s'appropriait la plus importante partie du montant de \$44,1 millions accordé en date du 31 mars 1981. En ordre décroissant, Montréal recevait 36,4%, Québec 17,0%, Saguenay-Lac St.-Jean 10,2%, Bas St.-Laurent-Gaspésie 7,1%, Outaouais 6,2%, Côte-Nord 5,7%, Estrie 5,7%, Trois-Rivières 5,3% et Abitibi-Témiscamingue 5,2%.⁷¹

Quant au fonds de développement régional (FDR) institué par le gouvernement du Québec, il faut reconnaître qu'un effort a été fait en vue d'appuyer certains dynamismes régionaux. Depuis la création du fonds jusqu'au 31 mars 1981, on constate que pas moins de \$109 millions ont été partagés entre les différentes régions. Rappelons cependant que Montréal s'approprie encore une fois la part du lion, suivie de la plupart des régions-ressources, dont celle de l'Est du Québec qui est bonne première parmi celles-ci (voir tableau 2.16.)

Tableau 2.16
Répartition par région du Fonds de développement régional
(Dépenses 1976-1981) *

	(000\$)	(%)	Population (%)
Bas-St.-Laurent-Gaspésie	25,429,9	23.3	5,1
Saguenay-Lac-St.-Jean	9,877,2	9.1	4,6
Québec	11,194,0	10.3	14,3
Mauricie-Bois-Francs	2,380,2	2.2	6,8
Estrie	1,086,2	1.0	3,7
Montréal	38,139,6	35.0	56,8
Outaouais	3,763,6	3.4	4,3
Abitibi-Témiscamingue	4,735,5	4.3	2,4
Côte-Nord	12,265,7	11.3	1,9
Nouveau-Québec	137,5	0.1	0,1
TOTAL	109,004,4	100.0	100,0

Source: Office de planification et de développement du Québec, Evaluation du FDR au 9 décembre 1981.

Voir aussi: Le virage technologique, op.cit., p. 195.

Cet effort de dynamisation des économies régionales est cependant fort modeste si l'on considère que:

Les gouvernements du Québec et d'Ottawa auraient dépensé durant la seule année 1978 près de 1,2 milliard pour stimuler la croissance des entreprises québécoises. Malheureusement, les économies des régions autres que Montréal, qui reposent moins sur le secteur manufacturier et qui comportent en bonne partie des PME, ont relativement moins profité de ces programmes.⁷²

Ce qui choque le plus dans tout cela, c'est que les représentants des gouvernements fédéral et provincial jouent aux vierges offensées chaque fois que quelqu'un remet en cause leur faible participation au développement des régions périphériques. Robert Quenneville, ex-ministre responsable de l'Office de dévelop-

pement de l'Est du Québec (ODEQ), maintenant OPDQ, rétorque ainsi aux virulentes critiques portées contre son gouvernement:

[j]e considère qu'il est grand temps que cesse le négativisme qui caractérise parfois la région Bas Saint-Laurent-Gaspésie. Il faut arrêter de dire "c'est trop peu, pas assez, trop tard".

(...) je suis bien placé pour vous dire que les autres régions du Québec regardent constamment avec envie les budgets de développement disponibles pour le Bas Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine.⁷³

Les informations qui précèdent incitent le chercheur à croire que le désenchantement de la population eu égard au rôle de l'Etat sur le plan économique explique pour une bonne part l'apparition de plusieurs groupes populaires depuis le début des années 1970. Les promesses électorales qui sont faites d'en-haut, sont-elles en voie de se réaliser par en-bas? "Comités de citoyens, petites coopératives, regroupements très nombreux autour d'objectifs précis ont constitué un phénomène d'étape qui commence à peine à porter fruits (...) Des communautés se tenaient debout pour la première fois, à la ville comme dans l'arrière-pays".⁷⁴

Dans l'Est du Québec, la population se dit qu'elle n'a rien à perdre étant donné qu'elle n'a rien au départ. C'est pourquoi l'affirmation du premier étage aux dépens du deuxième⁷⁵ laisse présager de nouvelles vagues de 'radicalisme' dans le Bas du Fleuve. Les gens ne se contentent plus de belles paroles; ils veulent quelque chose de concret. Ils se refusent à retourner à la phase du paternalisme où tout se fondait sur l'illusion de recevoir des cadeaux.⁷⁶

L'Etat-Providence, distributeur de largesses, est de moins en moins perçu ainsi. "Ce que nous avons obtenu, nous l'avons obtenu sans aucune intervention politique. Nous en avons soupé des promesses que les hommes politiques nous font miroiter".⁷⁷ Et pour cause, puisque "nous recevions la visite d'un père Noël tous les quatre ans, malheureusement il repartait avec ses cadeaux le lendemain du scrutin."⁷⁸ Ainsi, d'une population en 'mal de gouvernement', l'Est du Québec est en train de devenir une population en 'refus de gouvernement'.⁷⁹ La célèbre manifestation populaire tenue à Matane le 3 juin 1973, et qui regroupait des représentants des Opérations Dignité I, II et III, se veut le reflet de cette nouvelle réalité (voir annexes I et IV). Cette manifestation avait pour but premier d'identifier les faiblesses de l'entente Québec-Canada et d'en proposer une nouvelle.

Nous ne demandons pas de privilèges; nous ne voulons que notre juste part des richesses collectives. Mais, pas sous forme d'assistance sociale: nous ne voulons pas vivre au crochet de l'Etat. Ce que nous voulons, c'est obtenir l'aide qui nous permettra de mettre en valeur les ressources de notre région. D'après une étude de l'O.D.E.Q., le gouvernement dépense plus par année dans la région sous forme d'assistance sociale que dans les programmes de développement de l'Entente; nous exigeons que ce soit le contraire, que cesse ce scandale.⁸⁰

C'est donc, ainsi, que la population, par l'intermédiaire des groupes populaires, exprime son mécontentement profond face à la politique de non-intérêt pratiquée à son égard.

Peu de temps après la manifestation, Bona Arsenault y allait d'un commentaire exagérément partisan.

Le manifeste de Matane arrive au moment où la population de la région atteint un niveau de prospérité jamais égalé. Ce mouvement de révolte eût été justifié en 1966 sous le règne de l'Union Nationale, mais pas aujourd'hui alors que les hôteliers, les hommes d'affaires, les contracteurs, etc., font des affaires d'or.⁸¹

Cette bonne conscience qui caractérise l'état d'âme de plusieurs représentants élus, dont l'archétype est le légendaire Bona, ne pourra qu'aggraver la situation régionale. Or, la population ayant été trop souvent bernée ne semble pas devoir se faire prendre une autre fois. On s'organise. "Làs des requêtes au gouvernement laissées sans réponses ou des réponses jugées non recevables ou trop tardives (...) on décide de prendre l'initiative, de formuler soi-même ses propres projets".⁸² La population accepte de moins en moins de faire dicter sa conduite de l'extérieur. Le meilleur exemple de ce nouvel état d'esprit est celui de la levée de boucliers qu'a provoquée le rapport Higgins-Martin-Raynauld (HMR). Dans ce rapport, on met de l'avant l'idée qu' "il n'y a rien de répréhensible à supprimer la pauvreté et le chômage dans une région peu développée en l'attirant dans une ville dynamique".⁸³ Par ailleurs, il faut préciser que le rapport HMR, sur lequel s'appuie régulièrement nos gouvernants, envisage surtout le développement dans une perspective de croissance économique.

A nos yeux, l'orientation fondamentale étant de concentrer les efforts sur l'espace économique de Montréal, les autres régions doivent être considérées comme des régions de croissance dont l'avenir dépend, premièrement de leur capacité à exploiter les changements dans la demande mondiale et deuxièmement de leur intégration progressive dans les circuits en partance de Montréal.⁸⁴

L'intention des auteurs ne fait pas l'ombre d'un doute. Il faut que le gouvernement s'occupe essentiellement du développement de Montréal, d'autant plus que la métropole, d'après ces derniers, est garante du développement des régions périphériques. Les plus récentes intentions exprimées par le gouvernement du Québec dans le dernier programme d'action économique, couvrant la période 1982-86, se situent aussi dans cette perspective.

La conférence au sommet sur l'économie du Grand Montréal, tenue en mars 1981, a permis de dégager de vastes consensus sur les moyens de développer l'économie montréalaise (...) L'ensemble de ces moyens (...) ont permis et permettront de dynamiser l'économie montréalaise et, par effet de diffusion, l'ensemble des régions du Québec.⁸⁵

Nombreux sont ceux qui appuient cette politique: les Filion, Garneau, Migué et Hirsch, pour ne nommer que ceux-là. Fait à remarquer, ils sont tous des économistes. Pour eux, la notion 'coût-bénéfice' prévaut; il faut que la rentabilité des projets soit assurée dès le départ. De leur côté, les politicologues et les sociologues, en général, évaluent la situation sur une plus longue période de temps. Ils ne s'inquiètent pas trop du fait que les coûts peuvent dépasser les bénéfices dans l'immédiat. Ces derniers défendent une idéologie de type 'humaniste', alors que les économistes supportent une idéologie de type 'libéral'. Les économistes, donc, appuient leur argumentation sur la théorie diffusionniste du développement,⁸⁶ théorie selon laquelle le sous-développement des zones excentriques disparaît grâce à l'entraînement provoqué par le développement des zones centrales.

L'Est du Québec fait montre d'une détermination indiscutable dans ses revendications pour un meilleur partage de la richesse collective. Les gens sont prêts à faire leur part, mais ils veulent qu'on cesse de leur mettre des bâtons dans les roues. "Cabane Sainte-Florence ont connu des poussées que d'aucuns ont qualifié de violentes. Faire sauter des ponts et incendier des cordes de pitoues ont eu plus d'effets que d'assassiner un chef de la police au Brésil".⁸⁷ Ces flambées de violence ne constituent pas des cas d'espèce; elles traduisent une situation exaspérante et inquiétante dans 'l'arrière-pays' du Québec. Elles s'inscrivent dans un mouvement d'ensemble qui est en train de se traduire en un pouvoir régional⁸⁸ beaucoup plus influent que par le passé. Somme toute, on peut expliquer ces cas de violence par l'existence d'un sentiment de frustration ou d'oppression chez la population.

De Bané croit au bien fondé de ces manifestations violentes: "il va falloir se battre à mort, a-t-il déclaré, pour que l'on cesse de nous donner de l'aide dont on a besoin à petites gouttes".⁸⁹ De son côté, Léon Dion se déclare contre la violence organisée (genre FLQ), mais il admet que la population doit parfois avoir recours à ce qu'il appelle des "manifestations sauvages". De telles menaces à l'égard de l'Etat peuvent, selon lui, comme dans le cas des Opérations Dignité, amener le gouvernement à accorder des subventions ou à reconsidérer ses positions.⁹⁰ Le politologue justifie sa position ainsi:

TABLEAU 2.23

Mines: évolution de l'Est du Québec comparée au Québec, 1968, 1971

COMTES	ETABLISSEMENTS	EMPLOIS (hommes/année)	SALAIRE MOYEN \$	PRODUCTION TOTALE \$
1968				
Kamouraska	3	36	3 877	394 703
Rimouski	6	51	3 980	544 588
Rivière-du-Loup et Témiscouata	17	388	3 285	3 022 211
Autres comtés ¹	3	844	6 352	35 326 157
TOTAL Est du Québec	29	1 319	5 290	39 287 659
TOTAL province de Québec	262	23 096	6 760	636 921 447
1971				
Kamouraska	3	43	5 168	582 657
Rimouski	7	75	3 752	831 581
Rivière-du-Loup et Témiscouata	17	297	3 856	3 959 677
Autres comtés ¹	5	1 319	6 862	47 453 826
TOTAL Est du Québec	32	1 734	6 171	52 827 741
TOTAL province de Québec	223	23 240	8 243	662 279 339

1. Autres comtés: comprend les comtés de Bonaventure, Gaspé-Ouest et Matane.

Source: BSQ, février 1975.

Jean-Claude Grégoire, op. cit. p. 91

l'amène non pas à être apathique, mais à réagir, à devenir 'agressive'. C'est pourquoi les gens se sont regroupés au sein des groupes populaires; ils veulent coûte que coûte faire connaître leurs doléances et exigences. Ainsi, on peut affirmer que la politique du non-intérêt a été génératrice de frustration dans l'Est du Québec, pendant que la frustration ressentie par la population a engendré de l' 'agression' à l'endroit du centre.⁹⁴

Prétendre que la mobilisation de la population de l'Est au sein des groupes populaires est la conséquence seule de la mise en application d'une des principales recommandations formulées par le BAEQ, soit la fermeture des paroisses marginales, serait vraiment tendre au réductionisme. Les considérations qui précèdent ont permis d'établir, en effet, que l'apparition des Opérations Dignité, et par extension des groupes populaires, est avant tout la conséquence de la politique de non-intérêt pratiquée par l'Etat et est intimement reliée à une situation d'appauvrissement relatif et d'attentes grandissantes. Ces constatations ne nient cependant pas que la fermeture appréhendée des paroisses marginales ait eu un effet d'entraînement majeur quant à la venue de ce mouvement de protestation.⁹⁵ Cette situation aurait donc permis à un état de désenchantement latent de se manifester.

Cette étude révèle de plus que la politique de non-intérêt poursuivie par le pouvoir central a conduit la population à devenir

'agressive'. Cette politique a d'abord été génératrice de frustration, laquelle s'est traduite en 'agression', c'est-à-dire qu'elle a engendré un mouvement populaire. Le sentiment d'appauvrissement relatif a eu des conséquences semblables sur la population du territoire-pilote; il en va ainsi des effets causés par le phénomène des attentes grandissantes.

L'Est du Québec refuse à se faire dicter sa conduite par le centre (Ottawa, Québec); il aspire à prendre en charge son propre développement. Cela explique, entre autres, pourquoi la population de l'Est du Québec s'est soulevée contre l'application du rapport Higgins-Martin-Raynauld par le gouvernement; de même que pourquoi la population s'est offusquée lorsqu'elle a constaté que son niveau de vie était de loin inférieur à celui des autres régions de la province. La population a montré son désaccord et son insatisfaction en se regroupant au sein des groupes populaires. Cette phase de mobilisation, ou de ce qu'on peut appeler l'apparition d'un certain pouvoir régional, marquait la fin de l'ère du consensus. On remettait dès lors en question les politiques gouvernementales selon lesquelles il était "logique d'encourager l'exploitation minière d'un pôle de croissance, mais illogique de subventionner le déplacement de l'industrie manufacturière vers la Gaspésie".⁹⁶ Ces politiques gouvernementales répondaient au principe du coût-bénéfice et ne tenaient aucunement compte de celui de la justice distributive, ce qui eût pour effet de soulever la population de l'Est du Québec. Le gouvernement avait donc considéré la rentabilité des projets comme étant plus importante que l'élargissement de la participation. Cette

prise de position signifiait que le gouvernement était disposé à faire preuve d'un préjugé favorable à l'égard du centre.

Les deux approches retenues ont, en outre, l'avantage de mettre en évidence le mouvement populaire de l'Est du Québec sous des angles différents. L'utilisation de la grille d'analyse centre-périphérie, par exemple, donne davantage d'importance aux relations de pouvoir. La thèse des attentes grandissantes et de l'appauvrissement relatif a, pour sa part, le mérite de se pencher sur les perceptions de la population elle-même quant aux aspirations collectives de la population et aux bénéfices attendus du système actuel, et quant aux préjudices dont elle fait ou peut faire l'objet. La question du mécontentement populaire est donc expliquée, dans le premier cas, par le manque d'attention du centre à l'égard des régions excentriques, alors que, dans le deuxième cas, il est possible de l'interpréter en tenant compte des aspirations trop ambitieuses d'une population qui a vu son niveau de vie augmenté et dont les attentes croissent plus rapidement que la capacité (ou la volonté) d'y répondre du système. Ces deux approches sont d'autant plus intéressantes et utiles, qu'elles aboutissent à un résultat identique, même si, au départ, elles perçoivent l'émergence des mouvements de protestation selon des perspectives différentes. Ces deux approches apportent donc un nouvel éclairage sur l'apparition des groupes populaires dans l'Est du Québec, ce qui incite à proposer une plus forte utilisation de celles-ci dans l'explication des forces et des comportements politiques.

Force est de noter aussi qu'un changement fondamental est en voie de s'opérer dans la région de l'Est. En fait, on assiste depuis quelques années à une hausse impressionnante du taux de scolarisation, à l'amélioration de l'ensemble des moyens de communications, à la redéfinition par l'Eglise régionale de son rôle au niveau du développement et à l'organisation de la population au sein de groupes populaires. Ces transformations majeures témoignent d'une politisation plus accentuée et laissent présager un certain ajustement du comportement politique dans l'Est du Québec.⁹⁷

Finalement, il faut aussi rappeler que la politique de développement a suscité de nombreuses déceptions à la périphérie et a nuï à l'intégration de l'entité québécoise. Le maintien de la politique du non-intérêt à l'égard des régions périphériques ne peut en aucun cas favoriser leur intégration à l'ensemble de la province ou du pays. Il faudra pour que l'intégration devienne réalisable que le centre respecte tout d'abord les demandes et les aspirations de la périphérie. Or, selon cet auteur, l'édification de la société québécoise passe d'abord par l'intégration politique et sociale des différentes régions et nécessite une diminution des privilèges accordés au centre, sans oublier le respect des droits de la périphérie. Il ne fait aucun doute que des décisions revêtant des responsabilités politiques particulières devront être prises dans les meilleurs délais, de même qu'une modification en profondeur de la politique de développement au Canada et au Québec. Seule une

répartition équitable aux niveaux économique, politique et social sera garante d'une intégration véritable. En fait, il est suggéré ici que l'intégration d'un pays et, à une plus petite échelle, d'une province, nécessite le développement égalitaire de chacune de ses régions. Cet auteur conclut donc que la question nationale au Québec passe d'abord par la question régionale.

Les données et les réflexions précédentes constituent un point de départ important pour l'interprétation du mouvement populaire de l'Est du Québec. La mobilisation des paroisses de l'arrière-pays s'étant produite à une jonction particulière de son histoire, il est donc nécessaire maintenant de s'enquérir de la période qui a immédiatement précédé la venue du mouvement. Pour ce faire, l'auteur présentera dans la prochaine section son interprétation relative au phénomène de la modernisation de l'économie québécoise et aux conséquences en découlant pour l'Est du Québec. Il s'agira dès lors de s'interroger sur l'intervention de l'Etat au niveau du cadre établi, tout en s'arrêtant aux enjeux régionaux en découlant pour les élites locales et régionales.

c) Modernisation de l'économie et enjeux régionaux

Les vingt dernières années au Québec seront caractérisées par une réorientation fondamentale de la politique de développement économique. Il y aura un effort considérable de fait afin de restructurer rationnellement l'espace régional. Cette visée gouvernementale se traduira en partie par la déstructuration de la société locale. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les politiques de

développement régional mises de l'avant au début des années soixante: celles-ci cherchaient à apporter des changements majeurs au chapitre des structures d'accueil (infrastructures) et des structures de production. Il s'agissait d'inciter les agents économiques à s'impliquer davantage dans le développement des régions éloignées. A ce sujet, il faut reconnaître que des mesures ont été prises par les deux ordres de gouvernement. A titre d'exemples, on peut se reporter aux plans ARDA et BAEQ, à la création du FODER, à la signature de l'Entente Canada-Québec, à la mise sur pied du FDR et à l'instauration du programme d'aide au développement économique local (PADEL) (voir tableau 2.17).

La période qui retient davantage notre attention, soit celle depuis le début de la Révolution tranquille, a expérimenté plusieurs programmes de développement. Conséquence directe, peut-on déduire, de la prise de conscience à une assez grande échelle des inégalités sociales et régionales. C'est ainsi que les dirigeants politiques, conscients des possibilités de soulèvements populaires et d'aliénation électorale, disent mettre de l'avant des politiques de développement plus conciliantes avec les aspirations régionales. La plupart des sociétés industrielles avancées, attentives aux contrecoups de la croissance économique et aux effets secondaires engendrés par leurs propres politiques, tenteront de contenir autant que possible les suites fâcheuses découlant des décisions prises au sommet. L'expérience québécoise s'inscrit aussi dans cette foulée; pour s'en convaincre, on n'a qu'à se reporter au programme de l'ARDA et, par extension, au plan du BAE.

TABIEAU 2.17: Tableau-synthèse des interventions régionales, 1961 - 1981

<u>Québec</u>	<u>Canada</u>	<u>Est du Québec</u>
1961 Réinstitution du COEQ	ARDA	
1963		Création du BAEQ
1965	FODER	
1966 Création du BEAR		Dépôt du plan du BAEQ
1967		Création du CRDEQ
1968 Création de l'ODEQ Formation de l'OPQ		Signature de la pre- mière entente Canada- Québec Formation de la CAREQ Etablissement de l'ODEQ à Rimouski
1969 Création de l'OPDQ	Création du MEER	
1971		Signature de la deux- ième entente Canada- Québec
1974 Signature de l'Entente- cadre		
1976 Instauration du FDR		Fin de la deuxième entente Canada-Québec
1979 Mise sur pied des MRC		
1981	Elaboration du PADEL	

Dans le but de circonscrire la dynamique politique à l'étude, l'analyste tentera maintenant de dégager les caractéristiques correspondant aux divers programmes de développement ayant affecté la scène régionale; il s'agira par la suite de relever les enjeux principaux de ces politiques pour l'Est du Québec. Les études effectuées au cours de la dernière décennie faciliteront notre tâche surtout qu'elles traitent habituellement des objectifs visés, de l'évolution et de l'incidence des programmes de développement sur l'espace régional québécois.⁹⁸ Avant de s'engager dans les dédales de ces politiques, il faut rappeler que l'intention générale des gouvernements en ce qui concerne les buts à atteindre est souvent contradictoire. Il nous a déjà été donné de soulever cette situation au début du premier chapitre, au moment de présenter certaines considérations se rapportant au concept du développement.

Conscient que les principaux leviers de direction se concentrent plutôt à Ottawa qu'à Québec et que le gouvernement fédéral se différencie des gouvernements provinciaux par sa forte capacité de dépenser, on est davantage à même d'évaluer les interventions de ces deux paliers gouvernementaux dans le domaine du développement régional. Il faut spécifier aussi que la majeure partie des interventions du gouvernement du Québec sont de l'ordre des réformes institutionnelles tandis que celles du fédéral relèvent prioritairement de changements dans les politiques globales existantes.⁹⁹ Il faut reconnaître en définitive à l'Etat un rôle graduellement prééminent dans le développement des régions; en réalité, on assiste à la diversification de la fonction interventionniste de l'Etat fédéral et provincial.

On a constaté, au cours des vingt dernières années, une nette évolution de la conception globale de l'action régionale. C'est ainsi, par exemple, qu'à Ottawa on verra des programmes d'expansion industrielle (zones désignées)¹⁰⁰ et des programmes plus diversifiés (zones spéciales)¹⁰¹ venir compléter les programmes agricoles et ruraux originaux. Ces programmes seront successivement déphasés et remplacés dès 1974, par des ententes-cadre d'une durée de dix ans, elles-mêmes complétées par des ententes auxiliaires de développement.¹⁰² Au fur et à mesure que s'articulera la stratégie fédérale de développement, la position centrale de la région montréalaise sera de plus en plus mise en évidence.

Des efforts seront consentis pour répartir la croissance parmi les diverses régions de l'espace québécois de façon à réaliser un meilleur équilibre urbain et à réduire les inégalités interrégionales. Afin d'éviter un éparpillement qui pourrait compromettre les chances de développement de l'ensemble du Québec et, compte tenu des facteurs modernes de localisation, l'effort sera axé sur un nombre limité de centres urbains qui seront développés en fonction de leurs potentialités. Cette orientation s'appuiera sur la consolidation du rôle de Montréal comme pôle de développement canadien et québécois.¹⁰³

Cette stratégie de développement s'inspire de l'étude Higgins-Martin-Raynauld (HMR), laquelle se fonde pour l'essentiel sur la thèse des métropoles d'équilibre et des pôles de développement. La métropole d'équilibre, désignée, souvent par l'appellation de capitale régionale, constitue un pôle de croissance. Relativement aux notions de pôle de développement et pôle de croissance, Dugas retient:

Le pôle de développement constitue beaucoup plus une force motrice nécessaire au progrès et au changement. Il est dynamique et crée des effets d'entraînement importants sur l'économie régionale. Il influe également sur le pôle de croissance qui, lui, étant davantage passif, bénéficie des effets générateurs de progrès.¹⁰⁴

Selon la problématique de HMR, à partir de laquelle d'ailleurs les dirigeants politiques appuient régulièrement leurs décisions, il faut "mettre le paquet"¹⁰⁵ sur l'espace économique de Montréal. "Les autres régions doivent être considérées comme des pôles de croissance dont l'avenir dépend, premièrement de leur capacité à exploiter les changements dans la demande mondiale et deuxièmement de leur intégration progressive dans les circuits en partance de Montréal".¹⁰⁶

Nombreux sont ceux qui partagent cette façon de voir les choses: économistes pour la plupart, ils exigent que la rentabilité des projets soit assurée dès le départ. Sur le plan théorique, ils appuient leur argumentation sur la thèse diffusionniste du développement, thèse selon laquelle le sous-développement des zones excentriques disparaît grâce à l'entraînement produit par le développement des zones centrales.¹⁰⁷ Paquet s'inscrit en faux contre cette façon d'interpréter le développement et rappelle les dangers pouvant découler du pari montréalais en ce qu'il peut "s'ensuivre un pattern de développement violemment dualiste et des formes de colonialisme intérieur".¹⁰⁸ Cet économiste exprime ses craintes en des termes politiques très clairs.

Sans tomber dans les peurs d'un Montréal trop grand, il faut reconnaître que les sous-régions dans la stratégie HMR sont nettement reléguées à des fonctions mineures et de dépendance. Il s'ensuit une politique implicite de distribution de la population de par le territoire qui peut fort bien avoir comme conséquence de mettre le feu aux poudres politiques.¹⁰⁹

Cette conception du développement incita les décideurs politiques à réévaluer au cours des dernières années les interventions ponctuelles et à rechercher une plus grande concertation au niveau des stratégies de développement, identifiant de la sorte les secteurs économiques (prioritairement industriels) et les espaces (essentiellement urbains) susceptibles de profiter davantage des actions gouvernementales. Ces programmes ne sont pas sans avoir eu d'incidence sur la situation prévalant dans les régions périphériques, d'autant plus que l'évolution des préoccupations gouvernementales passait du même coup des domaines agricole et rural aux domaines industriel et urbain.

Il aura donc fallu trois décennies pour que les politiques Gordon-Vaucluse soient remises pour de bon. Les nouvelles orientations gouvernementales délaisseront l'idéologie ruraliste pour s'en remettre à une stratégie de développement s'appuyant sur les pôles de développement et de croissance. En fait, l'Etat cherchera à limiter le nombre des entités administratives en déplaçant les gens habitant l'arrière-pays vers les centres urbains importants.¹¹⁰

Ce changement majeur dans le type d'interventions aura un impact considérable sur une région comme celle de l'Est du Québec, d'où il importe de s'enquérir dans la dernière section de ce chapitre des conséquences en ayant résultées pour celle-ci. L'analyse de l'expérience de développement caractérisant cette région, par le biais

de la présentation des enjeux régionaux, devrait faciliter la compréhension de la dynamique politique à l'étude.

Pour les fins de la présente analyse, on doit se reporter maintenant au plan du BAEQ, tout en s'arrêtant aux principaux objectifs qu'il cherchait à atteindre. La stratégie globale visait à réduire les disparités de revenus, de productivité et d'emplois existant entre le territoire-pilote et la province. Le plan voulait assurer à la région "un niveau de vie régional comparable à celui de l'ensemble du Québec sans avoir à recourir, de façon massive, à des mesures de redistribution des richesses sous forme de transferts gouvernementaux".¹¹¹

La stratégie globale du plan s'appuyait sur l'exécution de six grands objectifs: la modernisation des secteurs de base traditionnels (agriculture, pêche, forêt); la création d'activités dynamiques nouvelles (tourisme, industrie, mines); la valorisation de la main-d'oeuvre; la mise en place d'un cadre institutionnel de planification et de participation; l'éclosion d'une conscience régionale; et, la structuration rationnelle de l'espace régional.¹¹²

Le plan du BAEQ a, en partie, réalisé certains de ces objectifs. C'est de là, par exemple, qu'émanera l'Entente générale de coopération Canada-Québec sur la réalisation du plan de développement de la région du Bas St.-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, en 1968.¹¹³ Renégociée en 1971, elle se terminait en 1976. L'entente de 1968 retenait quatre objectifs, singulièrement proches d'ailleurs de ceux proposés par le BAEQ, en

vue d'assurer l'amélioration de la situation régionale. A l'origine de cette intervention, on retrouve la volonté de modifier les structures économiques d'une région devant s'adapter aux conditions nouvelles amenées par l'insertion de l'économie du territoire au marché canadien et nord-américain. L'entente de 1968 entre les paliers fédéral et provincial reflète l'influence considérable des recommandations du BAEQ sur les décideurs. Aussi, y retrouve-t-on des propositions optant pour la modification de certaines structures dans le secteur primaire (création d'entreprises nouvelles et élimination des entreprises non-concurrentielles); l'accroissement des possibilités de développement dans les secteurs industriels, de services et autres; pour l'amélioration et le développement de l'infrastructure existante (transports, tourisme, urbanisation, etc.) et pour l'harmonisation des facteurs relatifs à l'offre et à la demande (formation de la main-d'oeuvre pour le marché intérieur et extérieur à la région, aide à la mobilité, sensibilisation de la population).¹¹⁴

Les objectifs visés par l'Entente peuvent être avantageusement mesurés en se reportant à la répartition de l'enveloppe régionale (1968 et 1971), supposément composée de budgets spéciaux alors qu'ils s'inscrivaient très souvent dans les budgets réguliers de l'Etat (voir tableaux 2.18 et 2.19). Ces tableaux nous apprennent que la mission sociale (éducation, service sociaux et santé) constitue la préoccupation première de l'Entente alors que la mission économique délaisse, en 1968, totalement le secteur manufacturier. La mission proprement régionale de l'Entente cherchait aussi à mettre sur pied

TABLEAU 2.18
Evolution des budgets alloués par l'entente par groupe de secteurs,
1968-1977

(en 000 000 \$ et %)

GROUPES	ENTENTE				DEPENSES	
	1968		1971		31 décembre 1977	
	\$	%	\$	%	\$	%
1. <u>Développement des ressources</u>						
- Agriculture	19,9		24,5		18,1	
- Forêts	17,6		25,1		25,8	
- Pêches maritimes	22,8		21,6		19,3	
- Mines	7,2		14,3		11,4	
- Tourisme	22,1		30,0		40,6	
- Développement du manufacturier	-		17,7		24,4	
SOUS-TOTAL	89,6	34,6	130,2	31,7	139,6	33,9
2. <u>Aménagement spatial</u>						
- Aménagement urbain	21,8		36,7		38,7	
- Transports	23,9		113,5		113,5	
SOUS-TOTAL	45,7	17,7	150,2	36,5	152,2	37,0
3. <u>Développement social et formation des adultes</u>						
- Développement social	20,1		31,8		25,0	
- Formation des adultes	94,0		86,0		86,0	
SOUS-TOTAL	114,1	44,1	117,8	28,6	111,0	27,0
4. <u>Administration, recherche et participation</u>						
	9,4	3,6	13,1	3,2	8,5	2,1
GRAND TOTAL	258,8	100,0	411,3	100,0	411,3	100,0

Source: Jean-Claude Grégoire. L'Est du Québec, d'hier à aujourd'hui (Québec: Office de planification et de développement du Québec, 1980) p.5

TABLÉAU 2.19
Bilan financier de l'Entente Canada-Québec pour le développement du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

PROGRAMMES ET PROJETS	PRÉVU A L'ENTENTE \$	DÉPENSES (\$)										TOTAL (\$)
		1968/69	1969/70	1970/71	1971/72	1972/73	1973/74	1974/75	1975/76	1976/77	1977/78	
	411 318 000	16 965 187	23 046 341	36 346 635	62 709 485	79 707 999	66 790 948	64 837 544	52 635 606	10 285 942	7 992 313	411 318 000
GROUPE 1												
- Aide à la modernisation et au développement des res- sources de base et à la création d'activités nouvelles	130 181 000	2 849 807	9 389 933	15 740 437	21 230 632	20 282 869	18 702 439	20 986 916	15 120 665	7 965 056	7 287 569	139 556 321
GROUPE 2												
- Aménagement spatial	150 227 000	150 768	3 938 476	11 216 083	30 213 589	44 667 413	33 222 260	15 082 442	12 770 760	742 658	254 744	152 259 191
GROUPE 3												
- Développement social, formation des adultes et mobilité	117 777 000	13 407 081	8 634 316	8 151 810	10 107 821	13 591 311	13 593 049	17 668 097	23 827 441	1 562 300	450 000	110 993 230
GROUPE 4												
- Administration et participation	13 133 000	557 531	1 083 614	1 238 305	1 157 443	1 166 406	1 273 200	1 100 091	916 740	15 928	-	8 509 258

Source: Jean-Claude Grégoire, *op.cit.*, p. 91

un système de transport plus adéquat en vue de faciliter l'exploitation des ressources régionales.

L'entente renégociée de 1971 est venue légèrement modifier le tableau. A ce chapitre, on observe une amélioration sensible au niveau des sommes d'argent allouées au développement manufacturier, de même qu'une augmentation notable des dépenses encourues pour la mission régionale (voies de communication). S'intéressant plus spécifiquement aux objectifs éducationnels, sociaux et régionaux, un chercheur rapporte que très peu d'argent neuf a été utilisé aux fins de la réalisation de l'Entente. L'argent consacré au développement de l'Est du Québec provenait habituellement des budgets réguliers. Ce qui permettait à ce dernier d'affirmer en toute quiétude: "Cette première entente n'était en somme qu'un magistral trompe-l'oeil".¹¹⁵

Mentionnons à cette étape-ci de l'analyse, que des recommandations du BAEQ, l'entente Canada-Québec signée en 1968 ne retenait en somme que celles concernant la rationalisation du secondaire agricole, forestier et des pêches.¹¹⁶ Il faudra donc attendre jusqu'en 1971 pour qu'une modification soit apportée à cette politique. A ce propos, on note qu'une enveloppe seulement d'un peu plus de 17 millions est consacrée à l'implantation, de même qu'à l'expansion d'entreprises nouvelles.

La modernisation des secteurs traditionnels, c'est-à-dire ceux de l'agriculture, de la forêt et des pêches maritimes, allait avoir comme conséquence de libérer une portion importante de la main-d'oeuvre, sans qu'on lui offre pour autant de nouvelles possibilités d'emplois. Cette situation donnera naissance à un mécontentement auprès des populations affectées par cette politique gouvernementale.

Le secteur agricole constitue probablement le secteur le plus sévèrement touché par la politique de modernisation. Ainsi, au niveau du primaire agricole, on remarque une diminution importante du nombre de fermes au cours de la période 1961-1976. Le total passe de 13,278 en 1961, pour s'établir à 5,209 en 1976 (voir tableau 2.20).

Tableau 2.20
Nombre de fermes dans l'Est du Québec

1961	1971	1976	1981
13,278	7,066	5,209	4,200*

*Evaluation

Source: Statistique Canada, Catalogues 96-535, 96-606, 96-706, 96-855.

Quant au secondaire agricole, il est assez difficile d'en tirer des conclusions définitives. On doit cependant noter une forte concentration au niveau du nombre d'établissements. Dans le secteur des usines laitières (beurreries), on en dénombrait 53 en 1966 comparativement à 4 en 1976 alors que le secteur des meuneries expérimentait un phénomène analogue, passant de 62 meuneries en opération en 1966, à seulement 18 en 1976.¹¹⁷

Le niveau primaire du secteur forestier a connu un phénomène semblable à celui du secteur agricole puisque le nombre de travailleurs faisant de l'abattage a substantiellement baissé, passant de près de 6,000 travailleurs en 1961 à 3,090 en 1972.¹¹⁸ Selon toutes évidences, il semblerait cependant que la main-d'oeuvre libérée par la mécanisation n'a pas eu pour effet de créer de surplus

au niveau de cette main-d'oeuvre. Comme l'indique le tableau 2.21, on remarque que les forêts les plus éloignées, en l'occurrence les forêts publiques, sont sous-exploitées tandis que les forêts privées sont généralement sur-exploitées (voir tableau 2.21).

Tableau 2.21
Taux d'utilisation de la forêt selon les essences, 1972-1973

	Forêt publique		Forêt privée		Forêt totale	
	Résineux	Feuillus	Résineux	Feuillus	Résineux	Feuillus
Bas St. Laurent- Gaspésie	64,44	18,10	203,05	45,77	81,45	33,63
Saguenay- Lac St.Jean	41,09	6,06	96,20	21,43	41,99	7,75
Trois- Rivières	75,65	55,21	102,03	34,69	75,59	43,93
Outaouais	65,10	85,46	82,11	71,83	66,94	78,60
Nord-Ouest québécois	52,57	19,67	27,41	8,82	51,95	17,76
Côte-Nord	23,14	0,93	78,00	22,73	23,22	1,83
Province	48,52	28,99	131,66	54,14	53,52	40,25

Source: OPDQ, Les caractéristiques sectorielles interrégionales, cahier 2, "Les ressources", Collection Les schémas régionaux, juin 1976, p. 54.

Tout comme dans le cas du niveau secondaire agricole, le secondaire forestier se caractérise par une consolidation des établissements. On constate, par exemple, que le nombre d'entreprises de transformation (pâtes et papiers, sciage, portes et chassés,

meubles) passe de 270, en 1961, à seulement 128, en 1975. Quant au nombre de travailleurs, on remarque qu'il augmente légèrement, passant de 3,017 en 1961, à 3,595 en 1975 (voir tableau 2.22).

Le secteur primaire des pêches maritimes employait en 1976, 4,410 pêcheurs comparativement à 2,947 en 1961. Quant au secondaire, les usines de transformation et d'entrepôts frigorifiques diminueront substantiellement, passant de 81, en 1961, à 63, en 1976 alors que le nombre d'employés fluctue entre 1,200 et 1,500 au cours de cette même période.¹¹⁹

L'évolution du secteur minier dans l'Est du Québec révèle qu'entre 1968 et 1971 le nombre d'établissements passe de 29 à 32 tandis que le nombre d'emplois augmente de plus de 30%, passant de 1,319 à 1,734 (voir tableau 2.23). Cette augmentation s'explique en majeure partie par l'ouverture des Mines Madeleine (environ 200 emplois) et par une intensification de la production à la Gaspé Copper Mine.

La modernisation des secteurs traditionnels de base créera un surplus de main-d'oeuvre important, lequel d'ailleurs avait été pressenti par le BAEQ, n'ayant pas de débouchés immédiats. A la proposition du BAEQ de fournir des conditions favorables à l'implantation de nouvelles industries, l'Entente Canada-Québec préférera arrêter son choix sur le développement social et la formation de la main-d'oeuvre (voir tableaux 2.18 et 2.19). Dans ces conditions, on comprendra pourquoi la consolidation des secteurs traditionnels a fait l'objet de si nombreuses critiques. En fait, pour l'Est du Québec, cette Entente était porteuse d'une désillusion manifeste.

TABLERAU 2.22

Secondaire forestier*

VARIABLES	ANNEE	PROVINCE	REGION	%
Nombre d'établissements	1961	2 630	270	10,3
	1966	2 233	177	7,9
	1971	1 968	136	6,9
	1975	1 857	128	6,9
Nombre d'emplois (12 mois/hommes)	1961	67 768	3 017	4,5
	1966	78 475	3 543	4,5
	1971	79 748	3 349	4,2
	1975	85 212	3 595	4,2

*Statistiques comprenant les groupes majeurs suivants:

Industrie du bois

Industrie du meuble et des articles d'ameublement

Industrie du papier et produits connexes

Source: BSQ, février 1975

Jean Claude Grégoire, op. cit., p.54

TABLERAU 2.23

Mines: évolution de l'Est du Québec comparée au Québec, 1968, 1971

COMTES	ETABLISSEMENTS	EMPLOIS (hommes/année)	SALAIRE MOYEN \$	PRODUCTION TOTALE \$
1968				
Kamouraska	3	36	3 877	394 703
Rimouski	6	51	3 980	544 588
Rivière-du-Loup et Témiscouata	17	388	3 285	3 022 211
Autres comtés ¹	3	844	6 352	35 326 157
TOTAL Est du Québec	29	1 319	5 290	39 287 659
TOTAL province de Québec	262	23 096	6 760	636 921 447
1971				
Kamouraska	3	43	5 168	582 657
Rimouski	7	75	3 752	831 581
Rivière-du-Loup et Témiscouata	17	297	3 856	3 959 677
Autres comtés ¹	5	1 319	6 862	47 453 826
TOTAL Est du Québec	32	1 734	6 171	52 827 741
TOTAL province de Québec	223	23 240	8 243	662 279 339

1. Autres comtés: comprend les comtés de Bonaventure, Gaspé-Ouest et Matane.

Source: BSQ, février 1975.

Jean-Claude Grégoire, op. cit. p. 91

Près de la moitié du budget de l'Entente devait provoquer à plus ou moins court terme des relocalisations de population. Les actions entreprises dans le domaine de l'agriculture, de la forêt, de la pêche, de l'urbanisation et de la valorisation de la main d'oeuvre impliquaient des diminutions d'emplois et des relocalisations massives de population à l'intérieur et à l'extérieur de la région. Même si l'on parlait dans les objectifs de créer des activités économiques nouvelles, il n'y avait rien de prévu dans ce sens.¹²⁰

On visait donc à réorganiser l'espace régional. A ce Pays de distance et de dispersion,¹²¹ les dirigeants politiques choisissaient de contre-attaquer en incitant les populations à constituer des unités plus grandes et plus rentables ou, tout simplement, à quitter le territoire pour des zones économiques pouvant absorber les surplus de population créés par la mise en place des nouvelles politiques gouvernementales. Ce qui rejoint d'ailleurs une des dispositions proposées subséquentement par le groupe Higgins-Martin-Raynauld (HMR). "Il n'y a rien de répréhensible à supprimer la pauvreté et le chômage dans une région peu développée en attirant la population dans une ville dynamique; l'essentiel des progrès passés s'est effectué précisément ainsi".¹²² Une autre proposition du rapport HMR a trait plus spécifiquement au processus de concentration des populations dans son ensemble.

Pour l'essentiel, nous proposons aux pouvoirs publics un double pari. Un pari d'ordre économique sur l'innovation et le progrès, nous conduisant inévitablement à favoriser les grands ensembles; un pari d'ordre culturel sur la capacité de réussir des francophones du Québec (...)

Parier sur l'innovation et le progrès signifie concrètement que les efforts de développement pour le Québec doivent porter sur la région de Montréal. Cette région est le seul foyer autonome de dynamisme dans la province de Québec. Par ailleurs, elle constitue un pôle relativement faible et menacé qu'il est urgent de consolider si l'économie de l'ensemble du Québec doit demeurer dans l'orbite des grands courants nord-américains.¹²³

C'est en se basant sur de telles prémisses que les programmes de relocalisation seront institués. En fait, on peut même aller jusqu'à proposer que ces programmes avaient comme premier objectif de réaménager l'espace régional, d'où l'on constate l'importance nouvelle que se dotait l'Etat en matière de réorganisation du cadre bâti.

Effectuant une recherche sur les relocalisés de l'Est du Québec, Pauline Côté formule des constatations analogues.

Les politiques gouvernementales de fermetures de localités rurales et d'incitation à la migration des populations de l'Est du Québec ont été en grande partie actualisées et c'est encore sous cette lancée qu'on assiste aujourd'hui, à un sous-développement du milieu rural au profit d'une tendance à instaurer et consolider des pôles de croissance urbaine, gage pense-t-on, d'un meilleur développement régional.¹²⁴

Les intentions des dirigeants politiques sont particulièrement transparentes lorsque l'on s'arrête aux deux programmes de relocalisation que le gouvernement du Québec a institués au début des années soixante-dix. Le premier programme de relocalisation se rapporte à la fermeture de dix localités rurales 'marginales'¹²⁵ de l'Est du Québec, tandis que le deuxième programme projette de fermer soixante-quinze localités additionnelles. Soulignons toutefois que le deuxième programme se différencie du premier en ce qu'il procède sur une base individuelle et volontaire alors qu'auparavant les municipalités devaient décider collectivement de leur sort.

Cette politique de fermeture des paroisses sera ouvertement remise en question au moment où le gouvernement s'apprêtait à mettre

en place le deuxième programme de relocalisation. C'est dans ce cadre qu'il faut situer le mouvement populaire dont l'Est du Québec est présentement le théâtre.¹²⁶

Sous l'impulsion des mouvements populaires, des fonctionnaires de l'Office de planification et de développement du Québec (O.P.D.Q.) en arrivaient graduellement à conceptualiser une nouvelle forme de réorganisation du tissu humain à l'intérieur des localités cataloguées comme marginales et condamnées à disparaître d'elles-mêmes ou avec l'aide de l'Etat, dans un délai de 15 à 20 ans.

Au lieu d'encourager le transfert des migrants des milieux ruraux aux villes littorales du territoire et aux grandes villes du Québec, on songea à susciter à l'intérieur des milieux ruraux, la formation de centres de services identifiés comme centres agro-forestiers.¹²⁷

Selon Dugas, il ne fait aucun doute que c'est sous la pression exercée par ce mouvement populaire que le gouvernement décida de mettre en veilleuse sa politique de relocalisation et qu'il proposera, comme formule de remplacement,¹²⁸ le regroupement des paroisses touchées par les programmes précédents autour de centres agro-forestiers avantageusement situés dans les milieux ruraux.

La brève étude que nous avons faite concernant la modernisation des secteurs traditionnels de l'économie de l'Est du Québec suggère, par ailleurs, que l'Etat aurait pu avoir intérêt à ce que les paroisses agro-forestières consolident leur milieu afin de pallier à la pénurie de main-d'oeuvre dans le secteur forestier. Ce qui amène probablement Grégoire à formuler les commentaires suivants:

En l'absence d'une solution de rechange pouvant assurer l'aménagement et l'exploitation des forêts du territoire à partir des centres urbains, cette volonté de la population de l'arrière-pays de demeurer sur place et de prendre en mains l'aménagement et l'exploitation de ses ressources offrait une avenue qui méritait certes d'être exploitée en profondeur.¹²⁹

Conscient des difficultés auxquelles l'industrie forestière pourrait prochainement être confrontées advenant l'exode massif de la population de l'arrière-pays,¹³⁰ l'Etat, par l'intermédiaire du Ministère des terres et forêts (MTF), reconsidérerait sa position de départ. Selon cette nouvelle perspective, il fallait coûte que coûte éviter de rompre l'équilibre des paroisses touchées par le programme d'aide aux migrants. Suite aux recommandations du Fonds de recherches forestières de l'Université Laval (FRUL), le MTF a subdivisé la région de l'Est du Québec en 13 unités d'aménagement et de développement des forêts privées: l'exploitation de ces unités serait confier soit à une société d'exploitation sylvicole, soit à un groupement forestier, soit à un syndicat de producteurs forestiers.¹³¹

Par surcroît, un certain nombre de ministères avaient des intérêts à défendre dans le cadre de cette politique. Outre le MTF pour qui le problème de la pénurie de la main-d'oeuvre demeurerait une question fondamentale, on doit souligner que les ministères du travail et main-d'oeuvre (MTMO), des Affaires sociales (MAS), des Affaires municipales (MAM), de l'agriculture (MA) et l'Office de développement de l'Est du Québec (ODEQ) avaient tous leurs propres préoccupations. Ainsi, pour le MTMO et le MAS, l'exode de la population rurale vers les centres urbains, en particulier lorsque le chômage est déjà élevé, présentait un problème sérieux. Au MAM, sous la pression des conseils de comtés, il fallait conserver un certain équilibre entre le monde rural et le monde urbain; par surcroît, la migration accélérée des populations habitant l'arrière-pays causait certaines difficultés au niveau des infrastructures urbaines. Pour sa

part, le MA voyait d'un assez bon oeil la possibilité de mettre sur pied des projets dans certaines zones marginales afin de mieux connaître le potentiel de ces régions. Finalement, à l'ODEQ on entrevoyait une possibilité d'augmenter l'ascendance politique de cette structure politique sur les ministères intervenant dans la région.¹³²

Dans ce contexte, la formation des premières sociétés d'exploitation des ressources (SER) viendra concrétiser les constatations émises par l'ODEQ¹³³ et permettre aux régionaux d'envisager leur développement d'une façon beaucoup plus positive, tout en assumant la réalisation du potentiel local. En outre, ces sociétés remettront en cause un certain nombre de principes économiques en proposant d'éliminer les rapports de dépendance caractérisant la région de l'Est du Québec. Il s'agira en quelque sorte d'axer l'économie régionale sur son développement endogène.¹³⁴ Pour ce faire cependant, il est nécessaire que le dépeuplement expérimenté actuellement par la région cesse.

Le problème de l'Est du Québec n'est pas seulement un problème de sous-développement (...) Le développement exige donc l'arrêt de la décroissance démographique, cette dernière n'étant pas due à la surcharge humaine du territoire par rapport à ses potentialités. Pour ce faire, il est possible de miser sur trois variables: le développement communautaire, la mobilité des individus et une attention particulière de l'Etat pour créer de l'emploi et favoriser la formation d'économies externes.¹³⁵

Les espoirs créés par le BAEQ et, subséquemment, par la modernisation de l'économie régionale, seront périodiquement ravivés par les nombreuses réformes politico-administratives élaborées au cours des vingt dernières années.

En effet, des données récentes indiquent une prolifération impressionnante des structures administratives sur le territoire québécois. C'est ainsi que pendant les années soixante, pas moins de huit nouveaux ministères provinciaux seront institués,¹³⁶ alors que les années soixante-dix se caractériseront par le regroupement de plusieurs d'entre eux.¹³⁷ Ces données révèlent aussi une croissance rapide des organismes non-ministériels. Selon l'étude de Divay et Léveillé, "en 1980, on dénombre 24 conseils, 21 commissions, 20 sociétés, 13 offices, 12 comités, 11 régies et une grande variété d'autres organismes distribués à divers niveaux du paysage administratif québécois".¹³⁸

Depuis le milieu des années soixante, le Québec s'efforce de se doter d'instruments lui permettant de mieux réaliser son développement. Les efforts accomplis par le COEQ, puis subséquemment par l'OPDQ, sont des expressions de ce nouveau mode d'innervation par l'Etat québécois. Cette nouvelle forme d'intervention se traduira par la déconcentration de plusieurs ministères et par la nomination à leur tête de coordonnateurs régionaux. Chacune des régions administratives possède une structure centrale à laquelle sont rattachés les coordonnateurs régionaux de chacun des ministères. Le délégué au plan, qui en fait est le directeur de l'OPDQ, est chargé de présider aux réunions de la Conférence administrative régionale (CAR). Le chercheur français sera d'autant plus familier avec ce type de structure qu'elle correspond à peu de chose près à celle des institutions régionales de la V^e République. Baccigalupo établit d'ailleurs ce rapprochement dans une excellente étude portant sur l'administration publique au Québec.

Les structures administratives ne sont pas sans nous rappeler les institutions régionales françaises. On trouve en effet à côté d'un CRD (Conseil régional de développement) dont le sigle même se rapproche étrangement des CODER et dont la mission est aussi de consultation, la CAR (Conférence administrative régionale) laquelle, comme dans l'hexagone, réunit les hauts fonctionnaires territoriaux (appelés ici coordonnateurs régionaux). En haut de l'édifice institutionnel régional se trouve, là encore, un personnage qui n'en est pas sans évoquer parfois le préfet régional français: le délégué au Plan, lequel relève de l'OPDO et a pour fonction la coordination de la machine planificatrice régionale.¹³⁹

L'organigramme suivant permet de mieux se représenter la position des institutions régionales gouvernementales, les unes par rapport aux autres, et ce, tant sur les plans fédéral, provincial, régional que local. Le mode de fonctionnement administratif prévalant dans l'Est du Québec correspond bien au présent tableau schématique, seul les sigles varient. Ainsi, la CAR devient la CAREQ, l'OPDO central trouve son équivalent dans l'OPDO-Est (auparavant ODEQ) et le CRD devient le CRDEQ.

Analysant l'après-expérience du BAEQ, Turcotte enlève toutes illusions à ceux qui voyaient dans l'instauration de ces institutions régionales la venue d'un gouvernement régional. "A Québec, on a vite rejeté l'idée de créer un gouvernement régional. Le gouvernement opte pour la déconcentration administrative à Rimouski mais les ministères, au départ antipathiques à la "bande de contestataires" du BAEQ, s'embarquent à reculons dans cette expérience".¹⁴⁰ De plus, la tentation de l'Etat de se départir de certains pouvoirs, alors qu'au même moment il cherchait à s'approprier des juridictions concurrentes avec le fédéral, au profit des régions sera très limitée.

GRAPHIQUE 2.2

STRUCTURES POLITIQUES REGIONALES (EST DU QUEBEC)

Administration provinciale du Plan dans ses relations avec les administrations locales et régionales

Source: A. Baccigalupo. Les grands rouages de la machine administrative québécoise (Montréal: Editions d'Arc Inc., 1978), p. 368

Un observateur attentif de la scène politique régionale, déçu de la tournure des événements, corrobore ces dernières affirmations. "Les mandarins du pouvoir à Québec n'ayant pas accepté de déléguer une partie de leurs responsabilités à la Conférence Administrative de Rimouski, l'aménagement planifié durant la première Entente de coopération a vraiment perdu tout son sens".¹⁴¹ Chacun des ministères y allant de ses propres initiatives, sans qu'il ait eu préalablement concertation.

Le manque d'enthousiasme exprimé par les mandarins du pouvoir à Québec quant à l'instauration d'un gouvernement régional s'exprimera aussi par leur volonté de tout centraliser dans la capitale provinciale et de confier seulement certaines responsabilités administratives aux régions. Un coordonnateur des pêches à l'ODEO confie:

A l'ODEO, les coordonnateurs ne demeuraient pas longtemps s'ils prenaient des décisions. Québec ne voulait pas de deuxième gouvernement à Rimouski. L'ODEO réussissait à oublier la politique, elle en riait même. A Québec, on ne pensait pas de la même façon.¹⁴²

La contagion de cette tendance dans plusieurs ministères allait poser les bases d'une structure administrative régionale de deuxième ordre où y seraient relégués les fonctionnaires les moins compétents, ou encore ceux qui seraient prêts à respecter les lois dictées par la structure centrale de l'administration publique provinciale. Cette façon de procéder aura des conséquences majeures au niveau de la décentralisation des pouvoirs et de la déconcentration administrative dans les régions du Québec. Cette situation allait constituer un cercle vicieux difficilement éliminable.

Comme les administrations ne détiennent aucun levier d'action important, aucun fonctionnaire qualifié ne désire occuper un poste dans les régions; on y 'expédie' donc trop souvent des fonctionnaires de valeur moins affirmée et l'on justifie leur insuffisante compétence, pour refuser la mise en route d'une profonde politique de décentralisation administrative".¹⁴³

Il faut mentionner par ailleurs que l'Est du Québec se distingue des autres régions en ce que son administration publique possède une structure relativement développée - l'exécution de l'entente Canada-Québec y étant pour quelque chose. Un examen soigné de chacun des ministères représentés dans la région permet de dégager certaines données relatives au pouvoir d'exécution. Trois indicateurs retiennent l'attention du chercheur: il s'agit du poste qu'occupe le responsable de la réalisation des projets (coordonnateur régional), de l'existence ou non d'un budget régional et, enfin, du pouvoir du coordonnateur de diriger tous les effectifs du ministère dans la région (voir tableau 2.24).

On constate à prime abord que tous les ministères représentés dans la région de l'Est dépendent, à différents niveaux, d'une instance supérieure. Il faut reconnaître cependant que l'autonomie des ministères dans l'exécution des décisions n'est pas proportionnelle ou directement reliée à l'influence qu'ils peuvent exercer. Ainsi, il peut se présenter une situation dans laquelle une région disposant d'un personnel imposant, dotée d'un budget important et dirigée par un directeur régional, utilise ces trois éléments propres au pouvoir d'exécution (pouvoir descendant) pour influencer la prise de décision à Québec (pouvoir d'influence ou pouvoir ascendant).

TABIEAU 2.24: LE POUVOIR D'EXECUTION

MINISTERE	REPRESENTANT REGIONAL	BUDGET REGIONAL	RESPONSABLE D'EFFECTIFS	COMMENTAIRES
Ministère de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation (MAPAQ)	Coordonnateur régional (agriculture seulement)	non pour les programmes réguliers oui pour les programmes spéciaux (développement et diversification de la production régionale)	autorité sur tous les effectifs régionaux (bureaux régional et locaux)	la partie "pêche" est déconcentrée localement et à Gaspé, mais centralisée "déclassement" à Québec
Ministère des affaires culturelles (MAC)	Directeur régional	non	autorité sur les effectifs du bureau régional	
Ministère des affaires municipales (MAM)	Coordonnateur régional	non	autorité sur les effectifs du bureau régional (deux personnes)	
Ministère des affaires sociales (MAS)	Décentralisation de l'autorité ministérielle au CRSSS (organisme autonome), à l'exception de l'Aide sociale			
Ministère des Communications (MC)	Directeur régional (représente seulement la direction générale des Communications)	non	Autorité sur les effectifs du bureau régional	

TABLEAU 2.24 (Suite)

MINISTÈRE	REPRESENTANT REGIONAL	BUDGET REGIONAL	RESPONSABLE D'EFFECTIFS	COMMENTAIRES
Ministère de l'éducation (MEQ)	Directeur régional représente les directions générales de l'enseignement primaire et secondaire	non	autorité sur les effectifs du bureau régional	autorité ministérielle quant au pouvoir d'exécution déléguée aux commissions scolaires
Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme (MICT)	délégué régional industriel (représente les directions générales de l'industrie et des infrastructures industrielles)	non	autorité sur les effectifs du bureau régional	la partie "tourisme" demeure centralisée à Québec
Ministère des loisirs, chasse et pêche (MLCP)	directeur régional	oui	autorité sur les effectifs du bureau régional	
Ministère de l'énergie et des ressources (MER)	directeur régional (représente les secteurs "terres" et "forêts")	oui	autorité sur les effectifs du bureau régional et des bureaux locaux	les parties "énergie" et "mines" demeurent centralisées à Québec
Ministère du transport (MT)	directeur régional (routes seulement)	oui	autorité sur tous les effectifs régionaux (bureaux régional et locaux)	les parties "maritime" et "aérienne" sont centralisées à Québec

TABLEAU 2.24 (Suite)

MINISTÈRE	REPRÉSENTANT RÉGIONAL	BUDGET RÉGIONAL	RESPONSABLE D'EFFECTIFS	COMMENTAIRES
Ministère de la main-d'œuvre (MO)	Directeur régional	oui	autorité sur tous les effectifs régionaux (bureaux régional et locaux)	
Ministère de l'environnement (MENV)	Directeur régional	oui	autorité sur tous les effectifs régionaux (bureaux régional et locaux)	
Office de planification et de développement du Québec (OPDQ)	Directeur régional	oui	autorité sur tous les effectifs régionaux (bureau régional)	
Protection civile du Québec	Directeur régional	non	autorité sur tous les effectifs régionaux	
Ministère des travaux publics et approvisionnement (MTPA)	Responsable régional	oui	autorité sur tous les effectifs régionaux (bureaux régional et locaux)	

Source: Office de planification et de développement du Québec, section Est, 1982

Certes, le fait que les coordonnateurs régionaux se voient confier des responsabilités inégales présente des problèmes au niveau de la coordination, de l'exécution des tâches et de la prise de décision.¹⁴⁴ Or, il ne semble guère que ces conditions défavorables au bon fonctionnement de la machine administrative causent de remous à Québec.

Ce bref survol vient confirmer l'étude de Lemieux,¹⁴⁵ effectuée en 1976, et qui portait d'ailleurs spécifiquement sur le pouvoir d'influence et de décision revenant aux coordonnateurs régionaux de la CAREO. On constate cependant une plus grande déconcentration des ministères en région (passé de 12 à 15). On note aussi certains gains au niveau de la décentralisation. A ce propos, il faut souligner que le nombre de ministères ayant un budget régional passé de deux en 1976 (ministère du travail et ministère des terres et forêts) à huit en 1982. De plus, l'autorité du coordonnateur s'étend présentement, et ce dans tous les cas, à tous les effectifs régionaux ce qui était le cas dans neuf des douze ministères présents dans la région en 1976.

Il demeure toutefois que ces dernières modifications ne changent rien au fait qu'on dirige la région du centre (Québec) en déléguant des pouvoirs limités aux coordonnateurs régionaux. Cette situation amènera un agent de développement rattaché à l'OPDO (planification socio-économique) à formuler des commentaires empreints d'une certaine réserve.

On peut affirmer que la mise en place d'une structure déconcentrée pour l'exécution de l'entente Canada-Québec, n'a pas été à la hauteur ni des recommandations du BAEQ ni de celles du COEQ. Bref au lendemain de l'entente, on était encore très loin d'une véritable volonté politique de déconcentration administrative.¹⁴⁶

Les années de l'après-entente ont laissé entrevoir une volonté du gouvernement du Québec d'accélérer le processus de la régionalisation administrative. Jacques Léonard, alors qu'il était ministre d'Etat à l'aménagement dans le premier cabinet Lévesque, souhaitait la décentralisation d'un certain nombre de pouvoirs aux communautés régionales et locales.¹⁴⁷ S'adressant plus spécifiquement à la région de l'Est du Québec, le ministre affirme:

Pour développer l'Est du Québec comme toutes les autres régions, il faut poser des gestes à la fois concrets et radicaux qui incarnent la volonté ferme de décentraliser les pouvoirs actuellement à Québec quelle que soit la taille de l'organisme central. Ce mouvement de décentralisation doit s'accompagner d'une véritable déconcentration administrative. Les représentants régionaux regroupés en conférence administrative doivent avoir l'autorité nécessaire pour engager leur ministère respectif.¹⁴⁸

La réalisation de ces objectifs se fera attendre pour finalement être remise en question au cours du deuxième mandat du gouvernement Lévesque. On est toujours loin d'un consensus sur les avenues à prendre en matière de développement régional. Par ailleurs, s'il faut en croire le programme d'action économique pour 1982-86, intitulé Le virage technologique, le gouvernement modifie ses champs de priorité antérieurs. Le document stipule que le développement économique dépend de l'entreprise et des initiatives locales. On fait très peu de cas des coopératives ou encore des organismes de développement communautaire. En réalité, on fait un nouvel acte de foi à l'égard de la théorie des pôles de croissance.

L'ensemble de ces moyens [développement et utilisation optimale des infrastructures portuaire et aéroportuaire, la consolidation des secteurs traditionnels, le développement des liens inter-industriels et des secteurs économiques] qui s'ajoutent à d'autres mesures déjà annoncées (plan de transport intégré, option d'aménagement et autres), ont permis et permettront de dynamiser l'économie montréalaise et, par effet de diffusion, l'ensemble des régions du Québec.¹⁴⁹

Des considérations politiques feraient que le projet de décentralisation gouvernementale végète à Québec, et ce, particulièrement depuis que le Parti québécois a été reporté au pouvoir. Coincé entre plusieurs forces sociales, dont il cherche à se faire des alliées, le parti ministériel ne semble avoir d'autres alternatives que celle de donner l'impression de bouger. C'est ainsi que, d'une part, l'Etat provincial cherche à encadrer les groupes populaires sans se les lui aliéner alors que, d'autre part, il tente de favoriser les notables locaux en créant un échelon intermédiaire entre les municipalités et le gouvernement provincial, via l'instauration des municipalités régionales de comté (MRC). Les stratèges politiques sont sans aucun doute conscients du rôle qu'occupent ces deux forces sociales. Il nous sera donné d'ailleurs de démontrer dans le prochain chapitre la place centrale tenue par les groupes populaires dans le milieu rural de l'Est du Québec. Quant à l'importance revenant aux notables locaux, nous nous contenterons pour le moment de rapporter une réflexion de Baccigalupo. "Le pouvoir des notables locaux expliquerait peut-être la crainte du P.Q. de procéder trop rapidement et de s'aliéner cette force, si nécessaire pourtant à la bataille du nationalisme au Québec".¹⁵⁰

Un tableau-synthèse portant plus spécifiquement sur la réforme municipale au Québec nous enseigne que les visées décentralisatrices caractérisant le milieu des années soixante et même le début des années soixante-dix font place graduellement à des ambitions de déconcentration tout au plus. C'est ainsi que du fameux plan directeur proposé par le COEQ en 1963, on propose seize ans plus tard de mettre sur pied des plans d'aménagement au niveau des MRC, à qui d'ailleurs reviendrait la responsabilité de les réaliser (voir tableau 2.25).

Cette réorientation des politiques gouvernementales amène Jutras à formuler des réflexions fort à-propos. "L'échec du plan global de développement socio-économique au Québec démontre que l'Etat provincial ne maîtrise pas tous les leviers de l'économie capitaliste. C'est en partie pour cette raison que la notion de développement sera délaissée au profit de celle de l'aménagement".¹⁵¹ L'envergure du projet de départ ayant été passablement touchée, il ne faudrait pas pour autant conclure à l'échec gouvernemental. En réalité, l'Etat provincial s'en sort convenablement puisqu'il a pu déployer sa présence au niveau des régions d'appartenance.

L'Etat tente de consolider ses ponts en région: pour ce faire, il vient de créer des relais au niveau sous-régional. Cette consolidation de l'Etat en région se fera donc par l'instauration de MRC sur le territoire-pilote et par le raffermisssement des Conseils de comtés. En fait, il appert que l'Etat tente d'établir des relations privilégiées avec ces organismes supra-municipaux, délaissant de la sorte les organismes de

Tableau 2.25
Réforme municipale au Québec, 1966-1979

1966	1969	1971	1979
Au départ, au moins	Possibilités:	Au départ, au moins	Au départ, au moins
- la mise en oeuvre d'un plan directeur d'aménagement	- confection d'un plan d'aménagement régional	- l'aménagement du territoire	- l'aménagement
- l'établissement d'un rôle d'évaluation	- confection des rôles d'évaluation	- l'évaluation foncière	
	- traitement des données	- le traitement des données	
	- une certaine voirie inter-municipale	- les voies de circulation	
	- promotion et développement industriel touristique et industriel	- promotion économique et fonds industriel	
...	...	...	...
- coordination des services de protection publique	- normalisation des règlements de construction	- office d'habitation	
- réglementation des heures d'ouverture des magasins commerciaux	- réaménagement des limites municipales	- contrôle de l'environnement	
- outre les attributions des conseils de comté	- parcs et loisirs régionaux		

Source: G.Divay, J. Léveillé. La réforme municipale et l'Etat québécois (1960-1979) (Montréal: INRS-Urbanisation, 1981), p. 64.

développement communautaire.¹⁵² Cette situation présente certains problèmes étant donné que le rôle des municipalités, eu égard au développement des ressources, comparativement à celui des ODC, est fort limité. La présentation des expériences vécues au JAL et à la SERV permettra d'établir la validité de cette affirmation.

Plusieurs chercheurs expriment leurs inquiétudes à l'égard de la passation de certains pouvoirs aux municipalités régionales de comté et ce, au détriment des organismes de développement communautaire.¹⁵³ Côté et Lévesque y voient là une tentative par l'Etat de s'assurer le concours de la bourgeoisie régionale.

Dans un avenir immédiat, les municipalités régionales de comté (MRC) devraient progressivement prendre la place ou le contrôle des organismes de "consultation". Aux yeux de l'Etat, les MRC comme relais sont plus fiables puisque liées plus directement à la bourgeoisie régionale (...). Du point de vue de la bourgeoisie régionale, les "petites régions" que représentent les MRC, correspondent bien à ses intérêts de bourgeoisie commerçante opérant dans l'une ou l'autre des petites villes de la région.¹⁵⁴

Tout comme c'est le cas dans les autres régions périphériques, la montée de cette bourgeoisie régionale fait partie de l'histoire récente de la région et demeure, dans une bonne mesure, directement liée au processus de la modernisation de l'économie régionale. Le sociologue Harvey abonde dans le même sens.

Traditionnellement, cette bourgeoisie [régionale] n'a guère dépassé l'échelle locale et s'est orientée surtout dans les secteurs commercial et foncier. Les rares secteurs où elle a réussi à atteindre une stature régionale sont liés au développement du transport routier et à celui des infra-structures régionales.¹⁵⁵

Dans le contexte économique actuel, l'Etat, dans sa tentative de s'assurer des appuis en région, mise sur des interventions peu coûteuses et dont la réalisation lui serait profitable. Ainsi,

constate-t-on une remise en question des politiques régionales antérieures, lesquelles d'ailleurs visaient à donner plus de dynamisme aux régions, pour leur substituer le mode précédent d'intervention basé sur les pôles de croissance. On assiste donc, dans une période de quinze ans, à un revirement complet des politiques de l'Etat. Cette réorientation au niveau des politiques étatiques amène les dirigeants politiques à instituer des relais, à se dégager de programmes devenus trop onéreux et à s'en remettre davantage à l'entreprise privée. Un chercheur québécois, faisant l'étude des vingt dernières années au Québec, paraît avoir très bien saisi les conséquences de cette nouvelle démarche.

Il ne faudrait pas en conclure pour autant à un démantèlement pur et simple des systèmes d'intervention liés à l'avènement de l'Etat-providence et à une restauration imminente de l'Etat gendarme classique dans le cadre d'un retour en force à l'économie concurrentielle de marché. Au-delà des apparences, il s'agit moins de donner un coup d'arrêt brutal à l'expansion de l'appareil étatique que de provoquer un déplacement de ses objectifs et de réajuster ses modalités d'opération en fonction des impératifs d'un redémarrage de l'accumulation du capital.¹⁵⁶

Les groupes populaires ne faisant donc pas partie de ce réajustement, on peut mieux comprendre le malaise existant entre ces derniers et l'Etat. Dans cette optique, il importe de procéder dans les deux prochains chapitres, à l'analyse détaillée des organismes de développement communautaire (chapitre III), de même qu'à l'étude de la nature et de la structuration des rapports entre les ODC et l'Etat (chapitre IV). Cet exercice devrait permettre de déterminer plus précisément les enjeux en cause.

En guise de synthèse, on doit reconnaître qu'en s'immisçant dans le développement et qu'en proposant des mesures palliatives aux conditions existantes, l'Etat a vraisemblablement constitué une force d'entraînement au niveau de la montée du mouvement populaire expérimenté par l'Est du Québec. Or, les projets présentés à la population laissent entrevoir des conditions de vie nettement meilleures, un développement rapide devait rendre l'économie régionale concurrentielle, la modernisation des secteurs traditionnels de l'économie et la création d'entreprises nouvelles pouvant offrir du travail à ceux ayant été affectés par cette modernisation. D'un optimisme manifeste, on passera rapidement à un mécontentement généralisé.

Une première analyse suggère que l'exode rural facilité par les politiques de relocalisation, mises de l'avant par l'Etat provincial, et rendu presque inévitable par la modernisation des secteurs traditionnels de l'économie, se traduira par un affaiblissement marqué quant à la base du pouvoir de l'élite locale, ou de ce qu'on peut appeler la bourgeoisie rurale. De son côté, la bourgeoisie régionale ne sentira pas avec autant de sévérité les problèmes rencontrés par la bourgeoisie rurale puisqu'une forte proportion des personnes laissant l'arrière-pays ira s'installer dans les centres urbains situés à proximité de leurs paroisses d'origine.

Suite au réaménagement de l'appareil d'Etat, à la régionalisation des services et au déplacement de la population de l'arrière-pays vers la côte, la population des villes comme Mataje, Rimouski et Rivière-du-Loup a augmenté considérablement et créé ainsi des conditions plus favorables à cette bourgeoisie [marchande]. Pour elle, la question régionale est en voie d'être définitivement réglée. 157

L'affaiblissement de la bourgeoisie rurale amènera rapidement celle-ci à s'opposer aux programmes de relocalisation et à chercher à trouver des solutions au problème du sous-emploi dans les régions rurales. Aussi, doit-on reconnaître à la bourgeoisie rurale un rôle majeur au niveau de la mobilisation des populations de l'arrière-pays bas-laurentien et gaspésien.

Dans ce contexte, il faut reconnaître que les enjeux auxquels la bourgeoisie rurale doit faire face n'incluent pas seulement la lutte pour assurer la consolidation des paroisses marginales mais laissent aussi entrevoir la réversibilité des rapports de force en présence. Il sera d'ailleurs nécessaire de rendre compte plus loin dans la recherche de la dynamique politique sous-jacente aux relations de pouvoir s'établissant entre les forces vives (ODC), les forces notabiliaires (bourgeoisie rurale) et les forces nouvelles (technobureaucratie).

Notes du chapitre II

1. Fernand Harvey, "La question régionale au Québec", Revue d'études canadiennes, vol. 15, no. 2, 1980, p. 78.
2. Pierre Richard, "L'arrière-pays organise sa volonté de vivre", Le Devoir, 13 août 1971.
3. James Thwaites, "La renaissance campagnarde", La problématique du développement en milieu rural (Rimouski: GRIDEO-UOAR, 1976), pp. 215-229.
4. Jules Bélanger et al., Histoire de la Gaspésie (Montréal: Boréal Express, 1981), p. 554.
5. Mgr. Georges Courchesne, Mandements et circulaires. Archevêché de Rimouski, vol. 2, circulaire du 12 juin 1929.
6. Canada. Chambre des Communes (Ottawa: Imprimerie de la Reine, 24 février 1933).
7. Esdras Minville, L'oeuvre de la colonisation, Ecole sociale populaire, novembre 1933, p. 8.
8. Jules Bélanger et al., op.cit., p. 555.
9. Jacques Lemay, "Le mouvement de la colonisation agricole des années de la crise de '80", La problématique du développement en milieu rural (Rimouski: GRIDEO-UOAR, 1976), p. 250.
10. On doit ici se référer aux études de Dubuc et de Séguin portant sur la colonisation au Québec au siècle dernier. Cf. Normand Séguin (dir.), Agriculture et colonisation au Québec (Montréal: Boréal Express, 1980); et N. Séguin, La conquête du sol au XIX^e siècle (Québec: Boréal Express, 1977).
11. Groupe de recherche en histoire, Le peuplement de la Vallée de la Matapédia, La Colonisation pour le bois, Rimouski, janvier 1978, p. 3 (fascicule 1).
12. Ce parti s'appropriera près de 9% du vote populaire à l'élection de 1935.

13. L'Action Libérale Nationale, "Programme de l'Action Libérale Nationale, 1934", Le Devoir, 28 juillet 1934.
14. Jules Bélanger, et al., op.cit., p. 543.
15. Ministère des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec, Inventaire des ressources naturelles 1937, Gaspésie - Conclusions générales, Québec, 1937.
16. Ibid., pp. 17-18.
17. James Thwaites, op.cit., p. 221.
18. Jacques Lemay, op.cit., p. 241.
19. Force est de constater que la période 1940-1960 de l'histoire de l'Est du Québec a fait l'objet de très peu d'études socio-économiques. Il semble cependant qu'un changement positif soit en voie de réalisation. En effet, deux recherches d'importance, l'une portant sur le Conseil d'orientation économique du Bas St.-Laurent, l'autre s'intéressant à la pénétration du capitalisme dans l'Est du Québec, ont été récemment mises de l'avant.
20. Albert Faucher, Maurice Lamontagne, "L'histoire du développement industriel au Québec", dans Marcel Rioux, Yves Martin, (dirs.), La société canadienne française (Montréal: HMH, 1971), p. 274.
21. Johanne Jutras, Le conseil régional du développement de l'Est du Québec (Rimouski: UOAR-GRIDEO, 1981), p. 5.
22. Ce programme de restauration sociale sera adopté subséquemment par la coalition Duplessis-Gouin. Rappelons cependant que le projet du Conseil d'orientation économique ne s'est matérialisé qu'après la défaite de Duplessis en 1939.
23. Dorval Brunelle, La désillusion tranquille (Montréal: Hurtubise HMH, 1978), pp. 103-104.
24. Ibid., pp. 125-126.
25. Johanne Jutras, op.cit., pp. 5-6.
26. Guy Bourassa, "Régionalisation et démocratie, l'expérience québécoise", International Review of Community Development, vol. 15-16, 1966, p. 181.
27. Gilles Bourque, Anne Legaré, Le Québec: la question nationale (Paris: Maspéro, 1979), p. 153.

28. Gabriel Gagnon, Luc Martin (dirs.), Québec 1960-1980: la crise du développement (Montréal: Hurtubise HMH, 1973), p. 19.
29. Jules Bélanger et al., op.cit., pp. 668-669.
30. Ibid., p. 583.
31. Conseil régional de développement de l'Est du Québec, Mémoire au Comité sénatorial spécial sur la pauvreté (Rimouski: CRDEO, 1970), p. 9.
32. Jules Bélanger et al., op.cit., p. 582.
33. Gilles Bourque, "Petite bourgeoisie envahissante et bourgeoisie ténébreuse", Les cahiers du socialisme, no. 3, printemps 1979, p. 126.
34. Yvon Daneau, Jean-Paul Gagnon, Organisation sociale en Gaspésie Thèse de M.A. (Sociologie), Université Laval, 1962), p. 203.
35. Jules Bélanger et al., op.cit., p. 666.
36. Gilles Bourque, Anne Legaré, op.cit., p. 147.
37. Discours prononcé le 3 juin 1961 à Ottawa, devant la Fédération des sociétés Saint-Jean Baptiste. Ce discours a aussi été reproduit dans Jean Lesage, Un Québec fort dans une nouvelle confédération, 1965, p. 18.
38. Jean-Louis Roy, Les programmes électoraux du Québec (tome 2), (Montréal: Leméac, 1971), pp. 379-380.
39. Dorval Brunelle, op.cit., p. 105.
40. Ibid., pp. 108-110.
41. Pour une étude bien élaborée sur les sociétés d'Etat au Québec, on peut se reporter à la recherche de Pierre Fournier, op.cit.
42. L. Jalbert, J.G. Lacroix, B. Lévesque, "La question régionale dans le développement du capitalisme au Canada", Communication présentée à la société des sciences régionales, Montréal, le 6 juin 1980, p. 17.
43. Canada. Débats de la Chambre des Communes (Ottawa: Imprimerie de la Reine, 25 janvier 1961), p. 1460. Ces paroles ont été prononcées par Alvin Hamilton alors qu'il était ministre de l'agriculture.

44. J.N. McCrorie, L'ARDA: une expérience de planification du développement. Conseil canadien de l'aménagement rural, 1969, pp. 5-15.
45. Ibid., p. 34.
46. Jean Vézina, "Les gouvernements", Sous-système économique, Les structures industrielles, les gouvernements et les syndicats (Québec: OPDQ: 1978), pp. 1-70.
47. Par mission économique, l'auteur entend les dépenses réservées aux transports, aux programmes d'aide financière, de services techniques, de recherche et de protection.
48. Ce pourcentage descendait à 65% en 1976.
49. G. Bourque, A. Legaré, op.cit., pp. 173-174.
50. M. Désy, M. Ferland, B. Lévesque, Y. Vaillancourt, La conjoncture au Québec au début des années 80: les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire (Rimouski: Librairie socialiste de l'Est, 1980), p. 26.
51. Secrétariat à l'aménagement et à la décentralisation, La décentralisation: une perspective communautaire nouvelle (fascicule 1). Ministère du conseil exécutif, Québec, 1978, p. 10.
52. Rita Bissonnette Guénard. "Au coeur d'un nouvel enjeu: les municipalités régionales de comté", Le Devoir, 5 mars 1982, p. 17.
53. Pierre Dufort, "Les Opérations Dignité: deuxième génération", Possibles, vol. 2, hiver-printemps, 1978, p. 114.
54. Alain Gagnon, "L'influence de l'Eglise sur l'évolution socio-économique du Québec, de 1850 à 1950", L'Action Nationale, vol. 69, décembre 1979, pp. 267-270..
55. Monique Dumais, "L'Eglise de Rimouski et le développement régional (1963-1972)", Revue d'histoire du Bas Saint-Laurent, vol. 6, mai-décembre 1979, pp. 31-40; Charles Banville, Les Opérations Dignité (Québec: Le fonds de recherches forestières de l'Université Laval, 1977).
56. Gérald Fortin, La fin d'un règne (Montréal: HMH, 1971), p. 207.
57. Ibid., p. 206.
58. Ibid., p. 207.

59. Clermont Dugas, L'Est du Québec à l'heure du développement régional, Rimouski. Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, no. 1, juin 1975, pp. 285-293.
60. Benoit Lévesque, "Les communications et le développement", Possibles, vol. 2, hiver-printemps 1978, pp. 79-96.
61. Ministère de l'éducation, L'école s'adapte à son milieu: énoncé de politique sur l'école en milieu économiquement faible, Gouvernement du Québec, Québec, 1980. "Education en milieux défavorisés: un million et demi pour l'Est du Québec", Le Progrès-Echo, Rimouski, 9 avril 1980, p. A-2.
62. L'auteur est conscient du problème méthodologique soulevé ici (i.e. que l'approche de l'appauvrissement relatif et des attentes grandissantes, approche à caractère subjectif, est examinée à partir d'indicateurs objectifs). Ce problème a déjà été souligné par Roy Wallis, "Relative Deprivation and Social Movements: A Cautionary Note", British Journal of Sociology, vol. 26, 1975, p. 361.
63. Alain G. Gagnon, "Les Opérations Dignité: un essai d'interprétation", Les Opérations Dignité: Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa, Université Carleton, 1981), p. 163.
64. Pierre Richard, "Le plan compromis par un manque de volonté politique?", Le Devoir, 16 août 1971, p. 3.
65. BAEQ. Plan de développement, Cahier 1, Rimouski, 1966, p. 6.
66. Propos recueillis par Normand Plourde, "Une région laissée à elle-même et qui ne veut pas mourir", Le Progrès-Echo, 19 septembre 1976, p. A.16.
67. Propos rapportés par Pierre Richard, "Le plan compromis par un manque de volonté politique", Le Devoir, 16 août 1971, pp. 2-3.
68. Ibid., p. 2.
69. Fernand Harvey, "L'Est du Québec: une région à la recherche de son développement", Possibles, vol. 2, hiver-printemps, 1978, p. 22.
70. Fédération des travailleurs du Québec. L'Etat, rouage de notre exploitation, Montréal, 12^e congrès du 30 novembre au 4 décembre 1971, pp. 29-35. Voir aussi Jacques Keable. "Les subventions: les inégalités régionales", Québec-Press, 28 novembre 1971, p. 15; François Poulin, Yves Dion, Les Disparités régionales au Canada et au Québec: les politiques et les programmes, 1960-1973 (Montréal: CRDE, 1973), pp. 52-55.

71. Gouvernement du Québec. Le virage technologique. Bâtir le Québec Phase 2. Programme d'action économique 1982-1986 (Québec: Gouvernement du Québec, 1982), p. 194.
72. Ibid., p. 193.
73. "Discours du ministre de l'ODEO au congrès du CRD", Québec-Est, 22 juin 1973.
74. Jacques Grand'Maison, Le privé et le public, volume 1, (Ottawa: Leméac, 1975), pp. 166-167.
75. Phraséologie empruntée à Jacques Grand'Maison.
76. Voir à cet effet, la thèse de A. Rasporich. "Factionalism and Class in Modern Lakehead Politics, Lakehead University Review, vol. 7, no. 1, Summer 1974, pp. 31-65.
77. Témoignage de Laurent Grondin, rapporté dans Charles Banville, op.cit., p. 94.
78. Témoignage de Anne-Marie D'Amours, rapporté dans Charles Banville, op.cit., p. 94.
79. Voir, entre autres, Lionel Robert. "L'espace et l'Etat", Critère, vol. 23, automne 1978, pp. 248-256; Bruno Jean. "Les 'marges' de la périphérie: de la 'relocalisation' à l'innovation", Possibles, vol. 2, hiver-printemps 1978, pp. 123-139.
80. Manifeste du front commun populaire pour le développement régional (Troisième congrès des Opérations Dignité en collaboration avec le CRD), juin 1973, pp. 20-21.
81. Cité dans "Le député Arsenault: "Je n'ai pas de compte à rendre aux Opérations Dignité"", L'Information, 11 juillet 1973.
82. Léon Dion. "Vers une conscience auto-déterminée", Revue canadienne de l'éducation de la langue française, vol. 1, 1971, pp. 7-8.
83. B. Higgins, F. Martin, A. Raynauld, Les orientations économiques, Ottawa, MEER, 1970, p. 145.
84. Ibid., p. 143.
85. Gouvernement du Québec. Le virage technologique, op.cit., p. 196.

86. La thèse diffusionniste met de l'avant l'idée voulant que "la diffusion est perçue comme partant des métropoles des pays capitalistes avancés pour s'étendre aux capitales nationales des pays sous-développés, et de là, à leurs capitales provinciales, et finalement à leur périphérie". André Gunder Frank, Latin America: Underdevelopment or Revolution (London: Monthly Review Press, 1969), p. 48 (Traduction libre).
87. Charles Banville, op.cit., p. 99.
88. Renaud Dulong, Les régions, l'Etat et la société locale (Paris: P.U.F. 1978); Pierre Jobin, "Le pouvoir régional en questions", Possibles, vol. 2, no. 2-3, 1978, pp. 67-73.
89. Propos de Pierre De Bané recueillis par Normand Plourde, "Il faut \$60 millions au moins par année dans la région", Le Progrès-Echo, 29 septembre 1976.
90. Propos de Léon Dion recueillis par André Desnoyers, "M. Léon Dion dénonce la politique sans planification du gouvernement Bourassa", Le Soleil, 29 mai 1972.
91. Léon Dion, "Une conscience auto-déterminée", op.cit., p. 8.
92. Guy Rocher, "La marginalité sociale: un nouveau réservoir de contestation", Le Devoir, 30 décembre 1970, p. A-17.
93. W.L. White, R.H. Wagenberg, R.C. Nelson, Introduction to Canadian Politics and Government (Montreal: Holt, Rinehart and Winston, 1972), p. 46 (Traduction libre).
94. L'analyse du comportement politique de la population de l'Est du Québec semble donc corroborer la théorie 'frustration-agression' principalement défendue par les psychologues américains Dollard et Miller. Voir à cet effet: Frustration and Aggression (New Haven, Yale University Press, 1963).
95. Neil J. Smelser retient aussi la nécessité d'avoir un (ou plusieurs) facteur(s) d'entraînement pour qu'il y ait mobilisation d'une population donnée. Voir: Theory of Collective Behavior (New York: The Free Press, 1962).
96. Fernand Martin, André Raynauld. "Les choix urbains et régionaux dans le Québec des années 1970", Le Québec d'aujourd'hui: regards d'universitaires (Montréal: Éditions H.M.H., 1971), p. 207.
97. Alain G. Gagnon, "Les Opérations Dignité: un essai d'interprétation", op.cit., pp. 180-181. On peut aussi se référer à l'étude du même auteur intitulée Le modèle centre-périphérie appliqué à l'Est du Québec (Rimouski: GRIDEQ-UOAR, 1979).

98. CRDEO. Mémoire présenté au sous-comité du Ministère de l'expansion économique régionale. Percé, les 1 et 2 octobre 1981; Gérard Divay, Jean Lapierre, Organisation collective et planification régionale (Montréal: INRS-Urbanisation, 1976; Pierre Fréchette, Le développement urbain et régional au Québec. (Québec: OPDO, 1978); MEER, Les perspectives de développement économique du Québec. Ottawa, décembre 1979; Jacques Léveillé, Développement urbain et politiques gouvernementales urbaines dans l'agglomération montréalaise, 1945-75 (Montréal: Société canadienne de science politique, 1978).
99. Voir, en particulier, Michel Pelletier, Yves Vaillancourt, Les politiques sociales et les travailleurs (Montréal, 1974), p.273; Dorval Brunelle, La désillusion tranquille (Montréal: Hurtubise HMH, 1978, p. 39. Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin dans le texte.
100. Au mois de juin 1965, le parlement canadien sanctionne une loi stimulant le développement de certaines régions et confie sa gestion à l'Agence de développement régional (ADR) - rattachée d'ailleurs au Ministère de l'Industrie. Cette loi a pour but de stimuler le développement industriel et d'étendre un programme de dégrèvements fiscaux en place déjà depuis 1963 dans 35 zones à plus de 65 zones désignées.
101. De 1969 à 1974, le gouvernement fédéral fait coïncider ses dépenses au niveau des infrastructures avec sa désignation de zone spéciale. Le qualificatif de zone spéciale ne signifie cependant pas que le gouvernement doit nécessairement supporter des activités économiques sur ce même territoire. Rappelons que toute zone spéciale peut profiter des programmes institués pour les zones désignées.
102. Les grandes lignes de l'entente-cadre Canada-Québec représentent les résultats d'une entente négociée relative aux objectifs à atteindre et aux priorités d'interventions à laquelle les deux gouvernements fédéral et québécois souscrivent pleinement. La réalisation des ententes-cadre dépend de l'exécution des ententes auxiliaires. Au 1er avril 1981, on dénombrait plus de 117 ententes auxiliaires, pour un engagement financier de quelque 5,4 milliards de dollars sur tout le territoire canadien. (Meer, Les ententes de développement du MEER, 1981, pp. 1-2). Pour replacer ces chiffres dans leur contexte, il faut rappeler que de 1970 à 1976, les dépenses du MEER sont passées d'environ 1% à 0.6% du budget total du gouvernement fédéral.
103. L'entente-cadre de développement Canada-Québec est publiée en annexe au texte Les politiques régionales au Canada (Paris: OCDE, 1980). La citation est tirée des pages 83-84.

104. Renaud Dugas, La polarisation spatiale: le cas des capitales régionales au Québec. Thèse de M.A. (Géographie), Université Laval, 1975), p. 49.
105. L'expression est de Gilles Paquet.
106. B. Higgins, F. Martin, A. Raynauld, Les orientations économiques (Ottawa: Ministère de l'expansion économique régionale, 1970), p. 143.
107. Supra, chapitre II, pp. 19-21.
108. Gilles Paquet, "Industrialisation et développement régional: matériaux pour une analyse". Les dimensions du développement régional (Compte rendu des communications présentées au Symposium de la Société canadienne de science économique) (Sherbrooke: Université de Sherbrooke, 1967), p. 128.
109. Ibid., p. 129.
110. On se souviendra que le BAEQ proposait de fusionner les 213 municipalités de l'Est du Québec en 25 unités administratives, après avoir fermé 85 de ces municipalités.
111. Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, Plan de développement, chapitre I: Les grands objectifs, 30 juin 1966, p. II.
112. Ibid., pp. 42-43.
113. Cette entente ne valait que pour la région de l'Est du Québec. Elle proposait une entente globale plutôt qu'une entente sectorielle du développement.
114. Entente générale de coopération Canada-Québec. Le plan de développement du Bas St.-Laurent, de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine. Office de l'information et de publicité du Québec, 26 mai 1968, pp. 19-20.
115. Clermont Dugas, L'Est du Québec à l'heure du développement régional, 2^e édition (Rimouski: Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, 1978), p. 131.
116. Jean-Claude Grégoire, L'Est du Québec, d'hier à aujourd'hui (Québec: Office de planification et de développement du Québec, 1980), pp. 125-126.
117. Jean-Claude Grégoire, op.cit., pp. 28-29.
118. Ibid., p. 46.

119. Ibid., pp. 76, 80.

120. Clermont Dugas, op.cit., p. 132.

121. Selon de titre que Clermont Dugas a donné à sa dernière étude sur l'Est du Québec. L'auteur retient ces deux traits caractéristiques pour les fondements de sa recherche. Voir, à ce propos: Un pays de distance et de dispersion (Québec: Presses de l'Université du Québec, 1981).

122. B. Higgins, F. Martin, A. Raynauld, op.cit., p. 145.

123. Ibid., p. 135.

124. Pauline Côté, L'idéologie du BAEQ et les relocalisés de l'Est du Québec (Rimouski: GRIDEO-UQAR, 1981), p. 1.

125. Les indices de marginalité se composent d'un indice de population, d'un indice bio-physique (climat, aspects pédologiques), d'un indice économique agricole (capitalisation, revenu brut d'exploitation, superficie cultivée) et d'un indice socio-économique (revenu des ménages, niveau de vie, taux de chômage). (Cf. Côté, 1981: 15). Assez curieusement, on ne retrouve pas d'indice économique forestier au nombre de ces indices, surtout que la forêt procure fréquemment un revenu d'appoint aux populations rurales de l'Est du Québec.

126. Lionel Robert, "Les Opérations Dignité, à l'origine d'un mouvement populaire dans l'Est du Québec", dans Alain G. Gagnon, (dir.), Les Opérations Dignité: Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa: Université Carleton, 1981), pp. 91-106.

127. Clermont Dugas, Un pays de distance et de dispersion, op.cit., p. 61.

128. Selon une étude préparée par le comité de coordination de l'Office de développement de l'Est du Québec (ODEO). ayant pour titre Les centres agro-forestiers et le devenir de l'arrière-pays, l'existence de ces centres dépend directement de la présence des conditions suivantes: a) l'exode rural est un phénomène socio-économique propre aux pays en voie de développement ou industriels avancés; b) les mesures incitatrices à la migration doivent être maintenues; c) le fait que les localités deviennent de moins en moins disponibles à l'habitation semble inévitable; d) la possibilité de garder certaines localités ouvertes à l'aménagement; et e) la nécessité de désigner des centres permettant aux travailleurs de se regrouper et de participer à l'aménagement des ressources. Voir, plus précisément les pages 10 et suivantes de cette étude publiée en 1973.

129. Jean-Claude Grégoire, op.cit., p. 50.
130. Qu'on se rappelle la sous-exploitation des forêts publiques et la sur-exploitation des forêts privées.
131. Jean-Claude Grégoire, op.cit., pp. 51-52.
132. Ibid., pp. 50-53. Cet aspect correspond plus spécifiquement à l'axe institutionnel, auquel d'ailleurs nous avons référé au chapitre premier de la présente recherche.
133. Voir, supra, note 128.
134. Bruno Jean, "Développement endogène en région périphérique: l'exemple de l'Est du Québec", Archives de sciences sociales de la coopération et du développement, vol. 46, septembre 1979, pp. 49-64; "Pour une régionalisation du développement", Le Devoir, 29 mai 1980.
135. Clermont Dugas, Un pays de distance et de dispersion, op.cit., p. 205.
136. Ce sont les ministères des Richesses naturelles (1961), des Affaires culturelles (1961), des Affaires intergouvernementales (1967), des Institutions financières (1967), de l'Immigration (1968), des Communications (1969), de la Fonction publique (1969), et de l'Education (1964).
137. Ces regroupements se traduisent par la fusion des ministères de la Santé, de la Famille et du Bien-être social pour devenir le ministère des Affaires sociales (1970), des ministères de la Voirie et des Travaux publics pour former le ministère des Travaux publics et approvisionnements (1973) et, finalement, des ministères des Richesses naturelles et des Terres et Forêts pour constituer le ministère de l'Energie et des Ressources (1979).
138. G. Divay, J. Léveillé, La réforme municipale et l'Etat québécois (1960-1979) (Montréal: INRS Urbanisation, 1981), p. 17.
139. Alain Baccigalupo, Les grands rouages de la machine administrative québécoise (Montréal: Editions d'Arc Inc., 1978), p. 357.
140. Claude Turcotte, "Le BAEQ, 10 ans après", La Presse, 21 août 1973.
141. Clermont Dugas, L'Est du Québec à l'heure du développement régional, 2^e édition (Rimouski: Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, mars 1978), p. 136.

142. Propos de Amédée Lapierre, coordonnateur des pêches à l'ODEO de 1971 à 1973, et recueillis dans Jules Bélanger et al. Histoire de la Gaspésie (Montréal: Boréal Express, 1981), p. 701.
143. Alain Baccigalupo, op.cit., p. 358.
144. Ibid., p. 357.
145. Vincent Lemieux, Le pouvoir des coordonnateurs régionaux de la CAREQ (Laboratoire d'études politiques et administratives) (Québec: Université Laval, mars 1977).
146. Jean-Claude Grégoire, L'Est du Québec, d'hier à aujourd'hui (Québec: Office de planification et de développement du Québec, 1980), p. 218.
147. On peut se référer à l'étude du Secrétariat à l'aménagement et à la décentralisation. La décentralisation: une perspective communautaire nouvelle (Québec: Ministère du conseil exécutif, 1978).
148. Jacques Léonard, "Au-delà des ententes", Développement-Québec, vol. 4, no. 6, 1977, p. 31.
149. Gouvernement du Québec, Le virage technologique Bâtir: le Québec Phase 2 Programme d'action économique 1982-1986 (Québec: Gouvernement du Québec, 1982), p. 196.
150. Alain Baccigalupo, op.cit., p. 386.
151. Johanne Jutras, Le conseil régional de développement de l'Est du Québec (Rimouski: UQAR-GRIDEQ, 1981), p. 108.
152. Voir, à cet effet, l'étude de G. Divay, J. Léveillé, op.cit., pp. 82-93 ou celle dirigée par H. Diome, Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural (Rimouski: GRIDEQ-UQAR) (en préparation).
153. Actes du colloque organisé récemment par le Grideq sur L'impact des lois 90 (zonage agricole) et 125 (aménagement-urbanisme) dans l'Est du Québec (Rimouski: GRIDEQ-UQAR, 1981).
154. Serge Côté, Benoît Lévesque, "L'envers de la médaille: le sous-développement régional", Interventions économiques, no. 8, printemps 1982, p. 68. On peut ici se reporter à la conclusion du chapitre IV pour obtenir plus de précision au sujet du rapport bourgeoisie locale/bourgeoisie régionale.
155. Fernand Harvey, "La question régionale au Québec", Revue d'études canadiennes, vol. 15, no. 2, 1980, p. 80.

156. Carol Levasseur, "De l'Etat-Providence à l'Etat-disciplinaire", dans G. Bergeron, R. Pelletier (dirs.), L'Etat du Québec en devenir (Montréal: Boréal Express, 1980), pp. 326-327.

157. Serge Côté, Benoît Lévesque, op. cit., p. 68.

Chapitre III

Les organismes de développement communautaire face au développement régional

La discussion portant sur le phénomène de la modernisation, dans le chapitre précédent, procure à l'analyste politique un point de départ essentiel à l'interprétation du mouvement. Cette tentative de moderniser les secteurs économiques traditionnels constituant le fondement de la problématique récente du développement dans l'Est du Québec. L'émergence des groupes populaires s'inscrit dans ce contexte historique particulier. En fait, on ne saurait trop insister sur l'effort monumental de conscientisation réalisé par l'équipe du BAEO, de même que sur la décision des dirigeants politiques à l'effet d'ignorer l'un des deux principaux volets du plan proposé par cet organisme. A ce propos, Ronald Clark, adjoint du coordonnateur québécois du Plan, admet:

- L'Entente de 1968 n'a retenu qu'un des deux pôles du Plan proposé par le BAEO: celui d'augmenter la productivité des secteurs de base que sont la pêche, l'agriculture et la forêt, en rationalisant leurs activités et en coupant radicalement leurs effectifs en main-d'oeuvre. Elle a cependant oublié le deuxième pôle qui était de créer des activités dynamiques nouvelles pour absorber le surplus de main-d'oeuvre. L'application de l'Entente a donc l'effet paradoxal d'accroître le chômage dans la région.¹

Jacques -Yves Therrien, administrateur fédéral du Plan, élabore sur les objectifs réels recherchés par l'Etat.

En 1968, alors que le chômage était à un taux raisonnable, on fait l'hypothèse que le surplus de la main-d'oeuvre résultant de la modernisation des secteurs de base, pourrait être absorbé par les régions de Montréal, de Québec et de la Côte Nord. Mais la conjoncture a changé et l'hypothèse ne s'est pas vérifiée.²

Cette dimension essentiellement économique du développement révèle le caractère particulièrement limité des solutions envisagées à l'époque. A sa façon, Simard retient de l'expérience du BAEQ, en tant qu'appareil de propagande et d'agitation, qu':

elle vise les réalités "mentales" avant même de vouloir changer la face concrète de la région. Etudes, plan, information, animation - son oeuvre est surtout de l'ordre du discours. Rien ne l'illustre mieux que la stratégie retenue pour "régler" le problème des villages de l'arrière-pays. Officiellement, on parle d'en relocaliser les habitants dans un ou des centres régionaux. En réalité, nul ne croit vraiment que ceux-ci pourront les accueillir et le Plan ne s'angoisse pas des mesures à prendre pour le garantir. En conséquence, on se doute bien que c'est en dehors de la région que les "relocalisés" vont devoir aller s'implanter. Le principe de la mobilité de la main-d'oeuvre, bref d'adoption de la "mentalité" moderne - c'est-à-dire assujettie aux impératifs du régime économique - tel est l'objectif essentiel.³

Ces premières réflexions ont comme conséquence de situer une fois de plus le débat autour du concept de mobilité: condition essentielle, selon le BAEQ, au développement économique de la région.⁴ Au BAEQ, on proposait une mobilité s'opérant concurremment sur les plans géographique, industriel et occupationnel. De telles visées cherchaient, selon Dionne et Klein, à atteindre trois objectifs majeurs: élimination de la petite propriété, la prolétarianisation de la population et la mise en disponibilité de cette population en vue de la création de centres industriels.⁵

Les efforts effectués par la BAEQ afin d'accroître la mobilité ne seront pas très bien reçus par les populations rurales. Ces populations exprimeront un non retentissant à toute restructuration de l'espace régional n'allant pas dans le sens d'une plus grande participation des régions rurales au développement économique de l'Est du Québec. On comprend donc pourquoi les organismes de développement communautaire (ODC) seront positivement accueillis dans la région et comment il se fait qu'ils provoqueront une mobilisation⁶ considérable à la périphérie. Ce mouvement d'opposition se traduira par la mobilisation de la population au sein des Opérations Dignité qui proposent alors, comme solution de rechange à la fermeture des paroisses 'marginales', de procéder à l'aménagement intégré des ressources. Cette solution sera subséquemment reprise par les ODC, qui en feront leur cheval de bataille, d'où on peut pressentir la confrontation se préparant entre l'Etat et les populations locales (voir graphique 3.1).

Dans cette perspective, il faut s'interroger sur la signification des divers programmes de relocalisation touchant de différentes façons les paroisses 'marginales' de l'Est du Québec. Ces programmes, de par leur nature, ne pouvaient faire autrement que déstabiliser les propriétaires terriens et de boisés, tout en affaiblissant considérablement l'élite locale au profit de l'élite régionale. Trop peu souvent, les analystes de la question régionale ont-ils fait mention de cet aspect fondamental dans leurs études sur le développement des régions périphériques. Au nombre de ces rares

Graphique 3.1: Restructuration de l'espace rural dans l'Est du Québec

Source: Opération Dignité I. Le travaillant, vol. 1, no. 1
février 1975;

Hugues Dionne. J.-L. Klein, op.cit., p.5

analyses, on doit relever celle effectuée par le Conseil régional de développement de Québec, dans laquelle on affirme:

Ceux qui possèdent leurs instruments de production (agriculteurs, propriétaires de boisés, et aussi les commerçants) sont ceux qui étaient les plus menacés par la fermeture des paroisses. En effet, ils y auraient perdu leur gagne-pain et, en même temps, les biens qu'ils avaient réussi à accumuler, à cause de la dévaluation totale de leur propriété. De fait, ce sont eux qui sont majoritairement mobilisés dans la coopérative et qui sont d'abord concernés par la lutte.⁷

Le mouvement populaire prenait une résonance politique dans la mesure où il remettait en question les décisions bureaucratiques et qu'il présentait l'Etat comme cible.⁸ Un analyste de la scène provinciale appuie ces affirmations, précisant de plus qu'une désillusion quant au rôle de l'Etat ainsi qu'une méfiance à l'égard de l'appareil technocratique caractérisent nettement la décennie des années soixante-dix.

Mais au moment où la question nationale polarise le débat entre fédéralistes et indépendantistes et où les partis ont en quelque sorte secondarisé la question sociale, les conflits sociaux surgissent de toutes parts et deviennent de plus en plus aigus (crise d'octobre '70, conflit de la Presse en 1971, front commun de 1972, etc.), de sorte que les partis politiques sont incapables de répondre adéquatement à la situation. Ce sont alors les groupes sociaux qui vont intervenir et s'opposer selon leur conception du rôle de l'Etat (les centrales syndicales versus le Conseil du patronat par exemple) et selon la forme de développement de la société québécoise.⁹

Il semblerait donc que ce contexte ait été des plus propices à la venue du mouvement populaire de l'Est du Québec.

Une région ne s'improvise pas, ne se réveille pas par décret. Le développement rural est d'abord affaire de conscience, de volonté, de création collective. Les

meilleures organisations économiques, les aménagements les plus judicieux, les actions administratives les plus pertinentes risquent d'être des opérations coûteuses, insoutenables et fragiles, si elles ne sont pas animées par une volonté collective, si elles ne sont pas la création de tout un peuple.¹⁰

L'expérience de l'Est du Québec traduit bien cette réflexion de Paul Houe. C'est ainsi par exemple que la mise en place du bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) et que l'effort de conscientisation sociale répondaient en partie à des exigences extra-régionales. Un autre observateur de la question régionale rend compte de cette période en des termes fort précis.

Le B.A.E.O. a imprégné de sa logique la plupart des gens oeuvrant en 1973 dans des organismes comme l'O.D.E.O. et le C.R.D. Cette logique est trop rigide (...). Elle ne privilégie qu'une forme de l'organisation de l'espace basée exclusivement sur une structure urbanistique de l'habitat. Elle s'oppose à tout ce qui relève de l'initiative locale et individuelle, étouffant ainsi les bouffées de dynamisme populaire. Elle sous-estime les potentialités du monde rural.¹¹

A la signature de l'Entente Canada-Québec (1968), l'enthousiasme était très intense puisqu'on y faisait miroiter, entre autres, les bienfaits économiques devant découler de celle-ci. L'envergure du regain économique laissait présager que le territoire-pilote rejoindrait le niveau de vie des autres régions du Québec dans les quinze prochaines années. Les plus grands rêves n'étaient pas exclus, tout demeurait dans le domaine du possible. Cette période d'euphorie, très courte d'ailleurs, sera suivie par une forte déception, par une 'désillusion tranquille' à la grandeur du territoire.

L'intervention de l'Etat visait, selon les auteurs de La conjoncture au Québec au début des années '80, rien de moins que l'élimination des petits producteurs non rentables (petites fermes, pêcheurs côtiers, scieries locales)¹² et la fermeture pure et simple des paroisses de l'arrière-pays. Ces auteurs arguent même que l'Etat cherche davantage à répondre aux exigences du capital qu'à celles des populations vivant sur ces territoires.¹³ C'est donc en situant cette expérience de développement dans son contexte économique et politique qu'il sera possible d'apporter quelques explications à la montée des groupes populaires dans l'Est du Québec.

Dans ces conditions, les gens de l'arrière-pays organiseront leurs revendications en cherchant à rentabiliser les secteurs traditionnels (forêt, pêche, agriculture) de l'économie régionale. Ces initiatives obéiront, en quelque sorte, à la logique économique du développement. Ce qu'il y a d'ironique dans tout cela, c'est que le mouvement populaire, tel qu'il s'exprime dans l'Est du Québec, propose comme solution à ses problèmes ce que le BAEO suggérait en 1966, soit la structuration rationnelle de l'espace rural: les moyens ont changé mais l'objectif est le même. Cependant, la mobilité de la main-d'oeuvre ne fait pas partie du plan d'ensemble; il s'agit plutôt de s'affairer à stabiliser la population du milieu rural.

Dans notre quête d'une meilleure compréhension du rôle occupé par les groupes populaires, il faudra dans les prochaines sections de ce chapitre procéder à l'élaboration d'une typologie des organismes de développement communautaire (ODC), ainsi qu'à l'étude des

organismes les plus représentatifs de ce regroupement. La réalisation de cette tâche permettra de mieux connaître la nature et l'impact des groupes populaires sur le développement, tout en apportant des renseignements précieux sur les conséquences en résultant pour le Québec dans son ensemble.

a) Typologie des organismes de développement communautaire

L'expérience de développement caractérisant l'Est du Québec s'inspire des projets de développement communautaire et obéit habituellement à la formule coopérative. Ces organismes de développement communautaire se retrouvent dans plus de la moitié des municipalités de l'Est du Québec et sont fortement concentrés dans le milieu rural. Onze de ces ODC ont acquis un statut juridique et une importance particulière dans le développement de la région. Il s'agit en l'occurrence de:

- La Société d'exploitation des ressources de la Vallée (SERV)
- La Société d'exploitation des ressources de la Neigette (SERN)
- La Société d'exploitation des ressources de la Métis (SERME)
- La Société d'exploitation des ressources des Monts (SERMO)
- La Société d'exploitation des ressources des Basques (SERB)
- Le Groupement agro-forestier de la Restigouche
- Le Groupement forestier et agricole de Taché
- Le Groupement forestier de l'Est du Lac
- La Coopérative agro-forestière du Témiscouata (JAL)
- La Coopérative agro-forestière du Transcontinental (CAFT)
- La Coopérative d'aménagement des ressources du Transcontinental (CART)

Chacun des organismes institués cherche généralement à atteindre deux objectifs: la consolidation de l'économie locale et, par extension, celle de la population rurale. Les sociétés d'exploitation

des ressources (SER) proposent la formule d'aménagement intégré pour y accéder alors que les groupements forestiers s'en remettent à l'exploitation rationnelle de la forêt.¹⁴ C'est dans ce cadre, qu'une confrontation majeure survient: l'appropriation de la gestion des projets mis en place.

Comme entreprises de développement, les ODC constituent un moyen efficace de stabilisation pour les zones rurales; elles s'inscrivent donc en faux contre la logique du capitalisme, laquelle cherche essentiellement à concentrer le capital et les travailleurs. Les ODC ont fait le pari de démontrer que le développement pouvait aussi prendre place dans le sens inverse, c'est-à-dire qu'il est possible et humainement préférable de baser le développement à partir de la dispersion.

Par ailleurs, puisque l'idéologie dominante tend à faire croire que le progrès équivaut à l'urbanisation, le monde rural est davantage perçu comme un réservoir de ressources humaines et physiques pour la société urbaine (...). Or, à juste titre, les citoyens du monde rural qui doivent émigrer ou vivre dans l'insécurité du lendemain et dans des situations économiques déplorables s'insurgent contre un tel état de choses. Leur opposition a fait naître des mouvements de contestation tels que les Opérations Dignité dans l'Est du Québec ou encore des formes d'aménagement communautaire telles que le projet JAL dans le Témiscouata.¹⁵

Les ODC, dont les onze précédemment mentionnés sont regroupés au sein de la Société d'aménagement intégré de l'Est du Québec (SAIREQ), paraissent d'autant mieux choisis pour articuler le développement régional qu'ils s'étendent à tout le milieu rural. À cet égard, le tableau 3.1 indique de quelle façon les 114 paroisses appartenant aux ODC à l'étude se répartissent à parts à peu près

TABEAU 3.1: COMPOSITION DES CONSEILS D'ADMINISTRATION, 1982

SER
de La Métis
(22 paroisses)

- 1 débardeur;
- 3 travailleurs sylvicoles;
- 6 propriétaires-agriculteurs;
- 1 professeur

SER
des Basques
(14 paroisses)

- 6 propriétaires-agriculteurs
- 1 entrepreneur
- 1 gérant de caisse populaire;
- 1 industriel;
- 2 exploitants agricoles en apprentissage

SER
de la Neigette
(14 paroisses)

- 2 travailleurs sylvicoles;
- 5 propriétaires de lots boisés (dont 2 sont aussi des travailleurs)
- 1 arpenteur;
- 1 administrateur;
- 1 chômeur;
- 1 agriculteur

SER
de la Vallée
(14 paroisses)

- 2 contremaîtres;
- 2 travailleurs sylvicoles;
- 2 agriculteurs;
- 3 enseignants;
- 1 agent de conservation
- 1 -

SER
des Monts
(12 paroisses)

- 1 enseignant;
- 1 électricien;
- 1 débardeur;
- 1 chauffeur de camion;
- 1 ménagère;
- 1 homme d'affaires;
- 5 agriculteurs

TABLEAU 3.1 (Suite)

Coopérative Agro-forestier du Témiscouata (Le JAL) (3 paroisses)	Groupe forestier de l'Est du lac Témiscouata (8 paroisses)	Groupe forestier Tâché (13 paroisses)
<ul style="list-style-type: none"> - conseillers municipaux de chaque localité représenté; - chaque personne représente un secteur géographique; - 12 personnes au total composent le conseil d'administration. 	<ul style="list-style-type: none"> - 5 travailleurs sylvicoles; - 3 propriétaires-travailleurs; - 5 propriétaires de lots boisés 	<ul style="list-style-type: none"> - 9 cultivateurs; - 2 journaliers; - 1 homme d'affaires <p>N.B. Tous sont propriétaires de lots boisés</p>
Groupe Agro-Forestier Restigouche (7 paroisses)	CAFT (10 paroisses)	CART (9 paroisses)
<ul style="list-style-type: none"> - 3 travailleurs sylvicoles; - 1 cultivateur; - 2 propriétaires-cultivateurs; - 2 mesureurs de bois; - 3 propriétaires de lots boisés 	<ul style="list-style-type: none"> - 2 cultivateurs; - 1 inséminateur; - 2 bûcherons; - 2 journaliers; - 1 opérateur de machinerie; - 1 secrétaire; - 1 gérant; - 1 mesureur de bois 	<ul style="list-style-type: none"> - Chaque personne représente un conseil municipal ou un secteur géographique; - 15 personnes au total composent le conseil d'administration

Source: Les organismes de développement communautaire de l'Est du Québec

GRAPHIQUE 3.2

TYPLOGIE DES ORGANISMES DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (ODC)

formule des groupements forestiers, laquelle se limitait exclusivement à l'exploitation forestière, à la formule des SER, laquelle permettait de procéder à l'aménagement intégré des ressources. Dans les deux cas, il faut cependant convenir que l'Etat se réservait le droit de reconnaître ou non les formules choisies par les différents ODC, d'où l'expression de plusieurs confrontations puisque les ODC, intéressés à s'orienter vers l'intégration des activités économiques, devaient préalablement obtenir les pouvoirs légaux pour réaliser ces objectifs.

Dans un langage très engagé, les auteurs de Développement populaire et mouvement populaire affirment cependant: "le gouvernement dût plier et octroyer une charte ouverte à des objectifs multisectoriels".¹⁷ Il demeure néanmoins que les lettres patentes des SER font qu'elles sont incorporées en vertu de la première partie de la loi des compagnies et, qu'à ce titre, elles cadrent davantage avec les organismes d'Etat à tendance communautaire qu'avec les autres types d'organisme. La situation est identique dans le cas des groupements forestiers.

La catégorie regroupant les organismes de concertation et les coopératives à tendance capitaliste présente elle aussi certaines difficultés. Ainsi, dans le cas des organismes de concertation, on pourrait classer les conseils spécialisés du Conseil régional de développement de l'Est du Québec (CRDEO). Parmi les plus importants de ces conseils, mentionnons ceux de la Conférence municipale de l'Est du Québec (COMEO) et de la Société d'aménagement intégré des

ressources de l'Est du Québec (SAIREQ). Il serait d'autant plus difficile d'emprunter une telle avenue que ces conseils spécialisés regroupent bon nombre d'organismes-membres, sans pour autant les départager. Aussi, s'il fallait retenir la SAIREQ à titre d'organisme de concertation nous ferions double emploi, sans pour autant avoir apporté de distinction entre les différents organismes la composant. Par ailleurs, il faudrait à ce moment se référer à la SAIREQ en tant qu'organisme-relais de l'Etat puisqu'elle fait partie du CRDEQ qui, lui, à son tour, est "reconnu comme l'interlocuteur privilégié en matière de développement régional, il vise des objectifs de consultation et de concertation en regroupant les organismes régionaux préoccupés du développement de la région".¹⁸ Concernant la sous-catégorie des coopératives à tendance capitaliste, elle n'aide pas davantage à expliquer la nature du mouvement populaire. Qu'il suffise ici de se référer à l'étude de Gagnon portant sur les coopératives dans laquelle il tirait la conclusion que celles-ci sont à tendance socialiste dans les pays socialistes tandis qu'elles sont à tendance capitaliste dans les pays capitalistes.¹⁹ Une fois de plus donc, cette sous-catégorie ne propose aucun élément permettant de distinguer les divers types d'ODE puisqu'ils s'inscrivent tous dans un système économique capitaliste, ce que les auteurs d'ailleurs eux-mêmes reconnaissent.²⁰

Quant aux organismes communautaires de lutte et aux coopératives à tendance autogestionnaire, il faut admettre que cette catégorie présente elle aussi certains problèmes. En réalité, seule

la sous-catégorie des coopératives à tendance autogestionnaire laisse entrevoir des possibilités intéressantes de classification alors que se référer aux groupes populaires du milieu rural de l'Est du Québec en tant qu'organismes communautaires de lutte relève davantage des vœux que de la réalité. Ce qui ne signifie pas cependant que ces groupes ne proposent pas un nouveau modèle de société.

Le développement des activités forestières, agricoles, touristiques et même de transformation, a façonné un nouveau type de rapports sociaux. De tels rapports sociaux ne sont peut-être pas socialistes, comme certains le voudraient, mais sont profondément plus démocratiques que les rapports de production dominants.²¹

L'absence des organismes communautaires de lutte dans le milieu rural ne les empêche pas d'être présents dans le milieu urbain. A titre d'exemple, on peut relever la Librairie socialiste de l'Est du Québec, le Québec-Est - dont la période de parution a été très brève - ou encore la venue de groupes marxistes-léninistes dans la région. Dans ce dernier cas, il est possible d'avancer qu'ils constituent la première vraie tentative des organismes communautaires de lutte de s'implanter dans le milieu rural. A ce propos, on se souvient de leur tentative d'investir Opération Dignité I au cours de sa période de déclin. Cette expérience aura été en général décevante pour les membres-fondateurs si l'on se fie à la façon avec laquelle la population du milieu a pris rapidement ses distances face à l'Opération Dignité I.²² "Au sein des OD (deuxième version) se serait développée une attitude de méfiance par rapport aux Sociétés [SER] et une crainte que ces dernières deviennent (ou soient devenues) des entreprises capitalistes".²³ Dionne et Klein donnent de

la crédibilité à cette possibilité en rapportant les propos d'un informateur local.

Y'avait une mentalité qui s'était développée à un moment donné dans les OD comme quoi les Sociétés c'étaient les bêtes noires, avaient un esprit capitaliste pis c'étaient des compagnies à but lucratif. Y'a eu un conflit à un moment donné pis ça s'est détaché pis on n'a plus de liens avec les OD.²⁴

La revue que nous venons de faire de la typologie de Lévesque, Desbiens et Léger incite le chercheur à recourir à une typologie de moyenne portée, où il sera possible de mieux rendre compte des différences existant entre les ODC. Nous sommes conscients cependant qu'en procédant ainsi notre typologie ne sera pas nécessairement exportable,²⁵ mais elle permettra de mieux disséquer et interpréter le mouvement populaire vécu par l'Est du Québec.

L'interprétation du mouvement populaire de l'Est du Québec gagne à être effectuée à partir d'une typologie tenant compte de l'orientation fondamentale des groupes populaires à l'égard de l'Etat, de la nature des interventions dans le milieu rural et du point d'origine des ODC. Rappelons tout d'abord qu'au niveau de l'orientation générale des groupes populaires à l'égard de l'Etat, les interventions des ODC ne remettent pas en cause la légitimité du système politico-économique dans lequel d'ailleurs, leurs actions s'inscrivent.²⁶ Leurs interventions toutefois revêtent un caractère négatif ou positif puisqu'ils proposent variablement des mesures et des moyens pour répondre aux problèmes de développement inégal auquel ils sont confrontés. Ces groupes donc ne constituent pas un

mouvement révolutionnaire" puisqu'ils s'inspirent davantage du 'sens commun'.²⁷ En ce sens, ils ont une idée assez précise quant à ce que la nature des choses devrait être dans leur milieu ambiant. Ainsi, comme un ex-animateur au JAL le reconnaîtra:

Les gens ont développé une vision de la société qu'ils veulent bâtir chez-eux et ce, je le répète, sans référence à quelques 'ismes' que ce soient. C'est par leur vécu quotidien, leurs gros bon sens, l'identification de leurs aspirations fondamentales que, petit à petit, on a développé une approche du développement régional.²⁸

La présence d'une vision du monde de la nature de celle du sens commun signifie qu'elle "est irrévocablement harnachée à une perspective traditionaliste de la société, de la moralité et de la sauvegarde de l'ordre social".²⁹

La présentation de ces considérations devrait nous permettre de procéder maintenant à l'élaboration d'une typologie correspondant mieux à la réalité du milieu rural en question. A ce jour, seule la typologie élaborée par Godin rend compte de plusieurs des éléments sur lesquels nous avons mis l'accent. Godin retient comme critère principal le type d'intervention des ODC sur la scène régionale. C'est ainsi qu'il identifie trois grandes catégories: les groupes de pression, les sociétés de gestion à caractère populaire et les coopératives de développement et, finalement, les coopératives ouvrières de production.³⁰ L'évolution connue par le mouvement populaire de l'Est du Québec au cours des dernières années fait cependant que cette structure a quelque peu été modifiée. Ces changements sont reflétés dans le graphique qui suit.

GRAPHIQUE 3.2

TYPLOGIE DES ORGANISMES DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (ODC)

La classification réalisée par Godin⁴ ne rend toutefois pas compte de l'orientation selon laquelle chacun des groupes en question opère. En d'autres termes, il n'est pas suffisant de s'enquérir de la nature des moyens utilisés par les organismes de développement, il est tout aussi primordial de connaître quelle est l'orientation de ces groupes à l'égard de l'Etat. Le fait d'établir si ces organismes ont une orientation positive ou négative permettra de dégager certaines considérations politiques allant dans le sens d'une meilleure compréhension du phénomène à l'étude (voir tableau 3.2).

Les dernières années ayant démontré le caractère plutôt éphémère des coopératives ouvrières de production,³¹ l'analyse du mouvement populaire de l'Est du Québec exige du chercheur qu'il procède à la présentation de ses trois principales expressions: les Opérations Dignité, les coopératives de développement et les sociétés d'exploitation des ressources. Afin de contenir quelque peu cette section de la recherche, l'auteur se limitera à présenter l'expression la plus représentative de chacune des trois catégories. Ainsi dans le cas des coopératives de développement et dans celui des sociétés d'exploitation des ressources, il sera respectivement question de la Coopérative de développement agro-forestier du Témiscouata (JAL) et de la Société d'exploitation des ressources de la Vallée (SERV). Le cas des Opérations Dignité sera présenté dans son ensemble étant donné le rôle de catalyste joué par ces dernières dans la prise en charge du développement par cette région.

**TABLEAU 3.2: PRINCIPALES EXPRESSIONS DU MOUVEMENT
POPULAIRE DE L'EST DU QUEBEC**

Catégories	Orientation à l'égard de l'Etat	
	positive	négative
Groupes de pression		ODI (première version) ODI (deuxième version) ODII ODIII
Sociétés de gestion	GF SER	
Coopératives de développement	JAL CART Coopératives locales	

b) Groupes de pression: les Opérations Dignité

A la période d'enthousiasme consécutive au dépôt du rapport du BAEO et à la signature de l'Entente Canada-Québec succèdera une période de mécontentement et de déception manifeste, conséquence des lenteurs expérimentées au niveau de l'application du plan et de la menace toujours existante de la fermeture des paroisses marginales. La signature de l'Entente ayant constitué un moment de réjouissance considérable auprès de l'ensemble de la population, on comprendra que le retard du plan à se concrétiser se traduira par de nombreuses expressions de frustration à l'échelle du territoire-pilote. Ainsi, selon les termes du curé-leader Barville, le bilan des réalisations après les deux premières années de mise en application se résume auprès de la 'classe laborieuse' à ceci:

la population continuait à s'expatrier pour chercher le gagne-pain, laissant à la maison femmes et enfants, et mourant d'ennui dans les chantiers et les villes minières de la Côte-Nord. Les maisons des voisins continuaient à se barricader. Les jeunes, au sortir de leur secondaire, s'inscrivaient au centre de main-d'oeuvre puis, dans l'attente inespérée d'un travail, s'envolaient dans les centres urbains. Rien n'a changé et rien ne laissait prévoir un changement; au contraire, on vivait la menace de fermeture. La population n'était pas déçue, elle était frustrée. Une étincelle suffisait pour amorcer la contestation et ce fut Sainte-Paule.³²

Pendant ce temps, l'État provincial met de l'avant son premier projet de relocalisation et procède à la fermeture de dix paroisses marginales.³³ Cette mesure eut tôt fait de provoquer l'insatisfaction et la crainte dans les autres paroisses marginales, dont la population était toujours en attente de développement. C'est dans ce contexte qu'il faut aborder l'étude des Opérations Dignité.

Brièvement, faisons l'historique de ce mouvement de mobilisation à la périphérie. Confrontée à la situation que nous venons de décrire, la population se donne des leaders et commence à se regrouper. Cette tâche sera simplifiée du fait que l'expérience du BAEQ aura laissé derrière elle toute une structure d'encadrement basée sur des comités locaux et des comités de zone.³⁴ C'est en utilisant ces structures comme base d'opération que des comités de citoyens seront constitués et qu'ils serviront de point d'appui aux trois Opérations Dignité. La transformation des comités de citoyens en Opérations Dignité s'effectuera très rapidement.

L'itinéraire de départ se déroule comme suit: 19 septembre 1970, prise de conscience de cette frustration collective par 50 représentants de sept paroisses 'marginales', touchés de l'attention, de la sympathie, voire de l'encouragement de son député, Pierre de Bané. Puis c'est l'escalade insoupçonnée; le 20 à Amqui, 15 paroisses et 300 représentants; le 21, conférence de presse à Québec des 'leaders', désormais sur la selle; le 22, grand ralliement à Ste-Paule avec 3,000 personnes.³⁵

Puis, le 27 septembre 1970, ce sera la préparation du manifeste des '19 curés en colère' (voir annexe I). Dès le 2 octobre, le manifeste sous sa forme définitive, circule dans les paroisses du territoire. Etant donné le moment de sa parution le manifeste des 19 curés sera apparenté au manifeste du FLO. Cela s'explique d'autant plus facilement que les thèmes abordés prennent souvent la même connotation. Aussi y décrit-on les gens habitant l'arrière-pays comme des "éternels esclaves" du système, des "citoyens démunis" vivant avec le "spectre 'du désespoir'"; on y utilise aussi le langage d'une théologie de la libération, inspiré d'ailleurs de

l'encyclique de Paul VI, Populorum Progressio. Le Manifeste des curés en colère "au nom de la vérité, de la justice et de la dignité humaine [constitue] leur cri de libération". Or, cette prise de position ne doit pas inciter à l'action violente, le Manifeste des curés en colère prend ses distances de celui du FLO en ce qu'ils invitent les gens à entreprendre une action "pacifiste, réaliste et engageante".³⁶

Mgr. Louis Lévesque, archevêque du diocèse de Rimouski à l'époque, donne son appui à l'initiative des 19 curés en rappelant par ailleurs que les revendications du manifeste felquistes étaient basées sur des choses réelles qu'on n'avait pas inventées", mais il s'est cependant fortement élevé contre les moyens employés par le FLO. L'archevêque affirme, par surcroît, que "si c'était à refaire, je suis assuré qu'il y aurait dix fois plus de signatures", ne laissant planer aucun doute sur ce qu'était à ce moment la position du haut-clergé.³⁷

Suite à ces événements et à la prise de position des curés, une deuxième Opération Dignité allait voir le jour à l'été de 1971. Celle-ci allait étendre son mouvement à vingt-sept autres paroisses de l'arrière-pays de Rimouski. "Dans toutes les paroisses, des comités de citoyens se forment et l'action s'engage avec plus ou moins de dynamisme et de vitalité, selon la qualité des leaders qui se découvrent et l'urgence des problèmes qui surgissent".³⁸ Une troisième Opération Dignité permettait, au début de 1972, au mouvement de s'étendre et de se renforcer (voir la carte 3.1). A ce

CARTE 3.1

TERRITOIRE DES OPÉRATIONS DIGNITÉ

moment-là, les Opérations Dignité étaient toutes sous le leadership de curés: Charles Banville pour OD-I, Jean-Marc Gendron pour OD-II et Gilles Roy pour OD-III.

C'étaient peut-être un peu des leaders naturels qui s'intéressaient à leur population, aux menus problèmes de cette population-là. C'est un peu d'une façon spontanée que ces leaders ont été embauchés. Ceux qui les ont remplacé, on les retrouve dans les sociétés d'aménagement de la Vallée, dans le JAL, dans toute la région, qui en somme sont la continuité des Opérations Dignité.³⁹

La lancée des Opérations Dignité doit énormément au clergé de la région.⁴⁰ Ce dernier se fait l'écho des choix de la population en catalysant les forces vives du milieu. A défaut de représentants valables, le clergé se fait le porte-parole de la population. Le rôle de premier plan tenu par le clergé dans la montée de ce mouvement populaire n'est pas sans rappeler l'importance du leadership de ceux que Gramsci a désigné les intellectuels traditionnels par opposition aux intellectuels organiques.⁴¹ Afin de mieux départager ces deux types d'intellectuels, on peut mentionner que les intellectuels organiques, dans les sociétés industrielles avancées, correspondent aux techniciens, aux aménagistes, aux bureaucrates, aux économistes et aux professionnels du même type. Quant aux intellectuels traditionnels, ils se recrutent habituellement chez les élites traditionnelles alors que le clergé constitue le cas par excellence de ce type. On conçoit facilement les conflits susceptibles de se présenter lorsque les intellectuels traditionnels sont ignorés ou encore remplacés dans la structure du pouvoir par les intellectuels

organiques. Période qui correspond globalement au Québec à celle de la Révolution tranquille.

Le rôle des intellectuels traditionnels et, en particulier, des prêtres dans le mouvement de mobilisation s'explique pour une bonne part du fait qu'ils avaient été ignorés au cours de la première phase de l'expérience du BAEQ.

D'avoir "ignoré" les pasteurs au cours de la première année de travail me paraît une erreur tactique. En effet, dans le milieu encore largement rural que constitue le territoire-pilote, le curé exerce incontestablement un certain leadership. On comprendra qu'il ne s'agit pas ici de savoir si on est ou non favorable à un pareil état de choses. La situation existe, et l'aménagiste qui voudrait la négliger complètement me paraîtrait inutilement malhabile.⁴²

On imagine facilement l'intérêt que le clergé avait à reprendre le terrain perdu, donc à accepter le leadership des Opérations Dignité. Rappelons, par ailleurs, qu'une lecture marxiste de cette expérience va même jusqu'à situer le rôle des prêtres dans le sens de la récupération, de l'harmonie sociale, de la conciliation des classes, allant de plus jusqu'à proposer un développement "Sans l'Eglise".⁴³

Territorialement, les Opérations Dignité sont localisées dans les régions les plus susceptibles à la fermeture, soit dans l'arrière-pays de Rimouski (Esprit-Saint), dans la Matapédia (Ste-Paule) et dans les environs de Matane (Les Méchins). Cette mobilisation ne touche pas à proprement parler les comtés de Gaspé-Nord, de Gaspé-Sud et de Bonaventure. Ceci s'explique pour une bonne part du fait que la plupart des paroisses marginales situées

dans ces comtés avaient été fermées lors du premier programme de relocalisation⁴⁴ et que les soixante-quinze autres paroisses sujettes à la fermeture dans le deuxième programme de relocalisation étaient en majorité situées sur le territoire bas-laurentien. C'est donc autour de ces politiques de relocalisation que le mouvement populaire de l'Est du Québec s'organisera et qu'il prendra l'ampleur qu'on lui connaît aujourd'hui.

Les Opérations Dignité, de par leur prise de position, ne s'opposaient pas uniquement à la fermeture des paroisses 'marginales', elles remettaient en question toute la logique sur laquelle se fondait les recommandations du BAEQ.

Certes, les Opérations-Dignité ont voulu, avant tout, résister à la fermeture des paroisses de "l'arrière-pays", et au pouvoir bureaucratique de l'Etat québécois (...) il faut ajouter que les Opérations-Dignité ont été une appropriation par la population d'un certain projet de développement (...) La perspective du BAEQ basée sur une approche par pôles de croissance et par polarisation urbaine commandait, dans une certaine logique, la fermeture des paroisses dites marginales parce que contraire à une structure socio-économique cohérente et à un équilibre interne de développement.⁴⁵

Pour atteindre leur objectif de départ, les Opérations Dignité préconiseront la formule des fermes forestières. Ste-Paule et Esprit-Saint prendront le leadership à ce niveau.⁴⁶ La mise sur pied d'une telle formule se révélait attirante pour l'Etat car les compagnies forestières en opération dans cette région périphérique expérimentaient de sérieuses difficultés d'approvisionnement. C'est dans le but d'y contrer que l'Etat provincial mettra fin au régime des concessions forestières en rendant public, en 1972, son livre vert sur une nouvelle politique forestière.⁴⁷

3

Du début de l'industrie forestière jusqu'aux années 60, les monopoles du papier ont systématiquement profité de l'existence d'une main-d'oeuvre rurale nombreuse et bon marché pour rentabiliser leurs opérations en forêt. Avec la régression rapide de l'agriculture de survivance, cette main-d'oeuvre a considérablement diminué. Il a fallu que l'industrie forestière se lance dans la mécanisation des opérations en forêt ce qui a, parallèlement à la surexploitation des forêts depuis plus de cent ans, fait bondir les coûts de la matière ligneuse. (...)

La fin du régime des concessions permettra une utilisation plus efficace de la matière ligneuse et permettra de faire supporter par l'ensemble de la collectivité une partie des frais de gestion de la forêt.⁴⁸

Dans cette perspective, la mise sur pied de fermes forestières offraient des possibilités nouvelles de développement ce qui n'était pas sans conséquence pour les monopoles du papier dans la région (voir graphique 3.3). Or, pour rendre la formule plus attrayante, l'Etat proposera de regrouper sur des territoires plus étendus les propriétaires des boisés privés.⁴⁹ Ironiquement, "ces nouvelles structures deviendront une base d'appui éventuelle pour les revendications et les résistances de la population de l'arrière-pays".⁵⁰ En fait, la grande majorité des luttes dans l'arrière-pays seront articulées à partir de ces nouvelles structures de développement.

En général, il faut convenir qu'en ce qui a trait directement aux Opérations Dignité, elles ont d'abord et avant tout constitué un mouvement d'opposition à la politique de fermeture des paroisses dites marginales. Ce sur quoi on oublie souvent d'insister, c'est que les Opérations Dignité ont aussi proposé des mesures novatrices de développement.⁵¹ Plus spécifiquement, il faut relever l'idée de l'aménagement intégré des ressources.⁵²

GRAPHIQUE 3.3
DEPLOIEMENT DES ETABLISSEMENTS MANUFACTURIERS DES MONOPOLES
DU PAPIER DANS L'EST DU QUEBEC DE 1945 A 1980

	1945	50	55	60	65	70	75	80
ABITIBI-PRICE	Incendie	Incendie	Reconstruction de scierie de Rimouski	Fermeture				
	Reconstruction de scierie à Matane	Reconstruction de scierie de Price	Reconstruction partielle	Prise de contrôle papeterie				
CONSOLIDATED BATHURST								
CIP								
BATO								
FRASER								
IRVING								

Source: Jean Saintonge, "L'industrie forestière et le développement de l'Est du Québec", Interventions économiques, no. 8, 1982, p. 94

En tant que groupe de pression, les Opérations Dignité ont connu un succès certain, surtout si l'on considère qu'elles en sont venues à établir un consensus régional via leur effort soutenu en vue d'empêcher la réalisation des arrêtés-en-conseil 2525 (1969), 1621 (1970), 2874 (1972) et 1452 (1974). Au chapitre des gains, on reconnaît donc aux Opérations Dignité le mérite d'avoir stoppé (temporairement peut-être) la fermeture des paroisses de l'arrière-pays et d'avoir concouru à doter la région d'un projet de désignation de centres agro-forestiers. Excluant pour le moment de l'analyse les tensions créées entre les municipalités désignées et non-désignées,⁵³ il demeure aussi un fait que ce gain majeur aura pour conséquence de consolider les paroisses rurales, tout en drainant les Opérations Dignité de leurs énergies.

Quand elles ont réussi à avoir du succès, donc à gagner ce qu'elles revendiquaient bien là elles ont été victimes de leur propre succès et sont tombés en léthargie. Les Opérations Dignité sont beaucoup moins actives qu'auparavant parce qu'elles ont perdu une bonne partie de leur leadership, qui, lui, se dirigeait vers ce qui avait été réclamé, puis ce qui était maintenant disponible, c'est-à-dire la possibilité d'aménager la forêt. Comme on le sait, la question de l'aménagement forestier a été le grand cheval de bataille des Opérations Dignité.⁵⁴

C'est donc dire que les Opérations Dignité créeront les propres conditions de leur disparition. Constituant une valve de sécurité pour le 'système', les objectifs poursuivis par les Opérations Dignité seront subséquentement repris par d'autres groupes. Quelques

exemples suffiront pour illustrer notre propos: la coopérative d'aménagement des ressources du Transcontinental (CART), le JAL, les sociétés d'exploitation des ressources (SER), ainsi que plusieurs autres formes d'initiatives populaires sont des dérivés des Opérations Dignité. "Les énergies utilisées pour mettre en place ces structures ont été telles qu'elles ont eu pour effet de syphoner toutes les ressources du groupe fondateur",⁵⁵ d'où une perte de prestige majeure pour les organismes populaires de départ. De sorte que, une décennie après la création des Opérations Dignité, une seule, soit ODI, a su conserver une certaine vitalité.⁵⁶

c) Coopératives de développement: le cas du JAL⁵⁷

La coopérative de développement se distingue d'autres types de coopérative en ce qu'elle remet à ses 'propriétaires-usagers', advenant que les opérations financières aient été favorables, une part des profits réalisés au cours de l'année financière. Le propriétaire-usager recevra une ristourne proportionnelle à l'utilisation qu'il aura faite de la coopérative.⁵⁸ Le JAL adoptera la formule de la coopérative de développement, tout en lui adjoignant une structure du type 'société-mère'. Cette structure permettra à la coopérative de mettre sur pied des entreprises qui pourront s'en détacher juridiquement⁵⁹ aussitôt qu'elles seront en mesure d'assumer leur autonomie ou quasi-autonomie.

Le gain principal de JAL (voir carte 3.1) est d'avoir été reconnu comme maître d'oeuvre de l'aménagement sur son propre

territoire,⁶⁰ tout en faisant de la coopérative le gestionnaire du développement intégré des ressources.⁶¹ A ce jour, l'effort fourni par le JAL dans le but de réaliser ces deux objectifs est phénoménal; pour s'en convaincre, on peut se reporter au graphique suivant.

Avec l'avènement du JAL, c'est le commencement d'une nouvelle phase. On assiste à un changement substantiel au niveau des revendications populaires puisque le mouvement d'opposition à la politique de relocalisation se transformera en un mouvement de création d'emplois. Cette modification quant aux objectifs visés laisse entrevoir l'orientation 'positive' que les organismes de développement communautaire cherchaient à donner à leurs interventions. C'est de cette perspective qu'il faudra interpréter le renouveau dont la mise sur pied de cette coopérative de développement se faisait le précurseur.

Au départ, les trois paroisses du JAL militaient à l'intérieur d'Opérations Dignité II (Esprit-Saint). Constatant que les objectifs recherchés par les OD n'allaient pas aussi loin que ceux qu'ils auraient voulu atteindre, ils formeront leur propre organisme de développement. Cette expérience saura d'autant plus novatrice qu'elle remettra en cause, selon les termes mêmes du responsable de l'animation et de la coordination du projet, "la démocratie bureaucratique, centralisée et paternaliste au profit d'une démocratie ascendante bâtie sur la participation véritable, l'autogestion et l'autocontrôle du bien commun par tous les citoyens".⁶²

GRAPHIQUE 3.4

ORGANIGRAMME DU JAL

LA POPULATION

LES TRAVAILLEURS

- JAL: (1) le groupement forestier constitue maintenant un O.D.C. indépendant, désigné Groupe forestier de l'Est du Lac Temiscouata
 (2) Devenue une entreprise privée
 (3) Essences Jalles Inc. - le projet vient de faire faillite
 (4) Devenue une entreprise privée

Source: Robert Carlier, op.cit., p.229;
 JAL

La réorientation de la stratégie globale opérée par le JAL a produit des résultats concrets: consolidation de la population vivant sur le territoire, création d'emplois et, par surcroît, constituera une force d'entraînement considérable quant à la mise sur pied et la structuration des organismes de développement communautaire.

Au chapitre de la population vivant sur le territoire du JAL, il faut constater la consolidation des effectifs. Le tableau 3.3 rend compte de cette situation pour la période 1966-1979. Au chapitre de la création d'emplois, on note un dynamisme certain quant à la mise sur pied de nouveaux projets et à l'amélioration des projets déjà en opération. Spécifions ici que ces projets sont préalablement élaborés par la population, pour ensuite être confiés à la coopérative du JAL.

Le tableau 3.4 met en évidence les réalisations accomplies par le JAL en ce qui concerne la possibilité pour la population vivant sur ce territoire de demeurer dans la région. Au chapitre du financement, on constate que la majeure partie des contributions provient de sources gouvernementales. (Voir tableau 3.5 et annexes V et VI pour la provenance des enveloppes.)

La participation de la population au financement, même si impressionnante dans les circonstances, se compare difficilement aux contributions gouvernementales. Selon les données disponibles, on apprend que le milieu (population dans son ensemble, caisses d'épargne et de crédit, Union régionale des caisses populaires et les

Tableau 3.3:
Evolution de la population de JAL de 1966 - 1979

	St-Juste	Auclair	Le Jeune	Total
	Population			
1966	1190	788	697	2675
1971	936	655	496	2087
1976	799	596	454	1849
1978 ¹	764	544	474	1782
1979 ²	799	714	477	1990

	Nombre de familles			
1971	195	120	100	415
1974-75 ³	151	117	105	373
1979 ²	181	135	115	431

¹Données fournies par INTER-PRIF, au 31 juillet

²Données du dernier recensement scolaire fournies par les municipalités

³Les données fournies sont celles de 1975 pour St-Juste et de 1974 pour Auclair et Le Jeune.

Source: G. de Tilly, N. Alexandre. Evaluation socio-économique de JAL (Rimouski: OPDQ, mai 1979), p. 38.

TABLEAU 3.4
EMPLOIS CREES PAR LA COOPERATIVE (JAL), 1978, 1979

Projets	Emplois				Total	
	Permanents*		Temporaires		1978	1979
	1978	1979	1978	1979		
Coopérative	5	2	2	7	7	9
Pommes de terre de semence	5	5	50	30	55	35
Groupement forestier	75	79	-	46	75	125
Essences Jalles et Branches Jalles	18	18	-	-	18	18
Secteur tourisme	-	1	35	-	35	1
Erablière	10	29	5	15	15	44
Jaljase Inc.	4	4	-	17	4	21
Inter-Prif	4	4	-	-	4	4
Projets temporaires	-	-	-	30	-	30
TOTAL	121	142	92	145	213	287

* Soulignons cependant que la majorité des emplois dits 'permanents' sont en fait des emplois saisonniers. En 1978, 90 des emplois permanents étaient saisonniers alors qu'en 1979, le nombre passait à 104.

Source : Coopérative de développement agro-forestier du Témiscouata; G. de Tilly, N. Alexandre, op.cit., p.31; H. Dionne, L.-J. Klein, op. cit. p. 11

TABLEAU 3.5
CONTRIBUTIONS GOUVERNEMENTALES AUX PROJETS
DU JAL (1973-1979)

Projet	Contributions gouvernementales	
	Fédéral (en \$)	Provincial (en \$)
Coopérative	133,986	462,436
Groupement forestier	14,906	468,799
Pommes de terre	34,707	156,931
Erablière Jal	506,979	8,500
Jaljase Inc.	18,264	113,000
Essences Jalles Inc.	33,843	-
Branches Jalles	170,148	-
Soutien du prix des pommes de terre (Office de sta- bilisation des prix agri- coles)	11,025	
Remboursement de C.A.F.		25,036
TOTAL	923,858	1,234,702

Source: G. de Tilly, N. Alexandre, op.cit., pp. 27-28

organismes constituant) aurait souscrit pour un montant cumulatif de 134,861\$ au début de l'année 1979 dans le groupement forestier, la coopérative et les Essences Jalles Inc. Ce total est quelque peu trompeur si l'on tient compte du fait que les groupes composant le JAL ont souventes fois des intérêts financiers au sein d'autres organismes. Il en va ainsi de la participation de la coopérative et du groupement forestier à l'organisme des Essences Jalles Inc. (voir tableau 3.6). En fait, il faut admettre que seulement 5% environ de toutes les subventions reçues par le JAL proviennent du milieu, d'où une certaine remise en question du caractère 'populaire' de cette initiative régionale.

La discussion du projet JAL ne serait pas complète sans qu'ait été abordée la dimension relative à la composition du mouvement. Une étude dirigée par Dionne permet d'affirmer que le JAL ne représente pas uniquement les intérêts d'une seule classe sociale et, encore moins, les seuls intérêts des notables locaux. Pour reprendre un extrait de l'étude: "la coopérative matérialise l'association de groupes de personnes dont les intérêts sont divers".⁶³ Dans le but de supporter son argumentation, Dionne s'en remet à l'indicateur de l'appartenance sociale. Il s'enquiert de l'origine sociale des vingt-cinq personnes qui ont demandé l'incorporation de la coopérative (voir tableau 3.7) et tire des conclusions pour le moins risquées.

TABLEAU 3.6 (Suite)

LES ESSENCES JALLES INC.	30-11-76	30-03-77	31-12-77	31-12-78
Valeur nominale: \$50 chacune				
Ordinaires	\$29,650	\$31,050	\$60,950	\$65,350
Privilégiées				
Classe A	1,750	2,600	9,300	9,000
Classe B	1,150	1,400	2,000	2,000
TOTAL	\$32,550	\$35,050	\$72,250	\$76,350
Coopérative	\$10,000	\$10,000	\$14,150	\$14,150
Groupeement forestier	10,000	10,000	10,000	14,150
Population	12,550	15,050	28,100	28,050
Union régionale de Rimouski des caisses populaires			\$20,000	\$20,000

Source: G. de Tilly, N. Alexandre, op.cit., p.25

Tableau 3.7
Signataires de la charte de la coopérative de
développement agro-forestier (JAL)
(selon le type d'occupation)

Occupation	Nombre
Professeur	1
Marchand	3
Bûcheron	4
Ouvrier	5
Cultivateur	4
Rentier	2
Chargé de projets	1
Menuisier	1
Ménagère	1
Garde forestier	2
Prêtre	1
TOTAL	25

Source: H. Dionne (dir.), Aménagement intégré des ressources et
luttés en milieu rural, op.cit, p. III-21.

Prenant comme base la diversité reflétée au niveau de l'appartenance sociale des membres-fondateurs, l'auteur en vient à affirmer qu'étant donné la coexistence de personnes dont les occupations sont aussi différentes au sein d'un même organisme, celle-ci ne peuvent faire autrement que représenter les intérêts de la population. Il semble plus juste d'interpréter une telle collaboration au niveau des groupes sociaux par le fait qu'ils sont tous affectés par les politiques de relocalisation et qu'ils doivent, s'ils veulent demeurer dans leur milieu, former un front commun.

En résumé, on doit convenir que le JAL a exercé une influence de premier plan au niveau de la stabilisation de la population sur ce territoire via la création d'emplois, qu'il s'est inscrit en faux

contre la conception sectorielle du développement proposé par l'Etat pour lui substituer une approche pluri-sectorielle et qu'il a ouvert la voie à bon nombre d'expériences de développement dans le sens de la formule autogestionnaire. L'expérience du JAL constitue un front important du mouvement populaire dont les conséquences politiques d'ailleurs ne sont pas toujours aisément comptabilisables.

Néanmoins, il demeure, selon un ex-animateur au JAL, que:

le pouvoir politique, autant qu'administratif n'est pas intéressé à ce que se propage la formule JAL qui décentralise véritablement les décisions et privilégie l'intégration et la planification du développement régional par la base. Les hommes politiques et les fonctionnaires se retrouveraient alors au service du milieu et au niveau de la planification globale. Mais ça, c'est renverser la vapeur et aller à l'encontre d'une tradition de dépendance des populations à l'égard des élus et des mandarins de l'Etat.⁶⁴

L'expérience se veut d'autant plus conséquente qu'elle s'oppose à la politique sectorielle de l'Etat en proposant de mettre l'accent sur la diversification du développement. Il importe finalement de retenir une constatation importante de Dionne à l'effet que "dans la mesure où la coopérative parvenait à mobiliser la population et où elle acquérait un pouvoir effectif qui dépassait même celui des municipalités, elle entre en contradiction avec le pouvoir établi".⁶⁵

d) Sociétés de gestion: le cas de la SERV

La mise sur pied d'organismes de développement communautaire (ODC) du type des sociétés de gestion, comme ceux des groupements forestiers et des sociétés d'exploitation des ressources (SER), se veut le produit des nombreuses pressions exercées par les populations

rurales afin de procéder au développement intégré des ressources et, comme on le sait, consolider le milieu rural.

Dès les premières mobilisations des Opérations Dignité, l'Etat provincial cherchera à atténuer les divergences d'opinion en préparant un projet de loi devant à la fois répondre aux exigences de ces groupes et aux objectifs gouvernementaux.

Dès 1972, un Livre vert sur la politique forestière québécoise annonçait la nécessité de refaire un plan d'approvisionnement rationnel (i.e. le moins cher possible) pour les usines de pâtes et papier. Les sociétés d'exploitation et les groupements forestiers allaient devenir des agents indispensables de cette politique.⁶⁶

Au cours des négociations qui suivront, l'Etat cherchera à favoriser la formule des groupements forestiers - ce qui correspondait à sa politique sectorielle - puisqu'il s'intéressait essentiellement à la question de l'approvisionnement des usines de pâtes et papiers. Les négociations s'avèreront très difficiles et verront l'Etat accepter d'octroyer des chartes ouvertes.⁶⁷

C'est en quelque sorte un compromis historique. La population voulait l'exploitation et la transformation intégrée des ressources du milieu; le M.T.F., pris avec les difficultés d'approvisionnement de l'industrie des pâtes et papiers, était intéressé à regrouper et à augmenter la productivité des boisés privés de façon à réduire les coûts de la matière première pour l'industrie. Les sociétés et les groupements forestiers furent fondés pour administrer un programme d'aménagement intensif des boisés privés à partir de subventions annuelles fournies par le M.T.F.⁶⁸

Certes, voilà qui démystifie passablement le mouvement populaire de l'Est du Québec. Toutefois, rappelons-le, pour prendre la

place de premier plan qu'ils occupent présentement, les groupements forestiers et les sociétés d'exploitation des ressources ne se sont pas contentés de ce simple rôle d'exécutant. Aussi, faut-il convenir qu'ils sont devenus des mouvements d'affirmation et de prise en charge dans l'arrière-pays.

Les groupements forestiers et les SER ont bien pris soin de ne pas créer les conditions de leur disparition. C'est ainsi par exemple qu'ils ont convenu de donner au Syndicat des producteurs de bois (SPB) la responsabilité d'engager en leur nom les négociations auprès du M.T.F.⁶⁹ Signalons que les SER, contrairement aux groupements forestiers, ne partiront pas de zéro; elles profiteront du travail effectué par le Fonds de recherches forestières de l'Université Laval (FRUL),⁷⁰ en place déjà depuis 1971. Pour être plus spécifique, notons que lorsque le FRUL s'est retiré du dossier, soit en 1975, au profit des SER, il y avait déjà près de 400 lots qui se trouvaient sous-aménagement.⁷¹ La poursuite de ces projets obligera les sociétés à y consacrer beaucoup d'énergies au cours des premiers exercices financiers.

Très rapidement, on verra les groupements forestiers et les SER s'étendre à tout le milieu rural de l'Est du Québec. A ce jour, pas moins de onze de ces ODC ont été institués. De ceux-ci, on en retrouve deux dans le comté de Rimouski (SERB, SERN), deux dans la Matapédia (SERV, SERME), un dans celui de Bonaventure (Restigouche), un dans le comté de Matane (SERMO), un dans celui de Rivière-du-Loup (Taché) et quatre dans le comté de Témiscouata

(CAFT/CART, Est du Lac/JAL).⁷² L'émergence de ces groupes populaires sur le territoire correspond globalement aux unités d'aménagement retenues par le Ministère des Terres et Forêts en 1973. Il est donc possible d'avancer l'hypothèse à l'effet que ces organismes de développement communautaire aient été autant le résultat des politiques gouvernementales, plus spécifiquement celle concernant la création des unités d'aménagement, que celui d'une mobilisation à la périphérie.

Dans le but de mieux cerner l'impact que ces organismes ont eu et pourront avoir sur la consolidation de l'espace régional, l'auteur procédera maintenant à l'étude plus détaillée d'une des cinq SER, nommément la SER de la Vallée (SERV).

La SERV, couvrant en majeure partie le territoire circonscrit par l'Opérations Dignité I, se révèle la plus ambitieuse de toutes les SER. Il faut probablement y voir un rapport avec le haut taux de migration caractérisant cette sous-région, d'où le besoin plus urgent pour celle-ci de se prendre en main.⁷³

Légalement instituée au mois de mai 1974, la SERV se donnait cinq objectifs majeurs: lutter contre la fermeture des paroisses; développer d'une façon rationnelle toutes les ressources du milieu; assurer une participation massive de la population locale; créer de l'emploi sur le territoire et stimuler des économies locales en perte de vitesse.⁷⁴ La préoccupation première de la SERV demeurant la création d'emplois, on constatera que de nombreux efforts ont été pris en ce sens (voir graphique 3.5). La structure juridique de la

GRAPHIQUE 3.5
ORGANIGRAMME DE LA SERV

- (1) Constitué maintenant en compagnie privée
- (2) Elles ont récemment dû fermer leurs portes
- (3) Constituée en compagnie, comprennent un parc d'engraissement
- (4) La SERV y possède seulement des parts
- (5) La SERV s'est départie de ce secteur, au profit d'un groupe local. La SERV y possède toujours des parts sociales.

Source: SERV ET VOUS, novembre 1981, pp.1-4

SERV l'avantageant sensiblement sur les groupements forestiers, elle pourra non seulement intervenir dans le domaine forestier, mais aussi dans les domaines agricole et touristique. En fait, les objets pour lesquels la SERV a été instituée sont les suivants:

Bois

- : Faire l'exploitation des forêts et s'occuper de la constitution de massifs forestiers, voir à leur gestion, leur aménagement, leur équipement, leur amélioration et leur conservation;
- : Acheter ou autrement acquérir et posséder des terres, terres à bois, des droits de coupe et faire tout ce qui est nécessaire à leur amélioration et à leur utilisation;
- : Transformer le bois en produits de toutes sortes, et aussi faire le commerce de ces produits; exploiter des moulins à scie;
- : Exercer le commerce de marchands de bois et de matériaux de construction;
- : Agir comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et démolition;
- : Fabriquer des meubles et des bibelots, et en faire le commerce.

Papier

- : Fabriquer du papier et autres produits similaires et connexes et en faire le commerce.

Agriculture

- : Faire l'exploitation des terres, la culture des fruits, légumes et céréales et exercer toutes activités connexes au domaine de l'agriculture, y compris l'élevage des animaux;
- : Faire le commerce de tous les produits dérivés de la terre;
- : Mettre en conserves ou autrement préparer pour la consommation de toutes sortes de denrées alimentaires, et aussi faire le commerce de telles denrées.

Transport

- : Exercer le commerce de transport des passagers et des marchandises par voies terrestre, maritime ou aérienne;
- : exercer le commerce de propriétaire d'entrepôts de toutes sortes.

Pêcherie

- : Exercer le commerce du pêcheur, marchand de poissons et de produits alimentaires;
- : Posséder et exploiter des entrepôts frigorifiques.

Tourisme

- : Exploiter des terrains de camping, centres touristiques et centres récréatifs et exercer toutes activités connexes au domaine touristique;
- : Exploiter les ressources éducatives et récréatives de la forêt et aménager la forêt au bénéfice de la faune.

Placements

- : Exercer le commerce d'une compagnie de placements et à cette fin mais non limitativement:
 - acquérir, donner en garantie, investir et disposer de fonds, hypothèques, créances, valeurs mobilières et autres biens incorporels;
 - acquérir, exploiter, louer, administrer et disposer de biens immobiliers;
 - promouvoir et administrer des entreprises de toutes sortes.⁷⁵

Ce mouvement de création d'emplois a résulté en la mise sur pied de 350 emplois temporaires (dont 180 avaient une période de 26 semaines) en 1975-76 alors que dès 1976-77, ce total atteignait 500 (dont 230 pour une période de 26 semaines).⁷⁶ Par ailleurs, une compilation effectuée par la SERV, couvrant les cinq premières années de fonctionnement, permet d'affirmer qu'il y a même eu un

effort de partager territorialement les emplois. En fait, chacune des paroisses constituant l'unité de la SERV est intégrée à la réalisation des projets (voir tableau 3.8).

Tableau 3.8:
Travailleurs par paroisses, 1975-1980

Paroisse	Nombre de travailleurs
Val-Brillant	74
Lac-au-Saumon	128
Saint-Vianney	112
Sainte-Irène	150
Sainte-Paule	30
Saint-Tharcisius	103
Sainte-Florence	17
Amqui	109
Saint-Alexandre	83
Causapscal	183
Albertville	140
Lac Humqui	68
Sainte-Marguerite	153
Saint-Léon	145
TOTAL	1,495

Source: H. Dionne (dir.), op.cit., p. IV-24.

La structure de la SERV se distingue de celle du JAL en ce qu'elle cherche à contrôler tous les projets de développement et à les intégrer en son sein alors qu'au JAL, la tendance est à s'en détacher juridiquement aussi rapidement que possible.⁷⁷ Ceci est fait dans le but d'éviter de mettre en péril l'ensemble des projets. Au plan juridique, les décisions prises à la SERV appartiennent aux

actionnaires - leur nombre dépassait le mille au mois de novembre 1981⁷⁸ - ce qui accentue le caractère populaire de cette expérience de prise en main.⁷⁹

Spécifions, de plus, que les actionnaires sont principalement recrutés chez les propriétaires de boisés, les travailleurs forestiers et les gens du milieu en général.⁸⁰ Une étude portant sur la SERV démontre, qu'en 1980, le nombre de propriétaires de boisés ayant droit de vote comparativement à celui des autres actionnaires était de l'ordre de 51% du total. La prise de décision obéissant à la logique d'un homme, un vote, on s'entend pour dire que ce groupe peut potentiellement s'arroger le pouvoir. Il faut cependant noter qu'au niveau des actions privilégiées, concernant plutôt les dividendes donc, les propriétaires de boisés détiennent seulement 17% des souscriptions, suivie par la Fédération régionale des caisses populaires avec 27% et, en dernier lieu, de ceux qui ne sont pas propriétaires de boisés avec 56%.⁸¹ Rappelons, finalement, qu'au niveau des actifs de cet organisme communautaire, l'avoir des actionnaires constituait, en 1982, 21.9% du total des actifs totaux (2,824,980\$) alors que le passif à court terme était de 49.9% et celui à long terme de l'ordre de 28.2% du total. Quant au 21.9% des actionnaires (617,876\$), il se répartissait ainsi: 7.1% (population), 1.8% (Fédération régionale des caisses populaires) et 13% (bénéfices non-répartis).⁸²

En somme, on doit convenir que l'expérience de la SERV et, par extension, des sociétés de gestion constituent l'expression d'une prise en charge effective du développement régional par les populations y résidant. L'envergure du phénomène n'est surtout pas à négliger. Qu'il suffise ici de mentionner que les sociétés de gestion, auxquelles nous avons précédemment fait référence, rassemblent selon les plus récentes informations pas moins de 4,964 actionnaires, qu'elles procurent près de 1,100 emplois (saisonniers/permanents) et qu'elles réalisent des travaux d'aménagement sur approximativement 150,000 hectares (voir tableaux 3.9-3.10). Tout comme c'était le cas pour le JAL, il faut souligner le caractère 'novateur' de ces types d'expérience cherchant à établir les bases d'un nouveau projet de société. Or, ce projet de société est d'autant plus difficile à réaliser qu'il s'inscrit dans un contexte social, économique et politique particulier. Les réflexions de l'ex-président d'Opérations Dignité III et subséquentement animateur au JAL reflètent bien les contraintes auxquelles doivent faire face ces nouveaux projets.

Un modèle parallèle de développement peut difficilement survivre actuellement, mais surtout on ne veut pas qu'il y en ait un. On a été mis devant le défi de bâtir des choses vraiment novatrices, mais aussi acculé aux limitations que le contexte social, économique et idéologique nécessairement imposait. Là encore, il y a une gamme de choix qu'on n'a presque pas la possibilité de faire. Au fond, ces entreprises, si l'on veut qu'elles consolident le milieu, doivent être rentables. On est donc forcé de déboucher sur cette rentabilisation parce qu'il n'y a pas de modèle alternatif qui privilégie d'autres valeurs que la rentabilité, la superproductivité et l'efficacité et qui soit accepté en parallèle.⁸³

TABLEAU 3.9

LES SECTEURS D'AMENAGEMENT DES ODC, 1982

		Secteurs d'Aménagement		(1982)
		Forêt. (hectares Sous-aménagement)	Agriculture	Tourisme
O.D.C.				Autres
Coopérative Agro-forestier du Témiscouata; (Le JAL)				-canot camping; -Hébergement
Groupe forestier de l'Est du lac Témiscouata	10,800			-Erablière -Fabrique de cercueils
SER de la Vallée	36,437 (déc.1981)		-Ferme BOVAL; (Parc d'engraisement, grains & têtes de bétail	-Bloc Faribault
SER de la Neigette	11,907		-Grains; -1,500 moutons	-Un agent de développement touristique
				-Commercialisation de l'agneau; -Filature de laine à St-Fabien; -Bois de chauffage; -Arbres de Noël
SER de la Métis	17,757		-Céréales; -Pommes de Terre	-parraine la base de plein air de St-Damase
SER des Basques	17,650		-Grains: Avoine et orge; (102 hectares)	-Un agent de développement touristique. -les fles du littoral
				-transformation du bois en charbon

TABLEAU 3.9 (Suite)

O.D.C.	Fôret: (Hectares Sous-aménagement)	Agriculture	Tourisme	Autres
SER des Monts	17,000	-	-	-
Groupe forestier Taché	14,568	-	-	-Acériculture; (Erablières)
Groupe agro-forestier Restigouche	17,408	-Fermes Restigouche Inc.; Grains, culture maraichère, parc d'engraisement	-	-Projet de pépinière et de pisciculture
CART	-	-6 hectares d'asperges	- (Dépliant touristique)	-
CAFT	6,073	-	-	-Erablière
TOTAL	149,600			

Source: Les organismes de développement communautaire de l'Est du Québec

TABLERAU 3.10

LES ACTIONNAIRES DES ODC 1982

O.D.C.	ACTIONNAIRES		
	Nombre d'actionnaires	Nombre de salariés (Permanents)	(Saisonniers)
Coopérative Agro-forestier du Témiscouata; (Le JAL)	319	2	-
Groupe forestier de l'Est du lac Témiscouata	260	5	75
SER de la Vallée (Déc.81)	1,023	10	196
SER de la Neigette	547	8	142
SER de la Métis	412	12	217 (en 1981)
SER des Basques	368	9	80
SER des Monts ^A	360	8	130
Groupe forestier Tâche	213	5	100
Groupe agro-forestier Restigouche	260	4.5	95
CART	1,027	1	15
CAFT	175 (app.)	3	35
	4,964	67.5	1,085

Source: Les organismes de développement communautaire de l'Est du Québec

En guise de synthèse, il faut convenir que l'apport des groupes populaires à l'expérience de l'Est du Québec a été très important à plusieurs points de vue. Faire le bilan des efforts réalisés par ces groupes n'est pas des plus simples étant donné les divers types d'expérience et la nature multiple de leurs interventions dans le milieu. Néanmoins, certaines grandes lignes caractérisent l'ensemble du mouvement.

Tout d'abord, il importe de rappeler que ces expériences appartiennent au monde rural; plus spécifiquement, elles s'inscrivent dans l'arrière-pays de ce milieu. Étant donné la nature de leurs demandes et les interventions prises par les ODC - ceux-ci s'opposant à la logique du développement en pays capitalistes - il est possible d'affirmer qu'ils constituent l'expression d'une contradiction interne au fonctionnement du système économique. En ce sens donc, les groupes populaires font ressortir des enjeux considérables pour les populations du milieu rural en général et, à une plus grande échelle pour les régions périphériques dans leur ensemble. D'un phénomène rural, on se retrouve donc face à un phénomène mettant en confrontation régions centrales versus les régions périphériques.

Deuxièmement, tel qu'il a été démontré, ce mouvement populaire ne cherche pas à remettre en cause l'ordre établi mais, plutôt, il tente d'atténuer les conséquences résultant de l'économie capitaliste en proposant comme alternative des projets économiques fondés sur des formules autogestionnaire et coopérative de développement.

Au-delà de cette réalité, il demeure que les groupes populaires ne constituent pas pour ainsi dire un projet 'sociétal', il représente davantage un projet 'corporatif', sur lequel d'ailleurs ils cherchent respectivement à assurer la survie de leur coin de pays.⁸⁴

Troisièmement, ces expériences de développement tentent de répondre aux besoins des gens du milieu; ils proposent pour ce faire d'orienter leurs efforts vers le maintien d'activités existantes et la création d'activités nouvelles dans la région. Aussi, étant donné la lenteur des dirigeants politiques à reconnaître expressément et à favoriser l'expression de ce mouvement populaire, il demeure que par leur opposition à la migration ces mouvements constituent un effort considérable allant dans le sens de la consolidation des milieux ruraux.

Cette consolidation, via la création d'emplois, reflète la primauté de la logique du développement basée sur une approche multi-sectorielle, par opposition à l'approche sectorielle favorisée par l'Etat. Cette situation a donc en sus l'avantage de révéler une contradiction majeure entre l'Etat et les groupes populaires. Dionne confirme cette position dans le cas du JAL.

C'est au niveau de la diversification du développement qu'il est possible de situer l'un des principaux aspects de la contradiction appareils d'Etat-JAL. En effet, la stratégie étatique de développement telle que suggérée par le BAEQ, tendait à la transformation de l'arrière-pays en une réserve de ressource forestière.⁸⁵

L'élaboration, de ces quelques grandes lignes directrices, définissant l'expérience de développement de l'Est du Québec, oblige l'auteur à les situer dans leur contexte historique. En fait, il ne faudrait surtout pas oublier qu'à l'origine de ces mouvements populaires se trouve l'effort monumental de conscientisation sociale réalisé par l'équipe du BAEQ. Il importe aussi de réitérer la force d'entraînement que les politiques gouvernementales relatives à la relocalisation ont eu sur la mobilisation de cette périphérie.

Cette réflexion sur le rôle des organismes de développement communautaire eu égard au développement régional nous amènera à évaluer au cours des deux prochains chapitres les types de rapports existant entre les ODC et l'Etat (chapitre IV) et la formation de nouvelles forces sociales, tout en s'arrêtant aux tensions, conflits et contradictions caractérisant ces relations (chapitre V).

Notes du chapitre III

1. Propos de Ronald Clark, recueillis par Pierre Richard, "Le Plan compromis par un manque de volonté politique", Le Devoir, 16 août 1971, p. 3.
2. Propos de Jacques-Yves Thérien, recueillis par Pierre Richard, op.cit., p. 3.
3. Jean-Jacques Simard, "Les Opérations Dignité: luttes d'espace et nostalgies", dans Alain G. Gagnon (dir.), Les Opérations Dignité: Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa: Université Carleton, 1981), p. 136.
4. Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEO), cahier 7, Objectif de valorisation de la main d'oeuvre (Mont-Joli: BAEO, 1966), p. 9.
5. Hugues Dionne, J.-L. Klein, L'aménagement intégré des ressources: une alternative à la marginalité rurale (le cas du JAL)", ACFAS, Sherbrooke, mai 1981, p. 3.
6. Le concept de mobilisation a fait l'objet d'une excellente recherche de la part de J.P. Nettl, Political Mobilisation: A Sociological Analysis of Methods and Concepts (London, 1967).
7. Conseil régional de développement du Québec. Développement régional et mouvement populaire: l'exemple de l'Est du Québec (CRDQ: Québec 1979), p. 57.
8. L. Jalbert, J.-G. Lacroix, B. Lévesque, "La question régionale dans le développement du capitalisme au Canada", Société des sciences régionales, Montréal, 6 juin 1980, p. 21.
9. Réjean Pelletier, "Les partis politiques et L'Etat", dans G. Bergeron, R. Pelletier (dirs.), L'Etat du Québec en devenir (Montréal: Boréal Express, 1980), p. 260. On peut aussi se reporter à l'étude de Fernand Harvey. "Animation sociale et stratégies de développement régional dans l'Est du Québec", dans B. Lévesque (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Éditions coopératives Albert St-Martin, 1979), p. 295.
10. Paul Houe, "Les projets de développement rural", Economie et Humanisme, vol. 203, jan.-fév. 1972, p. 72.

11. Clermont Dugas, L'Est du Québec à l'heure du développement régional (Rimouski: Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, 1978), p. 126.
12. Cette hypothèse a été vérifiée au chapitre précédent.
13. M. Désy, M. Ferland, B. Lévesque, Y. Vaillancourt, La conjoncture au Québec au début des années 80: les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire (Rimouski: Librairie socialiste de l'Est du Québec, 1980), p. 160. On peut aussi se référer à la plaidoirie de Me. Maurice Drapeau dans la cause célèbre se rapportant à l'accessibilité des travailleurs sylvicoles du Bas St-Laurent aux prestations d'assurance-chômage. Voir: M. Drapeau, J-G. Gagnon, Défaire la défaite: histoire des luttes des paroisses du Bas du Fleuve (Rimouski: SAIREO, 1982).
14. Nous y reviendrons dans la prochaine sous-section.
15. Clermont Dugas, Un pays de distance et de dispersion (Québec: Presses de l'Université du Québec, 1981), p. 14.
16. B. Lévesque, M. Desbiens, Y. Léger, "Sens politique de l'animation sociale et des communications dans les organismes communautaires et coopératives", dans Benoît Lévesque (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives, op.cit., pp. 328-330.
17. CRDO, op.cit., p. 5.
18. CRD - 2010. Mémoire du CRDEO Inc. présenté lors des audiences publiques des 20-21 octobre 1978 au Ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche, Ste-Anne des Monts, pp. 3-4.
19. Gabriel Gagnon et al., Coopératives et Autogestion (Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1977).
20. B. Lévesque, M. Desbiens, Y. Léger, op.cit., pp. 329, 376.
21. H. Dionne, J.-L. Klein, op.cit., p. 16.
22. Je me réfère ici à des échanges de propos effectués à Ste-Paule au mois de novembre 1981 alors que les gens présents au lancement d'un livre sur les Opérations Dignité ont exprimé beaucoup d'animosité à l'égard de Opération Dignité I (deuxième version). On peut aussi retrouver une mention de ce phénomène dans H. Dionne et al, Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural (Rimouski: GRIDEO), pp. IV-82 de la version originale (en préparation).

23. Hugues Dionne, et al., op.cit., p. IV-82.
24. Ibid., pp. IV-82.
25. Puisque, comme l'affirme G. Sartori ce que nous perdons en extension (universalité ou dénotation) nous le gagnons en compréhension (connotation). Se référer à: "Concept Misformation in Comparative Politics", American Political Science Review, vol. 54, 1970, pp. 1033-1053.
26. Supra, chapitre d'introduction, pp. 3-4.
27. On peut se reporter ici aux études suivantes pour obtenir plus de détails: Stuart Hall et al Policing the Crisis: Mugging, the State and Law and Order (London: Macmillan, 1978), pp. 150-156, 164-165; S. Hall, B. Lumley, G. McLennan, "Politics and Ideology: Gramsci" in Center for Contemporary Cultural Studies. On Ideology (London: Hutchinson, 1978), pp. 49-52.
28. Entrevue accordée par Gilles Roy: ses propos sont rapportés dans Alain G. Gagnon (dir) Les Opérations Dignité: Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa: Université Carleton, 1981), p. 218.
29. Stuart Hall et al., Policing the Crisis, op.cit., p. 164 (Traduction libre).
30. Gilles Godin, "L'aménagement intégré des ressources à la croisée des chemins", CRDO, op.cit., pp. 116-121.
31. Ibid., p. 121: Godin dit des coopératives de production qu'elles opposent la production coopérative à la production capitaliste, qu'elles visent à pénétrer un secteur économique particulier (approche sectorielle) et qu'elles cherchent à générer une activité économique dans une paroisse tout en offrant le contrôle démocratique de cette activité. Rappelons cependant que l'échec de la coopérative maraîchère de la Métis (problèmes de mise en marché, de subventions, de terres agricoles de qualité moyenne) - les actifs de cette coopérative ont été rachetés par la Société d'exploitation de la Métis - et la récupération de l'expérience d'Esprit Saint par les petits propriétaires privés, suite aux pressions exercées par le ministère des terres et forêts - maintenant MER - n'augurent rien d'encourageant pour ce type de coopérative.
32. Charles Banville, Les Opérations Dignité (Québec: Fonds de recherches forestières de l'Université Laval, 1977), p. 23.

33. Soulignons toutefois que très peu d'opposition a été exprimée lors de l'exécution du premier volet du programme de fermeture. Les résultats obtenus lors du vote décidant de l'avenir de ces paroisses s'exprimaient ainsi: (a) dans Gaspé-Nord: Saint-Octave-de-l'Avenir (90.0%), Sacré-Coeur-des-Landes (65.0%); (b) dans Matane: Saint-Thomas-de-Cherbourg (92.5%), Saint-Paulin-Dalibaire et Rang IV des Capucins (90.3%); (c) dans Gaspé-Sud: Sainte-Bernadette-de-Pellegrin (86.4%), Saint-Emond-de-Pabos (90.6%), Saint-Charles-Garnier-de-Pabos-Nord (86.4%), Saint-Gabriel-de-Rameau (100.0%), et, (d) dans Bonaventure: Saint-Jean-de-Brébeuf (84.0%). Pour plus de détails, on peut se reporter à l'ouvrage de J.C. Grégoire, L'Est du Québec, d'hier à aujourd'hui (Québec: OPDQ, 1980), p. 194.
34. M. Désy, et al., op.cit., p. 160.
35. Ernest Simard, "Le ferment dans la pâte (Les Opérations Dignité dans l'Est du Québec), La Gazette du travail, mars 1973.
36. Il s'agit ici de se reporter directement au Manifeste. Voir annexe 1. Ailleurs, Monique Dumais établit un parallèle entre l'exode du peuple hébreu au temps de Moïse et les conditions d'existence des populations de l'arrière-pays: c'est-à-dire, l'espoir de passer d'une situation d'injustice à des conditions de vie meilleure. Voir: L'Eglise de Rimouski et un plan de développement (1963-72). Thèse de doctorat (Théologie). Union of Theological Seminary, 1976, pp. 230-234.
37. Propos rapportés par Robert Lévesque, "Mgr. Louis Lévesque appuie sans réserve le manifeste des 20 curés", Le Soleil, 4 décembre 1970, pp. 1-2.
38. Ernest Simard, op.cit.
39. Entrevue accordée par Ernest Simard: ces propos ont été rapportés dans Les Opérations Dignité: Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec., op.cit., pp. 216-217.
40. Pour une étude sur le rôle du clergé avant l'avènement de la Révolution tranquille, on peut se reporter à mon étude sur "L'Influence de l'Eglise sur l'évolution socio-économique du Québec de 1850 à 1950", L'Action Nationale, décembre 1979, pp. 252-277.
41. Antonio Gramsci, Selections from the Prison Notebooks (New York: International Publishers, 1971), pp. 14-15.
42. Jean-Paul Montminy, Une expérience d'animation sociale auprès du clergé du territoire-pilote. Annexe technique 23 (Mont-Joli: BAEQ, 1964), p. 36.

43. Denis Pinard, Les Opérations Dignité de l'Est du Québec: Analyse et évaluation. Thèse de M.A. (Anthropologie), Université de Montréal, 1975, pp. 204-208.
44. Se référer à la note 33.
45. Hugues Dionne, "Animation et recherche en vue d'un développement régional", dans Benoît Lévesque (dir), op.cit., p. 218.
46. Charles Banville, op.cit., pp. 15-22 procure des renseignements précieux quant à la mise sur pied de ces fermes et aux interminables négociations qui ont suivies avec l'Etat provincial.
47. Ministère des terres et forêts, Exposé sur la politique forestière, Québec, 1972.
48. Jean Saintonge, "L'industrie forestière et le développement de l'Est du Québec", Interventions économiques, no. 8, printemps 1982, pp. 95, 97.
49. On peut se reporter à notre discussion de ce phénomène au chapitre II.
50. Hugues Dionne, "Mouvement populaire et question régionale: les organismes d'aménagement intégré des ressources dans l'Est du Québec", Recherches sociographiques (à paraître); p. 18 de la version originale. On doit aussi se référer à la plaidoirie de Me. Maurice Drapeau et au témoignage de J.-G. Gagnon, op.cit., de même qu'à l'annexe IV.
51. Qu'il suffise ici de rappeler les propositions élaborées dans le cadre du Manifeste des curés en colère, voir annexe 1.
52. Charles Banville, "L'origine et l'impact des Opérations Dignité", dans Les Opérations Dignité: Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec, op.cit., p. 116.
53. Cet aspect sera repris au chapitre V de la présente recherche.
54. Entrevue accordée par Pierre Jobin., Ces propos ont été rapportés dans Les Opérations Dignité: Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec, op.cit., p. 218.
55. Gilles Godin, op.cit., p. 116.
56. Groupe de recherche en histoire, La colonisation pour le bois (introduction -2) (Rimouski, 25 août 1982); CRDO, op.cit., pp. 18-19; H. Dionne (dir.), Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural (Rimouski: CRIDEQ-UOAR). (en préparation)

57. L'acronyme JAL représente les noms des trois villages formant la Coopérative de développement agro-forestier du Témiscouata: Saint-Juste-du-Lac, Auclair, Lejeune.
58. Robert Carrier, "La coopérative du JAL: des rapports nouveaux entre la population et les travailleurs", Possibles, no. 3-4, 1979, p. 230.
59. C'est ainsi par exemple que le groupement forestier est maintenant une compagnie à but lucratif, constituée en vertu de la première partie de la loi des compagnies. Le groupement forestier n'est donc pas une coopérative au sens strict; il regroupe par ailleurs plus de 225 actionnaires. Voir, pour plus de détails: Robert Carrier, op.cit., p. 232.
60. Ce gain semble toutefois vouloir être remis en question par l'application du nouveau projet gouvernemental relativement à l'aménagement du territoire. (Infra, chapitre IV).
61. CRDO, op.cit., pp. 49-63; signalons que l'expérience de la CART s'inspire étroitement de celle du JAL, ibid., p. 98.
62. Gilles Roy, "L'animation sociale et la mise en place d'entreprises autogestionnaires: le point de vue d'un animateur" dans Benoit Lévesque (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives, op.cit., p. 36.
63. Hugues Dionne (dir.), Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural, op.cit., p. III-20.
64. Gilles Roy, "L'aménagement intégré des ressources de l'Est du Québec: difficultés et réussites", CRDO, op.cit., pp. 98-99.
65. Hughes Dionne (dir.), op.cit., p. III-94.
66. Bruno Jean, "Développement endogène en région périphérique: l'exemple de l'Est du Québec", Archives des sciences sociales de la coopération et du développement, no. 49, septembre 1979, p. 60.
67. CRDO, op.cit., p. 5.
68. Gilles Godin dans CRDO, ibid., p. 118.
69. Ibid., p. 18.

70. Sans refaire tout historique de l'implication du FRUL dans l'expérience de développement de l'Est du Québec, ce que Banville (1977) fait d'ailleurs adéquatement, rappelons que cet organisme a apporté une crédibilité certaine au mouvement social, crédibilité qu'il n'aurait probablement pas pu obtenir autrement. Embauché en 1971, en tant qu'organisme neutre et indépendant, le FRUL prendra à sa charge le programme d'aménagement forestier proposé par l'Etat et dont le MTF voulait se faire l'exécutant. Subséquemment, le FRUL se départira de ses responsabilités de gérance et d'exécution des travaux sylvicoles au profit des SER et confiera l'aspect technique à la SAIREO. Ce dernier organisme chapeaute en quelque sorte le fonctionnement des groupements forestiers et des SER.
71. Hugues Dionne (dir.), op.cit., p. IV-9.
72. Il faut prendre note qu'il existe un certain chevauchement entre les ODC du JAL et du groupement forestier de l'Est du Lac, de même qu'entre la corporation agro-forestière du Transcontinental et la CART. Pour les fins de la présente analyse nous avons toutefois dissocié le JAL et la CART des sociétés de gestion pour les inclure dans les coopératives de développement. (Voir supra.)
73. Supra, chapitre II, pp. 77-78.
74. H. Dionne (dir), op.cit., p. IV-8.
75. Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives (Service des compagnies). Lettres patentes, Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc., 15 mai 1974, libro C-368, folio 4.
76. CRDO, op.cit., pp. 8-9.
77. Adrien Rioux, Le développement coopératif régional par les corporations de développement communautaire, Ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières, septembre 1979, p. 9.
78. SERV ET VOUS, novembre 1981, p. 2.
79. Voir, à cet effet, SERV, Au bout du rang, l'avenir, Bulletin de l'assemblée générale annuelle, 3-4 avril 1982.
80. Rappelons ici que selon les lettres patentes de la SERV, seules les actions ordinaires donnent droit de vote alors que les actions privilégiées donnent droit aux dividendes.

81. Hugues Dionne (dir.), op.cit., p. IV-45-49. Force est de noter ici que le capital action des membres dans les SER et groupements forestiers ne constituait que 3% des subventions accordées par l'Etat pour l'année 1978. En chiffres réels, il s'agit d'une somme de 76,802\$ par rapport à une somme de 2,726,455\$. Pour plus de détails, on peut se reporter à: Clermont Dugas. "Développement communautaire et marginalisation dans l'Est du Québec", Communication présentée au colloque de l'association canadienne des sciences régionales, Université du Québec à Montréal, 6 juin 1980, pp. 5-6.
82. SERV, Au bout du rang, l'aventr, op.cit., pp. 110-111.
83. Entrevue accordée par Gilles Roy. Ces propos ont été rapportés dans Les Opérations Dignité: Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec, op.cit., p. 219.
84. Certains, comme par exemple à la Librairie socialiste de l'Est, s'interrogent sur le caractère populaire du mouvement. Aussi, reconnaissent-ils, "dans leurs pratiques et dans leurs objectifs, [que] beaucoup de groupes qualifiés dans ce texte de 'populaires' s'approchent davantage de la petite entreprise que des groupes véritablement 'populaires'. Voir: Pour une histoire des groupes populaires dans le Bas St-Laurent (Rimouski: Librairie socialiste de l'Est, 1981), p. 57.
85. Hugues Dionne (dir.), op.cit., p. III-95.

Chapitre IV

Rapports de l'Etat aux groupes populaires

a) Emergence des mouvements sociaux

L'élaboration des chapitres précédents démontre qu'un mouvement social est effectivement en voie de se réaliser dans l'Est du Québec. En fait, l'analyse de notre étude de cas indique que plusieurs des critères généralement considérés comme nécessaires à la venue d'un mouvement social sont présents. Il s'agit en l'occurrence de composantes relatives à l'existence d'une structure d'encadrement, à l'identification d'objectifs communs, à la mise sur pied d'un réseau de communication et à la montée d'un leadership local ou régional.¹ Le tout s'inscrivant dans la recherche d'une plus grande justice sociale.

L'établissement d'une structure d'encadrement régionale, au-delà de celles que procurent les SER, les groupements forestiers ou les coopératives de développement et de production, a exigé un soutien populaire de tous les instants. C'est, en effet, après une longue période de négociation que la société d'aménagement de l'Est du Québec (SAIREQ) recevra ses lettres patentes le 26 février 1976. La SAIREQ revendiquait la responsabilité pour les secteurs suivants:

1. Regrouper les différents organismes intéressés à l'aménagement intégré des ressources du milieu rural dans les limites territoriales couvertes par les sociétés d'exploitation des ressources et les groupements forestiers reconnus par le ministère des Terres et Forêts pour la région du Bas St-Laurent et de la Gaspésie.

2. Sous réserve des lois en vigueur, approuver les plans d'aménagement des différentes unités d'aménagement membres de la Corporation et oeuvrant sur le territoire couvert par la Corporation.
3. Sous réserve des lois en vigueur, vérifier la fidélité d'exécution des travaux et veiller à la surveillance de l'échéancier.
4. Veiller à doter chaque unité d'aménagement membre de la Corporation d'un encadrement technique suffisant.
5. Faire de l'animation, de la formation, de la vulgarisation et donner de l'information en rapport avec les objets de la Corporation.
6. Négocier avec les différents ministères et avec tous les organismes gouvernementaux ou para-gouvernementaux, les budgets nécessaires à l'aménagement intégré du territoire couvert par la Corporation.
7. Sujet à l'approbation des membres, répartir les budgets ainsi négociés en tenant compte des unités membres et des secteurs d'aménagement.
8. Sujet à l'approbation des membres, réaffecter les budgets en cours d'exercice,
9. Faire de la consolidation, de la concertation et négocier avec les ministères ou autres organismes gouvernementaux et para-gouvernementaux concernés, afin de modifier des programmes existants et d'en préparer de nouveaux.
10. Répondre à des demandes d'assistance en provenance des unités membres et gérer les services que les unités membres veulent se donner en commun ou centraliser.
11. Examiner, approuver et faciliter pour le bénéfice de ses membres, l'achat ou la consolidation de lots provenant des unités membres.
12. Acquérir, administrer, louer et aliéner des biens meubles et immeubles nécessaires pour permettre à la Corporation d'atteindre ses objets.
13. La Corporation exercera ses activités de telle sorte que ce soit sans but lucratif pour ses membres.²

L'instauration de la SAIREO laissera croire pour un moment que la venue d'un gouvernement régional, fréquemment revendiqué depuis la période du BAEQ, n'était qu'une question de temps.³ Les négociations engagées entre l'Etat et les ODC, en vue de la mise sur pied de la SAIREO, ne seront pas toujours conciliantes. Il semble que l'Etat ne tenait pas à créer une structure 'populaire' qui prendrait à sa charge les interventions régionales.⁴ Plus précisément, il appert que l'Etat "n'accepte pas les organismes de gestion en commun, ni l'organisme qui les regroupe (la SAIREO) comme interlocuteur au niveau du développement. Il insiste à traiter avec les municipalités".⁵

En outre, une brève analyse de la composition des membres de la SAIREO offre une meilleure idée des forces qui y sont représentées. On y retrouve les ODC ainsi qu'une participation des Unions des producteurs agricoles du Bas St-Laurent et de la Gaspésie et une représentation du syndicat des producteurs de bois du Bas St-Laurent. Le nombre relativement élevé des organismes-membres laisse entrevoir certaines difficultés quant au choix des objectifs devant faire l'objet de revendications. C'est donc suite à de nombreuses rencontres que les ODC ont décidé de donner à la SAIREO le rôle de coordonner leurs interventions sur le territoire.

L'identification d'objectifs communs constituant le deuxième élément nécessaire à l'apparition d'un mouvement social, il ne faudrait surtout pas sous-estimer l'importance de ce processus. Jean résume ici les résultats des négociations qui se traduisent d'ailleurs

par la reconnaissance de la SAIREO comme maître d'oeuvre dans plusieurs sphères de responsabilité.

Regrouper les différents organismes intéressés à l'aménagement intégré des ressources du milieu rural dans les limites territoriales couvertes par les S.E.R. et les groupements forestiers reconnus par le ministère des Terres et Forêts pour la région du Bas St-Laurent et de la Gaspésie.

Approuver les plans d'aménagement des différentes unités d'aménagement oeuvrant sur le territoire couvert par la SAIREO.

Assurer un encadrement technique et faire de l'animation, de la formation et de la vulgarisation. Négocier avec les différents ministères et avec les organismes gouvernementaux les budgets nécessaires à l'aménagement intégré du territoire couvert par la Corporation.⁶

L'énumération de ces objectifs amènera le syndicat des producteurs de bois et l'Union des producteurs agricoles à exprimer certaines réserves quant aux responsabilités de la SAIREO puisqu'ils croyaient qu'elle venait empiéter sur certaines de celles qui leur étaient dévolues.* Faisant abstention de ce différend, la SAIREO favorisera le regroupement des ODC autour d'objectifs communs et leur permettra d'entreprendre le développement du territoire dans le sens des critères retenus.

Quant à l'impact d'un réseau de communication sur la mobilisation des groupes populaires, il ne fait aucun doute que sans son apport le mouvement n'aurait pas connu autant de succès qu'il l'a fait. Etant donné la proximité des paroisses faisant partie de ces regroupements populaires, on comprendra rapidement la célérité avec laquelle une directive de mobilisation pouvait être donnée et exécutée. Ainsi, comme le souligne le gérant de la SER de la

* Le SPB et l'UPA quittaient la SAIREQ au mois de mai 1981.

Vallée: "Une heure et demie c'est le temps que ça prenait pour rejoindre les quelques 6,000 abonnés de Québec-Téléphone dans la vallée de la Matapédia".⁷

Au départ, les OD s'en sont remis aux mass media du centre mais elles en sont venues à se donner leurs propres moyens d'information,⁸ tout comme le feront d'ailleurs les ODC. C'est ainsi, par exemple, que les OD se doteront d'un journal, La Vache enragée (remplacé subséquemment par La Voix du Peuple et d'un bulletin (Le Travaillant) devant informer la population de l'évolution des différentes luttes. Au JAL, la coopérative se dotera d'une radio communautaire (JALjase) et d'un bulletin (Bulletin-JAL). Aux SER, on empruntera une stratégie analogue afin de conserver le contact avec les membres. Qu'il suffise ici de relever le cas de la SERV qui s'est donné le journal SERV et Vous. Ces quelques exemples nous portent à croire que les succès remportés par les Opérations Dignité, de même que ceux connus par les ODC ne sont pas sans être reliés à l'édification d'un réseau de communication sur leur territoire respectif.

Au chapitre du leadership local, comme quatrième condition nécessaire à l'avènement d'un mouvement social, on a précédemment souligné que les élites locales de l'Est du Québec assumait ce rôle même avant l'instauration du BAEQ.⁹ Plus récemment, l'émergence du mouvement social expérimenté par l'Est du Québec révèle la présence d'un leadership local des plus dynamiques. Rappelons toutefois qu'avec la montée des Opérations Dignité, "les prêtres seront pressentis comme porte-parole de la masse"¹⁰ et qu'ils auront pour tâche d'exprimer les

doléances de la population, tout en cherchant à mobiliser les forces vives du milieu autour d'une position commune. Ironiquement, ce sont ces mêmes prêtres qui avaient été ignorés lors du travail d'animation effectué par le BAEQ. Le rôle exercé par ces prêtres dans la lancée du mouvement social sera par la suite repris par les leaders locaux: respectant de la sorte les vœux de l'archevêché selon lesquels le rôle joué par les prêtres doit s'en tenir à une fonction de suppléance. Néanmoins, cette responsabilité peut être remplie par eux, "aussi longtemps que les laïcs ne seront pas prêts à prendre la présidence des mouvements".¹¹ Aussi, peut-on conclure à l'existence de rapports de consolidation entre l'élite religieuse et l'élite locale.

La compréhension du mouvement populaire incite l'auteur à procéder maintenant à une étude plus approfondie des rapports s'établissant entre l'Etat et les groupes populaires. Il sera dès lors important de connaître le lieu et le moment des différentes requêtes faites à l'Etat, tout en établissant si ces revendications sont provoquées par l'Etat ou si elles sont élaborées par les groupes populaires.

b) Nature et structuration des rapports de l'Etat aux groupes populaires

Les vingt dernières années au Québec ont vu l'Etat provincial s'immiscer dans à peu près toutes les sphères possibles d'intervention. Cet effort de structuration est reflété, par exemple, par la dépendance financière de plusieurs groupes populaires aux programmes gouvernementaux mis de l'avant, ou encore d'une façon plus frappante,

par la pénétration sans cesse croissante du tissu social par des structures de tous acabits. Ce qui amène Simard à constater que "l'araignée étatique a littéralement tissé sa toile de fond sur le Québec".¹²

La pénétration du tissu social par l'Etat constitue un effort d'encadrement sans précédent des forces sociales et, par extension, des organismes de développement communautaire. Qu'il suffise pour l'instant de souligner que la SAIREQ, structure représentant les ODC, constitue un des conseils spécialisés du Conseil régional de développement (CRD). Cette filiation fait de la SAIREQ un organisme-relais populaire entre les ODC et les instances gouvernementales.

A l'origine des interventions de l'Etat, on peut déceler une tentative de limiter et de contenir les conséquences fâcheuses que pourraient avoir ces groupes populaires sur les relations de pouvoir existantes. En d'autres termes, l'Etat en cherchant à créer de nouveaux circuits tente par la même occasion de s'assurer des appuis auprès des forces sociales présentes sur la scène régionale.¹³ Il serait absurde de croire cependant à l'unidirectionnalité de ce processus puisque les groupes populaires, eux-mêmes, dans le but d'exercer une certaine influence sur l'action générale de l'Etat chercheront à être reconnus comme des représentants légitimes et mandatés.

Prétendre que l'Etat détermine inévitablement l'action des groupes ou que les groupes déterminent l'action de l'Etat relève davantage de la théorie que de la pratique. La vérité se situe à

quelque part entre ces deux propositions. Ainsi que l'a démontré Hudon dans une étude approfondie portant sur l'évolution des groupes et de l'Etat au Québec de 1960 à 1976, il paraît plus juste "de concevoir l'Etat comme un niveau de structuration structuré des rapports décelables au coeur de la société".¹⁴ L'auteur, correctement d'ailleurs, stipule que "cette conceptualisation simple (...) nous amène à poser la détermination principale de la structure sociale sur la nature et l'étendue de l'action étatique sans pour autant nier toute action autonome de l'Etat".¹⁵ Il en va ainsi dans le cas qui nous concerne.

Conséquemment, il est possible de formuler une hypothèse à l'effet que ce soit justement la mise en place d'un système d'encadrement mieux articulé et allant plus en profondeur qui ait facilité l'émergence et l'organisation des organismes de développement communautaire. Jalbert, Lacroix et Lévesque croient en la validité de cette hypothèse.

Devrions-nous nous surprendre alors que malgré la mise en place d'un tel dispositif d'appareils et de politiques, qui répondent, bien sur, à une logique structurelle où le cynisme n'intervient pas de façon manifeste à contrer la montée des résistances régionalistes et même au contraire les ait pour ainsi dire provoqué ou stimulé. (...) En devenant de plus en plus visible, l'Etat s'expose à devenir contestable pour lui-même et pour le pouvoir de classe qu'il représente.¹⁶

Rappelons cependant que la nature des rapports s'instaurant entre les groupes populaires et l'Etat ne sera pas nécessairement caractérisée par la confrontation. En réalité, ces rapports peuvent se répartir sous trois rubriques. Aussi, la nature des rapports, selon qu'ils coïncident ou non avec les objectifs visés par les groupes populaires, sera qualifiée de congruente, d'incongruente ou

de neutre. Quant à la structuration des rapports, elle correspondra à une situation d'encadrement, de débordement ou de ré-insertion (voir graphique 4.1).

Cette grille d'analyse des rapports s'établissant entre l'Etat et les ODC montre que le phénomène de débordement élimine par définition toutes possibilités de congruence. Quant au phénomène d'encadrement, on peut avancer qu'il exclut habituellement, mais pas inévitablement, toutes situations d'incongruence. Les combinaisons pouvant être obtenues, tel que l'indique le graphique suivant, demeurent assez nombreuses. En effet, la grille de lecture fait ressortir pas moins de six types de rapports distincts. Il s'agit en l'occurrence des situations d'accommodement, de cooptation, de déplacement, de discrédit, de répression et d'indifférence.¹⁷

Une situation d'accommodement se produit lorsque les demandes formulées par les groupes sont rencontrées par l'Etat, ou encore, lorsque ce dernier offre aux ODC une représentation satisfaisante au niveau de la prise de décision. Cet accommodement s'effectue habituellement en termes de concessions politique (reconnaissance des groupes), institutionnelle (représentation assurée au niveau de la prise de décision) ou de concession financière (subventions). Une situation de cooptation constitue en quelque sorte un angle particulier de celle de l'accommodement; elle s'en différencie du fait qu'elle survient habituellement au stade de la ré-insertion (récupération). Les situations de cooptation et d'accommodement représentent des moments sécurisants pour toute structure politique étant donné que le taux de congruence est à son optimum.

GRAPHIQUE 4.1			
RAPPORTS DE L'ETAT AUX GROUPES POPULAIRES			
Nature des rapports Structuration des rapports	Congruence	Neutralité	Incongruence
	Débordement		Discrédit
Encadrement	Accommodement	Indifférence	Répression
Ré-insertion (Récupération)	Cooptation	Déplacement	

Dans le cas d'une situation d'indifférence, l'Etat et les groupes populaires s'ignorent mutuellement et procèdent sans tenir compte des exigences de l'élément antagonique. Une telle circonstance, même si essentiellement neutre au départ, peut conduire à la confrontation. Le simple fait d'être indifférent constitue en soi une remise en question des relations de pouvoir.

La situation de déplacement a ceci de particulier que l'Etat tente de modifier certaines politiques précédemment établies pour leur en substituer de nouvelles, et ce, dans le but de démobiliser les groupes populaires. Cette façon de procéder a pour objectif de déstabiliser l'adversaire en l'obligeant à réévaluer une fois de plus ses positions, d'où il en découle une démobilisation de ses forces.

Dans l'éventualité d'une situation de discrédit, chacune des parties tente de démontrer la mauvaise foi de l'autre. En pareil cas, on peut se retrouver en position de confrontation étant donné que chacun fera l'impossible pour invalider les visées de l'autre et pour légitimer son point de vue. Ce cas cadre bien avec les rapports d'incongruence.

La situation de répression est l'exemple par excellence de la relation d'incongruence puisque l'Etat s'efforce d'éliminer par la force toute expression remettant en cause l'ordre établi. Ce rapport à sens unique peut toutefois constituer une arme à double tranchant. A ce sujet, Baxter-Moore rappelle que l'utilisation de la répression "peut avoir pour effet d'augmenter la sympathie ou l'appui populaire à un mouvement révolutionnaire ou même d'inciter un mouvement de réforme à recourir à des visées révolutionnaires".¹⁸

L'étude des différents rapports s'instaurant entre l'Etat et les groupes populaires a pour but de faire ressortir la dynamique qui s'établit au niveau de la structuration de ces rapports. En outre, l'analyse de ces diverses avenues pourra nous situer quant aux phénomènes d'encadrement, de débordement et de ré-insertion des groupes. Les relations qui s'établissent à ce niveau n'étant pas statiques, leur analyse devrait permettre de mieux circonscrire la dynamique qui est au centre de la présente recherche.

Dans le cas qui nous occupe, il demeure que tous ces possibles ne se sont pas immanquablement présentés. C'est ainsi par exemple qu'une situation de répression a très peu de chance de survenir en ce qui concerne le mouvement populaire de l'Est du Québec étant donné que l'acceptation du régime politique et du système économique ne font pas l'objet des principales revendications.¹⁹ Les autres types de situation ont cependant une plus forte probabilité de se manifester.

L'effort d'encadrement fourni par l'Etat n'a pas connu le succès escompté; à cet effet, il semble même qu'il ait produit un mouvement de débordement. Il s'agit maintenant de savoir dans les faits de quelles façons l'Etat a cherché à récupérer une situation qui échappait à son contrôle. Les moyens utilisés par l'Etat semble couvrir, si l'on fait exception de celui de la répression, la gamme des rapports identifiés un peu plus tôt dans le texte et, notons-le, ils se reproduisent concurremment. En fait, il est facilement concevable de voir l'Etat proposer des mesures d'accommodement alors

qu'au même moment il procède à la cooptation de certains leaders ou à une modification de ses positions, ce qui a pour conséquence de démobiliser le mouvement d'opposition.

Dans l'Est du Québec, l'Etat tentera de récupérer le mouvement populaire en reconnaissant la légitimité de certaines de ses revendications, tout en les insérant dans la réalisation de projets gouvernementaux. Qu'on se réfère ici à la décision de l'Etat provincial de désigner des centres agro-forestiers²⁰ alors que les politiques de l'heure étaient entachées de relocalisation. A ce sujet, une étude du CRDQ révèle que ce changement visait un objectif particulier: "L'objectif principal de cette politique, telle qu'exprimée dans le Livre vert du ministre Kevin Drummond en 1972, visait essentiellement à refaire un plan d'approvisionnement rationnel (c'est-à-dire le moins cher possible) pour les usines de pâtes et papier".²¹

L'Etat faisait à ce moment d'une pierre deux coups: d'une part, il satisfaisait les entreprises privées d'exploitation forestière et, d'autre part, il garantissait aux petits producteurs forestiers vivant dans les paroisses éloignées un marché où écouler leur production. C'est donc de cette façon que le gain principal des Opérations Dignité, soit la mise sur pied des Sociétés d'exploitation des ressources (SER) et des groupements forestiers, profitera rapidement aux entreprises privées d'exploitation forestière.

Ces initiatives auront pour conséquence de miner le mouvement populaire de ses forces vives. Deux membres de l'Opération Dignité I corroborent cette dernière affirmation.

La formule même de ces sociétés saigne Opération-Dignité de ses forces vives: un conseil d'administration représentatif du milieu doit gérer un budget accordé par le MTF, sur une base annuelle. En même temps, il doit exécuter les opérations, préparer la justification du prochain budget, accentuer la croissance et l'impact économique de la Société, et en plus évaluer continuellement les possibilités d'autres interventions économiques dans son territoire. Tout ceci sous le couvert de la prise en main par la population du devenir régional.²²

Enormément de temps est dépensé pour assurer la bonne marche des projets et pour négocier de nouvelles ententes avec l'Etat. La dépendance financière des groupes populaires, comme le démontrent les contributions fédérales et provinciales, rappelle la fragilité de ces initiatives et rend compte des moyens qui sont à la disposition de l'Etat lorsqu'il lui faut réorienter les décisions des groupes populaires vers des positions plus proches de celles qu'il propose.

Une lecture attentive des données relatives au financement des groupes populaires, nommément ceux du JAL et de la SERV (voir annexes V et VI) indique une forte tendance à s'orienter selon les projets mis de l'avant par l'Etat. A titre d'exemple, il importe de souligner la popularité des programmes d'emplois nouveaux (PEN), de FODER, du service d'aide à la forêt privée (MTF) au niveau provincial, de même qu'aux programmes d'initiatives locales (PIL), de Canada au travail, de Perspective Jeunesse, de la formation de la main d'oeuvre, d'aide à la création locale d'emplois (PACLE) et du service communautaire étudiant (PSCE) au niveau fédéral. Sachant que la plus grande partie de l'aide reçue par les ODC provient de sources gouvernementales, il est difficile d'ignorer l'état de dépendance financière des ODC; en fait, il est même devenu monnaie

courante de voir les groupes populaires élaborer leurs projets en fonction de l'argent disponible dans les divers programmes gouvernementaux. L'expérience récente du mouvement populaire indique donc très clairement la tendance des ODC à s'aligner rapidement sur les décisions gouvernementales. Ce qui suggère que c'est une fois seulement que sont identifiés les choix de l'Etat en matière de développement qu'il est possible d'anticiper les réactions des groupes populaires. On ne note aucun changement important à ce niveau depuis l'accession au pouvoir du Parti québécois. "On se bat pour le pain et le beurre. On se bat pour revendiquer des droits qu'on croit les siens. Du côté de l'Etat, c'est, bien sûr que la rentabilité économique c'est important. On est porté à ignorer tout le reste".²³

Cette politique de ré-insertion, via l'élaboration de programmes spéciaux, sera souventes fois renforcée par la cooptation des principaux leaders appartenant au mouvement. Cette opération sera d'autant plus fréquente que le système de valeurs de ces leaders correspond en général à celui prévalant dans la société globale.

Au sein du mouvement populaire de l'Est du Québec, il est frappant de constater que deux des trois chefs de file des Opérations Dignité occupent maintenant des postes avec l'administration publique provinciale. C'est ainsi par exemple que le leader d'OD-I travaille au MER (Service d'aide à la forêt privée), que le leader d'OD-III est maintenant directeur du CRDEO, alors que le leader d'OD-II a dû se retirer pour des raisons de santé.²⁴

La situation prévalant au sein des ODC se distingue de celle des OD en ce que leur leadership est beaucoup plus apprivoisé. Les

ODC se sont surtout confinés à assurer la survie des projets de développement. La cooptation des leaders des ODC ne constitue donc pas une priorité de l'Etat. Le processus de cooptation, tel que l'indique le cas de la SERV, peut se réaliser en sens inverse.²⁵

Quant à la politique de ré-insertion exercée par l'Etat, les informations recueillies indiquent qu'elle vise purement et simplement la récupération des groupes populaires. Il est même permis d'avancer que l'Etat y voit l'occasion rêvée pour se défaire de certains programmes devenus trop coûteux. Un sous-ministre associé au MCCIF va jusqu'à affirmer que l'Etat doit capitaliser sur la venue des ODC.

Ces corporations sont promues à un avenir prometteur en matière de développement, à condition que l'Etat ne les laisse pas tomber et qu'il institutionnalise son assistance financière, pour éviter l'épuisement des ressources humaines, qui gaspillent la majeure partie de leur énergie et de leurs ressources à trouver des moyens pour obtenir le pain et le beurre de chaque jour.²⁶

Ceci étant dit, on constate une similitude saisissante entre les objectifs poursuivis par les ODC et par l'Etat. D'une part, on voit l'Etat qui cherche à rationaliser les secteurs de base - qu'on se réitère les recommandations du BAEO; d'autre part, on observe que les ODC visent exactement le même objectif lorsqu'ils élaborent leurs projets de développement, basés d'ailleurs sur les secteurs de l'agriculture, de la forêt, des pêches et du tourisme, consacrant de la sorte la région à un statut de 'région-ressources'. Il est donc permis, à ce stade-ci de l'analyse, d'avancer que l'Etat est lui-même favorable à l'organisation et à l'institutionnalisation de ces expériences populaires. Cette situation, comme le remarque Jean,²⁷ représente le plus grand danger qui guette les groupes populaires

étant donné que les pouvoirs en place s'efforcent de les intégrer à leurs politiques.

Cette intégration sera possible à réaliser dans la mesure où l'Etat utilise tous les moyens à sa disposition. Il a déjà été donné de relever au nombre de ces moyens les subventions accordées, de même que la cooptation des leaders. D'autres avenues peuvent aussi être empruntées par l'Etat; au nombre de celles-ci, on retient l'indifférence, le discrédit et le déplacement. Reconnaisant leur importance secondaire dans le cas qui nous concerne, leur portée doit quand même faire l'objet de notre analyse.

La question du déplacement retient tout d'abord notre attention. Son expression la plus notoire est celle qui a vu l'Etat élaborer une stratégie de développement (relocalisation) pour l'arrière-pays, stratégie s'appuyant au départ sur la désignation des centres agro-forestiers, puis subséquentement, sur la participation des SER et des groupements forestiers à la mise en valeur de l'espace régional. Cependant, devant les pressions populaires, l'Etat devra remettre en question sa nouvelle politique douce de fermeture. Il propose finalement d'endiguer le déménagement des populations en créant une nouvelle structure au niveau supra-régional, tout en lui déléguant la responsabilité d'élaborer des schémas d'aménagement régionaux.

Le phénomène du déplacement est présent aussi dans l'utilisation de divers ensembles territoriaux (régions administratives, régions d'appartenance, régions économiques) par les dirigeants politiques dans une tentative d'organiser les forces sociales autour de différents lieux politiques. Deux auteurs ont très bien saisi les visées de ces choix.

Le découpage en grandes régions permet d'uniformiser certaines conditions qui facilitent la mise en valeur du capital, et plus particulièrement du capital monopoliste: mobilité de la main-d'oeuvre, infrastructures dans les domaines du transport et de l'énergie, etc. Le découpage en petites régions, lui, permet une alliance plus étroite avec les fractions locales de la bourgeoisie et rend possible le contrôle plus serré des résistances populaires en même temps qu'il renforce le pouvoir de l'appareil central de l'Etat.²⁸

Quant à l'indifférence de l'Etat à l'égard des groupes populaires, elle s'exprime de différentes façons. Il en est ainsi des programmes d'aide élaborés par les différents ministères impliqués dans la région. Ces programmes s'adressent prioritairement au milieu urbain, comme le démontre les projets subventionnés par le MEER et le MIC, ou encore la politique de construction des HLM.²⁹ Par ailleurs, la loi 125 (aménagement-urbanisme) élaborée par l'Etat provincial vient concrétiser l'exclusion des municipalités rurales de la prise de décision. Un agent de consultation au CRDEO confirme cette affirmation.

La loi 125, c'est une loi de ville parce que s'inscrivant dans une logique de centre urbain qui rayonne aux alentours (...) La loi 125 remet en cause fondamentalement l'existence des organismes régionaux que ce soit les conseils régionaux de développement, les conseils de la culture, l'Office de planification et de développement du Québec. En créant des petits noyaux que vont être les petites régions d'appartenance, on affaiblit ainsi par le morcellement une volonté populaire et une force régionale qui étaient passablement dérangeantes.³⁰

Le milieu rural est une fois de plus relégué à l'arrière-plan des priorités gouvernementales. En instituant une structure de représentation au niveau supra-municipal, l'Etat fait montre en outre d'une indifférence certaine à l'égard des expériences populaires de

développement. Cette initiative reflète aussi une transformation au niveau de l'attitude de l'Etat, laquelle a eu tôt fait de passer de l'indifférence au discrédit. C'est de cette perspective qu'il est possible de mieux situer la démarche de l'Etat qui tentait de contrer la mise en place de la SAIREQ³¹ en essayant de diviser les forces du milieu rural. "Devant l'échec de ses représentations et l'imminence de la mise sur pied de la SAIREQ, l'Etat (OPDO) adopta ensuite une attitude d'ignorance et d'indifférence, en arguant qu'il fallait attendre la sortie du livre blanc sur la décentralisation".³² Cette tentative par l'Etat de ne pas reconnaître la SAIREQ avait pour but de redonner aux députés et aux notables locaux, par l'intermédiaire des conseils de comté renouvelés, une certaine autorité au niveau de l'identification des priorités régionales, d'où ils pourraient revenir à une pratique antérieure, soit celle de se faire du capital politique.³³

Ces expériences de développement s'inscrivent dans un contexte socio-économique spécifique d'où il est possible d'identifier finalement quelques-unes des conditions avec lesquelles celles-ci doivent inévitablement composer. Il faut souligner au nombre de ces éléments: le pouvoir de socialisation revenant à l'Etat, la bureaucratisation nécessitée par l'instauration des ODC, de même que l'insertion de ces expériences à l'économie de marché.³⁴ Tous constituent des éléments potentiels de récupération: en ce sens, ils obligent les ODC à justifier leurs pratiques et à assurer leur rentabilité économique, sans quoi d'ailleurs le soutien populaire pourrait se dissiper rapidement. Ces conditions structurelles

produisent de plus un drainage majeur d'énergie autrement réservée à l'éducation populaire, à la conscientisation sociale et à la mobilisation des groupes populaires derrière de grands idéaux.

La présentation des divers rapports existant entre l'Etat et les groupes populaires illustre la complexité de la dynamique à l'étude et procure des composantes nécessaires à l'interprétation des forces sociales en présence dans le milieu régional. L'Etat, possédant d'importantes ressources financières, est en mesure d'orienter pour une bonne part les décisions des ODC vers des projets qui lui sont compatibles. La capacité financière de l'Etat procure de facto une occasion rêvée d'amener les groupes à retenir les priorités que l'Etat aura lui-même établies. Dans les faits cela permet à l'Etat "de s'assurer le contrôle de projets populaires en les soumettant à la rationalité bureaucratique et à la logique du capital".³⁵ Cette situation se différencie nettement de celle prédominant au moment de la mise sur pied des SER. A ce stade, les ODC se faisaient l'instigateur du redéploiement régional et voulaient capitaliser sur tous les fronts possibles du développement régional. Une fois l'obtention de leur reconnaissance légale, les ODC ont dû, pour assurer leur survie, s'en tenir à des visées plus circonscrites.

Relevons, au terme de ce chapitre, les conséquences principales de la structuration des rapports entre l'Etat et les groupes populaires. Pour ce faire, l'auteur présentera des considérations d'ordre économique, politique et social. Sur le plan économique, le rôle dévolu aux ODC en ce qui regarde l'approvisionnement de l'industrie des pâtes et papier et la réalisation de travaux

sylvicoles a permis à la population, à l'entreprise privée et à l'Etat d'y trouver leur profit. A titre d'exemple, on peut retenir les sommes énormes d'argent que l'Etat épargne au chapitre des prestations sociales (assurance-chômage, assistance sociale) ou de la construction de HLM dans les centres urbains. Une étude effectuée par l'OPDO-Est démontre de quelle façon le JAL, par exemple, permet à l'Etat, tout en respectant la volonté de la population de vivre sur le territoire, de ne pas accuser de pertes financières.

Considérant que le gouvernement de Québec a versé \$1,234,700.00 en subventions et subsides aux organismes du JAL; qu'il a lui-même retiré \$500,000.00 en recettes fiscales et qu'il a fait des économies de l'ordre de \$1/2 à 1 million en prestations d'aide sociale, il aurait contribué à un meilleur aménagement du territoire et au développement de la collectivité jalloise en ne faisant ni gain ni perte au plan financier.³⁶

Sur le plan social, il est évident que l'Etat a énormément à gagner de la collaboration des ODC. "Ils aident à amortir ou à canaliser les contestations populaires et facilitent le maintien de la paix sociale".³⁷ Cette situation au départ favorable à l'Etat oblige ce dernier, faute de solution de rechange, à garantir l'existence des ODC, organismes d'ailleurs qu'il a d'une certaine façon aidé à "mettre sur pied. Un analyste attentif au cas des expériences populaires de l'Est du Québec concède que l'Etat s'en sort à bien bon compte lorsqu'il se sert d'un budget à la marge pour "étouffer la contestation".³⁸

Sur le plan politique, il faut convenir que l'Etat, par l'intermédiaire de ses technocrates et députés en particulier, cherche à se faire du capital politique. On a toujours à l'esprit le fameux

débat de Bané-Parizeau, lors du colloque sur les Opérations Dignité tenu à Rimouski le 28 novembre 1971, alors que l'animateur Louis Martin rappelait à la consternation des deux protagonistes:

Dans une société comme celle-là, avec des partis politiques, celui qui milite dans un parti à titre de député ou de cadre élu, lorsqu'il propose des solutions, le fait en fonction d'objectifs politiques connus, définis. Il ne peut prétendre parler au nom de considérations exclusivement techniques, qu'il soit économiste, avocat ou spécialiste de l'animation sociale.³⁹

Les actions de l'Etat devant être jugées d'une élection à l'autre, il faut s'attendre à ce que les choix pris par les dirigeants politiques soient suffisamment populaires pour ne pas attirer les foudres de la population. Lise Bourcier, qui s'est très tôt intéressée aux ODC, reconnaît l'existence d'un tel phénomène dans l'élaboration d'une politique forestière au Québec.

Au cas ou après quelques années d'expérimentation, les Sociétés s'avèreraient "moins rentables que prévues" - économiquement parlant, resterait la crédibilité que les gouvernements en place peuvent acquérir avec de tels programmes sociaux appliqués aux régions excentriques et on sait l'impact que ces programmes peuvent avoir sur les élections des députés de ces comtés.⁴⁰

La venue au pouvoir du Parti québécois n'a pas changé la nature des rapports prévalant auparavant. Le gérant de la SERV défend cette opinion.

En novembre 1976 on s'est assis. Il y avait eu tant d'espoir dans le Parti québécois. Finalement, on s'est rendu compte que si nous voulons que nos idées passent, que notre façon de voir le développement l'emporte, nous devons continuer de nous battre, continuer, continuer, peu importe les hommes politiques au pouvoir.⁴¹

On assiste vraisemblablement à une polarisation politique à l'intérieur même de plusieurs ODC. Le P.O., proche de la base, jouissait d'une forte popularité dans les paroisses de l'arrière-pays.

Porté au pouvoir en 1976, les gens verront cette victoire comme une victoire personnelle. On s'y référera en parlant de "notre" parti. Les enjeux resteront cependant les mêmes et les politiques globales demeureront inchangées, exception faite toutefois du fait que les rapports conflictuels se situeront dorénavant à l'intérieur même des ODC. Une étude du Groupe de recherche en histoire, portant plus spécifiquement sur Opération Dignité I, vient confirmer nos constatations.

La contradiction n'eut donc pas lieu entre Opération Dignité I et l'Etat péquiste: elle se déplaça et devint contradiction à l'intérieur d'Opération Dignité I entre ces deux points de vue (et les personnes qui les soutenaient) [Le Parti libéral protégeant les intérêts d'ailleurs et le Parti québécois ceux d'ici.] ⁴²

Force est de noter que depuis l'élection du Parti québécois les visites de ministres dans le territoire-pilote se font nombreuses. A ce propos, un vieux cultivateur confiait au cours d'une réunion d'évaluation du JAL:

En effet, depuis le 15 novembre 1976, les ministres O'Neil et Garon, les dirigeants de la SDC et des dizaines de hauts-fonctionnaires du gouvernement du Québec sont venus au JAL. Du temps des libéraux, ajouta-t-il, on se battait et on faisait des gains alors que depuis l'élection du Parti québécois on mange à la même table que le gouvernement et il semble qu'on ait jamais connu autant de problèmes. ⁴³

C'est donc en tenant compte de ces trois plans (économique, social et politique) qu'il est possible de mieux comprendre la nature des rapports que nous avons examinés dans ce chapitre. La diversité des rapports s'établissant entre l'Etat et les ODC gagne à être interprétée en ayant à l'esprit ces trois dimensions.

Au-delà de ces dernières considérations, il n'est toutefois pas certain que l'Etat intervienne dans le seul but de répondre aux

demandes régionales; il est peut être plus juste d'y voir là un effort par ce dernier de solidifier ses bases en cherchant à donner plus de légitimité à ses interventions. Ainsi, voit-on l'Etat convier les ODC à prendre part au débat. Il s'agit, vraisemblablement, d'une façon pour l'Etat d'intégrer les groupes populaires aux politiques qu'il a ratifiées ou qu'il s'apprête à élaborer. L'expression qui rend probablement le mieux justice à cette stratégie gouvernementale est celle du 'corporatisme par animation'.⁴⁴ Excellente façon pour l'Etat de circonscrire le mouvement populaire de l'Est du Québec.

Soulignons, en terminant, que l'effort d'encadrement du mouvement populaire n'est pas sans faire ressortir un ensemble de positions contradictoires au niveau de l'élaboration même d'une stratégie - prétendument - cohérente de développement régional. Ou'il suffise pour l'instant de rappeler l'expérience du BAEQ qui a vu hommes politiques, aménagistes et animateurs se servir de l'animation sociale à des fins fort différentes.

Les hommes politiques au pouvoir ont utilisé l'animation sociale comme une voie d'évitement pour calmer la population alors que les aménagistes ont voulu utiliser l'animation sociale comme instrument d'intégration à l'appareil technocratique de l'Etat; quant à certains animateurs, ils ont cherché à rendre les gens conscients de leur aliénation et à les politiser en vue d'un changement social d'ensemble.⁴⁵

Achevant ici la couverture de la structuration des rapports entre l'Etat et les groupes populaires, il faut maintenant se tourner vers la compréhension de la dynamique politique au niveau régional.

Notes du chapitre IV

1. Baxter-Moore présente une grille de lecture assez proche de celle-ci, tout en insistant davantage sur l'idéologie ou le 'système d'idées'. Il nous semble plus approprié dans cette étude de chercher à déterminer s'il existe des objectifs communs permettant de rallier les forces du milieu autour d'un même projet. En réalité, l'acceptation du 'système d'idées' n'a jamais fait l'objet de grandes polémiques au sein du mouvement populaire de l'Est du Québec. Laclau et Hall souscrivent à cette interprétation lorsqu'ils mettent l'accent dans leur étude respective sur le populisme et l'idéologie dit du 'sens commun', sur laquelle d'ailleurs s'appuient fréquemment les mouvements sociaux. (Voir, supra chapitre III, notes 27, 28, 29.)
2. Conseil régional de développement de Québec, Développement régional et mouvement populaire: l'exemple de l'Est du Québec (Québec: CRDO, 1979), pp. 82-83.
3. Qu'on se souvienne ici de la proposition du BAEQ à l'effet de créer un Office régional de développement (ORD). Cet Office, composé de représentants du gouvernement et de la population, aurait été responsable de la coordination et de l'exécution du plan. Cette idée d'un gouvernement régional referra surface de temps à autre dans le cadre des revendications populaires.
4. A ce jour, l'Etat n'a consenti qu'à reconnaître à la SAIREQ un rôle d'assistance technique aux ODC. Ce rôle était précédemment assumé par le FRUL.
5. Cette question sera reprise ci-dessous.
6. Bruno Jean, "Développement endogène en région périphérique: l'exemple de l'Est du Québec", Archives des sciences sociales de la coopération et du développement, no. 49, septembre 1979, p. 54.
7. "Dans la Matapédia avec Jean-Guy Gagnon", Québec-Presses, 1 mai 1981, p. 12.
8. Benoît Lévesque, "Les communications et le développement", Possibles, vol. 2, no. 2-3, 1978, p. 92.
9. Supra, chapitre II, pp.51-53.

10. Monique Dumais, "Le dynamique d'un cri: une réflexion éthique sur les Opérations Dignité", dans Alain G. Gagnon (dir) Les Opérations Dignité: Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa: Université Carleton, 1981), p. 201.
11. Ibid., p. 201. On peut aussi se reporter à l'entrevue de l'évêque de Rimouski consécutivement à la formation d'ODI. Ces propos ont été recueillis par R. Lévesque, "Mgr. Louis Lévesque appuie sans réserve le manifeste des 40 curés", Le Soleil, 4 décembre 1970, pp. 1-2.
12. Jean-Jacques Simard, La longue marche des technocrates (Montréal: Éditions coopératives Albert St-Martin, 1979), p. 35.
13. Alan C. Cairns a très bien démontré la validité de cet argument dans le cas des rapports s'instaurant entre les sociétés et leurs gouvernements. Voir, à ce sujet, "The Governments and Societies of Canadian Federalism", Revue canadienne de science politique, vol. 10, 1977, pp. 695-725. S'intéressant plus spécifiquement à l'impact des Etats fédéral et provinciaux sur le fédéralisme canadien, il constate que "ces deux niveaux de gouvernement se sont créés de puissants soutiens pour leur propre survie en employant un Canadien sur neuf, en obtenant le support des partis politiques et des groupes de pression et en structurant par leurs diverses politiques un réseau de relations avec les sociétés qu'ils dirigent". (p.697).
14. Raymond Hudon, "Les groupes et l'Etat", dans G. Bergeron, R. Pelletier (dirs.), L'Etat du Québec en devenir (Montréal: ~~Montréal~~ Express, 1980), p. 280.
15. Ibid., p. 280.
16. L. Jalbert, J.-G. Lacroix, B. Lévesque, "La question régionale dans le développement du capitalisme au Canada", Communication présentée à la société des sciences régionales. Montréal, 6 juin 1980, p. 20.
17. Un rapprochement s'impose ici avec une étude de Esman et portant sur les relations de pouvoir en pays multicommunautaires. L'auteur retient des catégories proches de celles qui sont extraites de notre grille d'analyse. Esman ne relève toutefois pas les situations de déplacement et de cooptation. Voir: M.J. Esman, "Perspectives on Ethnic Conflict in Industrialized Societies", dans Ethnic Conflict in the Western World (Ithaca: Cornell University, 1977), pp. 380-384. Notons, par ailleurs, que Baxter-Moore, dans une tentative de mieux cerner la transformation des mouvements sociaux s'en tient à peu de chose près au modèle de Esman. A cet effet, voir: "Mouvements sociaux: un cadre d'analyse théorique et comparatif" dans Alain G. Gagnon (dir), op.cit., pp. 45-48.

18. Ibid., p. 46.
19. Supra, chapitre d'introduction, pp. 3-4; chapitre III (notes 26, 85).
20. Se référer au chapitre II (notes 127, 128).
21. Conseil régional de développement de Québec. Développement régional et mouvement populaire: l'exemple de l'Est du Québec, op.cit., p. 139.
22. G. Godin, J. Langlois, "La voix du peuple" dans B. Lévesque (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Éditions Albert St. Martin, 1979), p. 116.
23. Propos de Ernest Simard, recueillis dans Alain G. Gagnon (dir.), op.cit., p. 219.
24. Cette pratique de cooptation serait une stratégie assez populaire si l'on en croit les données d'une étude publiée récemment sur le CRDEO (voir, J. Jutras, Le conseil régional de développement de l'Est du Québec (Rimouski: UOAR-GRIDEO, 1981), pp. 42-43). Rappelons ici que le CRDEO est reconnu comme l'interlocuteur privilégié du gouvernement provincial en matière de développement régional. Cet organisme se doit de représenter les groupes régionaux qui s'intéressent au développement en se chargeant d'assurer une consultation et une concertation efficaces. D'autres données démontrent par ailleurs que le BAEQ a été un lieu de recrutement par excellence pour les paliers supérieurs de l'administration publique québécoise. Les cas de Guy Coulombe et de Jean-Claude Lebel donnent de la crédibilité à cette position; on les retrouve maintenant respectivement au poste de p.d.g. à l'Hydro-Québec et de président de la Société générale de financement.
25. C'est ainsi qu'un fonctionnaire provincial chargé de relocaliser les familles résidant dans les paroisses marginales et désillusionné par l'absence de développement devant accompagner ce programme gouvernemental sera embauché par le FRUL. Un peu plus tard, au moment où la SERV sera légalement instituée, il sera invité à y assumer les fonctions de gérant de la société. Il serait cependant inexact de se référer ici au phénomène de la colonisation.
26. Adrien Rioux, Le développement coopératif régional par les corporations de développement communautaire (Québec: Ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières, 1979), p.8.
27. Bruno Jean, "Pour une régionalisation du développement", Le Devoir, 29 mai 1980, p. 12.

28. Serge Côté, Benoit Lévesque, "L'envers de la médaille: le sous-développement régional", Interventions économiques, no. 8, printemps 1982, p. 75.
29. Jocelyn Lachance, "La loi 125, ses objectifs, son fonctionnement, ses applications", dans L'impact des lois 90 (zonage agricole) et 125 (aménagement-urbanisme) dans l'Est du Québec, (Rimouski: UOAR-GRIDEO, 1981).
30. Ibid., p. 119.
31. Supra, chapitre IV, pp. 215-216.
32. Conseil régional de développement de Québec, op.cit., p. 87.
33. Cet aspect sera discuté au chapitre V.
34. Robert Carrier, Théories et pratiques coopératives nouvelles: le cas du JAL. Thèse de M.A. (Sociologie), Université de Montréal, 1979, pp. 91-93.
35. M. Désy, M. Ferland, B. Lévesque, Y. Vaillancourt, La conjoncture au Québec au début des années 80: les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire (Rimouski: La librairie socialiste de l'Est du Québec, 1980), p. 163.
36. G. de Tilly, N. Alexandre, Evaluation socio-économique de JAL (Rimouski: OPDO, mai 1979), p. 56.
37. Clermont Dugas, "Développement communautaire et marginalisation dans l'Est du Québec", Communication présentée au colloque de l'association canadienne des sciences régionales. Université du Québec à Montréal, 6 juin 1980, p. 10.
38. Robert Carrier, op.cit., p. 96.
39. Louis Martin, "Le débat de Bané-Parizeau", Le Soleil, 15 décembre 1971, p. 22.
40. Lise Bourcier, Les organismes de gestion en commun et les problèmes de l'industrie forestière, document non-daté, p. 15.
41. "Dans la Matapédia avec Jean-Guy Gagnon", op.cit., p. 13.
42. Groupe de recherche en histoire, La colonisation pour le bois: des gens de la vallée de la Matapédia racontent leur histoire (Introduction 2) (Rimouski, 1982), p. 7.
43. Propos recueillis par Robert Carrier, "La coopérative du JAL: des rapports nouveaux entre la population et les travailleurs", Possibles, vol. 3, no. 3-4, 1979, p. 241.

44. Marc-André Morency, alors qu'il travaillait comme animateur au BAEQ, retenait cette expression pour décrire l'orientation que l'Etat provincial voulait donner à l'expérience de développement de l'Est du Québec. Morency exprimait, par ailleurs, de sérieuses réserves quant à l'utilisation d'une telle structure de participation au niveau de la région. "Théoriquement, il semble davantage valable de promouvoir un changement de mentalité par l'intermédiaire d'un prétexte structurel nouveau (...) que de tenter de divertir directement des corps intermédiaires à des fins de développement. D'autre part, une telle politique d'intervention effectuée dans une perspective idéologique, dans le cas d'une intervention étatique, serait susceptible de conduire à une forme de 'corporatisme par animation' ce qui évidemment ne devrait pas être toléré dans notre société. Voir: Animation sociale: l'expérience du BAEQ, Annexe technique no. 20 (Mont-Joli: BAEQ, 1966), p. 68. Se référer aussi à: J.M. Gourvil, "Une version technocratique de l'animation sociale: le BAEQ". Revue internationale d'action communautaire, vol. 2, no. 42, 1979, pp. 138-142.
45. Fernand Harvey, "Animation sociale et stratégies de développement régional dans l'Est du Québec", dans Benoit Lévesque, (dir.), op.cit., p. 294.

Chapitre V

L'évolution des forces politiques: tensions, conflits et contradictions

L'étude du mouvement populaire propre à l'Est du Québec mérite aussi d'être examiné en fonction des forces politiques en présence. Plus spécifiquement, l'étude des ODC comme solution de rechange à la restructuration de l'espace, comme façon de s'inscrire en faux contre les politiques de modernisation et comme forme d'opposition à la logique du capitalisme, permet de saisir plusieurs contradictions inhérentes au fonctionnement de l'Etat.

Les enjeux auxquels les régionaux ont dû faire face depuis la création du BAEQ, en 1963, ne se limitent pas seulement au combat mené pour assurer la survie des paroisses marginales. A un autre niveau, ils reflètent des réalignements de pouvoir considérables. Aussi, constate-t-on, qu'au cours des années soixante, les intellectuels organiques (technocrates) s'approprient certains pouvoirs au détriment des intellectuels traditionnels (notables, représentants politiques, prêtres). Les années soixante-dix indiquent une volonté politique d'effectuer un certain revirement et de revaloriser le rôle du député. Dans cette lancée, on voit les hommes politiques et les

technocrates rechercher le support des populations locales (bourgeoisie locale et groupes populaires). A cet égard, les ODC, via la remise en question de certaines politiques gouvernementales impopulaires, comme celle de la relocalisation, ont acquis des appuis importants auprès de la population rurale. D'où, l'intérêt que les bureaucrates et que les hommes politiques leur portent depuis quelques années. On veut s'en faire des alliés. Cela s'explique plus aisément lorsque l'on constate que les ODC s'étendent sur toute l'étendue du milieu rural; en fait, ils sont présents dans plus de 114 des quelques 200 municipalités de l'Est du Québec. C'est dans ce contexte que les affirmations de Harvey prennent tout leur sens.

Il semble bien que les différentes régions autres que celles de Montréal et de Québec aient commencé à prendre la parole, et à se définir de l'intérieur - plutôt que d'accepter passivement d'être définies de l'extérieur.

Cette montée du régionalisme va susciter des tensions entre l'Etat québécois et les régions au niveau de la définition d'objectifs de développement et de mise en oeuvre de politique. Ainsi, les pressions de la base ont déjà permis une modification de certaines de ces politiques, notamment en ce qui concerne l'aménagement forestier.¹

Les ODC constitueront un élément majeur dans cette remise en question des politiques de l'Etat. Cela s'avèrera nettement le cas, par exemple, lors des négociations pour l'obtention des permis d'aménagement - par opposition au déménagement - des territoires ruraux. De son côté, l'Etat optera pour l'intégration de ces groupes à ses politiques: la mise sur pied des Municipalités régionales de comté (MRC), dont le territoire recoupe généralement celui des ODC

constitue une expression de ce phénomène. Plus exactement, on remarque que les ODC du JAL, de l'Est du Lac, de la CART et de CAFT se retrouvent dans une seule MRC, que l'ODC de la Vallée se partage entre deux MRC et que les ODC de Taché, des Basques, de la Métis et des Monts se retrouvent dans trois MRC.²

Déjà, il nous a été donné de constater jusqu'à quel point les forces vives du milieu (ODC) occupent un rôle de premier plan auprès des populations locales, limitant de la sorte l'ascendance des instances gouvernementales et, dans une certaine mesure, des hommes politiques sur ces populations. Ce qui permet de définir le pouvoir non pas uniquement en fonction de la capacité d'un acteur à modifier le comportement d'autrui,³ mais plutôt de s'enquérir de la possibilité des acteurs "à intervenir en des points et en des lieux auxquels autrui n'a pas accès".⁴ Cette dernière remarque contredit certaines affirmations de Crozier qui, comme on l'a vu précédemment, reconnaît aux dirigeants au sommet des pouvoirs très étendus. Théoriquement, il faut convenir de la prééminence des pouvoirs du centre sur la périphérie alors, qu'en pratique, les dirigeants au sommet n'ont souvent d'autres alternatives que celle de s'en remettre à des structures ou à des groupes interposés. Aussi, peut-on plus facilement comprendre l'affirmation de Grémion à l'effet que les instances centrales (dirigeants au sommet) "n'ont pas de possibilité d'intervention directe auprès des groupes qui leur sont subordonnés".⁵ Cela étant dit, il demeure que les dirigeants au sommet, par l'intermédiaire des structures gouvernementales, sont capables d'une adaptation peu commune aux demandes régionales. Faut-il y voir là

l'influence des agents intermédiaires de l'Etat, ceux que Dulong a désigné par l'épithète, 'frustrés de l'Etat', ou encore s'agit-il plutôt d'une tentative par les représentants politiques de se garantir des appuis en région? Dans les deux cas une chose demeure: les représentants politiques et les bureaucrates cherchent à s'assurer des dépendances.

Au terme de cette recherche, il importe de faire ressortir l'évolution de la position des acteurs sur la scène régionale. Dans ce contexte, la présentation des rapports prévalant entre les ODC et l'Etat demeure pertinente et constitue un élément important dans la poursuite de cet objectif.

Précédemment, il nous a été donné de noter les nombreux remous occasionnés par la décision des groupes populaires d'exercer des pressions en vue de réaliser l'aménagement intégré des ressources dans l'arrière-pays du territoire-pilote. Il a aussi été question des tensions créées entre certains intérêts lors du choix des capitales régionales (plusieurs villes-candidates se faisant compétition), de la désignation des centres agro-forestiers (municipalités désignées vs municipalités non-désignées) ou encore lors de la mise sur pied des MRC (ascendance des municipalités urbaines sur les municipalités rurales).

L'émergence de ces différends sera l'occasion pour les forces politiques en présence de chercher à s'appropriier des pouvoirs plus étendus. Cette quête du pouvoir, on le sait, causa des confrontations importantes au cours de la dernière décennie. Cependant, les

rivalités nées de ces politiques gouvernementales, tout en laissant entrevoir des conséquences politiques majeures pour les forces politiques impliquées sur la scène régionale, permettent de mieux cerner la dynamique sous-jacente et de dégager les enjeux régionaux en découlant.

L'étude des rapports entre l'Etat et les groupes populaires représente donc un lieu commun permettant de mieux interpréter les enjeux en cause au palier régional. En effet, c'est en prenant comme point de départ l'analyse de ces rapports qu'il est possible de rendre compte de la dynamique politique sous-jacente aux rapports de force en présence. C'est ainsi par exemple qu'on voit l'Etat, par l'intermédiaire de ses structures d'encadrement (BAEQ, CAREQ, CRDEQ, ODEQ, OPDQ, etc) chercher à s'approprier de plus amples pouvoirs. Aussi, verra-t-on, les notables locaux (députés/représentants locaux), représentés fréquemment par l'Union des municipalités du Québec (UMO), par l'Union des conseils de comté (UCCQ) et plus récemment par les MRC, vouloir solidifier leurs bases dans les régions. Finalement, les forces vives du milieu (ODC, SAIREQ, syndicats)⁶ prendront part au débat en remettant en cause plusieurs des rapports prévalant entre les notables locaux, l'Etat et la population des milieux ruraux. En fait, c'est entre ces trois protagonistes que s'engageront plusieurs des débats cruciaux auxquels il a été permis d'assister au cours des dernières années.

C'est donc en prenant comme point de départ l'étude des rapports entre l'Etat et les groupes populaires, qu'il est possible de mieux comprendre la dynamique sous-jacente aux relations de pouvoir s'établissant entre les forces notabiliaires, les bureaucrates et les forces vives du milieu (voir graphique 5.1) Trois grandes tendances caractérisent la période s'étendant de la Révolution tranquille à nos jours. Il s'agit en l'occurrence d'une première phase de technocratisation du pouvoir, suivie par une phase de restitution croissante du pouvoir aux forces notabiliaires pour, dans une troisième phase, voir la technobureaucratie et les forces notabiliaires tenter de capitaliser sur l'ascendance des groupes populaires dans le milieu rural.

a) Technobureaucratisation du pouvoir

Il est habituellement admis que l'expansion de l'appareil bureaucratique québécois⁷ au cours des années soixante avait pour but de procurer à la classe moyenne montante de nouveaux lieux de pouvoir. La poursuite de cet objectif devait permettre à cette classe (technocrates, professeurs, membres de professions libérales, etc.) de s'assurer des postes au sein d'un Etat en pleine expansion, tout en cherchant à distancer le clergé et les notables de leur ancienne position d'autorité.⁸ Faisant le même constat, Divay et Léveillé, suivant en cela l'interprétation habituelle, confirment dans les termes suivants les dernières propositions.

GRAPHIQUE 5.1

POSITION DES ACTEURS AU NIVEAU DU POUVOIR LOCAL ET REGIONAL

Acteurs	Etat technobureau- cratie	Notables maires/députés	Forces vives groupes populaires/ syndicats
Paliers			
Local		Maires Représentants municipaux	ODC
Supra- municipal (régional)	BAEQ CRDEQ ODEQ-OPDQ- CAREQ MEÉR	députés fédéraux députés pro- vinciaux UCCQ UMQ	SAIREQ UPA SPB
	MRC Conseil régional d'intervention		

Cette classe montante prend conscience que l'appareil étatique québécois peut constituer un tremplin idéal pour se libérer de ses anciens maîtres cléricaux et autres puissances notabiliaires locales et pour consolider, à partir d'une bureaucratie centrale, l'emprise qu'elle a déjà commencé à exercer sur la société québécoise; cette conviction intéressée est, par la suite, transmise à des publics de plus en plus larges sous la forme d'un discours axé sur l'urgence du rattrapage collectif et sur la capacité collective de réaliser, à l'aide du levier étatique, un processus de réappropriation d'un ensemble de ressources et de centres de décision.⁹

Dans le cas du territoire-pilote, le 'quadrillage bureaucratique'¹⁰ s'effectuera en trois étapes principales: mise sur pied du BAEQ, création du CRDEQ et de l'ODEQ et, finalement, l'instauration de la CAREQ. Chacune de ces étapes constituera une tentative par l'Etat de procurer à la technobureaucratie des lieux d'intervention convoités par plusieurs. Soulignons, à ce propos, que les gains réalisés par la technobureaucratie se traduiraient principalement par une perte de pouvoir et/ou de prestige pour les notables locaux et les députés.

L'expérience du BAEQ se veut très révélatrice à ce sujet. Voyant leur pouvoir diminuer, les députés, les représentants municipaux et les Chambres de commerce s'opposent souvent à la présence des animateurs et des planificateurs du BAEQ. Benjamin, dans une étude intitulée Planification et politique au Québec, confirme en partie ces affirmations lorsqu'il rappelle que "les députés ont été portés à considérer comme inopportune la présence des planificateurs dans leurs comtés".¹¹ Il sera, en fait, très difficile de calmer les craintes des forces traditionnelles, pour la bonne et simple raison que toute l'opération avait été faite en marge de ces corps et, dans une bonne

mesure, contre eux.¹² Cette situation demeure surprenante à prime abord surtout si l'on considère que les pressions exercées en vue d'une planification réelle à l'échelle de la province originaient fréquemment de ce milieu. Or, une fois située dans le contexte du rattrapage collectif, objectif poursuivi par la bureaucratie, cet effort de dissocier les notables s'explique plus aisément. Un ex-animateur au BAEQ ira jusqu'à décrire cette expérience comme la réalisation d'un projet technocratique.

Les rapports des comités locaux et de zone s'empilaient sur mon bureau; on discutait avec les aménagistes comment on pourrait analyser ces rapports. Mais, ceux-ci avaient déjà préparé l'esquisse du plan. Tous les rapports provenant de la base ont été rejetés. C'est devenu sérieux: le rêve technocratique prenait le dessus.¹³

L'opération de technocratisation se poursuivra au cours de la période de l'après-BAEQ. C'est dans cette foulée, en outre, que le CRDEQ, né en 1967 de la fusion entre le COEB (Conseil d'orientation économique du Bas St.-Laurent) et le CREEGIM (Conseil régional d'expansion économique de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine) sera institué. Cet organisme, étant donné la nature de son mandat, se verra coïncider entre les revendications du milieu, qu'il se doit de représenter auprès de l'Etat, et l'Etat lui-même. Reconnu officiellement comme l'interlocuteur privilégié en matière de développement régional, le CRDEQ s'efforcera à encadrer toutes les initiatives régionales au sein de sa structure. L'émergence du mouvement populaire de l'Est du Québec représente un constat d'échec partiel puisque, comme l'affirmait une personne du milieu: "Si le CRD avait rempli son rôle, on n'aurait pas eu besoin des Opérations Dignité".¹⁴

Dans un rapport présenté récemment au conseil d'administration du CRDEO, on souligne que l'organisme a surtout joué un rôle de désamorceur dans le territoire-pilote.¹⁵ La collaboration du CRDEO avec les pouvoirs en place (ministères décentralisés), particulièrement de 1967 à 1973, incitera de nombreux organismes de la région à se retirer de cette structure de représentation. Ou'il suffise de relever les cas des Conseils de comté, des Chambres de commerce,¹⁶ ou de se référer au refus des groupes populaires d'y participer pleinement.¹⁷

Le CRDEO cherchant à faire peau neuve renforcera par la suite sa formule de représentation. Il veillera à mettre sur pied divers conseils spécialisés (culture, loisirs, forêt, environnement, communications, aménagement intégré, municipalités) et une structure d'encadrement regroupant les associations syndicales (UPA, CSN, FTO, CEO), patronale (CDE), coopérative (Union régionale des caisses populaires) et communautaires (Jeune chambre, Société nationale de l'Est du Québec). Cette ouverture à une représentation à la fois territoriale et sectorielle ne semble cependant pas avoir eu les effets escomptés au départ.

Au cours de sa période de formation, la tâche du CRDEO sera d'autant plus malaisée que les députés, voyant leur rôle diminué au profit de la technocratie montante, "ont voulu empêcher les conseils régionaux de développement d'avoir le moindre pouvoir".¹⁸ Se faisant le porte-parole des notables locaux et des représentants politiques, Maurice Tessier, alors qu'il venait d'être nommé ministre responsable à l'ODEO, exprimera le désir de redonner à ces derniers le pouvoir qu'ils possédaient auparavant au niveau de la prise de décision.

A l'avenir, quant à moi, comme ministre responsable de l'ODEQ, ce ne sera plus le CRD qui sera mon interlocuteur, mais j'écouterai tous les autres, comme les députés, les conseils municipaux et les chambres de commerce qui, eux, sont des connaisseurs auprès de la population.¹⁹

Cette affirmation laisse entrevoir, déjà au début des années soixante-dix, la présence d'un certain malaise au niveau de l'exercice du pouvoir local et régional. En outre, on retient aussi une volonté clairement exprimée de redonner le pouvoir, pouvoir qui leur échappe d'ailleurs, aux élites traditionnelles et, en particulier, aux maires, aux députés et aux chambres de commerce.²⁰

A cela, il faut ajouter que la venue de nouvelles structures régionales, comme celles de l'ODEQ et, subséquemment, de la CAREQ, aura pour conséquence d'accentuer les frictions entre les notables locaux/députés et les technocrates: le rôle de premier plan occupé par ceux-là sur les scènes régionale et locale ayant considérablement diminué au profit des technocrates. D'où il découle que la mise en place d'une administration régionale signifiait un affaiblissement de la capacité d'intervention, d'autres diront de patronage,²¹ des élites traditionnelles. "Coulombe a très bien saisi la présence de cette dimension dans son étude sur l'aménagement du territoire au Québec.

La régionalisation administrative n'est pas seulement en butte à l'inertie des ministères devant la réforme exigée, elle doit aussi faire face à un réveil des forces traditionnelles et de l'esprit de clocher. Il semble que les élites traditionnelles - députés provinciaux et fédéraux, maires et organisateurs des partis politiques - ont saisi le danger que représente, pour eux, la présence sur leur territoire de fonctionnaires groupés dans ces capitales régionales. En effet, le regroupement administratif pourrait signifier, s'il est appliqué pleinement, la fin du rôle d'agent de liaison que jouait le député ou celui qui pouvait intercéder à Québec et revenir dans son comté ou sa municipalité en distribuant les faveurs obtenues grâce à son intervention.²²

L'interprétation de Coulombe permet de rendre compte des manoeuvres politiques des élites traditionnelles au moment de la mise sur pied d'une structure de développement 'planifié' dans l'Est du Québec. A ce moment, de vives polémiques s'engageront à l'échelle du territoire. Un des principaux protagonistes se retrouvera en la personne du député-maire de Rivière-du-Loup, Rosaire Gendron, qui mène une contre-attaque soutenue contre les revendications du BAEQ à l'effet de créer un conseil de développement unicéphal pour l'Est du Québec. Il propose de subdiviser le territoire en trois sous-régions autonomes afin de permettre à sa ville de se soustraire au contrôle de la capitale régionale que serait Rimouski.²³

Au fur et à mesure que des décisions seront prises à l'effet de rationaliser les infrastructures existantes et de privilégier certains centres aux dépens de certains autres, les résistances se feront de plus en plus fortes chez les forces traditionnelles. L'importance de ces forces n'étant pas à sous-estimer au niveau politique, l'Etat n'a souvent d'autres choix que de composer avec elles. "Ces forces traditionnelles, rappelle Coulombe, ont démontré leur habileté à influencer les populations concernées, ce qui leur permet de bloquer les décisions du gouvernement qui n'ose pas risquer un affrontement avec ceux sur qui il s'appuie en période électorale".²⁴

Les rapports prévalant entre l'OPDQ et les hommes politiques méritent aussi d'être retenus pour les fins de la présente analyse étant donné que leurs responsabilités et que leurs conceptions des choses s'entrechoquent fréquemment. Baccigalupo, dans une étude portant sur l'administration publique au Québec, distingue trois problèmes d'importance à ce niveau.

L'OPDO accomplit dans les régions où il effectue des missions, des tâches que l'élu local considère souvent comme une véritable 'chasse gardée'.

En outre, l'OPDO entre en contact et encourage au niveau régional l'émergence de forces nouvelles de nature socio-économique (CRD par exemple), d'où peuvent surgir, un jour prochain, des candidats dangereux pour le parlementaire en place.

En troisième lieu, les animateurs sociaux chargés d'établir et d'entretenir des relations avec les populations en matière de planification défendent et propagent très souvent des idées 'avancées' pas toujours très favorables à l'idéologie politique dominante.²⁵

On comprendra l'appréhension de plusieurs hommes politiques et notables locaux de voir le phénomène de bureaucratisation prendre de l'ampleur dans les régions. On se souviendra, de plus, que les derniers changements structurels, comme ceux de l'instauration du CRDEQ, de la mise sur pied du BAEQ, de la création de l'ODEQ ou de la mise en place de la CAREQ, n'ont guère revalorisé le rôle des députés et des notables locaux. Dans le cadre d'une série d'articles portant sur les résultats obtenus suite à la signature de l'Entente Canada-Québec, Gagnon appuie ces dernières remarques.

Cette équipe de jeunes universitaires qualifiés de contestataires par les hommes politiques fut très mal accueillie par les députés du territoire. Ces derniers voyaient dans le BAEQ une perte de prestige pour eux-mêmes. Ils se sont donc tenus à l'écart des travaux du BAEQ.

Encore aujourd'hui, la majorité des députés du territoire ne tiennent pas compte du travail de la conférence administrative régionale et du Conseil régional de développement de l'Est du Québec.²⁶

L'orientation des forces politiques nouvelles vers l'élaboration d'une société technocratique - prétendument située à l'extérieur de tout débat idéologique - représente une victoire importante de la technobureaucratie sur les forces traditionnelles et sur les forces

vives. Cette nouvelle direction devait cependant avoir des conséquences fort déterminantes pour le développement de l'Est du Québec. Ce qui amène Plotte à faire ressortir deux des principaux objectifs poursuivis par le BAEQ.

La solution des problèmes de la région réside dans la rationalisation de ses rapports socio-économiques: il ne s'agit pas de changer le système, mais de le rendre opératoire. (...)

Cette volonté de rationaliser les rapports socio-économiques de la région avait deux corollaires. D'une part, les animateurs ont comme tâche d'introduire à cette nouvelle rationalité la population pour qu'elle puisse accepter le plan qui serait tracé par les chercheurs (...) D'autre part, les aménagistes doivent 'animer' les hauts fonctionnaires et les ministres pour les rendre fonctionnels, afin que le plan puisse être accepté et appliqué par le gouvernement.²⁷

Ce qui nous reporte à deux questions soulevées précédemment, à savoir le peu d'enthousiasme des élites traditionnelles à apporter des changements à la situation existante et l'effort de moderniser la structure économique de la région.²⁸ La restructuration spatiale et la rationalisation des activités économiques sous-tendent donc les enjeux régionaux et constituent des points de référence majeurs permettant de mieux cerner la résistance des intérêts locaux à un développement planifié.²⁹

A un autre niveau, on ne peut taire les conflits survenant entre les députés appartenant aux différentes formations politiques actives sur le territoire et opérant, selon le cas, sur les scènes fédérale ou provinciale. Soulignons, à ce propos, que les principaux conflits à se présenter opposèrent d'une part des représentants du Parti libéral du Québec (PLO) et du Parti québécois (PQ) et, d'autre part, des députés du Parti libéral du Canada (PLC) avec des représentants du PQ et du PLO (voir tableaux 5.1 et 5.2).

TABLAU 5.1
REPRESENTANTS POLITIQUES

Provincial	1970				1973				1976				1981			
	Comté	G.D. Lévesque	PLQ	G.D. Lévesque	PLQ	G.D. Lévesque	PLQ	G.D. Lévesque	PLQ	G.D. Lévesque	PLQ	G.D. Lévesque	PLQ	G.D. Lévesque	PLQ	G.D. Lévesque
Bonaventure		Avocat/commerçant														
Gaspé Nord		F. Gagnon	UN													
Gaspé Sud		Agent de succursale														
Matane		G. Fortier	PLQ													
Matapédia		Maire/médecin														
Rimouki		J. J. Bienvenue	PLQ													
Témiscouata		Avocat														
Kamouraska		B. Arseneault	PLQ													
Rivière-du-Loup		Homme d'affaires														
Iles-de-la-Madeleine		M. Tessier	PLQ													
		Maire/avocat														
		J.M. Simard	UN													
		Maire/préfet de comté														
		Homme d'affaires														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													
		Dentiste														
		L.P. Lacroix	PLQ													
		Comptable														
		J.M. Pelletier	PLQ													
		Maire														
		P. Lafrance	PLQ													

TABLEAU 5.2

REPRESENTANTS POLITIQUES

	1972	1974	1979	1980
<u>Fédéral</u>				
Comté				
Bonaventure-Iles-de-la-Madeleine	A. Béchard Notaire	A. Béchard PLC	R. Bujold Avocat	R. Bujold PLC
Caspé	A. Cyr Secrétaire-comptable	A. Cyr PLC	A. Cyr PLC	A. Cyr PLC
Matane	P. de Bané Avocat	P. de Bané PLC	P. de Bané PLC	P. de Bané PLC
Rapouski	E. Allard Hôtelier	E. Allard CS	E. Allard CS	E. Côté Secrétaire-exécutive
Kamouraska	C.E. Dionne Mûcheron	C.E. Dionne CS		
Rivière-du-Loup	R. Gendron Maire/comptable	R. Gendron PLC	R. Gendron PLC	R. Gendron PLC

Note: PLC: Parti libéral du Canada
PCC: Parti conservateur du Canada
CS: Crédit social

Source: P.G. Normandin, ed., Canadian Parliamentary Guide, Ottawa
Guide parlementaire

Du côté provincial, on constate le peu d'entrain des députés libéraux lorsqu'il s'agit pour ceux-ci de prendre position contre les changements survenus depuis le début de la Révolution tranquille. Au même moment, le Parti québécois cherche à capitaliser sur la position plus ou moins confortable du PLQ pour proposer, si porté au pouvoir, de mettre de l'avant des réformes allant dans le sens d'une plus grande décentralisation, tout en confiant ces responsabilités aux notables locaux.

Du côté fédéral, on remarque qu'en dépit de la 'non-visibilité' au début, des interventions fédérales au niveau régional (par l'intermédiaire du MEER), celles-ci seront déterminantes et prépondérantes en ce qui a trait à l'élaboration et au financement du plan de développement.³⁰ Spécifions, toutefois, que les années suivant l'accession du Parti québécois au pouvoir se distingueront nettement des précédentes en ce que le fédéral, comme le provincial d'ailleurs, s'efforcera de retirer le maximum de bénéfices possibles de ses interventions dans le milieu régional.

Un retour sur l'après-expérience du BAEO fait ressortir un conflit particulièrement intéressant, soit celui survenu entre les leaders-curés des municipalités rurales et les députés provinciaux élus par ces mêmes populations, au cours de la période de formation et de développement des Opérations Dignité. Exaspéré, le député des Haies-de-la-Madeleine, Louis-Philippe Lacroix, déclarera: "Les curés et les vicaires, on s'en sacre. S'ils veulent gouverner, eh bien! Qu'ils se fassent élire".³¹ Subséquentement, la publication du Manifeste de Matane (voir annexe III) incitera les députés libéraux, unionistes et

créditistes à qualifier les organisateurs de cette manifestation de 'fomentateurs de troubles'. Or, ces organisateurs se recrutèrent chez les maires, les conseillers municipaux et les prêtres de la région et visaient rien de plus que la sensibilisation des deux principaux paliers gouvernementaux aux problèmes sévères affectant l'économie de l'Est du Québec.

Seul de Bané se fera à ce moment l'allié des curés et des notables;³² en retour, il recevra un appui presque indéfectible de ces deux groupes lors de ses campagnes électorales. C'est donc dire que la décision prise par de Bané, au moment de la mise sur pied des Opérations Dignité à l'effet de joindre le mouvement, lui sera très bénéfique. Il se défend cependant d'avoir été un opportuniste.

Je couche avec les comités de citoyens, moi [Parizeau] couche avec d'autres. C'est son affaire. Chacun son affaire. Tout le monde ici peut confirmer le fait, il est faux de dire que j'ai rejoint les comités de citoyens au moment où il se sont avérés des succès. J'étais là au début, quand le risque était grand. Je ne suis pas un opportuniste.³³

Plusieurs reprocheront à de Bané de vouloir se faire du capital politique. Mais n'est-ce pas là justement le propre de l'homme politique que de chercher à trouver des appuis pour assurer son élection ou sa ré-élection? Néanmoins, il importe de souligner que l'action de de Bané à participer à démystifier le pouvoir. A cet égard, son action aura été très considérable: "le pouvoir, c'est un rapport de forces qui s'organisent", dira-t-il.³⁴ Cependant, ses interventions aliéneront plusieurs députés des comtés voisins, comtés

qu'il parcourera d'ailleurs afin de rallier leurs populations au mouvement populaire. Les altercations seront toutes aussi colorées les unes que les autres. Contentons-nous de mentionner que les Tessier, Lacroix, Cyr et Arsenault n'étaient pas très enchantés par les incursions répétées de de Bané dans leur comté respectif.³⁵

Le phénomène de Bané donnait par ailleurs certains tracés aux hauts représentants du Parti québécois, surtout que l'action de ce dernier recevait souvent le concours et l'appui de militants péquistes.³⁶ La crainte du PQ s'explique en partie du fait qu'il ne tenait pas à ce que les comités de citoyens, qui attirent habituellement les forces sociales les plus engagées, délaissent leur formation politique pour emprunter cet autre moyen d'action afin d'exprimer leur insatisfaction avec le pouvoir en place. Le PQ voulait en fait pouvoir mobiliser les mécontents pour réaliser des gains électoraux. Finalement, ces groupes supposément a-politiques restreignaient les possibilités de recrutement du PQ qui cherchait, il faut en convenir, à recruter des leaders du milieu; d'où un certain froid, au départ, à l'égard des forces vives.

b) Restitution croissante du pouvoir aux forces notabilliaires

Parallèlement à la technocratisation de l'appareil gouvernemental et à la progression des conflits entre les différentes formations politiques, l'évolution des forces vives et le regain de vie des forces traditionnelles comme pouvoir d'influence au niveau régional se feront de plus en plus marquants. Soulignons cependant le peu d'intérêt exprimé par les organismes de développement

communautaire de s'engager dans l'action politique électorale. Il semble qu'ils préfèrent s'en remettre aux forces traditionnelles. Dans ce contexte, il faut retenir le pouvoir accru que l'Union des municipalités du Québec (UMQ)³⁷ et que l'Union des conseils de comté du Québec (UCCQ)³⁸ sont en voie de s'assurer sur la scène régionale. Conséquemment, on note que les rencontres avec le monde municipal seront graduellement valorisées par le parti ministériel. Aussi, le PLO organisera-t-il la première conférence provinciale-municipale au mois de mai 1971. Une deuxième conférence sera convoquée pour le mois de mai 1975, précédant la défaite électorale du PLO, alors que les politiques gouvernementales étaient remises en question par plusieurs acteurs sur la scène régionale.

Le gouvernement libéral de l'époque voulait faire disparaître les conseils de comté pour les intégrer aux régions administratives. Ce projet de réforme, on s'en doute, ne recevra pas l'assentiment des notables locaux. Cette réforme aurait assuré au gouvernement l'approbation finale concernant les décisions prises en matière d'aménagement régional (par l'intermédiaire des régions administratives), d'aménagement sous-régional (par l'intermédiaire des regroupements municipaux) et d'aménagement local.³⁹ Aussi, par ce projet de réforme, originant d'ailleurs de la période unioniste sous l'étiquette du projet REMUR (Renouveau municipal et urbain):

Le gouvernement s'attaque à l'ensemble du monde municipal, incluant les milieux ruraux, alors que les interventions ad hoc qui ont caractérisé la période unioniste de 1966 à 1970 s'étaient adressées surtout aux grandes agglomérations, où les bases du parti au pouvoir se sentaient moins menacées que ne l'étaient le gouvernement libéral après 1970.⁴⁰

Les conséquences d'une telle opération étaient considérables puisque le PQ allait profiter du malaise engendré dans plusieurs de ces milieux pour solidifier ses bases en région (voir tableau 5.1).

Les partis politiques, ministériel et d'opposition, devront désormais composer avec les forces en présence sur la scène régionale. Deux chercheurs à l'INRS-Urbanisation, spécialistes par surcroît de la réforme municipale au Québec depuis le début des années soixante, décrivent les deux principaux corps intermédiaires existant au palier municipal, UCCQ et UMO, comme des groupes fortement politisés. Ces auteurs indiquent de plus que la préférence de chacun de ces deux corps intermédiaires va pour des formations politiques différentes; d'où l'importance pour celles-ci de chercher à faire des gains auprès des deux organismes municipaux.

Le monde municipal représenté par l'Union des conseils de comté, quant à lui, adoptera constamment à l'égard des stratégies et des propositions de concertation de l'Union des municipalités (urbaines) du Québec une attitude de méfiance presque aussi totale que celle qu'il a progressivement apprise à entretenir à l'encontre des initiatives du gouvernement central. Parallèlement à ce clivage, les courants politico-idéologiques et les adhésions partisans continueront à départager les élus regroupés dans l'U.C.C.Q. et l'U.M.O. en unionistes et libéraux et, plus récemment, en fédéralistes (anti-péquistes) et souverainistes (péquistes).⁴¹

On voit donc l'importance pour les formations politiques de faire simultanément une percée aux niveaux rural et urbain. Cette nécessité de se maintenir ou de s'imposer sur la scène régionale amènera les hommes politiques à atténuer leurs propositions de réforme afin de s'assurer, au préalable, l'appui des notables locaux. Les termes de fusion des municipalités et de disparition des conseils de comté seront bannis du langage; on parlera désormais de consolider

le milieu rural et de renouveler les conseils de comté. Un des premiers à faire les frais de ces changements sera Maurice Tessier, ministre des Affaires municipales de 1970 à 1973 dans le premier cabinet Bourassa, lequel chantait les mérites des grandes réformes sur le plan municipal: il fera partie d'un premier remaniement ministériel. On ne pouvait s'aliéner davantage les édiles municipaux alors qu'au même moment leur support était recherché par les autres formations politiques.

Au cours des campagnes électorales de 1970, 1973 et 1976, le Parti libéral et le Parti québécois rivaliseront de charme auprès des élus locaux: la participation de ces derniers aux manifestations partisans sera recherchée et publicisée, alors que la décision d'un maire rural ou urbain de se porter candidat pour l'un ou l'autre parti sera présentée comme une grande victoire dans la lutte de plus en plus polarisée qui caractérise les années soixante-dix.⁴²

Le Parti québécois saura profiter des circonstances en prenant l'engagement de procéder, si porté au pouvoir, à la décentralisation du pouvoir au niveau des régions. Cette plate-forme électorale semble avoir eu beaucoup de succès pour ce parti si l'on se fie aux résultats obtenus dans l'Est du Québec à l'élection de 1976 (voir tableau 5.1). Le discours inaugural de mars 1977 viendra confirmer les intentions du gouvernement Lévesque de procéder dans cette voie. La réforme mise de l'avant par le parti ministériel, même si d'une certaine importance au départ, n'aura pas l'envergure qu'on lui avait laisser entendre.⁴³ Néanmoins, trois réformes feront l'objet d'une attention spéciale: réforme fiscale (loi 57), réforme électorale (lois 44 et 105), et, finalement, réforme portant sur le zonage agricole et l'aménagement-urbanisme (lois 90 et 125).

La réforme fiscale est probablement la pierre angulaire sur laquelle se base les changements survenus et à venir dans le monde municipal. Désirant ne pas s'aliéner les pouvoirs municipaux, le parti ministériel leur garantira de nouvelles sources de revenu devant répondre aux besoins locaux. Conscient du désir des notables locaux de regagner leur prestige, le gouvernement abordera la question de la fiscalité à sa première rencontre provinciale-municipale, intitulée 'Québec-Municipalités', de juin 1978. Cette réforme se résume pour l'essentiel au passage de l'impôt foncier, perçu auparavant par les commissions scolaires, aux municipalités. Ce qui est loin de signifier qu'il y ait eu décentralisation du pouvoir; il s'agit plutôt dans ce cas d'un réaménagement du pouvoir.

En fait, la réforme fiscale préparera la voie à la collaboration des forces traditionnelles au maintien du statu quo, c'est-à-dire la persistance de la centralisation. A défaut de voir le parti ministériel réaliser ses promesses en ce qui regarde son projet de décentralisation, touchant les secteurs des affaires sociales, de l'éducation, des loisirs et des affaires municipales, tel que promis au cours de son premier mandat, les notables locaux devront se contenter d'une certaine décentralisation au niveau de l'aménagement. Notons que même cette dernière responsabilité sera fortement limitée par la ratification de la loi 90 portant sur le zonage agricole.

Le gouvernement même s'il s'est départi de la responsabilité de préparer des schémas régionaux, n'en conserve pas moins un rôle important. En vertu de la loi 125, le gouvernement, ses ministères et mandataires sont tenus d'indiquer aux MRC leurs orientations en matière

d'aménagement ainsi que leurs projets d'équipements, d'infrastructures et d'aménagement. Le ministre d'Etat à l'Aménagement, à titre de ministre désigné, doit voir à la préparation de ces documents et avis à transmettre aux MRC, par l'entremise du ministère des Affaires municipales, et s'assurer que ces documents répondent aux préoccupations du gouvernement, notamment en matière de développement des régions, tout en respectant la démarche des MRC⁴⁴

On oblitère en quelque sorte ce que l'on venait à peine de faire miroiter aux édiles municipaux. Quesnel-Ouellet défend une position semblable lorsqu'elle affirme: "la loi [90] introduit cependant une brèche importante dans l'autonomie locale. Elle confie à une commission provinciale la protection du territoire agricole, et force les municipalités à faire approuver leur plan de zonage agricole par le gouvernement".⁴⁵ Il reste bien peu donc du projet de décentralisation proposé par le parti ministériel à son arrivée au pouvoir. Seule la loi portant sur la réforme électorale paraît vouloir revaloriser le pouvoir local. En ce sens, elle propose l'implantation des partis politiques sur la scène municipale et l'obligation pour ces partis de rendre compte des dépenses encourues lors des élections à ce palier. On en sait encore trop peu sur les conséquences que pourraient avoir ces changements pour pouvoir se prononcer catégoriquement à leur sujet cependant.⁴⁶

Le parti ministériel est en voie de réaliser un tour de force en laissant croire à une décentralisation majeure des pouvoirs de l'Etat en région. Or, voici que son projet de décentralisation se résume à peu de chose. Comme il a été précédemment souligné, les MRC se

voient confier des responsabilités au niveau de l'aménagement, mais elles doivent répondre de leurs décisions au Ministre d'Etat à l'aménagement. Par ailleurs, les MRC reprennent à leur charge les responsabilités qui allaient auparavant aux conseils de comté, soit l'évaluation foncière, les travaux d'assainissement des eaux et la gestion des déchets. De plus, la loi 12, promulguée en décembre 1980, limite strictement les pouvoirs des MRC à ces trois domaines.⁴⁷ Cette situation cadre bien mal avec les propositions que l'on retrouve dans le programme officiel du Parti québécois. A ce propos, le programme parle de reconnaître aux MRC dix compétences principales: la planification et l'aménagement, la promotion économique et les fonds industriels, la voirie régionale, le secteur de l'habitation, y compris la relocalisation, l'environnement, le transport en commun, l'administration de services et équipements communautaires, la promotion et l'aménagement touristiques, l'administration des pêches commerciales et, en dernier lieu, l'administration des corps policiers régionaux.⁴⁸

A cette date, on est très éloigné de la réalisation de ces objectifs. On se retrouve plutôt face à une tentative par l'Etat non pas de décentraliser, mais de centraliser davantage. L'édification des MRC laisse par surcroît présager d'une ascendance encore plus marquée des municipalités urbaines sur les municipalités rurales. Un passage de Dugas vient donner de la crédibilité à cette interprétation.

On peut aussi prévoir que l'obligation pour les villes et les municipalités rurales de planifier ensemble va entraîner de sérieuses difficultés dans de nombreux secteurs du Québec. Le poids démographique des villes et leurs équipes de fonctionnaires spécialisés risquent fort d'avoir raison de toute velléité d'affirmation des localités rurales (...) Chose certaine, des municipalités rurales se verront imposer des orientations d'aménagement non recherchées et non voulues. Ces orientations pourraient même aller en région périphérique jusqu'à accélérer la déstructuration de certaines localités au profit d'une urbanisation accrue des villes et centres de services.⁴⁹

Cette dernière incursion de l'Etat rappelle étrangement, sous le couvert d'une loi 'décentralisatrice', les politiques de relocalisation et de concentration des populations mises de l'avant au début des années soixante-dix. On imagine facilement ce que peut signifier la mesure gouvernementale à l'effet de permettre la construction d'habitations seulement dans les endroits où il existe déjà les facilités nécessaires, c'est-à-dire la présence d'un réseau d'aqueduc et d'égout. La position officielle sera d'affirmer qu'il s'agit, en pareil cas, d'empêcher que ne se reproduise l'éparpillement des centres résidentiels, comme c'était souvent le cas au cours des années soixante-dix, d'où une tentative de limiter les coûts prohibitifs engendrés par une telle pratique. En réalité, l'Etat fait d'une pierre deux coups puisqu'il empêche que ne se reproduise la dispersion des populations sur le territoire du Québec, tout en incitant les gens habitant les paroisses en décroissance à se diriger vers les centres - urbains - déjà équipés. Dugas, qui a fait du problème de la dispersion l'objet d'une dissertation sur l'Est du Québec, y va de constatations analogues.

La loi [125] impose des plans d'urbanisme à toutes les municipalités faisant partie d'une municipalité régionale de comté. Une telle mesure n'est pas indispensable partout pour faire respecter les grandes orientations du schéma notamment dans ces localités agricoles, forestières ou agroforestières à forte décroissance démographique. Le problème de ces milieux n'est pas de contrôler l'expansion de l'habitat et l'aménagement de l'espace mais d'éviter le vidage complet des habitations existantes.⁵⁰

c) La technobureaucratie en quête du support des groupes populaires

Derrière les décisions prises par le parti ministériel à Québec eue égard à la décentralisation, on peut identifier deux orientations majeures. Il s'agit premièrement d'une tentative de l'Etat de retirer certains pouvoirs à la technobureaucratie pour les passer aux notables locaux et aux députés et, deuxièmement, d'un effort de court-circuiter les groupes populaires. Ce vers quoi nous nous tournons maintenant.

Aussi, verra-t-on le parti ministériel proposer à plusieurs reprises de réorganiser le pouvoir en région. Cette réforme, on l'a vu, a été édulcorée. Plus près de nous cependant, on note la volonté du parti ministériel de créer des liens avec les forces notabilliaires en province, tout en s'assurant une meilleure représentation des hommes politiques au niveau local. Telle serait, en fait, la raison pour vouloir instituer la Conférence régionale d'intervention. Le ministre d'Etat à l'aménagement, François Gendron, en charge de cette réforme admet dans un mémoire présenté dernièrement au Conseil des ministres:

Si la région communautaire de base est l'assise de la MRC, il existe au niveau des régions administratives (ajustées éventuellement) un autre niveau de concertation des efforts de développement des gens des régions. Il importe de pouvoir associer à ce niveau de la région de concertation, les préfets des MRC et les députés québécois à l'intérieur d'un même conseil. Ce conseil régional d'intervention aurait pour tâche de concerter les efforts du milieu en matière de développement des régions et d'apporter des solutions à certains problèmes régionaux.⁵¹

Ce conseil d'intervention, si effectivement institué, aura pour fonctions de définir les orientations et les priorités en matière de développement régional, de prendre à sa charge la responsabilité du fonds de développement régional (FDR) et d'informer le gouvernement dans le cas d'améliorations à certains programmes provinciaux à incidence régionale.⁵²

La venue de ce conseil régional d'intervention, réunissant par régions d'appartenance les préfets et les députés, viendrait politiser toute l'opération de décentralisation, et par conséquence le développement régional, et créer de nouvelles dépendances non plus, dans ce cas, à l'égard des administrateurs régionaux, mais des notables locaux et des députés de la région. La perspective d'un tel changement est remise en question par plus d'un acteur. Les Conseils régionaux de développement associés du Québec (CRDAQ) ont été les premiers à faire connaître leur mécontentement. Outre le fait qu'ils risquent de perdre leur raison d'être,⁵³ ils y voient-là un geste trop politique.

D'abord, les intérêts du milieu régional ne sauraient être cernés que par les politiciens et d'autre part, dans la forme actuelle de parlementarisme, on risquerait de voir des régions administrées par une table de préfets et de députés de l'opposition; il est évident que de telles possibilités freineraient grandement l'essor du milieu (...)

A notre avis le Conseil régional d'intervention devrait être formé des représentants de tous les secteurs et être un peu plus autonome du pouvoir politique, sinon, nous risquons de détruire le dynamisme régional et d'avancer par en arrière.⁵⁴

Ce qui nous amène au deuxième objet de la réforme envisagée, soit le désir de déstabiliser les groupes populaires et d'orienter le dynamisme du milieu dans le sens des choix faits par les préfets de MRC et les députés. En d'autres mots, toute l'opération semble faite en marge des ODC puisqu'elle se limite à redonner l'initiative aux forces traditionnelles. En réinsérant les municipalités, par l'intermédiaire des MRC, à la prise de décision, l'Etat paralyse en quelque sorte l'action des groupes populaires.⁵⁵ Cette action sera d'autant plus effective que les MRC désignées correspondent en général aux territoires occupés par les divers ODC. Sachant que les représentants municipaux se sont majoritairement prononcés par le passé en faveur de l'élite régionale, ce que d'autres désignent la bourgeoisie marchande et foncière,⁵⁶ l'instauration des MRC et du conseil régional d'intervention devrait produire le même effet, tandis que les forces vives du milieu, absentes très souvent de l'administration municipale, seront laissées pour compte.

Cette volonté de restituer certains pouvoirs aux forces traditionnelles ressort nettement d'une récente entrevue accordée par Gendron, durant laquelle d'ailleurs le ministre faisait connaître les principes de base sur lesquels devrait dorénavant s'appuyer toute politique québécoise de développement régional.⁵⁷ Quatre principes retiennent l'attention du ministre: le développement doit être axé sur les dynamismes régionaux, sans attendre le concours de l'Etat;

le développement doit inclure celui des grands centres; la région d'appartenance (MRC) et la région administrative doivent partager une bonne part des responsabilités attendant au développement; et, finalement, le développement n'est rien de moins qu'une action politique qui tout en requérant la consultation et la participation des populations, reconnaît aux élus (maires, députés, etc.) la prérogative de prendre les décisions pour lesquelles d'ailleurs ils devront répondre à la fin de leur mandat respectif.⁵⁸

Pressentant que les réformes allaient se faire à ses dépens, la technobureaucratie régionale modifiera ses positions concernant les groupes populaires. Au départ suspecte des dynamismes locaux, la technobureaucratie régionale deviendra graduellement favorable à leur pleine réalisation. Qu'il s'agisse ici de la conversion du CRDEO ou de l'OPDO-Est, il ne fait aucun doute que ces organismes ont nettement ré-évalué leur position de départ.

Dans le cas du CRDEO, par exemple, on constate un changement substantiel au niveau de ses prises de position. C'est ainsi que l'organisme s'éloignera de ses revendications originales allant dans le sens de la consolidation des pôles de croissance pour, subséquemment, faire des représentations visant l'aménagement intégré des ressources dans l'arrière-pays de l'Est du Québec. Jutras croit que ce changement d'attitude est directement relié au mode de représentation de l'organisme qui tente, dorénavant, de représenter tous les secteurs sociaux et économiques en région.⁵⁹ Il est possible d'avancer aussi, qu'à défaut de conserver le pouvoir qui lui était auparavant reconnu, le CRDEO, ne trouvant que très peu d'alliés

4

auprès des forces notabiliaires, effectue une incursion auprès des groupes populaires. Il s'agit dans les faits d'une question de légitimation et de survie pour cet organisme.

Le cas offert par l'OPDO-Est est aussi révélateur d'une tentative par cet organisme de trouver des appuis dans le milieu rural. Suite à l'élaboration d'une politique d'ouverture à l'auto-développement régional incitant les régions à mettre en valeur le potentiel du milieu,⁶⁰ l'OPDO-Est prendra ouvertement position en faveur du rôle de consolidation que devrait désormais occuper les ODC dans les zones à forte migration. C'est dans cette optique que le directeur actuel de l'OPDO-Est s'inscrivait lorsqu'il écrivait en 1979 que:

(...) ces organismes ont, dans bon nombre de cas, polarisé et canalisé les efforts de mise en valeur des ressources de base en des zones de l'arrière-pays jadis destinées à la fermeture. Ils ont largement contribué à une revalorisation générale des municipalités rurales de même qu'à la viabilité, voire rentabilité, d'infrastructures, de services et d'entreprises (unités de production agricole, usine de transformation des produits de la forêt, "pourvoiries", etc.)⁶¹

Faut-il voir dans ce rapprochement de la technobureaucratie régionale avec les ODC un moyen pour celle-ci de contrer les dernières initiatives du parti ministériel à l'effet de redonner aux notables locaux et aux hommes politiques un pouvoir qui leur échappait depuis l'amorce de la Révolution tranquille? Les nouveaux 'frustrés de l'Etat' n'ont, semble-t-il, d'autres solutions que celle de s'allier aux expériences populaires de développement, d'autant plus qu'ils sont tous deux exclus du projet de revalorisation du pouvoir local.

Certes, cette volte-face de la technobureaucratie à l'égard des ODC est impressionnante. Elle indique à la fois la forte capacité d'adaptation dont sont capables les agents intermédiaires de l'Etat, de même que la capacité des hommes politiques et des notables locaux d'utiliser d'autres moyens pour atteindre leurs fins. On se trouve donc en présence de forces politiques traditionnelles et nouvelles cherchant à s'assurer des solidarités aux paliers national, régional et local. Chacun de ces acteurs, prétendant intervenir au nom de l'intérêt commun des populations concernées, essaie d'améliorer sa position au niveau de la prise de décision. Dans ces circonstances, on se retrouve en présence d'un imposant système de relais, sans que pour autant les contradictions inhérentes au système se soient dissipées.

Selon cette interprétation, on est à même de comprendre l'intérêt que les notables locaux, les hommes politiques et les technocrates ont à se faire les porte-parole du mouvement populaire. Pour atteindre leurs objectifs, ils vocaliseront les revendications de type régionaliste et chercheront à s'assurer l'appui des groupes populaires afin de donner de la crédibilité à leurs actions.

En guise de synthèse, il faut retenir que l'exclusion des groupes populaires des nouvelles visées du parti ministériel risque, dans les conditions que nous avons décrites, d'affaiblir davantage la technobureaucratie, tout en redonnant une certaine importance aux forces notabiliaires, grand perdant, rappelons-le, des changements politico-administratifs opérés par l'Etat au cours des années soixante. Les lieux du pouvoir varient donc selon qu'il soit impératif ou non de compter sur certains acteurs plutôt que sur

d'autres. En conséquence: "Les 'forces vives' qui s'étaient manifestées au cours des années soixante et qui se retrouvaient en grande partie concentrées, au niveau régional, dans les conseils régionaux de développement n'ont plus qu'à devenir des notables élus classiques ou à jouer un 'rôle d'opposition' dans le jeu démocratique défini par les nouvelles règles d'aménagement".⁶²

A ces tensions existant entre la technobureaucratie et le parti ministériel, il faut joindre celles prévalant entre les paliers fédéral et provincial. Les enjeux politiques sont considérables dans le cas qui nous concerne puisque chacun de ces paliers désire s'assurer des appuis solides dans le monde municipal. C'est dans cet esprit que le gouvernement du Québec se situe lorsqu'il tente de contrecarrer les initiatives du fédéral au niveau régional. Aussi, l'annonce de de Bané, à l'automne 1981 à l'effet de mettre sur pied un programme fédéral s'adressant spécifiquement aux sous-régions, soulèvera l'inquiétude de son homologue québécois. Cette intervention du fédéral incitera le ministre Gendron à faire immédiatement des représentations auprès du Conseil des ministres.

Le ministre de l'Expansion économique régionale du gouvernement fédéral est en train de revoir sa politique (...) Les risques de voir s'abattre une aide directe à des organismes régionaux ne sont pas à négliger. Les municipalités régionales de comté, qui amorcent leur schéma d'aménagement et auront besoin de financement pour le mettre en oeuvre, seront des proies attrayantes. Aussi devons-nous rapidement mettre en place des mécanismes en vue de canaliser ces relations directes.⁶³

Les tensions engendrées par ce genre de prise de position reflètent, jusqu'à un certain point, la nature des rapports

s'inscrivant entre le provincial et le fédéral. Il semble que la période de décroissance économique actuelle accentue encore davantage les tiraillements entre ces deux gouvernements, étant donné, peut-on croire, qu'à Québec on misait sur l'auto-financement des communautés locales pour se sortir en partie de l'impasse économique. Ainsi, alors qu'à Québec on enjoint les municipalités à un effort d'auto-dépassement, Ottawa voit se présenter une occasion excellente pour réaliser des gains politiques.⁶⁴

L'étude plus détaillée du mouvement populaire, produit de l'expérience de développement de l'Est du Québec, laisse croire que l'Etat ne se contente pas d'occuper un rôle au niveau de la régulation des contradictions sociales mais qu'il participe lui-même à l'émergence, à l'approfondissement et à la dissipation de ces contradictions. A titre d'exemple, il nous a été donné d'observer l'Etat subventionner les groupes populaires d'une part, ainsi que de voir l'Etat exclure ces mêmes groupes de sa politique de revalorisation du pouvoir local.

A l'origine de ces tensions et de ces contradictions, on retrouve des positions divergentes face à ce que doit être le pouvoir régional: à savoir si ce pouvoir constitue un lieu d'intervention spécifique ou s'il représente plutôt un relais entre le centre et la périphérie. La réforme politico-administrative des années soixante correspond à l'établissement de relais entre l'Etat et les régions tandis que la montée des groupes populaires se situe davantage dans le sens de l'émergence de nouveaux lieux de pouvoir. Dans un sens comme dans l'autre, il y a une remise en question des anciennes formes de

pouvoir. En réaction à cette dynamique, on verra donc les notables locaux et, plus particulièrement, les hommes politiques tentés de regagner le terrain perdu en cherchant à canaliser les demandes des groupes populaires vers des canaux strictement politiques. Selon cette interprétation donc, le notable (tout comme le représentant politique et le technocrate) "se définit moins par des attributs personnels que par un système d'action constitué en étroite interdépendance avec les fonctions qu'assurent les cellules territoriales de l'appareil administratif d'Etat".⁶⁵

Notes du chapitre V

1. Fernand Harvey, "La question régionale au Québec". La revue d'études canadiennes, vol. 15, no. 2, 1980, p. 76.
2. Ces informations ont été fournies par la SAIREQ, en date du 27 juillet 1982.
3. Se référer à l'étude de Robert Dahl, Qui gouverne? (Paris: Armand Colin, 1973).
4. Pierre Grémion, Le pouvoir périphérique: bureaucrates et notables dans le système politique français (Paris: Seuil, 1976), p. 247.
5. Ibid., p. 285.
6. Le mouvement syndical occupe un rôle plutôt effacé dans l'arrière-pays de l'Est du Québec. Il importe néanmoins de spécifier que ce mouvement n'est pas absent du monde rural. C'est ainsi, par exemple, que les représentants des paroisses formant le comité exécutif d'OD I étaient pour la majorité membres de l'Union des producteurs agricoles (UPA) et de l'Office des producteurs de bois, devenu le Syndicat des producteurs de bois (SPB). Voir, pour plus d'informations, Charles Banville. Les Opérations Dignité (Québec: Le fonds de recherches forestières de l'Université Laval, 1977), p. 79.
7. Voir, supra, chapitre II, pp. 117-126.
8. K. McRoberts, D. Posgate, Quebec: Social Change and Political Crisis (Toronto: McClelland and Stewart, 1980), pp. 94-124; H. Guindon, "Social Unrest, Social Class and Quebec's Bureaucratic Revolution", Queen's Quarterly, vol. 71, no. 2, 1964, pp.150-162.
9. A l'instar de McRoberts et Posgate, G. Divay et J. Lèveillé prennent cette position dans: La réforme municipale et l'Etat québécois (Montréal: INRS-Urbanisation, 1981), p. 29.
10. L'expression de Daniel Latouche.
11. Jacques Benoit, Planification et politique au Québec (Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1974), p. 97.
12. Claude Turcotte, "Le BAEQ, 10 ans après", La Presse, 20 août 1973.

13. Roger Guy, "Mon expérience au BAEQ", dans Benoit Lévesque (dir.) Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Editions coopératives Albert St. Martin, 1979), p. 61.
14. Propos recueillis par Charles Banville, Les Opérations Dignité, op.cit., p. 82.
15. Robert Carrier, Johanne Jutras, Quelles orientations pour le CRDEQ: Rapport présenté au conseil d'administration du CRDEQ (Rimouski: CRDEQ, 1980), p. 11.
16. Clermont Dugas, "Le développement de l'Est du Québec de 1963 à 1972", Cahiers de géographie de Québec, vol. 17, no. 41, 1973, p. 287.
17. Charles Banville, op.cit., pp. 83-87 discute des rapports prévalant entre les Opérations Dignité et le CRDEQ.
18. Jacques Benjamin, op.cit., p. 110.
19. Voir le reportage de Robert Lévesque, "Tessier se dit favorable à la disparition du CRD", Le Soleil, 1 décembre 1970, p. 7.
20. On peut ici se référer à l'analyse de François Demers, "Le livre blanc ne menacera pas les élites locales", Le Soleil, 5 décembre 1970, p. 5.
21. Maurice Croisat, "L'expérience québécoise en matière de régionalisation", dans Aménagement du territoire et développement régional, vol. III (Grenoble: Institut d'Etudes politiques, 1970), p. 699.
22. Françoise Coulombe, L'Arda et l'aménagement du territoire au Québec. Thèse de M.A. (Science politique), Université de Montréal, 1968, pp. 189-190.
23. Plusieurs articles de journaux font référence à cette politique. Voir, entre autres: Paul Cliche, "Une réaction conservatrice dans la région et une certaine indifférence 'des centres de décision' à Québec mettent le projet d'exécution du BAEQ en péril", Le Devoir, 28 mars, 1967, p. 11; Pierre Richard, "Le plan compromis par un manque de volonté politique?", Le Devoir, 16 août 1971. pp. 2-3.
24. Françoise Coulombe, op.cit., p. 192.
25. Alain Baccigalupo, Les grands rouages de la machine administrative québécoise (Montréal: Editions Agence d'Arc, 1978), p. 383.
26. Damien Gagnon, "Huit ans après l'entente", Le Soleil, 5 avril 1976.

27. Jean-Marc Pottle, "L'option politique du BAEQ", Parti-Pris, vol. 3, no. 10, 1966, pp. 47-48.
28. Supra, chapitre II: Modernisation de l'économie et enjeux régionaux.
29. On peut se reporter ici au reportage de Pierre Richard, op.cit., pp. 2-3.
30. Daniel Latouche, Une société de l'ambiguïté: libération et récupération dans le Québec actuel. (Montréal: Boréal Express, 1979), p. 205; Lionel Robert, "L'espace et l'Etat: politiques et mouvements régionaux au Québec", Critère, no. 23, automne 1978, p. 242.
31. Propos rapportés dans La Voix Gaspésienne, 19 janvier 1972.
32. Charles Banville, op.cit., pp. 67-74.
33. Louis Martin, "Le débat de Bané-Parizeau", Le Soleil, 15 décembre 1971, p. 22.
34. Propos rapportés dans La Voix Gaspésienne, 18 août 1971.
35. On peut ici se reporter à l'étude de Banville, op.cit., ou encore consulter le dossier de presse compilé par Fabrice Jacques. Ce dossier est disponible au Fonds des archives régionales de l'UQAR.
36. Charles Banville, op.cit., p. 71
37. L'Union des municipalités du Québec représente les municipalités urbaines. Très bien structurée au niveau de la province.
38. L'Union des conseils de comté représente les municipalités rurales. Elle regroupe plus de 70 conseils et exerce plus de pression sur les autorités politiques depuis le retour du PLQ au pouvoir en 1970. Notons, par ailleurs, que la Conférence municipale (COMEO), un des organismes spécialisés du CDREQ, sera pour une bonne part écartée du projet se rapportant à la décentralisation et à l'aménagement. Elle sera en quelque sorte vidée par le fond suite à la mise sur pied des MRC.
39. Louise Quesnel-Ouellet, "Aménagement urbain et autonomie", dans G. Bergeron, R. Pelletier (dirs.), L'Etat du Québec en devenir (Montréal: Boréal Express, 1980), pp. 224-231.
40. Ibid., pp. 226-227.
41. G. Divay, J. Léveillé, op.cit., pp. 84-85.

42. Ibid., p. 90.
43. L'étude de G. Fortin, J. Lèveillé et L. Parent présentée au colloque provincial sur la décentralisation organisé par l'Union des municipalités du Québec mérite d'être soulignée. Voir: La décentralisation et le pouvoir des municipalités (Montréal: INRS-Urbanisation, 1982).
44. François Gendron, Mémoire présenté au Conseil des ministres: Eléments d'une politique de développement des régions et instruments de mise en oeuvre (Québec: Gouvernement du Québec, 11 novembre 1981), p. 3.
45. Louise Ouesnel-Ouellet, op.cit., p. 233.
46. On peut se reporter, pour une étude plus détaillée concernant les modifications récentes apportées à la procédure d'élections sur la scène municipale, à l'étude de Louise Ouesnel-Ouellet, op.cit., pp. 234-235, ou encore, à celle de Guy Bourassa, "La démocratie municipale: déblocage ou impasse?", Possibles, vol. 5, no. 2, 1981, pp. 39-48.
47. Marie-Agnès Thellier, "Un chemin sinueux mène aux municipalités de comté", Le Devoir, 5 février 1981, p. 7.
48. Programme officiel du Parti québécois, VII congrès, 1980, p. 11.
49. Clermont Dugas, "La loi sur les municipalités régionales de comté: un outil de centralisation", Le Devoir, 7 octobre 1980, p. 17.
50. Ibid., p. 17.
51. François Gendron, op.cit., p. 5.
52. Ibid., p. 5.
53. Marie-Agnès Thellier, "CRD: ultime lutte pour la survie", Le Devoir, 26 février 1981, p. 11; "Québec doit 'dépolitiser' le développement régional", Le Devoir, 13 mars 1982, p. 13.
54. Conseils régionaux de développement associés du Québec. Avis au premier ministre du Québec sur le développement régional (Québec: CRDAQ, 19 février 1982), p. 7.
55. Hugues Dionne (dir.), Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural (Rimouski: GRIDEQ-UQAR), pp. III-86, 91) (en préparation).
56. Fernand Harvey, op.cit., p. 86.

57. Les grandes lignes de cette entrevue sont profondément inspirées du mémoire qu'il a présenté au Conseil des ministres, en date du 11 novembre 1981, op.cit.
58. Propos rapportés par Marie-Agnès Thellier, "Québec est prêt à mieux appuyer le développement régional", Le Devoir, 14 janvier 1982, p. 15.
59. Johanne Jutras, Le conseil régional de développement de l'Est du Québec (Rimouski: GRIDEO-UOAR), 1981), p. 120.
60. OPDO. Les orientations de développement de l'Est du Québec (Québec: OPDO, 1979), pp. 37-40.
61. Jean-Paul Gendron, Financement des organismes populaires de développement économique (Est du Québec) (Rimouski: OPDO-Est, 1979), p. 16.
62. G. Divay, J. Léveillé, op.cit., p. 91.
63. François Gendron, op.cit., pp. 7-8.
64. Rita Bissonnette-Guénard, "Au coeur d'un nouvel enjeu: les municipalités régionales de comté", Le Devoir, 5 mars 1982, p. 17.
65. Pierre Grémion, op.cit., p. 167.

Chapitre VI

Conclusion

En guise de conclusion, il importe de faire un retour sur les principaux enjeux régionaux sous-tendant les politiques de relocalisation élaborées par l'Etat provincial, de faire un bilan en ce qui concerne les tensions existant entre diverses forces sociales, de formuler quelques considérations eue égard à la restructuration de l'économie régionale, tout en situant les ODC au coeur de la problématique à l'étude.

D'emblée, on pourrait être tenté d'affirmer que le mouvement populaire ayant vu le jour dans l'Est du Québec ne constitue pas un phénomène régional, mais plutôt un phénomène proprement rural. D'une part, le fait que les foyers d'expression se retrouvent dans l'arrière-pays et, d'autre part, qu'ils recrutent principalement leur clientèle chez les petits propriétaires terriens, les travailleurs forestiers et les petits propriétaires de boisés privés, vient donner de la crédibilité à cette interprétation. Le mouvement populaire, rappelons-le, trouve aussi certains appuis au niveau des instances gouvernementales régionales, du milieu universitaire, du monde syndical (SPB, UPA) ainsi qu'auprès des groupes populaires urbains. Dans cette perspective, il faut reconnaître au mouvement une spécificité régionale. Le Conseil régional de développement de Québec

(CRDO) corrobore cette interprétation lorsqu'il reconnaît que les luttes du mouvement "manifestent le rapport réel de l'Etat à la région: désintégration des activités économiques 'traditionnelles', migration forcée, subordination aux intérêts économiques nationaux et régionaux dominants, etc.".1

La compréhension du mouvement populaire de l'Est du Québec a nécessité un retour sur deux périodes importantes dans le développement de la région. Tout d'abord, il a fallu tenir compte du fait que le peuplement de l'arrière-pays s'est fait, dans une proportion importante, au début des années trente alors que les populations urbaines tentaient d'échapper aux affres de la grande dépression. Subséquemment, l'Etat a tenté d'intégrer l'économie régionale à celle de la province. La poursuite de cet objectif est d'ailleurs toujours au coeur des priorités de l'Etat.

Les considérations mises de l'avant dans les chapitres précédents démontrent que le développement de l'Est du Québec, suivant en cela les orientations proposées par l'élite régionale, constitue un bel exemple de la logique contradictoire incarnée par le capitalisme à différentes phases de son expansion. C'est dans ce contexte que le retour sur les deux phases de développement ci-dessus mentionnées, l'une allant dans le sens du développement de la périphérie, l'autre constituant davantage un effort de consolidation du centre, a permis de faire ressortir le rôle majeur occupé par l'Etat au niveau de l'orientation des politiques économiques.

De plus, il a été question du fait que l'Etat se dotait graduellement de pouvoirs lui permettant de devenir un acteur

permanent dans le développement au Québec. C'est dans cette lancée qu'un vaste projet de restructuration et de modernisation de l'économie régionale sera élaboré par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ). Le plan du BAEQ s'inscrit, par ailleurs, dans une période particulière de l'histoire du Québec. Durant cette phase de prospérité et de richesse collective inégalée auparavant, les hommes politiques et les dirigeants au sommet proposeront de rehausser le niveau de vie des populations habitant les régions excentriques et de revitaliser le développement de ces régions. Certes des promesses étaient faites mais elles demeuraient, dans une large mesure, insatisfaites. Les attentes grandissantes découlant de cette ère d'abondance provoqueront une désillusion majeure auprès des populations devant être réconfortées par les politiques de développement régional mises de l'avant par l'Etat.

Les interventions de l'Etat ont pris des formes diverses depuis le début de la Révolution tranquille. C'est ainsi, par exemple, qu'au cours de la période de rattrapage, l'Etat mettra à la fois l'accent sur le développement économique et sur le développement social. C'est dans ce cadre qu'il faut situer l'expérience du BAEQ, laquelle d'ailleurs nécessitait une aide financière gouvernementale significative. Subséquemment, on assista à l'abandon des politiques précédentes de rattrapage et à la mise en place d'une nouvelle stratégie de développement fondamentalement territoriale. On accepte même le principe de la différenciation régionale, tout en confirmant Montréal dans sa fonction de pôle de développement du Québec. Cette nouvelle orientation qui, tout en mettant de côté les principes de

rapage, si fièrement élaborés à la période précédente, laisse présager un futur peu prometteur pour les régions périphériques d'autant plus que les ententes-auxiliaires découlant de l'Entente-cadre s'inspirent essentiellement de la conception que cette dernière propose du développement.² Ces projets de développement ne favorisant guère le développement de l'Est du Québec, on peut difficilement se surprendre des revendications régionales qui continuent à resserrer le tissu social de cette région.

Formulant des commentaires au sujet des conséquences probables découlant de l'exécution de l'Entente-cadre, un professeur-chercheur rattaché à l'I.N.R.S.-Urbanisation de Montréal, observe, "dans la perspective de la nouvelle entente-cadre, la planification régionale semble avoir moins pour fonction d'accélérer le développement des régions périphériques que d'aménager leur état relatif de sous-développement".³ On peut facilement comprendre que cette situation ait offert un terrain fertile à l'émergence des revendications sociales et politiques exprimées par les populations du territoire-pilote.

Le dernier changement de cap effectué par les dirigeants politiques laisse présager une situation guère meilleure pour la survie des régions périphériques. A Québec, si l'on fait exception de la mise sur pied du FDR dont les possibilités d'intervention sont très limitées d'ailleurs, l'instauration des schémas régionaux indique qu'en matière de développement régional la priorité sera donnée à l'aménagement du territoire, tandis que les aspects économiques et sociaux retiendront beaucoup moins l'attention des décideurs. A Ottawa, la nouvelle stratégie industrielle du gouvernement est un

signe avant-coureur des difficultés à venir pour les régions ne faisant pas partie du projet global de développement, tout en remettant sérieusement en question les politiques antérieures de lutte contre les disparités régionales. Cette situation est d'autant plus inquiétante que, comme le souligne un observateur de la scène régionale, "les populations régionales, surtout les plus démunies, ont relativement peu de ressources à leur disposition pour prendre en charge leur développement. Par ailleurs, elles ne disposent pas non plus des moyens organisationnels nécessaires à cette fin".⁴

C'est dans ce contexte, somme toute, que s'inscrit l'action des organismes de développement communautaire. Ils viendront en fait garantir aux populations du milieu rural un lieu où exprimer leurs doléances et où défendre leurs intérêts. En ce sens, les ODC exercent deux fonctions fondamentales puisqu'ils constituent à la fois un mode de représentation des milieux ruraux et un mode de gestion sociale. On oublie souvent que ces deux dimensions se côtoient au sein du mouvement populaire. Dans cette perspective, les ODC permettent donc au système de se reproduire puisqu'ils constituent, au même titre que les syndicats, des relais de l'Etat. A ce titre, on peut parler de 'corporatisme par animation' puisque l'Etat, par l'intermédiaire de l'idéologie de participation, procède à l'encadrement et, en quelque sorte, à la récupération du mouvement populaire. Dans le concret, le livre vert sur la politique forestière de 1972 illustre bien les effets démobilisateurs et les conséquences des politiques d'inclusion sur le mouvement populaire.

L'étude du mouvement populaire à partir des angles psychologique (appauvrissement relatif et attentes grandissantes) et spatial (centre-périphérie) a permis à l'auteur de dégager les raisons principales ayant favorisé le déclenchement de la mobilisation dans l'arrière-pays de l'Est du Québec. Au-delà de cette constatation, il demeure que le fait de mettre l'accent sur les angles économique (développement) et institutionnel (relais) fait ressortir des enjeux auxquels les hypothèses de départ ne pouvaient s'adresser. Aussi, a-t-il été possible de cerner pourquoi les ODC se sont opposés à la mobilité de la main-d'oeuvre, tout en cherchant à consolider les secteurs traditionnels de l'économie régionale. Dans son ensemble, le mouvement représente une forme d'opposition aux impératifs du capitalisme puisqu'il ne croit pas aux bienfaits de la concentration économique et, par voie de conséquence, réclame le redéploiement économique. Il semblerait toutefois que les interventions des ODC obéissent à une tendance relevée auprès du capital non-monopoliste au Québec.

Le développement du Québec a souffert de la contribution minime des entrepreneurs canadiens français qui ont préféré éviter de s'intégrer au pôle de développement de Montréal pour se tourner essentiellement vers des marchés locaux du reste de la province.

Non seulement ont-ils fui Montréal, mais ils ont ensuite essayé de couper les flux d'échange (entre les régions du reste du Québec et celle de Montréal) pour se donner de l'autonomie au sein d'une petite zone d'exploitation.⁵

L'étude du mouvement populaire remet en question la neutralité que plusieurs reconnaissait à l'Etat. C'est ainsi, par exemple, que l'intervention de l'Etat au chapitre du cadre établi, c'est-à-dire de

la réorganisation de l'espace régional, indique un biais spécifique à l'égard des grandes unités. Cet aspect ressort en particulier de l'étude sur les rapports prévalant entre les forces vives, les forces traditionnelles et la technobureaucratie.

La présente analyse montre par surcroît que l'Etat n'est pas simplement un intermédiaire. Il joue un rôle considérable au niveau des décisions affectant le quotidien des gens. D'une part, l'Etat cherche à se garantir des appuis et, d'autre part, étant donné son recours à l'encadrement des initiatives sociétales, il fait lui-même naître des forces d'opposition. Afin de contenir ces foyers d'expression, l'Etat optera pour l'intégration des revendications de ces derniers à son projet politique et à son projet économique, faisant de la sorte de la question économique et de la question nationale des éléments transcendant les questions régionale et sociale.

L'Etat n'a donc pas simplement un rôle de médiation; il prend part au débat et souvent l'oriente. Fréquemment, a-t-on vu l'Etat accentuer certaines contradictions (intérêt national vs intérêt régional) pour en atténuer d'autres (fermeture de villages vs relocalisation). Aussi, fera-t-on très peu de cas de la logique du capital, laquelle s'inspire de la rentabilité des projets mis de l'avant et délaisse les considérations sociales. Ignorant ainsi deux aspects inscrits au centre de la question régionale: la question de la mobilité de la main d'oeuvre et du capital, jumelée à celle de l'étalement inégal du développement.

Au-delà de ces préoccupations, il demeure important de s'arrêter un moment au découpage des régions. A ce propos, on constate que l'Etat a parfois avantage à se référer aux grandes régions alors qu'à d'autres occasions il lui est préférable de traiter avec les petites régions. Dans cette perspective, on réalise que l'Etat gagne à utiliser le cadre des régions d'appartenance afin de s'adresser directement aux ODC et de chercher à canaliser ces énergies vers des objectifs favorables aux politiques de l'Etat. Aussi, l'Etat cherchera-t-il à protéger son arrière-garde en implantant une structure supra-municipale, en tant que système d'encadrement, devant inciter les groupes populaires à s'organiser et à faire des représentations auprès de cette structure.

L'Etat organise donc un ensemble de relais lui permettant de dissiper le pouvoir des groupes populaires et de renforcer sa présence au palier local et supra-municipal. Ce qui, par extension, questionne l'existence même d'un pouvoir local et régional. Notre étude, cependant, ne laisse aucun doute quant à l'ascendance des ODC dans le milieu, confirmant de la sorte l'affirmation de Grémion à l'effet que le pouvoir "réside aussi dans la capacité à intervenir en des points et en des lieux auxquels autrui n'a pas accès".⁶ C'est en ce sens que le pouvoir communautaire, exprimé par les ODC, se pose en faux contre le pouvoir notabiliaire et la présence de l'Etat au palier supra-municipal et régional.

Rappelons cependant que la quête d'un pouvoir plus étendu amène les technocrates et les notables à se disputer le domaine des groupes populaires. On se retrouve donc face à deux modes de rapport à l'Etat. D'une part, on voit les technocrates (CAREO, ODEO, CRDEO, etc.) chercher à s'assurer un rôle de courroie de transmission entre les populations locales, incluant les groupes populaires, et l'Etat. D'autre part, on constate que les forces notabilliaires tentent de s'approprier pour elles-mêmes ce rôle privilégié. La mise sur pied, au début des années soixante, d'une imposante bureaucratie à l'échelle de la province a remis en question le rôle des notables en faisant de celle-ci le relais par excellence entre l'Etat et la société locale. La volonté d'exclure les forces traditionnelles du processus décisionnel était probablement au centre de cette décision. Quant aux groupes populaires, ils voyaient d'un mauvais oeil, le rôle que cherchait à se donner les technocrates. Prenant comme prétexte le manque de décentralisation du pouvoir, les groupes populaires seront portés à ignorer ces relais et s'efforceront de faire leurs propres représentations auprès des autorités centrales. L'émergence de cette structure parallèle de représentation (ODC) incitera les forces traditionnelles à tenter de représenter - à leur profit - les intérêts de ces groupes. Dans cette perspective, on reconnaît pour l'Etat la nécessité de composer avec cette double structure du pouvoir. En somme, les rapports Etat-forces nouvelles et Etat-forces traditionnelles évoluent en fonction de leur ingéniosité à se faire l'écho des nouveaux lieux de pouvoir (forces vives). Dans le premier

cas, il s'agit d'une question de légitimation; dans le deuxième, c'est davantage une question de survie. La compétition qui s'opère entre les forces nouvelles et les forces traditionnelles a semblé vouloir se résorber au cours des dernières années, si l'on se fie aux informations présentées au chapitre précédent, au profit d'un désir plus marqué pour la défense des intérêts de la région. Il semblerait donc qu'une conscience régionale soit en voie de formation dans le territoire-pilote, laissant ainsi entrevoir la volonté des forces politiques en présence de protéger leurs intérêts communs plutôt que de chercher à faire des gains au détriment des autres.

Cette recherche a aussi démontré l'importance d'aborder la question du pouvoir local à partir des organismes de développement communautaire. Par surcroît, les ODC représentent une solution de rechange à la marginalité par opposition aux politiques de relocalisation de l'Etat lesquelles, selon toutes évidences, n'auraient pas solutionné le problème de la spatialisation du développement et du déracinement des populations rurales.⁷

Déplacer les gens vers une localité qu'ils n'ont même pas choisie, les cantonner dans un H.L.M. alors qu'ils ont connu de vastes espaces, les condamner à vivre aux frais de l'Etat parce qu'ils n'ont pu se trouver du travail, c'est sûrement provoquer une population à une réaction certaine. (...) Les véritables bénéficiaires n'ont pas été les relocalisés, mais quelques villes qui ont reçu d'importants investissements immobiliers et qui, en grossissant leur population, sont devenues en position d'obtenir de meilleures subventions.⁸

La désillusion et le mécontentement des populations rurales de l'Est du Québec est d'autant plus manifeste qu'elles revendiquent

encore pour l'acceptation de nouveaux projets, tels ceux de la construction d'une papeterie dans la vallée de la Matapédia, de la rétrocession des lots publics ou encore de la réfection de la route 232 (ceinture de la Gaspésie). Plus que jamais, les populations de l'arrière-pays veulent vivre des ressources du territoire qu'ils ont colonisé.⁹

Il appert cependant qu'au chapitre des revendications de fond ces populations n'aient toujours pas obtenu satisfaction. Le développement inégal est structurellement inscrit dans l'économie nationale et provinciale et ne laisse présager aucun changement immédiat. Faisant un retour sur l'expérience populaire de la Matapédia, Monique Dumais s'y réfère dans les termes de la dynamique d'un cri.

Octobre 1970, Manifeste de l'Opération Dignité, signé par dix-neuf prêtres. Premier cri lancé dans la Vallée de la Matapédia pour exprimer le vouloir-vivre d'une population menacée de mort de multiples façons. Dix ans après, octobre 1980, prise de position des prêtres et agents de pastorale de la Matapédia, le cri se répercute à nouveau pour faire entendre les besoins d'une population toujours en détresse.¹⁰

Les populations de l'arrière-pays rejettent l'aménagement sectoriel pour lui substituer le concept de l'aménagement intégré des ressources. Ces revendications se situent au centre des visées des groupes populaires. Ils y voient là la possibilité de créer suffisamment d'emplois nouveaux pour endiguer le fort niveau de migration. Devant les fortes pressions exercées contre lui, l'Etat remisera pour un moment sa politique de relocalisation pour la remplacer par une politique de fermeture douce. L'Etat optera pour la mise sur pied de programmes spéciaux comme ceux du reboisement

de la forêt privée ou de la rétrocession des lots du domaine public, afin de satisfaire aux demandes des ODC, tout en acquiesçant aux pressions exercées par les grandes compagnies d'exploitation forestière.

Le mouvement populaire de l'Est s'inscrit comme négation de cette négation de la société régionale effectuée par la loi d'airain du capital et par la logique d'intervention de l'Etat. Il affirme un nouveau modèle de développement, encore marginal mais suffisamment élaboré pour faire bouger l'Etat.¹¹

Les ODC ont donc comme conséquence de structurer le structurant, c'est-à-dire l'Etat, tout en constituant des formes d'opposition au projet de rationalisation et de concentration des économies régionales.

Il a aussi été possible au cours de cette recherche de faire ressortir des actifs intangibles justifiant le droit pour les populations de l'arrière-pays de résider sur leur territoire. Un passage de Développement régional et mouvement populaire insiste sur cet aspect de notre réflexion.

Le mouvement populaire n'a pas à être évalué qu'en fonction de macro-variables telles que l'arrêt de la migration, la diminution régionale du chômage, la croissance de la valeur ajoutée aux coûts des facteurs, son impact dans le produit intérieur brut, etc. Ne faire que cette opération, qui emprunte ses critères à la science de l'économie (dominante), reviendrait à être plus catholique que le pape: c'est accepter une grille de lecture qui au point de départ refuse de voir ce qui marque le mouvement dans l'espace régional.¹²

Des considérations plus vastes méritent donc d'être retenues. Dans cet esprit, il est pressant de rendre compte des choix des milieux ruraux. C'est ainsi par exemple que la défense de leur milieu de vie reflète une visée centrale de leurs luttes. Il est d'ailleurs

presque impossible d'isoler les revendications régionales du contexte socio-historico-politico-économique qui les abreuve. La résistance de ces populations aux choix qu'on voulait leur imposer s'est instantanément située au niveau de la mobilité - qu'il s'agisse de la mobilité des gens, du capital ou des ressources - et s'est fait l'écho de revendications similaires dans d'autres régions périphériques.

Avantageusement, cette recherche constitue un effort de redonner à la question régionale une importance qu'elle a perdue avec la primeur donnée à la question nationale au Québec. La surenchère accordée à la question nationale a eu pour effet de mettre en veilleuse des problèmes majeurs au niveau du tissu social régional. Aussi, se retrouve-t-on en présence d'un Québec qui n'a pas échappé à la logique du développement. En fait, on y voit des poches de développement inégal, sinon de sous-développement pur et simple, sur lesquelles l'Etat du Québec prétend trouver les raisons justifiant certains mérites de la souveraineté.

L'analyse de la question régionale offrant un lieu de ralliement, de convergence, à l'étude des pays industriels avancés, il faut souligner ici la nécessité d'y revenir dans une prochaine recherche sur le développement régional. Il appert, selon cet auteur, que l'interprétation et la résolution de la question nationale passent au préalable par celle de la question régionale. L'étude du mouvement populaire de l'Est du Québec donne la crédibilité nécessaire à ce point de vue.

Par ailleurs, l'analyse du mouvement populaire de l'Est a démontré que le pouvoir est fractionné au Québec. En ce sens, il est permis de s'interroger sur la validité de l'argumentation voulant qu'au Québec l'intérêt des gens soit représenté par une classe unique. Dans la pratique, les conflits survenant entre les forces vives (ODC), les forces traditionnelles (notables) et les forces nouvelles (technobureaucrates) démontrent la complexité du phénomène. De même, il est possible de se référer aux dissensions entre les municipalités urbaines et rurales, entre les centres agro-forestiers désignés et non-désignés, entre les capitales régionales et les zones polarisées, etc. si l'on veut bien saisir les différentes polarités existant au niveau de l'exercice du pouvoir. Conséquemment, on doit relever les intérêts qui s'articulent autour de chacun de ces pôles et, à plus forte raison, faire ressortir les conflits en présence.

Ayant préalablement examiné plusieurs changements survenus au chapitre de l'utilisation de l'espace régional, il est possible à présent de dégager quelques-uns des éléments centraux sous-tendant la dynamique politique à l'étude. Quatre ordres de tensions retiennent notre attention.

Le premier ordre de tensions prend place entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. Chacun cherchant à maximiser ses appuis, il s'ensuit des confrontations importantes. Néanmoins, il faut mentionner que les politiques proposées par les deux paliers de gouvernement se rapprochent sensiblement: qu'il s'agisse des politiques économiques concernant le développement régional ou des

coupures, ou à tout le moins du gel, de salaires dans le secteur public. A cet égard, Le virage technologique correspond étrangement aux intentions du fédéral exprimées dans Le développement économique du Canada dans les années 80.¹³

Un deuxième ordre de tensions, d'ailleurs pas totalement indépendant du premier, a trait aux relations existant au niveau des alignements politiques. C'est ainsi, par exemple, qu'il faut interpréter les points de désaccord entre les différentes formations politiques et ce, tout aussi bien entre les formations se faisant compétition à un même niveau, qu'entre celles rivalisant à des paliers politiques différents.

Un troisième ordre de tensions peut être retenu, il s'agit des rapports existant entre régions rurales-régions urbaines, de même qu'entre régions centrales-régions périphériques. Très souvent, le monde rural a été perçu comme un réservoir de ressources vers lequel le monde urbain s'est fréquemment tourné pour assurer son bien-être.

Un champion de la cause régionale présente les difficultés créées par cet état de fait en des termes très clairs.

L'idéologie dominante tend à faire croire que le progrès équivaut à l'urbanisation, le monde rural est davantage perçu comme un réservoir de ressources humaines et physiques pour la société urbaine (...) les citoyens du monde rural qui doivent émigrer (...) s'insurgent contre un tel état de choses.¹⁴

Un dernier ordre de tensions a trait à la crise fiscale qui paraît accabler la plupart des pays industriels avancés. Non seulement l'Etat expérimente-t-il des problèmes majeurs quant au bon fonctionnement de l'économie mais il doit, en outre, subir les pressions de

plus en plus pressantes des intervenants économiques et de la population en général, lesquelles exigent qu'on remédie aussitôt que possible à la situation actuelle. L'importance de cette composante est d'autant plus évidente que l'adoucissement des trois autres ordres de tensions en dépend largement.

En somme, l'étude du mouvement populaire s'inscrit dans une problématique plus vaste, celle du pouvoir local et régional. D'où on saisit mieux la nécessité de cerner l'ensemble des tensions et des rapports existant entre les diverses forces sociales. Notre interprétation donne aussi un appui solide à une proposition de Brunelle.

En définitive, il importe d'appréhender la société canadienne comme une articulation complexe d'intérêts inter-régionaux plutôt que de s'enfermer dans une hypothétique opposition entre classes ou fractions de classe correspondant aux deux niveaux provincial et fédéral de gouvernements.¹⁵

Aussi, est-il possible de mieux comprendre les relations de pouvoir et les rapports de force en s'interrogeant et en analysant les possibilités d'intervention des forces en présence, ayant par définition des intérêts régionaux tout au moins, en des lieux auxquels certaines de ces forces n'ont pas accès, ou encore très peu d'influence.

En achevant cette recherche, il est impérieux de rappeler que si l'interprétation globale que nous avons donnée du mouvement populaire cache certains enjeux, il est tout aussi vrai de dire qu'elle met l'accent sur des lieux d'intervention stratégique, tout en procurant une explication inscrite dans l'histoire du phénomène à

l'étude. Il est très difficile d'isoler l'étude d'un phénomène social du contexte qui l'a produit. Selon cette vision des choses, l'auteur a cru bon de faire un retour sur la période de colonisation qu'a connue cette région au cours des années trente. Puis, il a fallu s'arrêter à l'expérience du BAEQ et aux attentes qu'elle a fait naître auprès des populations vivant dans les régions rurales du territoire-pilote. Dès lors, il est devenu évident que l'enclenchement de la désillusion atteignit son sommet lorsque les populations auxquelles l'Etat-providence avait fait miroiter un rattrapage spectaculaire, se voyaient confronter avec l'éventualité de la fermeture de leur coin de pays. Rapidement, on verra le sentiment d'euphorie, présent au moment du dépôt du plan du BAEQ, dégénéré en l'espace de quelques années en un sentiment de frustration collective.

Dans ce contexte, il ne fait aucun doute que les groupes populaires ont su capitaliser sur le mécontentement des populations rurales et sur les erreurs de l'Etat. Conséquemment, ces groupes ont remis en question les priorités de l'Etat tout en proposant des solutions au problème de la marginalité vécu par ces populations en difficulté. Grégoire a très bien saisi les effets de cette expérience sur le développement de l'Est du Québec.

Quinze ans après le démarrage de cette expérience-pilote, il nous faut admettre que la population de l'Est du Québec ne s'est jamais totalement remise de ses désillusions et que les structures qui ont été mises en place depuis lors, tant gouvernementales que consultatives, n'ont jamais réussi à regagner auprès de cette population, toute la crédibilité pourtant si essentielle à la mobilisation des forces vives du milieu dans une approche population/Etat au développement régional.¹⁶

Les groupes populaires se situent donc au croisement du pouvoir de l'Etat et du pouvoir local. Ils optent pour une solution basée sur l'aménagement intégré des ressources, s'opposant ainsi à la vision sectorielle de l'Etat, pour assurer la survie de leur milieu et pour stopper l'hémorragie des populations rurales. Les succès connus par les ODC ne doivent surtout pas être sous-estimés; en ce sens, cette recherche a permis de préciser l'impact considérable qu'ils ont eu sur la consolidation des milieux ruraux. A long terme, ces expériences laissent entrevoir une démocratisation plus importante de la prise de décision quitte, pour les ODC, à être intégrés à la structure du pouvoir.

En cette fin d'analyse, il faut bien reconnaître que tout en répondant à plusieurs interrogations cette recherche en pose d'autres. Entre autres, on doit relever la nécessité dans un prochain essai de procéder à une étude systématique de la question régionale. A ce moment, il sera possible de tirer des grandes lignes quant à l'influence de la logique du développement sur les relations de pouvoir entre les régions périphériques et les régions centrales. Par ailleurs, il importe aussi de s'arrêter sur la façon avec laquelle l'Etat provincial cherche à mitiger la question régionale en se référant constamment à la question nationale, sans que pour autant les problèmes de développement inégal aient été résolus. A un autre niveau, on ne peut taire le fait que, de façon analogue à la question nationale, la politisation de la question régionale ait pour conséquence de donner moins d'importance aux conflits de classe.

Plusieurs affirment que ces deux questions posent de faux problèmes étant donné que les affrontements véritables surviennent entre les travailleurs et la bourgeoisie. Selon cette interprétation, on peut avancer que la seule qui gagne à débattre de la question régionale est nulle autre que la bourgeoisie locale et régionale. Finalement, soulignons que les énergies mobilisées par le débat sur la question nationale empêchent de solutionner le problème des disparités régionales, tout en enlevant la pression sur les élites au pouvoir alors qu'aucune de ces questions n'ait été réglée une fois pour toutes. Une étude subséquente devra chercher à répondre à ces interrogations d'une importance capitale à la compréhension du pouvoir local.

En résumé, on retient cependant que le mouvement populaire de l'Est du Québec a eu un impact majeur au niveau de nombreux déblocages survenus entre l'Etat et la société locale. Il est hors de tout doute que le type de développement proposé par les Opérations Dignité et les ODC en général a inquiété et inquiète encore les pouvoirs en place. Ces luttes régionales constituent en fin de compte le reflet d'une désarticulation probante entre l'Etat et les sociétés locales.

Notes du chapitre VI

1. Conseil régional de développement de Québec. Développement régional et mouvement populaire: l'exemple de l'Est du Québec (Québec:CRDO, 1979), p. 141.
2. G. Divay, "La décentralisation au Québec: éléments d'évaluation" dans CRDO. Du sous-développement aux expériences populaires de développement (Québec: CRDO, 1976), pp. 29-30. Au chapitre des ententes auxiliaires signées entre le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa, le dernier rapport du MEER (1981) fait état que des onze ententes présentement en voie de réalisation, trois n'ont pas de retombées économiques directes sur l'Est du Québec. Il est question ici des projets concernant l'aménagement d'un parc industriel et commercial à Mirabel (PICA), de l'assainissement des eaux de la région de Montréal et de l'implantation d'une usine de papier journal à Amos. Ces trois projets totalisent des engagements financiers de l'ordre de \$256 millions. Par ailleurs, lors de la signature de trois des huit autres ententes, des enveloppes régionales ont été arrêtées pour le développement de la région de l'Est du Québec. C'est ainsi que \$148 des \$449 millions réservés à l'amélioration des axes routiers prioritaires, que \$9 des \$103 millions attribués au développement agricole et que \$2,5 des 35 millions alloués aux équipements publics iront à l'Est du Québec. Ces programmes constituent un indicateur intéressant des choix gouvernementaux.
3. G. Divay, op.cit., p. 30.
4. Ibid., pp. 30-31.
5. Fernand Martin, "Les disparités régionales au Québec: les causes et les solutions", dans P.-P. Proulx (dir.) Vers une problématique globale du développement de la région de Montréal (CRDE: Montréal, 1973), p. II-45.
6. Pierre Grémion, Le pouvoir périphérique: bureaucrates et notables dans le système politique français (Paris: Seuil, 1976), p. 247.
7. "L'arrière-pays", Développement-Québec, vol. 1, no. 4, mars 1974 p. 12.

8. Monique Dumais, "La dynamique d'un cri: une réflexion éthique sur les Opérations Dignité", dans Alain G. Gagnon. Les Opérations Dignité: Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa: Université Carleton, 1981), pp. 197-198.
9. Un compte-rendu de ces luttes est donné par Maurice Drapeau et Jean-Guy Gagnon. Défaire la défaite: histoire des luttes des paroisses du Bas du Fleuve (Rimouski: SAIREO, 1982). Ce livre s'inspire de la plaidoirie de Me. Drapeau concernant l'accessibilité des travailleurs sylvicoles de cette région aux prestations d'assurance-chômage. Ces populations ont récemment eu gain de cause dans le cas de la construction d'une papeterie (Matane), de même que dans celui de la rétrocession des lots publics (Vallée de la Matapédia).
10. Monique Dumais, op.cit., p. 191.
11. CRDO, op.cit., p. 142.
12. Ibid., p. 142.
13. Peter Bakvis, "Le virage technologique: comment débâter le Québec", Interventions économiques, no. 9, automne 1982, pp. 41-49. L'auteur passe au crible les politiques économiques de l'Etat provincial, tout en faisant un rapprochement avec celles élaborées par le fédéral.
14. Clermont Dugas. Un pays de distance et de dispersion (Québec: Presses de l'Université du Québec, 1981), p. 14.
15. Dorval Brunelle. La désillusion tranquille (Montréal: HMH, 1978).
16. Jean-Claude Grégoire. L'Est du Québec, d'hier à aujourd'hui (Québec: OPDQ, 1980), p. 220.

ANNEXE I

PRISE DE POSITION DU CLERGE DEVANT LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA REGION ET DE L'ACTION ENTREPRISE PAR LA POPULATION

27 septembre 1970

Archives du diocèse de Rimouski

A REVENDICATIONS JUSTES, SOLIDARITE COURAGEUSE!

Un mouvement de masse soulevé dans notre région ces derniers temps nous a obligés naturellement à sortir de notre indifférence coutumière: au moins pour réfléchir plus profondément sur la situation de nos gens, et considérer plus adéquatement les droits et obligations de la population. Et cela, à la lumière des leçons de Vatican II mises à jour par l'éclairage récent de nos évêques dans leur message de la Fête du Travail.

NOS PAROISSES MARGINALES

La situation de nos paroisses marginales est suffisamment connue: tout le monde en parle avec un déploiement d'égale compétence. Essayons brièvement de la résumer pour les besoins de la cause.

Actuellement, nos gens, des citoyens défavorisés, sont dans une situation d'insécurité: fruit de politiques en cause avant même d'être exécutées; en même temps, on a créé dans la population divers mouvements de consultation et de participation. Le slogan était sur toutes les lèvres: finis les remèdes-cataplasmes. Conséquemment, on a fait naître certains espoirs, cependant que des gens travaillaient avec acharnement à concevoir des plans susceptibles d'améliorer leur situation plus que précaire. Enfin, la société juste allait-elle dépasser le palier du rêve?

Par ailleurs, l'évolution rapide de certains facteurs socio-économiques, interprétés de façon contradictoire par de prétendus spécialistes, fait que tout le monde se perd dans un dédale de savantes prospectives, plus éblouissantes que valables. De la part de nos gouvernants et de diverses agences gouvernementales, la peur de se faire reprocher certaines erreurs les accule à un patinage épuisant. Tout cela crée dans notre population une perte de confiance dans ses dirigeants; face à l'incapacité de ces derniers d'apporter des solutions valables et efficaces aux problèmes du milieu, nos gens sont de plus en plus amenés à prendre leurs propres affaires en mains et, pour mieux ce faire, à s'unir pour se protéger et se sécuriser davantage. Las d'être de perpétuels assistés sociaux, ils veulent enfin connaître une existence décente, et essayer de bâtir un avenir à leurs enfants pour leur éviter le même sort qu'eux.

Devant ce fort mouvement, qui se dessine dans nos populations encore voulantes, nous ne pouvons en saine équité les blâmer d'avoir à coeur de briser l'inertie, génératrice de mort. D'autant plus que nous sommes conscients qu'il peut se produire, à plus ou moins brève échéance, un affrontement malheureux! Nous sommes conscients aussi que les revendications de notre population sont réalistes et justifiées.

LE SENS DE LEUR ACTION

C'est trop facile de nous taxer de naïveté et de se réfugier dans l'inaction! Appuyés dans leur action par des universitaires compétents, nos éternels esclaves veulent sensibiliser le gouvernement et l'opinion publique, pour que l'on ait la lucidité et le courage de miser sur les

ressources forestières plutôt que sur la prétendue vocation agricole ou même touristique de notre région; en même temps, protester contre l'incurie et la lenteur administratives, face à l'option préconisée en faveur de notre région: celle d'organiser des travaux de sylviculture plutôt que d'investir dans l'assistance sociale ou de verser continuellement de pieux subsides, dévalorisants pour ceux qui les reçoivent et scandaleux pour ceux qui les autorisent.

En deux mots, ce qu'ils veulent? Une politique économique efficace et une meilleure politique sociale. Puisse leur énergie morale en l'occurrence n'être surpassé que par le courage politique de nos gouvernants!

LA NATURE DE NOTRE APPUI

Devant cette situation qui devient intolérable, le clergé de la région, au risque de passer pour des rêveurs ou de confrondre ceux qui se cachent derrière le ridicule, ne peut rester indifférent: d'autant plus que nous sommes conscients qu'il faudra, de la part des gouvernants, autant de courage et de patience qu'il en a fallu à notre population pour supporter depuis nombre d'années un tel état de choses.

Quant à la misère de notre milieu, qu'on nous fasse grâce de la rappeler, pour éviter d'humilier nos gens devant cette faute collective qu'on semble vouloir leur imputer à eux seuls! Si, par ailleurs, notre population manque d'élite pour la guider et pour l'aider, ce n'est pas une raison pour le clergé de s'asseoir sur sa suffisance et se résigner au désengagement: nous laissons à d'autres cette faiblesse.

D'où cette prise de position qui se veut solidaire de celle de notre population, menacée de frustrations graves. Plus soucieux de les aimer que de les aider, nous sommes 100% avec eux pour défier l'opinion

publique; puisse ce défi être un appel au courage et à une prise de conscience collective salutaire! Y a-t-il encore place chez nous pour la désinstallation de mieux nantis, pour se pencher sur la pauvreté et la misère gênante?

Notre action, il va de soi, se veut des plus pacifistes; mais réaliste et engageante, dans l'esprit du Message des évêques canadiens ont eu le courage d'émettre lors de la Fête du Travail pour "attirer l'attention du public sur les perspectives chrétiennes de la libération de l'homme contemporain." Si, en effet, un tel message "propose un défi auquel il faut répondre avec la générosité et la détermination que réclame l'Evangile," pourquoi craindre indûment et se taire plus longtemps? Un défi, c'est fait pour être relevé, et un défi chrétien, pour être relevé chrétiennement: le Christ nous en a donné l'exemple.

A-t-on le droit alors de laisser le spectre du désespoir brimer continuellement notre population? A-t-on le droit de tolérer une action gouvernementale, plus soucieuse de rendement et de la froide efficacité (électorale peut-être...) que du respect des personnes et de leur dignité? On s'illusionne peut-être...mais on est par ailleurs pleinement conscients d'être en face d'une situation fort complexe, qui ne comporte certes pas de solution miracle. Est-ce une raison pour ne pas agir et garder le silence?

Comme chrétiens, et à titre de pasteurs d'une population qui se sent brimée, de citoyens démunis, las d'être les enfants pauvres de l'économie québécoise, nous n'avons plus le loisir de ne pas appuyer leurs justes revendications: vivre l'Evangile aujourd'hui, et l'annoncer comme une force qui libère (n'est-ce pas là que se situe notre action?) nous amènent aussi à chercher de nouveaux modes pour le vivre; et bien

mal avisé celui qui pourrait présumer de ces nouveaux modes et condamner à la légère, sinon accuser de démagogie, ceux qui épaulent une population, soucieuse de vivre dans la dignité et de combattre les injustices de la justice.

Si nous sommes solidaires avec nos chrétiens et il est temps d'éliminer de notre comportement la peur, qui est contraire à l'esprit du christianisme, et de nous atteler résolument à la tâche, pour lutter contre toutes les forces de contraintes qui avilissent la population: chômage, pauvreté sous toutes ses formes, service social aveugle, aide sociale gênante, etc.

Tel est le sens de notre commune intervention. Sans doute que la démagogie serait facile auprès d'une population, qui en a soupé des promesses recapées de nos gouvernements et des organismes para-gouvernementaux aux énoncés stériles. Dieu nous garde de ces procédés, plus injustes que l'injustice que nous voulons combattre! D'ailleurs, personne heureusement n'a exploité ce filon, et l'attitude de la population, jusqu'ici impeccable, le prouve: embarqués dans un mouvement plus spontané que cuisiné dans l'ombre, nos gens nous donnent l'impression d'être lancés dans une action, qui ne s'arrêtera que lorsque les pouvoirs publics concernés accepteront, en toute lucidité, de collaborer au relèvement économique de la population.

Puisse cette heure sonner bientôt, et couronner cet effort que nous apportons de digne collaboration. C'est au nom de la vérité, de la justice et de la dignité humaine que nous lançons notre cri de libération. Dans l'esprit de l'Encyclique Populorum Progressio et du message des évêques canadiens...Que les sourds entendent!

Puissions-nous avoir agi avec autant de discernement que de courage. Et puisse notre intervention être entendue en ce sens: un signe des temps!

ANNEXE II

PRISE DE POSITION DES PRETRES ET DES AGENTS DE PASTORALE DE LA MATAPEDIA (Le Nouvel-Est, 14 octobre 1980, p. 5)

Depuis quelques mois, un projet d'implantation d'une papeterie est à l'étude pour la Vallée de la Matapédia. Plusieurs groupements ont déjà appuyé ouvertement ce projet. A notre tour, les prêtres et les agents de pastorale de la Vallée nous voulons, comme groupe, joindre ouvertement les rangs de ceux qui luttent pour l'obtention d'une industrie ESSENTIELLE A LEUR SURVIE.

En effet, nous croyons que ce projet est vital pour notre région: le sous-développement économique, le chômage qui s'ensuit sont un véritable cancer dont les effets désastreux minent la vie de notre population. Cette situation génère un profond sentiment de frustration, d'aigreur et d'insécurité qui influence le comportement non seulement des adultes mais aussi des jeunes.

Combien de travailleurs de chez-nous, pour gagner leur pain, sont obligés de s'éloigner de leur famille sur la Côte-Nord, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Ecosse et même en Ontario. Nous déplorons tous les effets malheureux d'une telle situation sur la santé du travailleur lui-même, sur la vie du couple, l'éducation des enfants, la vie sociale, religieuse et politique de nos paroisses.

Il faut aussi souligner tous ces emplois peu rémunérateurs, n'offrant aucune sécurité et gardant combien de familles en-dessous du seuil de pauvreté. Pourtant, les gens d'ici reçoivent la même publicité qu'en ville et désirent les mêmes biens de consommation.

Que dire des loisirs? Alors que l'orgueilleuse "tour de Babel" olympique engouffre une bonne partie du budget de loisir de la province, des miettes nous sont refusées pour nous aider à monter et entretenir les humbles installations sportives de nos paroisses.

Si nous vivions dans un temps de crise, comme dans les années '30, et que tout le Québec était dans un même état de pauvreté, on pourrait dire: "Il n'y a rien à faire, prenons en notre parti." Mais ce n'est pas le cas: notre pays est riche et nous possédons dans la région une partie considérable de ces richesses naturelles, mais leurs retombées économiques nous échappent. LE TEMPS EST VENU DE CORRIGER LA SITUATION.

Dans la Vallée, nous voyons grandir de plus en plus la volonté de s'en sortir. De nombreux projets sont nés ces dernières années grâce à l'esprit d'initiative, à la solidarité et à l'implication des gens du milieu.

Mais, pour construire des projets de taille qui relèveront vraiment le niveau économique de notre région, nos efforts seuls sont insuffisants, il nous faut aussi l'aide de nos gouvernements.

Bien sûr, ceux-ci sont d'abord touchés par la rentabilité financière. Il nous faut les sensibiliser davantage à la rentabilité sociale à long terme, même si cela coûte plus cher à court terme. Mettre du pain sur la table de tout le monde par toutes sortes d'aides sociales, c'est important: mais, travailler soi-même pour mettre du pain sur sa table, c'est plus important encore.

Dans ce sens, le projet de la papeterie nous apparaît essentiel. Il correspond bien à la vocation de la Vallée dont le seul avenir est la forêt. Voilà pourquoi ON NE PEUT PAS LE LAISSER PASSER. Il faut le retenir chez-nous. Et à cette fin, nous devons nous UNIR ET LUTTER.

Au nom de notre solidarité avec la population de la région, au nom de l'Évangile de justice et de vie auquel nous croyons, nous, soussignés prêtres et agents de pastorale de la Vallée de la Matapédia, nous voulons appuyer la population, lutter à ses côtés, ajouter notre voix à la leur pour aller chercher ce qui nous revient.

Nous demandons à toute la population d'appuyer leurs leaders et de poser les gestes qu'il faut en temps et lieux pour sensibiliser ceux qui doivent prendre de justes décisions au nom du gouvernement.

Nous rappelons aux instances politiques qu'elles ont le devoir de distribuer équitablement les biens de la terre et de veiller à promouvoir l'être humain dans toute sa dignité et cela partout sur le territoire qui leur est confié. POUR LA VALLEE, LA PAPETERIE EST UN DERNIER ESPOIR QUI NE DOIT PAS ETRE DECU.

Les prêtres et agents de pastorale de la Vallée de la Matapédia

Léonard Côté, curé de Sayabec; Jean-Guy Roy, curé de St-Vianney; Ovila Paradis, ptre de St-Cléophas; François Labrie, curé de St-Cléophas; Léopold L. Thibault, curé de St-Tharsicius; Benoît Lantagne, curé de St-Zénon du Lac-Humqui; Clément Roussel, curé de Ste-Jeanne d'Arc; Maurice Gagnon, curé de Causapscal; Claude Lebel, curé de St-André et de Matapédia; Jean-Baptiste Bérubé, curé de Ste-Florence et de Routhierville; Gérard Roy, curé d'Amqui et de Ste-Irène; Rodrigue Roy, curé de St-Moïse et de St-Damase; Grégoire Bélanger, curé de St-Noël; Jean-Marie Beaulieu, curé de Val-Brillant; Charles Aimé Langlois, curé de St-Léon-le-Grand; Jean-Marie Ratté, curé de Padoue; André Caron, curé de la Rédemption; Emmanuel Gagnon, curé d'Albertville et de Ste-Marguerite; Jean-François Drapeau, curé de St-Alexis; Robert St-Pierre, curé de St-François d'Assise et de l'Ascension.

Messieurs les vicaires

Benoit Caron, vicaire à Amqui; Yves-Marie Melançon, vicaire à Causapscal; Jocelyn Malenfant, vicaire à Amqui.

Et les agents de pastorale

Sr Monique Rioux à St-Léon-le-Grand; Sr Jeannette Ruest à Ste-Irène; Fr. Rosaire Girard, s.c. à la Régionale de la Matapédia; Sr Jeanne Caron à Albertville; Sr Berthe Chenel à l'Ascension; Sr Marie-Anne Samson à St-Alexandre des Lacs; Mme Armandine Carrier à Ste-Marguerite; Sr Rita Gallant à Ste-Irène; Sr Irène Pettigrew à Ste-Irène; Sr Lucienne Dubé à Albertville; Sr Alice Turbide à l'Ascension; Sr Pauline Deschesne à St-André; Sr Gabrielle Landry à St-Alexandre des Lacs.

ANNEXE III

MANIFESTE DU FRONT COMMUN (Documentation Communication-Québec, 'région de l'Est') juin, 1973

Comme le prouve la manifestation d'aujourd'hui, notre population régionale a toujours su s'impliquer dans son développement et donner le coup de collier nécessaire pour atteindre ses objectifs. C'est ça qui nous a donné le BAEQ en 1963; le plan du BAEQ en 1966, l'Entente Canada-Québec en 1968, deux ans après le plan du BAEQ.

Même si elle n'a pas retenu toutes les recommandations du plan du BAEQ qui avait été préparé avec la participation de la population, l'Entente Canada-Québec a permis d'entreprendre ou de réaliser un certain nombre de choses:

- par exemple, les budgets du FRUL pour les travaux de sylviculture dans les territoires des OD sont payés par l'Entente,
- par exemple, le cartonnerie de Cabano touchera une aide spéciale à même les fonds de l'Entente,
- par exemple, le traversier brise-glaces, ici même, à Matane.

Mais, bien souvent, ça prend un temps énorme pour réaliser un projet sur lequel tout le monde est d'accord; bien souvent aussi on se sert des fonds spéciaux de l'Entente pour payer des programmes réguliers auxquels nous avons droit de toute façon. Par exemple, \$86 des soi-disant \$411 millions de l'Entente sont consacrés à la formation professionnelle qui est un programme fédéral qui s'applique à la grandeur du Canada, pas seulement ni spécialement dans notre région.

On ne peut pas dire non plus que les programmes de l'Entente ont permis de régler les problèmes fondamentaux de la région:

- La population ne cesse de diminuer, surtout chez les jeunes, qui n'entrevoient aucune possibilité d'avenir.
- Le chômage atteint souvent 30 pour cent et ne descend pas en bas de 20 pour cent; ça veut dire qu'il y a toujours au moins une (1) personne sur cinq (5) qui est en chômage.
Combien y en a-t-il ici, aujourd'hui? Pourtant, ailleurs, dans l'ensemble du Canada, quand le chômage atteint 10 pour cent, la population renverse le gouvernement.
- Un rapport fait par des experts, pour l'ODEQ, dit qu'en 1976 - la dernière année de l'Entente - le chômage va varier entre 18 et 25 pour cent. Et ce serait la dernière année de l'Entente? Nous n'aurions plus besoin de budgets spéciaux? Pourtant, avec des chiffres comme ceux-là, nous serons encore loin d'être sur le même pied que le reste du Québec!

Non! Ce qu'il nous faut, et tout de suite, ce sont des fonds supplémentaires dans tous les secteurs de l'activité régionale.

L'AGRICULTURE

On sait que, dans notre région, il y a malheureusement certaines exploitations agricoles qu'il faut retourner à la forêt et qu'on n'aurait jamais dû cultiver. Mais

- nous avons aussi de nombreuses zones de très bons sols,
- nous avons dans notre classe agricole un capital humain compétent et suffisant,
- nous avons l'immense marché de la Côte-Nord qui s'ouvre à nous si nous prenons les moyens de l'obtenir.

L'Entente a permis certaines réalisations dans le domaine agricole:

- pas le réaménagement foncier dans la zone agricole, il n'y en a pas eu;
- pas les expropriations pour le parc Forillon, c'est du tourisme même si c'est payé avec les budgets de l'Agriculture;
- pas les expropriations sur la fermeture des paroisses marginales.

Mais on a quand même réussi et mieux qu'ailleurs au Québec, car nous avons des fonds spéciaux:

- à consolider le secondaire - laiteries et meuneries - ce qui a haussé les revenus de la classe agricole;
- à améliorer la gestion des fermes avec les GERA.

Ca c'est bien beau, mais ça ne suffit pas à atteindre l'objectif d'une agriculture rentable et d'un niveau de vie convenable pour la classe agricole. Il va falloir faire plus, sans ménager ni les budgets ni les énergies.

- diversifier les productions (ex.: boeuf de boucherie, horticulture) selon le zonage;
- insister sur la commercialisation, surtout par rapport à la Côte-Nord;
- fonder une société mixte (Etat - organismes agricoles) pour vraiment faire du réaménagement foncier et éviter que des agriculteurs aient des terres à 6 milles l'une de l'autre comme c'est le cas actuellement.

LA FORET

D'après des experts reconnus, notre région offre un potentiel forestier des plus intéressants. Quand on connaît

- l'immense réservoir de main-d'oeuvre de la région,
- les énormes besoins de l'industrie forestière de rapprocher son approvisionnement pour réduire ses coûts,

il ne fait aucun doute que la forêt est une pierre d'assise du développement de l'Est du Québec.

Pour y arriver:

- il faut plus que \$25 millions en 8 ans comme dans l'Entente actuelle, des dizaines de millions de plus,
- il faut faire plus que racheter des concessions, ce qui profite d'abord aux grosses compagnies, même si c'est pour faire des forêts domaniales.

Mais l'Entente a quand même permis des réalisations importantes; des fermes forestières - des travaux de restauration (REXFOR) - des groupements forestiers - les travaux du FRUL.

Mais quand on pense à tout le potentiel qu'offre notre forêt, il est clair qu'il va en falloir plus; il faut trouver les budgets et les hommes pour étendre à toute la région les travaux de sylviculture du genre mentionné. En améliorant nos forêts, on ne peut pas faire d'erreurs, c'est rentable, toutes les études le prouvent.

En plus, on permet à l'arrière-pays de vivre en exploitant ses ressources et on permet à nos usines et leurs travailleurs de continuer.

Déjà, l'industrie forestière emploie en forêt ou en usine près de 50 pour cent de la main-d'oeuvre de la région; c'est un secteur qu'on ne peut pas négliger et auquel il faut consacrer tous les efforts nécessaires. Il nous faut et tout de suite, plus d'argent et des centres agro-forestiers qui vont être les noyaux de population qui vont permettre l'aménagement intensif et l'exploitation de la forêt.

LES PECHERIES

Depuis 1961, le prix de la denrée alimentaire courante qui a connu la plus forte hausse a été celui du poisson. Mais ce ne sont pas nos pêcheurs qui en ont profité, ce sont les grosses compagnies et les intermédiaires.

Bien sûr, l'Entente actuelle prévoit des fonds spéciaux pour les pêcheries dans notre région mais comme on ne dépense pas ou presque pas de budgets réguliers, la somme de \$21 millions est de la poudre aux yeux. Il est certain, par exemple, que la création prévue de parcs industriels de pêche est une bonne chose mais on n'a encore rien fait; on n'est pas très avancé, non plus, en ce qui concerne les points de débarquement. Et on n'a pas d'argent dans la présente entente pour faire plus.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Dans l'Entente Canada-Québec de \$411 millions pour 68-76, il y a \$86 millions pour la formation professionnelle. Or, ce programme s'applique de la même façon, partout à travers le Canada et ne constitue donc en aucune façon un budget spécial pour la région. A part le ministère de l'Expansion économique régionale, aucun ministère fédéral n'a de budget vraiment spécial dans notre région.

Cela n'empêche évidemment pas le programme de formation professionnelle d'être utile et même nécessaire dans (une) région comme la nôtre, où la valorisation de la main-d'oeuvre est une condition essentielle au développement. Mais, pour donner son plein rendement, il faudra:

- que les cours soient décidés dans la région,

- que les cours collent à la réalité de la région et contribuent aux autres efforts de développement: par exemple, l'artisanat, les mines, le tourisme, la sylviculture.

Avec des efforts soutenus et des budgets suffisants, nous pourrions devenir une des régions minières importantes du Québec et régler une partie de nos problèmes de chômage.

LE TOURISME

Le Bas Saint-Laurent et surtout la Gaspésie constituent la région touristique par excellence au Québec. C'est une ressource capitale parce que, dans notre société moderne, le tourisme représente et représentera de plus en plus un secteur dynamique, le plus dynamique au Québec en 1980. Il faut donc prendre les moyens de mettre en valeur le potentiel de la région et d'en tirer tous les avantages possibles en termes de revenus et d'emplois et le plan du BAEQ contenait plusieurs recommandations à ce sujet.

- Ça ne veut pas dire de faire des marinas et des clubs de golf, à même les fonds de l'Entente;
- ça ne veut pas dire non plus de faire des dépenses sur la Côte-Nord;
- ça ne veut pas dire de construire des unités-modèles que personne ne va voir parce qu'on n'a pas de crédit hôtelier;
- ça ne veut pas dire de faire des loi-matrasques et d'essayer de léser le monde comme à Forillon.

Mettre en valeur le potentiel de la région, ça veut dire de mettre en place, immédiatement, les gros équipements et l'infrastructure touristique:

- ça veut dire de s'en tenir au plan du BAEQ;

- ça veut dire de finir par commencer le parc provincial du Bic et celui des Chics-Chocs,
- ça veut dire de mettre en place le réseau d'étapes,
- ça veut dire que, quand on fait un parc Forillon à coup de millions on construit des routes pour les 500 000 touristes qui vont s'y rendre chaque été; qu'on établit des sources de crédit pour permettre la construction des facilités d'hébergement pour ces touristes;
- ça veut dire qu'on aménage les rivières à saumon et qu'on les protège adéquatement;
- ça veut dire qu'on développe des centres de vacances-famille pour les familles à revenu moyen qui ont droit elles aussi de visiter la Gaspésie.

Ca veut aussi dire de donner une formation touristique et d'assister et encadrer les initiatives de la population qui fait sa part dans le développement du tourisme; pensons aux festivals, aux bases de plein air, etc. Ca veut dire beaucoup d'argent car on en a dépensé trop pour faire autre chose que ce que disait le plan du BAEQ.

L'INDUSTRIE

Le relèvement économique de notre région passe par l'industrialisation.

Nos gens l'ont bien compris:

- la tannerie de Saint-Pascal passe au feu, la population fournit \$300 000 pour reconstruire.
- Cabano veut une cartonnerie on souscrit trois-quart de million dans toute la région.

Le BAEQ avait vu que notre région était spécialement pauvre en industrie et avait proposé des mesures incitatives spéciales pour l'Est du Québec; le gouvernement les a étendues à tout le Canada. Comment concurrencer les grands centres dans de telles conditions?

La population est prête à faire sa part et elle l'a montré chaque fois qu'on lui a demandé, même si notre région n'est pas très riche. Il va falloir que le gouvernement fasse la sienne, qu'il fasse un effort SPECIAL dans la région parce qu'on en a SPECIALEMENT besoin.

- Il va falloir augmenter les budgets pour l'industrie; deux ou trois autres Cabano et la caisse est vide;
- il va falloir faire les parcs industriels dans les zones prioritaires;
- il va falloir augmenter les budgets, le personnel et les efforts pour la promotion industrielle;
- il va falloir trouver des sources supplémentaires de crédit pour les entreprises, surtout les petites;
- il va falloir un Office de Promotion des produits de la région, par exemple, les travaux de nos artisans;
- il va falloir créer la Société de Gestion régionale où les démarches durent déjà depuis deux ans;
- il va falloir créer un fonds industriel spécial pour donner un coup de main quand le besoin sera là, pour aider à la transformation dans la région des produits de la région.

Dans le domaine industriel, on n'a pas le droit ni les moyens de ménager aucun effort.

LES AFFAIRES MUNICIPALES

Il y a actuellement 214 municipalités dans la région de l'Est du Québec. La plupart d'entre elles ont une population de moins de 1500 habitants et ce chiffre va constamment en baissant. C'est sûr et certain qu'on ne pourra pas aider toutes et chacune d'entre elles à se donner un plan d'urbanisme, un réseau d'aqueduc et d'égout et tous les autres services urbains.

Cette forme d'aide et ses équipements doivent être réservés aux centres de service et aux plus gros d'entre eux en priorité. Et il est très important qu'ils puissent avoir de bonnes infrastructures urbaines, car c'est une des conditions essentielles à la venue d'industries chez nous; comme ces municipalités-là ont déjà de grosses responsabilités, les subventions à 60-40 (60 pour cent par l'Entente, 40 pour cent par la ville) sont souvent insuffisantes et les forcent à trop s'endetter. Il faudrait que cette proportion passe à 80-20.

Tout ça peut nous donner de belles villes, mais ça ne règle pas le problème des petites paroisses de l'arrière-pays. La population de ces localités tient à rester sur place et à y gagner sa vie honorablement et convenablement si c'est possible, mais elle sait bien qu'elle ne peut pas se payer tous les services qu'on trouve à Rimouski, par exemple.

C'est pour ça qu'elle a trouvé une formule qui lui permettrait de se donner des services à la mesure de ses moyens; les centres agro-forestiers. En gros, il s'agit d'une dizaine de paroisses qui peuvent trouver à l'une d'entre-elles, le centre agro-forestier, un niveau de services qui peut répondre à la plupart de leurs besoins. Pour vraiment développer l'aménagement forestier dans la région, en prenant la main-d'oeuvre sur place et en

respectant sa dignité plutôt que de l'envoyer sur le bien-être social en ville comme on dit, il est tout à fait urgent de désigner des centres agro-forestiers avec la collaboration de la population et de leur aider à se doter des infrastructures nécessaires.

On ne pourra pas attirer et développer l'industrie sans avoir des villes bien équipées; on ne pourra pas développer la forêt sans avoir des centres agro-forestiers bien équipés. Et si on ne fait pas cela, la région va se vider.

LES TRANSPORTS

La Voirie

- La route 10 et la route 6, la ceinture de la Gaspésie,
- les routes autour de Murdochville,
- la route Rimouski-Cabano et Cabano-Trois-Pistoles.

En faire des routes convenables:

- pour la population qui s'en sert 365 jours par année,
- pour les centaines de milliers de touristes que nous avons chaque été.

Notre région est celle qui paie les taux d'assurance-automobiles les plus élevés: Pourquoi? Nous ne demandons pas la transcanadienne mais seulement des routes convenables, pavées, droites. Tout de suite.

Les communications maritimes

- Le traversier brise-glaces à Matane; ça s'en vient.
- Un traversier-rails pour assurer la liaison avec la Côte-Nord pour s'assurer des débouchés pour le commerce, pour nos produits industriels et agricoles sur un marché en pleine expansion.

- Des budgets pour entretenir nos installations portuaires, pas des marinas.
- Un complexe portuaire pour super-pétrolier dans la zone Gros-Cacouna - Isle-Verte, mais sans danger de pollution et avec une raffinerie dans la région, pas à Montréal ou aux Etats-Unis.

Les liaisons aériennes

- Un aéroport régional équipé, ça presse.

LES AFFAIRES SOCIALES

Sur 880 000 malades hospitalisés au Québec, on en a 68 000, soit 7,66 pour cent pour 6 pour cent de la population.

Sur 263 hôpitaux au Québec, on en a 13, soit 5 pour cent pour 6 pour cent de la population; mais un total de 2244 lits sur 58 392, soit 3,8 pour cent pour 6 pour cent de la population.

Bien plus, sur 10 000 docteurs, on en a 200, soit 2 pour cent pour 6 pour cent de la population.

On n'a pas de rattrapage à faire en ce qui concerne les cas d'hospitalisation, mais on est bien en bas de la moyenne pour le reste. On est dans une situation spéciale et il va falloir des budgets spéciaux pour la corriger. Ça ne serait que justice qu'au moins dans le domaine de la santé, on puisse avoir les mêmes standards que le reste du Québec. Si on ne veut pas laisser mourir la région, on ne veut pas non plus laisser mourir ceux qui l'habitent. La santé des gens, c'est grave; dans un pays riche comme le nôtre, en plein 20ième siècle, il doit y avoir moyen de remédier à cette situation-là.

Il faut aussi établir une juste répartition géographique dans la région même et obtenir des institutions suffisantes pour l'enfance et les

personnes âgées.

Dans les affaires sociales, il faut aussi parler de la relocalisation, ou comme les autres l'appellent de l'aide aux migrants. C'est un programme utile et nécessaire, car il permet d'aider les gens à s'intégrer dans un nouveau milieu où ils ont pu discerner des possibilités d'améliorer leur sort. Jusqu'à là, nous sommes d'accord, tant que la relocalisation est complémentaire à l'aménagement.

Mais il ne faut pas mettre la charrue devant les boeufs; le but ça ne doit pas être de déménager les gens, ça doit être d'aider les gens à participer au développement de la région là où ils sont le plus en mesure de le faire. Pour ça, il faut essayer d'aménager et de développer l'arrière-pays et permettre aux gens de demeurer dans leur milieu. Il faut donc de toute urgence désigner les centres agro-forestiers, les équiper convenablement et mettre en oeuvre des programmes de développement de l'arrière-pays, surtout dans le secteur forêt, le tout en consultation étroite avec la population.

LES LOISIRS

La situation du secteur loisir, dans la région de l'Est du Québec, demeure pour ainsi dire l'enfant pauvre. L'Entente Canada-Québec, à l'intérieur de ses budgets et de sa programmation, on n'a pas considéré le développement du loisir à sa juste valeur, sinon de le mettre à la remorque du ministère du Tourisme qui, lui, n'a pas comme tel de préoccupation dans ce domaine.

Vu l'importance qu'a le loisir aujourd'hui dans notre société, tant au niveau social qu'économique, vu aussi les besoins ressentis et le peu de moyens dont jouit la population de l'Est du Québec, il est très important

que la situation actuelle soit immédiatement corrigée, que le loisir soit reconnu au même titre que les autres secteurs et que les budgets soient affectés pour les fins suivantes:

- mise en place d'infrastructures,
- doter la région d'équipements récréatifs de plein air et de socio-culturel,
- aide à l'opération de ces équipements et à l'animation,
- aide à la recherche et à la planification,
- aide à la formation et à l'engagement de personnel.

Afin d'en arriver à répondre d'une façon adéquate au développement du loisir dans la région de l'Est du Québec et en arriver à rattraper le reste du Québec, il faut prévoir des fonds spéciaux pour la région dans ce secteur.

CONCLUSION

Après avoir fait le tour de la question, il doit vous apparaître comme à nous que notre région est loin d'avoir rattrapé le Québec. Nous avons moins d'emplois, moins d'industries, moins de transports, moins de santé, moins de revenus, mais plus de chômage, de pauvreté et d'assistance sociale. Il est clair également que ce n'est pas l'Entente actuelle qui va nous permettre de faire ce rattrapage.

On avait un peu oublié que le plan du BAEQ avait fixé pour 1982 l'époque où nous atteindrions cet objectif, si on suivait ses recommandations dont l'Entente qui a été signée deux ans plus tard, en a écarté certaines. Mais, il faut bien se rendre à l'évidence: pour rattraper la moyenne des autres régions du Québec, il nous faudra des budgets spéciaux, supplémentaires et une administration différente.

Il va nous falloir des budgets spéciaux parce que nous sommes dans une situation spéciale: nous sommes les parents pauvres dans les régions du Québec. Nous ne demandons pas de privilèges; nous ne voulons que notre juste part des richesses collectives. Mais, pas sous forme d'assistance sociale: nous ne voulons pas vivre au crochet de l'Etat. Ce que nous voulons, c'est d'obtenir l'aide qui nous permettra de mettre en valeur les ressources de notre région. D'après une étude de l'ODEQ, le gouvernement dépense plus par année dans la région sous forme d'assistance sociale que dans les programmes de développement de l'Entente, nous exigeons que ce soit le contraire, que cesse ce scandale!

Mais quand nous parlons de budgets spéciaux, nous voulons dire des budgets vraiment spéciaux; pas des programmes comme celui de la formation professionnelle qui s'appliquent à travers tout le Canada et qu'on nous passe dans une Entente qui est censée consister en fonds extraordinaires, différents des budgets réguliers.

Nous exigeons aussi qu'il y ait des montants supplémentaires parce qu'au rythme actuel, nous n'atteindrons jamais la moyenne du Québec. Les efforts de l'Entente, si valables soient-ils, n'ont pas réussi à faire baisser de façon significative le chômage et l'assistance sociale dans la région. Qui n'avance pas, recule, parce que le reste du Québec ne nous attend pas; il poursuit son propre développement. Nous réclamons des sommes supplémentaires parce que dans tous les secteurs il y a des besoins criants que nous ne pourrions pas satisfaire avec l'Entente actuelle.

Nous demandons aussi une administration différente. Même s'il y a eu des progrès remarquables au cours des dernières années, l'appareil gouvernemental est encore trop lent; les ministères sont encore trop

cloisonnés; les coordonnateurs n'ont pas encore assez de pouvoirs; trop de décisions se prennent à Québec. Plusieurs formules sont proposées:

- Donner plus de pouvoirs à l'ODEQ et aux coordonnateurs sur les montants qui sont mis à leur disposition, pour que les décisions se prennent dans la région, mais cela fait des années qu'on le demande sans résultats importants.
- Constituer un gouvernement régional formé d'élus du peuple qui aurait la responsabilité des sommes spéciales pour le développement de la région et de la structure d'exécution du Plan. C'est l'idéal, mais c'est peut-être un rêve pour tout de suite.
- Ce que nous voulons, c'est créer une société de développement de l'Est du Québec, autonome dans ses décisions, avec conseil d'administration où siègeraient des représentants des deux gouvernements et de la population, comme Cap-Breton et comme on vient de le demander en Abitibi. D'ailleurs, le BAEQ parlait d'un Office régional de Développement.

Mais il ne suffit pas de budgets spéciaux supplémentaires et d'une administration efficace pour assurer le développement de la région. Le développement ne se fera pas si la population ne s'implique pas, si elle ne fait pas d'efforts.

Mais la population ne veut pas être seulement dans les efforts, elle veut être associée dans les décisions. Elle veut avoir son mot à dire et qu'on l'écoute quand elle parle. Elle veut que le plan de développement, ce soit son plan de développement puisque c'est sa région à elle qu'elle veut développer. La région, elle n'appartient pas à l'ODEQ ou à un gouvernement régional ou à une société de la Couronne, ni aux députés, elle appartient à la population.

Il y a déjà eu des fronts communs dans la région: il y en a eu un pour avoir le plan du BAEQ, il y en a eu pour la signature de l'Entente; ils n'ont pas lâché avant d'avoir atteint leur objectif.

Le front commun populaire pour le développement régional dont c'est aujourd'hui la première manifestation de masse ne lâchera pas lui non plus tant qu'il n'aura pas obtenu l'assurance que des fonds spéciaux supplémentaires suffisants pour rattraper le Québec dans des délais raisonnables seront versés à la région et aussi que la population sera écoutée dans les décisions qui concernent son propre développement.

ANNEXE 1V

ON EST PARTI POUR RESTER

TROUPE THEATRALE: LES GENS D'EN BAS.

ON EST PARTI POUR RESTER

Distribution Automne 79

Daryelle Belzile, Eudore Belzile, Raymond
Bertin, Martin Dion, Claude-Francis Huguet,
Bouchard Lévesque, Lise Théberge, Benoit
Vaillancourt.

Musiciens:

Jean Boucher, Suzanne Dion, André Fillion,
Michel Garon, Claude Giguère, François
Labbé, Martine Lepage, Danielle Lévesque,
Pierre Montgrain, Gaston Thibault.

Collaboration spéciale:

à la musique: Pierre Montgrain
aux costumes: Gabrielle Gagnon
aux programmes et affiches: Patrice
Saint-Pierre
studio et enregistrement: André Chouinard
à la création: Denis Leblond

Ainsi que:

Yolande Dion, Chantal Desrosiers, Gilles
Raymond, Francine Paris, Daniel Beauchesne,
l'Ecole Populaire d'art et d'essai, la groupe
Rigodon, Christian Gilbert et Gilles Légaré,

Et tous ceux qui luttent pour transformer le
monde et la vie.

Les Gens d'en bas 1979

ON EST PARTI POUR RESTER raconte la vie et les luttes des gens d'ici. La parole est aux voyageurs, ces relais de la pensée populaire. Celui ou celle qui a passé sa vie à voyager, a beaucoup à dire. Ainsi en est-il du peuple de l'Est du Québec, habitué de se faire "charrier d'un bord et de l'autre". Aujourd'hui nous devons subir les conséquences d'une crise économique mondiale et nous sommes forcés de nous exiler pour travailler. Ce n'est pas l'effet du hasard.

Il y a eu le passage de la ville au village. Ainsi, pour certains, le début du voyage remonte à l'époque de la grande crise de 1930. La ville n'étant plus viable, on nous incitait fortement à peupler les régions, à y rejoindre les compagnies forestières déjà installées. Ce furent les dures années de la colonisation. Jusqu'au jour où ça n'a plus été payant. Les compagnies reparties, les gouvernements mirent en oeuvre de nouveaux plans de "développement".

Plusieurs durent parcourir le chemin du village à la ville. Les "efforts" du B.A.E.Q. et de l'O.D.E.Q. aboutirent à la fermeture d'une douzaine de villages dans le Bas du Fleuve et en Gaspésie. Dépeuplement rapide et brutal qui prit pour plusieurs l'allure d'un départ précipité. A l'heure actuelle, on ne ferme plus de villages. Du moins, plus de la même façon. Les méthodes ont changé, elles se sont raffinées. Mais une chose est sûre: l'exode se poursuit. Aussi nous faut-il être doublement vigilants.

Le spectacle témoigne des formes d'organisation mises en place par les gens dans certains villages ou regroupements de villages, et de résultats concrets obtenus grâce à ces luttes. Le courage de ceux qui résistent depuis des années pour rester chez-eux est bien réel. Des exemples en sont donnés à tous les jours. On est parti pour rester, ça pourrait être la devise des hommes et des femmes qui travaillent pour maintenir les services en milieu rural, pour conserver les écoles et aussi pour le droit au travail.

LES VOYAGEURS

Les voyageurs sont arrivés
Donnez-nous des nouvelles (bis)
Ah! des nouvelles on va vous en donner
A commencer par le premier
Mais c'est pas sûr que vous les croirez
C'est pas exceptionnel
Nul n'est prophète dans son coin
A beau mentir qui vient de loin

Faut surtout pas lire le journal
Pour savoir les nouvelles (bis)
Le sport et la publicité
C'est l'essentiel de leurs cahiers
Les Bellavance ont le papier
Y connaissent les ficelles
De Gaspé à Kamouraska
Quand on voyage on apprend ça

A Cacouna ça fait cent ans
Qu'y promettent une bébelle (bis)
Le plus grand port en eau profonde
Qui donnerait d'l'ouvrage à tout l'monde
Chaque élection on sort les sondes
Surveillez les nouvelles
En l'an 3000 si on est là
Premier bateau accostera

Dans les usines d'éducation
Dans ces tours de Babel (bis)
On gave les jeunes de connaissances
A quoi ça sert un bacc. en sciences
Pour retirer de l'assistance
Marchons la route est belle...vers Montréal
Car qui s'instruit s'enrichira
Chômeurs instruits méditez ça

Des élections pour le printemps
Au peuple on fait appel (bis)
Ca va t'y nous donner d' l'ouvrage
Ca va t'y faire baisser l'chômage
Votez pour nous et on s'engage
C'est une bagatelle
Et patati et patata
Pendant quatre ans ça changera pas

Qu'il neige, qu'il vente ou qu'il poudroie
C'est encore tel que tel (bis)
Avec le chômage que nous recevrons
Faudra se faire comme de raison
Tel le rongeur des provisions
pour la saison nouvelle
Et tout l'hiver grignotera
Quand on est suisse on apprend ça

Premier voyageur à parler
Voulez-vous des nouvelles (bis)
Il dit: j'ai vu les gens d'en haut
Qui sont pas beaux qui sont pas trop
Mais qui possèdent des châteaux
Avecque leurs chapelles
On est d'en haut ou bien d'en bas
Quand on voyage on apprend ça

...théâtre les gens D'en bas

CHANSON DU PEUPLE SUR LA CRISE

Les riches dans notre monde
comme cette histoire vous le raconte
que leur étoile monte
au ciel ou qu'elle retombe
le peuple en paie les frais
Vous n's'rez pas maîtres
dans la maison tout l'temps

Car pour nous rien ne change
dressant la table de leurs festins
nous payons sans mesure
qu'elle monte ou qu'elle descende
leur facture insolente
Vous n's'rez pas maîtres
dans la maison tout l'temps

Et quand ils sont malades
quand ils se sont bien empiffrés
ils s'inventent un coupable
Alors voilà le peuple
au banc des accusés
Vous n's'rez pas maîtres
dans la maison tout l'temps

Le tribunal des riches
s'en prend au peuple violemment
Impose des amendes
des lois et des décrets
que votent ses parlements
Vous n's'rez pas maîtres
dans la maison tout l'temps

Pendant ce temps les riches
assemblés en festivité
se tapent sur les cuisses
sablent le champagne
pour boire à leur prospérité
Vous n's'rez pas maîtres
dans la maison tout l'temps

Mais le peuple n'est pas dupe
il entrevoit d'où vient le vent
apprend dedans ses luttes
à démêler le vrai du faux
assurément
Nous serons maîtres dans la maison un jour.

...Eudore Belzile(traditionnel)

C'EST EN 1930

C'est en 1930
Qu'apparaît la crise
Nos bras sont en vente
Mais les boss nous disent:
Pas de travail pour toé
On stoppe les machines
Tu veux te syndiquer
Va -t-en de mon usine
Quand on avait l'âge
La force et le courage
Y avait même plus de pain
Chez nous et chez l'voisin
Y avait que la misère
Dans toutes les maisons
Pour la classe ouvrière
C'était la dépression

C'est pas de galeté d'coeur
J'ai perdu mon enfant
Y aurait pas eu de bonheur
Pour ce pauvre innocent
Parce qu'il aurait eu peur
Parce qu'il aurait eu faim
Dans ce monde de-malheur
De crise et de chagrin
Y avait que la misère dans
Dans toutes les maisons
Pour la classe ouvrière
C'était la dépression

Mais tes profits patrons
Hier j'les ai produits
Quand ça n'tourne pas rond
Tu me r'gardes et tu ris
On s'rait comme du bétail
Qu'on abat sans remords
Ouvrez vos coffre-forts
On a droit au travail
Mais la colère gronde
Chez ceux qui ont si peu
Nous sommes le plus grand nombre
On sait ce que l'on veut
Tous les chemins sont fermés
Par les murs du chômage
On va se révolter
Pour not'droit à l'ouvrage

...Gilles Raymond/Chantal Desrosiers

REEL DE LA COLONISATION

Les compagnies sont arrivées
On a bûché comme des damnés
Elles ont raaé toutes les forêts
Comme si ça leur appartenait

Refrain

A la main gauche à la main droite
et saluez votre compagnie

L'affaire avait bien commencé
En 1900 dans les chantiers
On s'est installé on les a crus
Ca pas été long qu'on s'est r'trouvé sus l'cul

Refrain

Idem

Nos curés le gouvernement
Faut se l'avouer ont le coeur grand
Y savent où sont leurs intérêts
Y nous l'disent pas c'est leur secret

Refrain

Idem

Au commencement j'ai voté rouge
Y ont fait comme si j'existais pas
J'ai voté bleu j'ai voté vert
J'étais toujours au même salaire

Refrain

A la main gauche à la main frette
Changez d'bord vous vous êtes trompés

Monsieur l'curé nous l'a bien dit
Y a pas meilleur qu'la compagnie
C'pas grave si tu meurs à la guerre
Tu s'ras plus vite au purgatoire

Refrain

Tout l'monde en ligne pour les vieux pays
La promenade

Connu les joies de l'enfantement
J'ai mis au monde quatorze enfants
J'en ai quatre partis à la guerre
Se faire abattre pour l'Angleterre

Refrain

Tout l'monde en ligne pour les vieux pays
La chaîne des dames

Quand t'es toute seule à la maison
Tu t'fais une idée d'la colonisation
Le train le barda l'ordinaire
Not'seul vrai lot c'est la misère

Refrain

Le monde au milieu
La compagnie tout l'tour

Quand ça n'a plus été payant
Les compagnies ont sacré l'camp
Nous autres on est devenu pêcheurs
Pour la plupart cultivateurs

Refrain

A moins qu'tu viennes sur la côte nord
Bûcher pour la Québec North Shore

On a encore recommencé
Comme nos parents y a qu'èkes années
On dirait qu'y font par exprès
Prévenez nous donc la prochaine fois

Refrain

Idem

Pis un beau jour c'est arrivé
Y ont dit vous êtes sous-développés
On est encore tombés sus l'cul
C'était l'début du BAEQ

....Eudore Belzile/Benoît Vaillancourt/
Pierre Montgrain

LES EMIGRES

Nous avons eu des coups de cafard
L'hiver a été des plus dur
Le bois est encore plaqué de neige
Y's 'sont arrangés pour qu'on parte
Les chemins étaient mal entretenus
Par rapport qu'y reste plus grand monde

Comme Matane nous livrait plus d'huile
Paul a sorti la truie à bois
On a passé l'hiver autour
J pense qu'on est aussi ben d'partir
Rester icitte c'est pas vivable
Comme nous disait l'représentant

Y est venu nous voir à la fin mars
Y dit j'vous amène faire un tour
Voir les appartements d'Matane
125 par mois tout compris
A deux rues de la polyvalente
Voisin de l'assurance-chômage

J'ai vu les plus beaux HLM
Chauffés à l'électricité
Sur des rues propres et accueillantes
Y a pas plus d'arbres qu'à Montréal
Faut pas courir sur la pelouse (2)
C't'un étranger qui a la clef

Icitte les maisons sont démolies
Il n'en reste plus que quelques unes
Qui tiennent deboutte comme un défi
Les maisons sont si clairsemées
Qu'le soir on allume des chandelles
Pour montrer qu'on est encore vivant

Ton père s'ennuie énormément
Y passe ses journées à s'berçer
Y passe ses journées à jongler
Après la tournée d'ses collets
Y suit la route les yeux fermés
Jusqu'au magasin général

J'ai vu les plus beaux HLM
Ton père s'ennuie énormément
Les maisons sont si clairsemées
Y s'sont arrangés pour qu'on parte
Comme nous l'disait l'représentant
"V'nez voir les plus beaux HLM"... (2)

...Eudore Belzile/Alain St-Pierre

CHANSON DU TOUR DE LA GASPESIE

Me voici de retour
De St-Thomas d'Cherbourg
Les framboises poussent en talles
Sur la rue principale
Tu auras de la visite tantôt

Inutile que j'me rende
A Sacré-Coeur des Landes
J'ai eu beau m'informer
C'est plus guère habité
Tu auras de la visite tantôt

Jos de St-Jean de Brébeuf
Habite un bloc tout neuf
Est d'avis qu'les patates
Ca pousse mal sur l'asphalte
Tu auras de la visite tantôt

Pas ramené grand souvenir
D'St-Octave de l'Avenir
Sauf ces cannettes de bière
Gisant dans l'presbytère
Tu auras de la visite tantôt

Y z'ont r'mis leur pack-sack
Ceux d'St-Bernard des Lacs
Quarante ans de labeur
Pour finir voyageur
Tu auras de la visite tantôt

Quand on est fonctionnaire
Dans un grand ministère
Sur une carte c'est un mot
St-Edmond de Pabos
Tu auras de la visite tantôt

Cherchant un domicile
Elle arpente les villes
C'est madame la misère
D'St-Paulin d'Allibaire
Tu auras de la visite tantôt

J'ai piqué par St-Nil
Pour retourner en ville
Le bois avait r'pousser
Me s'rais perdu à pied
Tu auras de la visite tantôt

...E. Belzile/E. Belzile

LA FORET TOUT L'TOUR

Refrain

Par chez-nous y a d'la forêt tout l'tour
Ca manque pas d'ouvrage
Ca manque pas d'ouvrage
Par chez-nous y a d'la forêt tout l'tour
Ca manque pas d'ouvrage dans les alentours

1

V'la le matin
Vous pouvez vous employer
A la r'garder pousser
A humer ses odeurs
A la faire visiter
Aux touristes et chasseurs

Refrain

2

C'est l'midi
Vous pouvez vous employer
A la r'garder couper
Y aura pu rien tal heure
Une compagnie privée
Est d'dans depuis 8 heures

Refrain

3

Déjà le soir
Vous pouvez vous employer
A la fin d'la soirée
A compter les billots
Nous ont passé sous l'nez
La manne c'est pour les gros
On r'monte le chauffage à l'huile
Et on recommence

Refrain

4

Vous pouvez être engagé
Dans la forêt publique
A sans cesse replanter
Des p'tites pousses anémiques
Qui passeront pas l'année

Refrain

5

Vous pouvez être engagé
Canada au Travail
Le député choisi
Insignifiant détail
As-tu voté pour lui

Refrain

6

Vous pouvez être engagé
Un p'tit bout d'bois gossé
Ca nous r'monte le moral
Une chance d'être exposé
Au Musée régional

Refrain

7

Vous pouvez être engagé
Comme varloppoux gosseux
Mais la job ia plus belle
Qui rend nos cœurs joyeux
C'est les couronnes de Noël

Refrain

...D. Leblond/E. Belzile/
Pierre Montgrain

CHANSON DU TRAVAIL ET DE LA TERRE RETOURNEE

De bon matin, on s'est levé
Pour entreprendre une autre journée
La forêt à éclaircir
Toute la terre est retournée
Des usines à reconstruire
Pour nourrir l'humanité
Une autre journée pour faire le pain
On s'est levé de bon matin.

L'homme et la femme dans leur labeur
Ont poursuivi la fuite des heures
Un cours d'eau à maîtriser
Les richesses à faire saillir
La nature qu'il faut dompter
Nouvelle vie à faire jaillir
La fuite des heures déroule sa trame
Dans leur labeur l'homme et la femme.

L'homme et la femme par la matière
Ont façonné la terre entière
La machine, sans eux, déraile
Les maisons n'ont plus de portes
La terre morte n'est que pierraille
Que le vent souffle et emporte
La terre entière devenue sauvage
Tournerait à vide sans leur ouvrage.

...D. Leblond/P. Montgrain

Annexe V: Contributions provinciales au JAL

<u>Ministère, Organisme</u>	<u>Programme</u>	<u>Projet, Allocation</u>	<u>Bénéficiaires</u>	<u>Année</u>	<u>Montant</u>
Ministère de l'Agric- culture	Entente FODER	Encadrement	Coopérative	1973-74	\$ 35 231
Ministère de l'Agric- culture	Entente FODER	Encadrement	Coopérative	1974-75	\$ 66 317
Ministère de l'Agric- culture	Fonds de développement régional	Encadrement	Coopérative	1975-76	\$ 68 300
Ministère de l'Agric- culture	Fonds de développement régional	Caveau (50%) & pro- duction (50%)	Projet pommes de terre	1975-76	\$100 000
Ministère de l'Agric- culture	Spécial	Encadrement	Coopérative	1976-77	\$ 90 000
Ministère de l'Agric- culture	Spécial	Encadrement	Coopérative	1977-78	\$ 98 200
Ministère de l'Agric- culture	Spécial	Encadrement	Coopérative	1978-79	\$ 90 000
Ministère de l'Agric- culture	Régulier	Implantation de la tubulure	Erablière	1977-78	\$ 2 500
Ministère de l'Agric- culture	Régulier	Implantation de la tubulure	Erablière	1978-79	\$ 6 000
Ministère de l'Agric- culture	Régulier	Semence élite	Projet pommes de terres	1976	\$ 450
Ministère de l'Agric- culture	Programme d'aide à l'entreposage de fruits et légumes	Construction 21ème caveau	Projet pommes de terres	1978	\$ 30 500

<u>Ministère, Organisme</u>	<u>Programme</u>	<u>Projet, Allocation</u>	<u>Bénéficiaires</u>	<u>Année</u>	<u>Montant</u>
Ministère des Communica- tions	Régulier	JE - JAL	Coopérative	1974	\$ 960
Ministère des Communica- tions	Régulier	JE - JAL	Coopérative	1975	\$ 4 521
Ministère des Communica- tions	Régulier	Panneaux publicitaires	Coopérative	1976	\$ 759
Ministère des Communica- tions	Régulier	Implantation de la radio	Jaljase Inc.	13 août 1975*	\$ 5 000
Ministère des Communica- tions	Régulier	Implantation de la radio	Jaljase Inc.	1er février 1976	\$ 3 000
Ministère des Communica- tions	Régulier	Fonctionnement de la radio	Jaljase Inc.	7 février 1977	\$15 000
Ministère des Communica- tions	Régulier	Fonctionnement de la radio	Jaljase Inc.	20 décembre 1977	\$40 000
Ministère des Communica- tions	Régulier	Fonctionnement de la radio	Jaljase Inc.	23 février 1979	\$50 000
Ministère de l'Industrie et du Commerce	Régulier	Stagiaire en comptabilité	Coopérative	1978	\$ 1 798
Ministère des Affaires culturelles	Régulier	Promotion du patrimoine (camp en bois rond)	Coopérative	1978	\$ 1 850

* Formée le 5 juin 1978, auparavant parrainée par la Coopérative.

Ministère, Organisme	Programme	Projet, Allocation	Bénéficiaires	Année	Montant
Ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières	Spécial	Fonds de roulement	Coopérative	1978	\$ 4 500
Centre de main-d'oeuvre	Programme d'emplois nouveaux (PEN)	Emploi de 6 personnes pour une période de 9 à 10 mois	Projet pommes de terre	1976	\$ 13 672
Centre de main-d'oeuvre	Programme d'emplois nouveaux		Projet pommes de terre	1977	\$ 12 309
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Service juridique	Groupeement forestier (JAL:100%)	1973-74	\$ 1 000
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Aide de démarrage	Groupeement forestier (JAL 100%)	1973-74	\$ 5 000
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Travaux sylvicoles	Groupeement forestier (JAL 100%)	1973-74	\$ 15 061
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Reboisement	Groupeement forestier (JAL 100%)	1974-75	\$ 1 316
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Travaux sylvicoles	Groupeement forestier (JAL 100%)	1974-75	\$ 23 884
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Reboisement	Groupeement forestier (JAL 100%)	1975-76	\$ 625
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Travaux sylvicoles	Groupeement forestier (JAL 100%)	1975-76	\$ 10 806

<u>Ministère, Organisme</u>	<u>Programme</u>	<u>Projet, Allocation</u>	<u>Bénéficiaires</u>	<u>Année</u>	<u>Montant</u>
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Recrutement	Groupe ment fores- tier (JAL - 25%)	1976-77	\$ 6 468
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Travaux sylvicoles	Groupe ment fores- tier (JAL 100%)	1976-77	\$52 179
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Recrutement	Groupe ment fores- tier (JAL 42%)	1977-78	\$ 5 082
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Reboisement	Groupe ment fores- tier (JAL 96%)	1977-78	\$ 4 494
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Travaux sylvicoles	Groupe ment fores- tier (JAL 58%)	1977-78	\$93 623
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Recrutement	Groupe ment fores- tier (JAL 100%)	1977-78	\$ 693
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Reboisement	Groupe ment fores- tier (JAL 65%)	1978-79	\$ 3 200
Ministère des Terres et Forêts	Service de l'aide à la forêt privée	Travaux sylvicoles	Groupe ment fores- tier (JAL 63%)	1978-79	\$168 722
Ministère des Terres et Forêts	Forêt publique	Coupe à blanc (82%) Coupe sélective (18%)	Groupe ment fores- tier	1975-76	\$ 21 408
Ministère des Terres et Forêts	Forêt publique	Coupe (91%) Récupération (9%)	Groupe ment fores- tier	1977-78	\$ 36 428
Ministère des Terres et Forêts	Forêt publique	Coupe (52%) Récupération (48%)	Groupe ment fores- tier	1978-79	\$ 18 810

Source: Informations fournies par l'OPDQ-Est, Rimouski
G. Tilly, N. Alexandre. op. cit. 1979

ANNEXE VI: Contributions fédérales au JAL

<u>Ministère, Organisme</u>	<u>Programme</u>	<u>Projet, Allocation</u>	<u>Bénéficiaires</u>	<u>Année</u>	<u>Montant</u>
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme d'initiatives locales (PIL)	Service et amélioration du milieu du JAL (SAM du JAL) (promoteur: coopérative)	Municipalités du JAL (1/3 chacune)	1974-75 (27/01/75 au 25/07/75)	\$ 64 431
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme d'initiatives locales (PIL)	Amélioration et innovations intermunicipales (promoteurs: municipalités du JAL)	Municipalités du JAL (1/3 chacune)	1975-76 (17/11/75) au 11/06/76)	\$124 950
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme d'initiatives (PIL)	Consolidation des aménagements et développement des initiatives communautaires (CADIC) (promoteurs: Coopérative et municipalités du JAL)	Coopérative et les municipalités du JAL (1/4 chacune)	1976-77 (6 mois)	\$ 88 324
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Canada au Travail	Tour JAL (promoteur: Coopérative)	Coopérative et les municipalités du JAL (1/4 chacune)	1977-78 (04/07/77 au 28/10/77)	\$ 30 576
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Canada au Travail	JAL continu (circuit canot-camping) (promoteur: Coopérative)	Coopérative, Groupement Forestier, Association Chasse & Pêche (35%) St-Juste (25%) Auclair (20%) Lejeune (20%)	1977-78 (15/01/78 au 22/09/78)	\$102 235
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Canada au Travail	Consolidation - Coopération 79 (promoteur: Coopérative)	Coopérative (35%) St-Juste (25%) Auclair (20%) Lejeune (20%)	1978-79 (06/10/78 au 26/10/79)	\$ 47 535
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Perspective- Jeunesse	JAL en vacances (circuit canot-camping) (promoteur: Coopérative)	Coopérative	1975 (09/06/75 au 23/08/75)	\$ 10 648

<u>Ministère, Organisme</u>	<u>Programme</u>	<u>Projet, Allocation</u>	<u>Bénéficiaires</u>	<u>Année</u>	<u>Montant</u>
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Jeunesse Canada au Travail	Jeunesse Animation Loisirs JAL (promoteur: Coopérative)	Coopérative	1977 (13/06/77 au 19/08/77)	\$ 7 806
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme de formation de main-d'oeuvre (PFMO)	Au niveau de l'encadrement et de l'animation	Coopérative	1977	\$ 1 606
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme de formation de main-d'oeuvre (PFMO)	Aide aux agriculteurs (86%) animation touristique	Coopérative	1978	\$ 13 305
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme de formation de main-d'oeuvre (PFMO)		Erablière	1977-78	\$ 5 678
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme de formation de main-d'oeuvre (PFMO)		Erablière	1978-79	\$ 1 915
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme de formation de main-d'oeuvre (PFMO)	2 personnes	Projet pommes de terres	1976-77	\$ 8 743
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme de formation de main-d'oeuvre (PFMO)	2 personnes	Projet pommes de terres	1977	\$ 3 964
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme de formation industrielle de la main-d'oeuvre (PFIMC)	Formation de sylviculteurs	Groupeement Forestier	1978-79	\$114 906
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme de formation industrielle de la main-d'oeuvre (PFIMC)	Formation de sylviculteurs	Les Essences Jalles Inc.	1977 1978	\$ 6 978 6 740

<u>Ministère, Organisme</u>	<u>Programme</u>	<u>Projet, Allocation</u>	<u>Bénéficiaires</u>	<u>Année</u>	<u>Montant</u>
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme d'aide à la création locale d'emplois (PACLE)	—	Erablière	1976 à 1979 (08/76 à 05/79)	\$ 499 386
Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration	Programme d'aide à la création locale d'emplois (PACLE)	—	Les Branches Jalles	1978	\$ 170 148
Ministère de l'Expansion économique régionale	Régulier	—	Les Essences Jalles Inc.	1977	\$ 18 971
Ministère de l'Expansion économique régionale	Régulier	—	Les Essences Jalles Inc.	1978	\$ 1 154
Ministère de l'Agriculture	Programme d'aide à l'entreposage des fruits et légumes	Construction du 2ième caveau	Projet Pommes de terre	1977	\$ 22 000
Conseil des Arts	Régulier	Cours de formation de techniciens	Radio	mars 1978	\$ 3 000
Conseil des Arts	Régulier	Cours de formation de techniciens	Radio	mars 1979	\$ 2 464
Conseil des Arts	Régulier	Enquête socio-économique de Gilles Roy	Coopérative	1978	\$ 6 300
Conseil des Arts	Régulier	Bibliothèque	Coopérative	1978	\$ 2 973
Secrétariat d'Etat	Programme de service communautaire étudiant (PSCE)	Format JAL	Radio	1975	\$ 6 600
Secrétariat d'Etat	Programme de service communautaire étudiant (PSCE)	Format JAL	Radio	1976	\$ 6 200
Secrétariat d'Etat	Programme de service communautaire étudiant (PSCE)	Accueil et hébergement	Coopérative	1978	\$ 9 150

Source: Informations fournies par l'OPDQ-Est, Rimouski
G. Tilly, N. Alexandre, op. cit. 1979

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et articles de revues spécialisées

ABERLE, David F. "A Note on Relative Deprivation Theory" in Sylvia L. Thrupp, ed., Millennial Dreams in Action: Essays in Comparative Study (The Hague: Mouton, 1962).

Actes du colloque de l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française. La transformation du pouvoir au Québec (Montréal: Editions Coopératives Albert St-Martin, 1979).

Actes du colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski. L'Impact des lois 90 (zonage agricole) et 125 (aménagement-urbanisme) dans l'Est du Québec, (Rimouski: GRIDEO-UOAR, juin 1981).

ALLARDT, E., ROKKAN, S. Mass Politics: Types of Protests and Alienation (New York: Free Press, 1970).

ALSENE E., HAMEL, P., PATENAUDE, J. Les politiques urbaines et régionales au Québec: éléments de bibliographie (1940-1977). Cahiers de recherche de la faculté de l'aménagement, Université de Montréal, 1980.

Aménagement rural et développement agricole (ARDA), Fédération québécoise pour l'habitation, l'urbanisme, l'aménagement et le développement des territoires (FOHUART). Le Québec face à l'aménagement régional (Montréal: Université de Montréal, 1967).

ARDA. Convention fédérale-provinciale sur le redressement économique des régions rurales, 1965-70 (Ottawa: Ministère des Forêts, 1965).

AMIN, Samir, BELAL, Abdel Aziz. "Le monde périphérique et les mécanismes de blocage du sous-développement", L'Economiste du Tiers-Monde, vol. 1, décembre 1973 - janvier 1974, pp. 61-70.

AMIN, Samir. L'accumulation à l'échelle mondiale (Paris: Anthropos, 1972).

AMIN, Samir. Le développement inégal: essai sur les formes sociales du capitalisme périphérique (Paris: Editions de Minuit, 1973).

ANDERSON, James. "Geography, Political Economy and the State", Antipode, vol. 10, no. 2, 1978.

ANGERS, Paul, DION, Léon. Participation et planification régional: l'expérience du bureau d'aménagement de l'Est du Québec (1963-66). Université Laval, 1971.

ARCHIBALD, Bruce. "Atlantic Regional Underdevelopment and Socialism", L. Lapierre (ed.). Essays on the Left (Toronto: McClelland and Stewart Ltd., 1971), pp. 102-120.

Arrêté en conseil no. 2525 (1969). Concernant une expérience-pilote de fermeture de territoires marginaux et de relocalisation de population dans la région de l'Est du Québec. Chambre du conseil exécutif, Gouvernement du Québec, 27 août 1969.

Arrêté en conseil no. 1621 (1970). Concernant une expérience-pilote de fermeture de territoires marginaux et de relocalisation de population dans la région de l'Est du Québec. Chambre du conseil exécutif, Gouvernement du Québec, 8 avril 1970.

Arrêté en conseil no. 2874 (1972). Concernant un programme d'aide aux migrants applicable à l'arrière-pays de la région de l'Est du Québec. Chambre du conseil exécutif, Gouvernement du Québec, 27 septembre 1972.

Arrêté en conseil no. 1452 (1974). Concernant la suspension du programme d'aide aux migrants. Chambre du conseil exécutif, Gouvernement du Québec, 14 avril 1974.

Autrement, vol. 7, 1978 (numéro spécial sur les régions).

AYDALLOT, Philippe. Dynamique spatiale et développement inégal, 2e édition (Paris: Economica, 1980).

BACCIGALUPO, Alain. "La participation des forces démocratiques à l'expérience française de planification régionale", La revue canadienne de science politique, vol. 5, no. 1, 1972, pp. 1-27.

BACCIGALUPO, Alain. Les grands rouages de la machine administrative québécoise (Montréal: Éditions Agence d'Arc, 1978).

BADIE, Bertrand. Le développement politique (Paris: Economica, 1978).

BAKVIS, Peter. "Le virage technologique: comment débâter le Québec", Interventions économiques, no. 9, automne 1982, pp. 41-49.

BANE (de), Pierre. Notes pour une allocution de M. Pierre de Bané, ministre de l'expansion économique régionale devant le Comité permanent de l'expansion économique régionale de la Chambre de Commerce, 17 mars 1981.

BANE (de), Pierre. Notes pour un allocution de M. Pierre de Bané, ministre de l'expansion économique, devant l'association canadienne des sciences régionales, Halifax, 23 mai 1981.

BANFIELD, Edward. The Moral Basis of a Backward Society. (New York: Free Press, 1958).

BANVILLE, Charles. Les Opérations Dignité (Québec: Le fonds de recherches forestières de l'Université Laval, 1977).

BANVILLE, Charles. "L'origine et l'impact des Opérations Dignité", Alain G. Gagnon, (dir.), Les Opérations Dignité: naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa: Université Carleton, 1981), pp. 107-116.

BANVILLE, Charles. "L'origine de l'Opération Dignité", Conférence prononcée au congrès des Ingénieurs forestiers, Québec, 1971.

BARNES, S.H., KAASER, M. Political Action: Mass Participation in Five Western Democracies (London: Sage, 1979).

BARRETT, L.G., "Perspectives on Dependency and Underdevelopment in the Atlantic Region", Canadian Review of Sociology and Anthropology, vol. 17, no. 3, August 1980, pp. 273-286.

BAXTER-MOORE, Nick. "Mouvements sociaux: un cadre d'analyse théorique et comparatif" Alain G. Gagnon (dir.), Les Opérations-Dignité: naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa: Université Carleton, 1981) pp. 17-66.

BEAUDRY, Richard. "Les déterminants des migrations au Québec", L'Actualité économique, vol. 49, janvier-mars 1973, pp. 113-127.

BELANGER, Elaine. "Collective Intervention in Rural Quebec: Planning Politics and Participation", Intervention, No. 55, été 1979, pp. 14-25.

BELANGER, Jules et al. Histoire de la Gaspésie (Montréal: Editions Boréal Express, 1981).

BENJAMIN, Jacques. Planification et politique au Québec (Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1974).

BERGER, Suzanne. "Corporatisme et politique des partis" Y. Tavernier, M. Gervais, C. Servolin (dirs.), L'Univers politique des paysans dans la France contemporaine (Paris: Armand Colin, 1972), pp. 273-290.

BERGER, Suzanne. Les paysans contre la politique: l'organisation rurale en Bretagne, 1911-1974 (Paris: Seuil, 1975).

- BERGERON, Gérard, PELLETIER, Réjean (dirs.). L'Etat du Québec en devenir (Montréal: Boréal Express, 1980).
- BERGEVIN, J.B. "Gaspé: A Case Study in Regional Planning", Canadian Public Administration, vol. 9, no. 1, March 1966, pp. 86-95.
- BERNIER, Gérard. "Le cas québécois et les théories du développement et de la dépendance", Edmond Orban (dir.), La modernisation politique du Québec (Québec: Editions Boréal Express, 1976), pp. 49-54.
- BIRNBAUM, Pierre. "Le pouvoir local: de la décision au système", Revue française de sociologie, juillet-septembre 1973, vol. 14, no. 3, pp. 336-351.
- BLAIS, André. "Politique agricole et résultats électoraux en milieu agricole au Québec", La revue canadienne de science politique, vol. 11, no. 2, 1978, pp. 333-381.
- BLEITRACH, D., CHENU, A. "Aménagement: régulation ou aggravation des contradictions sociales", Aménagement du territoire et développement régional, Institut d'études politiques de l'Université de science sociale de Grenoble (Paris: La documentation française, 1974), pp. 184-214.
- BONNEAU, Micheline. "La développement coopératif en région: une logique sociale de régulation en pleine effervescence", Recherches sociographiques (à paraître).
- BOUDET, B. "Participer à la vie sociale, le cas de Meylan", Revue internationale d'action communautaire, vol. 4, no. 44, automne 1980, pp. 167-175.
- BOUDEVILLE, Jacques R. Aménagement du territoire et polarisation (Paris, Editions M.TH., Génin, 1972).
- BOULANGER, Yvon. La municipalité régionale de comté (M.R.C.), un outil de développement régional? Les cas de Matapédia et Rimouski. Mémoire de thèse en préparation. Université du Québec à Rimouski.
- BOURASSA, Guy. La création des nouveaux organismes régionaux (BAEO) (Ottawa: Ministre des Forêts et du Développement Rural, 1967)
- BOURASSA, Guy. "La démocratie municipale: déblocage ou impasse?", Possibles, vol. 5, no. 2, 1981, pp. 39-48.
- BOURASSA, Guy. La mise en place de nouvelles structures régionales. BAEQ. Plan de développement. Annexe technique no. 5, Mont-Joli, 1966.

BOURASSA, Guy. "Régionalisation et démocratie. L'expérience québécoise", International Review of Community Development, vol. 15-16, 1966, pp. 179-190.

BOURCIER, Lise. Les organismes de gestion en commun et les problèmes de l'industrie forestière (non daté).

BOUROUE, Gilles. "Petite bourgeoisie envahissante et bourgeoisie ténébreuse", Les Cahiers du socialisme, no. 3, printemps 1979, pp. 120-161.

BOUROUE, Gilles, LEGARE, Anne. Le Québec: la question nationale (Paris: Maspero, 1979).

BOUVIER, Paule. "La notion de développement: une approche nouvelle", Revue de l'institut de sociologie, vol. 1, 1974, pp. 35-84.

BRUNEAU, Pierre, LARRIVÉE, Jean. Bibliographie: les inégalités de développement régional au Canada et au Québec (Rimouski: UQAR-GRIDEQ, 1977).

BRUNELLE, Dorval. "Le capital, la bourgeoisie et l'Etat du Québec", Pierre Fournier (dir.), Le capitalisme au Québec (Montréal: Editions Albert St-Martin, 1978), pp. 79-108.

BRUNELLE, Dorval. La désillusion tranquille (Montréal: HMH, 1978).

BRUNELLE, Dorval. "L'intervention de l'Etat dans l'économie et la question du rapport entre le fédéral et les provinces", Les cahiers du socialisme, vol. 1, printemps 1978, pp. 51-86.

BRYM, R.J., SACOUMAN, R.J. (eds.), Underdevelopment and Social Movements in Atlantic Canada (Toronto: New Hogtown Press, 1979).

BUCCI-GLUCKSMANN, Christine. "Object local et théorie et l'Etat", Intervention au Colloque sur l'objet local (Paris: Dauphine, mai 1975).

Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ). Plan de développement, 10 cahiers (Mont-Joli: BAEQ, 1966).

Cahiers de l'Institut Maurice Thorez, no. 19, 1976 (Numéro spécial sur "Municipalités et luttes politiques").

CAIRNS, Alan C. "The Government and Societies of Canadian Federalism", Canadian Journal of Political Science, vol. 10, no. 4, 1977, pp. 695-725.

CALDWELL, Gary, CZARNOCKI, DAN. B. "Un rattrapage raté: le changement social dans le Québec d'après-guerre, 1950-1974: une comparaison Québec-Ontario", Recherches sociographiques, vol. 18, no. 1, 1977, pp. 9-58.

Canada. Débats de la Chambre des Communes (Ottawa: Imprimerie de la Reine, 24 février 1933).

Canada. Débats de la Chambre des Communes (Ottawa: Imprimerie de la Reine, 25 janvier 1960).

CARDOSO, F.H. Politique et développement dans les sociétés dépendantes (Paris: Anthropos, 1971).

CARELESS, Anthony. Initiative and Response: the Adaptation of Canadian Federalism to Regional Economic Development (Montreal: McGill-Queen's University Press, 1977).

CARNEY, J., HUDSON, R., IVE, G., LEWIS, J. "Regional Underdevelopment in Late Capitalism: A Study of the North East of England" I. Masser (ed.), Theory and Practice in Regional Science (London: Pion, 1975).

CARNEY, J., HUDSON, R., LEWIS, J. Regions in Crisis (London: Croom Helm, 1980).

CAROUX, Françoise, CAROUX, Jacques. "Le mouvement associatif, critique du système des partis", Politique aujourd'hui, no. 5-6, mai-juin 1980; pp. 73-82.

CARRIER, Robert. "La coopérative du J.A.L.: des rapports nouveaux entre la population et les travailleurs", Possibles, vol. 3, no. 3-4, 1979, pp. 225-241.

Carrier, Robert. Théories et pratiques coopératives nouvelles: le cas du J.A.L. Thèse de M.A. (Sociologie), Université de Montréal, 1979).

CARRIER, Robert. "Une OD, cinq années d'attestation contestataire dans l'expérience du JAL, 1973-78", Archives des sciences sociales de la coopération et du développement, vol. 47, janvier-mars 1979, pp. 125-151.

CARRIER, Robert, JUTRAS, Johanne. "Ouelles orientations pour le CRDEO", Rapport présenté au Conseil d'administration du CRDEO, 17 janvier 1980.

CASTELLS, Manuel. "Les conditions sociales d'émergence des nouveaux mouvements sociaux urbains", International Journal of Urban and Regional Research, vol. 1, no. 1, 1977, pp. 45-75.

Centre de formation populaire (CFP). Mouvement populaire: éléments pour un bilan des luttes (Montréal, 1980).

CHABOT, Luc, GROU, André. "La régionalisation au Québec en dehors du secteur de l'éducation", Perspectives, vol. 8, no. 5, 1972, pp. 325-335.

CHALOULT, Michel. "Les études locales et régionales", Vincent Lemieux (dir.), Quatre élections provinciales au Québec 1956-1966 (Québec: Université Laval, 1969), pp. 125-139.

CHALOULT, Michel. Les partis politiques dans le territoire-pilote, Annexe technique no. 14 (BAEO: Mont-Joli, 1966).

CLARK, S.D. Jr., GRAYSON, P.J., GRAYSON, L.M. "General Introduction: The Nature of Social Movements", Prophecy and Protest: Social Movements in the Twentieth Century Canada (Toronto: Gage Educational Publishing, 1955).

CLARK, S.D. Movements of Political Unrest in Canada 1640-1840 (Toronto: University of Toronto Press, 1959).

COIT, Katherine. "Participation, mise en scène et mouvements populaires aux USA, en France et ailleurs", Colloque de recherche urbaine, (Paris: CRU, 1978).

Comité permanent d'aménagement du territoire de l'arrière-pays (CPATAP) Les mécanismes de gestion de l'aménagement intégré des ressources (CRD-1600a), 28 février 1975.

Communication-Québec. Evolution de la population dans l'Est du Québec, 1951-1976: éléments statistiques. Par Jean-Luc Marret, juin 1977.

Conseil de planification et de développement du Québec (CPDQ). Les inégalités socio-économiques et le marché de travail (Québec: Gouvernement du Québec, mai 1981).

CPDQ. Les inégalités socio-économiques et le marché du travail, Annexes (Québec: Gouvernement du Québec, mai 1981).

Conseil régional de développement de l'Est du Québec (CRDEQ). Avis du Conseil régional de développement de l'Est du Québec sur la situation régionale (Rimouski: CRDEQ, décembre 1973).

CRDEQ. L'Est québécois: une expérience-pilote de développement régional planifié (Rimouski: CRDEQ, 18 décembre 1970).

CRDEO. Front commun populaire pour le développement régional.
Troisième Congrès des Opérations-Dignité, juin 1973 (document no. 87).

CRDEQ. Mémoire au Comité sénatorial spécial sur la pauvreté (Rimouski: CRDEO, 1970).

CRDEO. On est un tiers de million (Document de travail), janvier 1976.

CRDEO. Les orientations de développement de l'Est du Québec
(CRD-2065), 10 juillet 1979.

CRDEO. Mémoire du CRDEQ Inc. présenté lors des audiences publiques des 20-21 octobre 1978 au Ministère du tourisme de la chasse et de la pêche. (Ste-Anne des Monts, 1978).

CRDEO. Document de consultation sur le projet de loi 125 portant sur l'aménagement et l'urbanisme, (CRD-2032), février 1979

CRDEO. Mémoire présenté au sous-comité du Ministère de l'expansion économique régional (MEER), Percé, les 1 et 2 octobre 1981.

CRDEQ, et la Conférence municipale de l'Est du Québec (COMEQ). Mémoire présenté à la commission parlementaire sur le projet de loi 125 aménagement et urbanisme (CRD-2039), 23 mars 1979.

Conseil régional de développement de Québec (CRDQ). Du sous-développement aux expériences populaires de développement.
Rapport du Colloque du CRDQ, tenu le 8 novembre 1975 sur le thème "Vers une nouvelle problématique du développement régional"
(Québec: CRDQ, mai 1976).

Conseil régional de développement de l'Est du Québec. Développement régional et mouvement populaire: l'exemple de l'Est du Québec
(Québec: CRDQ, janvier 1979).

Conseil régionaux de développement associés du Québec (CRDAO). Avis au premier ministre du Québec sur le développement régional
(Québec: CRDAO, 19 février 1982).

Coopérative d'aménagement des ressources du Transcontinental (CART). Le plan d'aménagement des ressources du Transcontinental, octobre 1978.

CORMIER, Micheline. La consolidation du sous-développement de la région Bas-St-Laurent-Gaspésie, Thèse de M.A. (Sociologie), Université de Montréal, 1974.

COTE, Pauline. L'idéologie du BAEQ et les relocalisés de l'Est du Québec (Rimouski: CRDEO:UOAR, 1981).

COTE, Serge. "Enjeux régionaux et luttes pour le pouvoir", Les cahiers du socialisme, no. 4, automne 1979, pp. 202-211.

COTE, Serge et al. Industrie manufacturière et développement inégal des régions du Québec (Rimouski: UOAR-GRIDEQ, 1982).

COTE, Serge, LEVESQUE, Benoît. "L'envers de la médaille: le sous-développement régional", Interventions économiques, vol. 8, printemps 1982, pp. 55-78.

COULOMBE, Françoise. L'ARDA et l'aménagement du territoire au Québec. Thèse de M.A. (Science politique), Université de Montréal, 1968.

COUSINEAU, Fernand. Le non-développement de l'abondance dans l'Est du Québec. Thèse de M.A. (Economie du développement), Grenoble, 1979.

CROISAT, Maurice. "L'expérience québécoise en matière de régionalisation", Aménagement du territoire et développement régional, vol. III, (Grenoble: Institut d'études politiques), pp. 689-705.

CROZIER, Michel. Le phénomène bureaucratique (Paris: Seuil, 1964).

DAHL, Robert. Qui gouverne? (Paris: Armand Colin, 1973).

DAMETTE, Félix. "Les régions et la crise", Economie et politique, no. 249, avril 1975, pp. 50-53.

DAMETTE, Félix. "Région: un terrain neuf pour petites et grandes manœuvres", Economie et politique, vol. 264-65, septembre 1975, pp. 68-76.

DANEAU, Yvon, GAGNON, J.P. Organisation sociale en Gaspésie. Thèse de M.A. (Sociologie), Université Laval, 1962.

DANSEREAU, Francine. Etude de l'entrepreneursip dans une région à développement économique marginal. Thèse de M.A. (Sociologie), Université de Montréal, 1967.

DAVIES, J.C. "Toward a Theory of Revolution", American Sociological Review, vol. 27, no. 1, March 1962, pp. 5-19.

DAVIS, A.K. "Metropolises/Overclass, Hinterland/Underclass: A New Sociology" Canadian Dimension, vol. 8, March-April 1972, pp. 36-38.

DAVIS, A.K. "Canadian Society and History as Hinterland versus Metropolis", Canadian Society: Pluralism, Change and Conflict. (Scarborough: Prentice-Hall Inc., 1971), pp. 6-32.

DAVIS, Gary M. "The Bureaucracy as Friction on Industrial Development Projects", Neil B. Tidler (ed.), Issues in Regional/Urban Development of Atlantic Canada, Spring 1978, pp. 51-58.

DEAR, M., CLARK, G. "The State and Geographic Process: A Critical Review", Environment and Planning, vol. 10, no. 2, 1978, pp. 173-183.

DEBLOCK, Christian, SCHENDEL (van), Vincent. "Quelques remarques sur les politiques économiques du P.O.", Interventions économiques, no. 9, automne 1982, pp. 51-57.

DEMERS, Guy. L'organisation de l'action planificatrice régionale dans la région de l'Est du Québec (Ottawa: MEER, 1970).

DESCHENES, Gaston. Le mouvement coopératif québécois: guide bibliographique (Montréal: Éditions du Jour, 1979).

DESMARTIS, A. "Un bilan de l'expérience du FRUL dans le Bas-Saint-Laurent", Forêt-conservation, vol. 45, no. 2, juin-juillet 1978, pp. 27-32.

DESY, M., FERLAND, M., LEVESQUE B., VAILLANCOURT, Y. La conjoncture au Québec au début des années '80: les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire (Rimouski: Librairie socialiste de l'Est, 1980).

DIGIORGI, U., MOSCATI, R. "The Role of the State in the Uneven Spatial Development of Italy: The Case of the Mezzogiorno", The Review of Radical Political Economics, vol. 12, no. 3, 1980, pp. 50-63.

DION, Léon. "L'Est du Québec: bibliographie, 1966-1971". Cahiers de géographie de Québec, vol. 16, no. 37, 1972, pp. 130-139.

DION, Léon. "Vers une conscience auto-déterminée". Revue de l'association canadienne de l'éducation de langue française, vol. 1, 1971, pp. 4-11.

DION, Yves. "L'économie de l'Est du Québec: bilan et perspectives". Possibles, vol. 2, no. 2-3, 1978, p. 33-48.

DION, Yves. "Pour une ébauche d'une problématique globale du développement régional en milieu périphérique", Rimouski, UOAR, avril 1978.

DIONNE, Hugues. Aménagement intégré des ressources et luttes en milieu rural (Rimouski: GRIDEO-UOAR) (en préparation).

DIONNE, Hugues. "Introduction: animation sociale et développement régional du BAEQ à nos jours", Benoît Levesque (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Editions coopératives Albert St-Martin, 1979), pp. 49-54.

DIONNE, Hugues. "Animation et recherche en vue d'un développement régional", Benoît Levesque (dir.), Animation sociale entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Editions coopératives Albert St-Martin, 1979), 212-223.

DIONNE, Hugues. "Mouvement populaire et question régionale: organismes d'aménagement intégré des ressources de l'Est du Québec", Recherches sociographiques (à paraître).

DIONNE, Hugues, DUFORT, Pierre. "Les Opérations Dignité: deuxième génération", Possibles, vol. 2, no. 2-3, 1978, pp. 111-120.

DIONNE, Hugues, KLEIN, Juan Luis. "L'aménagement intégré des ressources: une alternative à la marginalité rurale: le cas du JAL". Texte d'une communication présentée au congrès annuel de l'ACFAS, Sherbrooke, mai 1981, 22 p. Publié en partie dans Interventions économiques, no. 8, printemps 1982, pp. 85-89.

DIONNE, J. Les politiques canadiennes et québécoises de développement régional de 1960 à 1974: essai de synthèse. Thèse de M.A. (Science politique), Université du Québec à Montréal, 1975.

DIVAY, Gérard (avec la collaboration de J. Godbout, J.-P. Collin et G. Fortin). La décentralisation en pratique (Montréal: INRS-Urbanisation, 1979).

DIVAY, Gérard. "La décentralisation au Québec: éléments d'évaluation", CRDO. Du sous-développement aux expériences populaires de développement (Québec, 1976).

DIVAY, Gérard, COLLIN, J.P. La communauté urbaine de Montréal de la ville centrale à l'île centrale (Montréal, INRS-Urbanisation, 1977).

DIVAY, Gérard, LAPIERRE, Jean. Organisation collective et planification régionale: les conseils régionaux de développement (Montréal, INRS-Urbanisation, 1976).

DIVAY, Gérard, LEVEILLEE, Jacques. La réforme municipale et l'état québécois (1960-1979) (Montréal: INRS-Urbanisation, 1981).

DOLLARD, John et al. Frustration and Aggression (New Haven: Yale University Press, 1963).

DRAPEAU, Maurice, GAGNON, J.-G. Défaire la défaite: Histoire des luttes des paroisses du Bas du Fleuve (Rimouski: Société d'aménagement intégré de l'Est du Québec, 1982).

DUBE, Georges-Henri. Problèmes socio-économiques: région et régionalisation. Trois-Pistoles, juin 1965.

DUFORT, Pierre. "Comment sous-développer rationnellement l'Est du Québec ou l'aménagement vu par les aménagés", La problématique du développement en milieu rural (GRIDEO: Université du Québec à Rimouski, 1976), pp. 173-186.

DUGAS, Clermont "Développement communautaire et marginalisation dans l'Est du Québec", Communication présentée au colloque de l'association canadienne des sciences régionales, Université du Québec à Montréal, 6 juin 1980.

DUGAS, Clermont. Diversité spatiale, démographique et socio-économique de l'Est du Québec (Rimouski: Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, 1979).

DUGAS, Clermont. "Le développement régional de l'Est du Québec de 1963 à 1972", Cahiers de géographie du Québec, vol. 17, no. 41, septembre 1973, pp. 283-315.

DUGAS, Clermont. L'Est du Québec à l'heure du développement régional, 2^e édition (Rimouski: Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, mars 1978).

DUGAS, Clermont. "L'Est du Québec, aménagement ou déménagement", Québec-Science, février 1975, pp. 34-41.

DUGAS, Clermont. "Quelques aspects du développement régional dans l'Est du Québec, le secteur rural", La Gazette du travail, décembre 1973, pp. 735-744.

DUGAS, Clermont. Un pays de distance et de dispersion (Montréal: Presses de l'Université du Québec, 1981).

DUGAS, Renaud. La polarisation spatiale: le cas des capitales régionales au Québec. Thèse de M.A. (Géographie), Université Laval, 1975).

DUGROS, Alain. Etude de l'impact socio-économique d'un projet de développement communautaire en milieu rural. Département d'économie rurale. Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, Université Laval, décembre 1975.

DULONG, Renaud. Les régions, l'Etat et la société locale (Paris: Presses universitaires de France, 1978).

DULONG, Renaud. "La crise de l'Etat/société locale vue au travers de la politique régionale", N. Poulantzas (dir.), La crise de l'Etat (Paris: Presses universitaires de France, 1976), pp. 209-232.

DULONG, Renaud, QUERE, Louis. "La question régionale en France", Recherches économiques et sociales, no. 11, juillet 1978, pp. 51-57.

DUMAIS, Monique. "La dynamique d'un cri: une réflexion éthique sur les Opérations Dignité", Alain G. Gagnon (dir.), Les Opérations Dignité: Naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa: Université Carleton, 1981), pp. 191-211.

DUMAIS, Monique. "La dignité par l'éducation populaire", Education Québec, vol. 10, no. 1, septembre 1979, pp. 24-25.

DUMAIS, Monique. L'Eglise de Rimouski dans un contexte de développement régional (1963-1972) (Montréal: Fides, 1978).

DUMAIS, Monique. "L'Eglise et le changement social dans le contexte du BAEQ, de l'ODEO et des Opérations Dignité", Communication présentée à Ottawa, Congrès de théologie, 1975.

DUMAIS, Monique. "L'Eglise de Rimouski et le développement régional (1963-1972)", Revue d'histoire du Bas St-Laurent, vol. 6, no. 2-3, 1979, pp. 31-40.

DUMAIS, Monique. "L'éthique sociale dans un contexte de développement régional: étude praxéologique", Le Supplément, no. 128, février 1979, pp. 93-116.

DUMAIS, Monique. "Les Opérations Dignité: le sursaut de vie d'une population désemparée", Relations, vol. 38, no. 437, mai 1978, pp. 138-140.

DUMONT, Fernand. "Mouvements nationaux et régionaux d'aujourd'hui", Cahiers internationaux de sociologie, vol. 66, 1979, pp. 5-17.

DUMONT, Fernand. "Socialisme et solidarités", Maintenant, no. 115, avril 1972.

DURRIEU, Y. L'impossible régionalisation capitaliste (Paris: Anthropos, 1973).

Entente générale de coopération Canada-Québec. Le plan de développement du Bas St-Laurent, de la Gaspésie, des Iles-de-la-Madeleine (Office de l'information et de publicité du Québec, 26 mai 1968).

EISENSTADT, S.N. Modernization: Protest and Change (Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1966).

ESMAN, Milton J. "Perspectives on Ethnic conflict in Industrialized Societies", Ethnic Conflict in the Western World (Ithaca: Cornell University, 1977), pp. 371-390.

FALARDEAU, Jean-Charles. "Des élites traditionnelles aux élites nouvelles", Recherches sociographiques, vol. 7, no. 1-2, pp. 131-145.

FAUCHER, A., LAMONTAGNE, M. "L'histoire du développement industriel au Québec", M. Rioux, Y. Martin (dirs.), La société canadienne française (Montréal: HMH, 1971), pp. 265-277.

FAUCHER, Philippe. L'entreprise publique comme instrument de politique économique. Notes de recherches, Département de science politique, Université de Montréal, no. 2, juin 1981.

Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Document économique le développement régional à la dérive. Montréal, décembre 1973.

FTQ. L'Etat, rouage de notre exploitation (Montréal, 12^e congrès, 30 novembre - 4 décembre 1971).

FIRESTONE, O.J. (ed.), Regional Economic Development (Ottawa: University of Ottawa Press, 1974).

FORTAS, André. Réflexions critiques sur le développement économique de la région de Montréal d'après le rapport du C.R.D.E. (Montréal: Université de Montréal, 1972).

FORTIN, Gérard. La fin d'un règne (Montréal: Editions Hurtubise HMH Ltée., 1971).

FORTIN, Gérard. La société de demain: ses impératifs, son organisation. Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (Québec: Gouvernement du Québec, octobre 1970).

FORTIN, Gérard, LEVEILLE, Jacques, PARENT, Lucie. La décentralisation et le pouvoir des municipalités (Montréal: INRS-Urbanisation, juillet 1982).

FOURNIER, Jean-Pierre. "BAEO: expérience d'aménagement économique", Forces, vol. 19, 1972.

FOURNIER, Pierre (dir.), Le capitalisme au Québec (Montréal: Editions Coopératives Albert St-Martin, 1978).

FOURNIER, Pierre. Les sociétés d'Etat et les objectifs économiques du Québec: une évaluation préliminaire (OPDO: Editeur officiel du Québec, 1979).

FRANK, André-Gunder. Capitalism and Underdevelopment in Latin America: Historical Studies of Chile and Brazil (London: Monthly Review Press, 1967).

FRANK, André-Gunder. Latin America: Underdevelopment or Revolution (London: Monthly Review Press, 1969).

FRANK, André-Gunder. "Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie, Cahiers internationaux de sociologie, vol. 42, no. 14, janvier-juin 1967, pp. 103-131.

FRECHETTE, Pierre. Le développement urbain et régional au Québec [Annexe 6] (OPDO: 1978), pp. 1-148.

FRECHETTE, Pierre. "Y-a-t-il un avenir pour les régions?", D. Latouche (dir.), Premier Mandat: une prospective à court terme du gouvernement péquiste (Montréal: Editions de l'Aurore, 1977), pp. 75-85.

GAGNE, Charles. Le régionalisme et le développement du Québec. Thèse de doctorat, Université de Paris, 1969.

GAGNON, Alain G. "L'influence de l'Eglise sur l'évolution socio-économique du Québec, 1850-1950", L'Action nationale, décembre 1979, pp. 252-277.

GAGNON, Alain G. "Contribution de l'Eglise au développement économique du Québec", Revue d'histoire du Bas St-Laurent (à paraître).

GAGNON, Alain G. Le modèle centre-périphérie appliqué à l'Est du Québec (Rimouski: UOAR-GRIDEQ, 1979).

GAGNON, Alain G. (dir.). Les Opérations Dignité: naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa: Université Carleton, 1981).

GAGNON, Alain G., MONTCALM, Mary Beth. "Economic Peripheralization and Quebec Unrest", Journal of Canadian Studies, vol. 17, no. 2, 1982, pp. 32-42.

GAGNON, Gabriel. "Animation et participation dans l'Est du Québec", International Review of Community Development, vol. 15-16, 1966, pp. 191-199.

GAGNON, Gabriel et al. Coopératives et Autogestion (Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1977).

- GAGNON, Gabriel. "Sociologie, mouvements sociaux, conduites de rupture: le cas québécois", Sociologie et Sociétés, vol. 10, no. 2, octobre 1978, pp. 103-121.
- GAGNON, Gabriel. "Les Iles-de-la-Madeleine: éléments pour une anthropologie de la participation", Recherches sociographiques, vol. 11, septembre-décembre 1970, pp. 223-254.
- GAGNON, Gabriel, MARTIN, Luc (dirs.), Québec 1960-1980: La crise du développement (Montréal: Editions Hurtubise HMH Ltée., 1973).
- GALLANT, Vianney. Les Opérations Dignité de l'Est du Québec. Thèse de M.A. (Sciences religieuses), Montréal, Université de Québec à Montréal, 1977.
- GALTUNG, Johan. "A Structural Theory of Aggression", Journal of Peace Research, vol. 1, no. 2, 1964, pp. 95-119.
- GALTUNG, Johan. "A Structural Theory of Imperialism", Journal of Peace Research, vol. 8, no. 2, 1971, pp. 81-118.
- GARNIER, J.-P. "Vers la local-démocratie", Revue internationale d'action communautaire, vol. 4, no. 44, 1980, pp. 155-159.
- GARON, J.E. Historique de la colonisation dans la province de Québec de 1825 à 1940, Ministère de la colonisation, Québec, 1940.
- GENDREAU, F. MALENFANT, G. Opération Dignité II du printemps 1974 tel que vue et perçue (Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 19 avril 1974).
- GENDRON, François. Mémoire présenté au Conseil des Ministres: Eléments d'une politique de développement des régions et instruments de mise en œuvre (Québec: Gouvernement du Québec, 11 novembre 1981).
- GENDRON, Jean-Paul. Financement des organismes populaires de développement économique (Est du Québec) (Rimouski, OPDQ-Est, 1979).
- GERVAIS, Gylliane. L'Etat capitaliste face aux disparités régionales. Thèse de M.A., Université d'Ottawa, 1978.
- GESCHWENDER, J.A. "Explorations in the Theory of Social Movements and Revolutions", Social Forces, vol. 47, December 1968, pp. 127-135.
- GILL, Louis. "Croissance et asservissement", Revue du socialisme international et québécois, vol. 23, 1972, pp. 11-32.

GODBOUT, Jacques, COLLIN, J.-P. Les organismes populaires en milieu urbain: contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle? (Montréal: INRS-Urbanisation, 1977).

GODIN, Gilles. "L'aménagement intégré des ressources à la croisée des chemins", CRDO, Développement régional et mouvement populaire: l'exemple de l'Est du Québec (Québec, 1979), pp. 111-132.

GODIN, Gilles, LANGLOIS, Jacques. "La voix du peuple", Benoît Levesque, (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Editions Albert St-Martin, 1979), pp. 115-121.

GOUREVITCH, Peter. "Quebec Separatism in Comparative Perspective", E. Feldman, N. Nevitte (eds.), The Future of North America: Canada, the United States and Quebec Nationalism (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1979), pp. 237-258.

GOUREVITCH, Peter. "Quebec Separatism in Comparative Perspective", E. Feldman, N. Nevitte (eds.), The Future of North America: Canada, the United States and Quebec Nationalism (Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1979), pp. 237-258.

GOURVIL, J.-M. "Une version technocratique de l'animation sociale: le BAEQ", Revue internationale d'action communautaire, vol. 2, no. 42, 1979, pp. 138-142.

Gouvernement du Québec. Bâtir le Québec (Québec, 1979).

Gouvernement du Québec. Le virage technologique: Bâtir le Québec Phase 2. Programme d'action économique 1982-1986 (Québec, 1982).

GRAMSCI, Antonio. Selections from the Prison Notebooks (New York: International Publishers, 1971).

GRAND'MAISON, Jacques. Le privé et le public, tomes 1, 2 (Ottawa: Leméac, 1975).

GRAND'MAISON, Jacques. Nouveaux modèles sociaux et développement (Montréal: Editions Hurtubise HMH Ltée., 1972).

GRAND'MAISON, Jacques. Vers un nouveau pouvoir (Montréal: Editions Hurtubise HMH Ltée., 1971).

GRAVIER, J.F. Paris et le désert français (Paris: Flammarion, 1958).

GREGOIRE, Jean-Claude. L'Est du Québec, d'hier à aujourd'hui (Québec: Office de planification et de développement du Québec, 1980).

GREMION, Pierre. Le pouvoir périphérique: bureaucrates et notables dans le système politique français (Paris: Seuil, 1976).

GREMION, Pierre. "Les structures régionales et les équilibres politiques locaux", Les facteurs locaux de la vie politique nationale (Paris: Pédone, 1972).

GROULX, Lionel H.J. "L'action communautaire comme diversité et ambiguïté", Revue canadienne de science politique, vol. 8,, no. 4, 1975, pp. 510-519.

Groupe de recherche en histoire. La colonisation pour le bois: des gens de la Vallée de la Matapédia racontent leur histoire (8 fascicules) (Rimouski, 25 août 1982).

Groupe de recherche interdisciplinaire en développement de l'Est du Québec (GRIDEO). La problématique du développement en milieu rural. Actes du colloque tenu à Rimouski, les 24 et 25 octobre 1975 (Rimouski: UOAR-GRIDEO, 1976).

GRIDEO. L'impact des lois 90 (zonage agricole) et 125 (aménagement-urbanisme) dans l'Est du Québec. Actes du colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 27 et 28 mars 1981 (Rimouski: UOAR-GRIDEO, 1981).

GUINDON, Hubert. "Social Unrest, Social Class and Quebec's Bureaucratic Revolution", Queen's Quarterly, vol. 71, no. 2, 1964, pp. 150-162.

GUY, Roger. "L'action", Parti-Pris, vol. 3, no. 10, mai 1966, pp. 6-17.

GUY, Roger. "Mon expérience au BAEQ", Benoît Lévesque (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Éditions coopératives Albert St-Martin, 1979), pp. 59-61.

HALL, Stuart et al. Policing the Crisis: Mugging, the State, and Law and Order (London: Macmillan, 1978)

HAMEL, P., LEONARD J.-P. "Ambivalence des luttes urbaines et ambiguïté des interventions de l'Etat", Revue internationale d'action communautaire, vol. 4, no. 44, automne 1980, pp. 74-82.

HAMEL, P., LEONARD, J.-P. "Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise", Politique aujourd'hui, vol. 7-8, 1978, pp. 155-164.

HAMEL, P., LEONARD, J.-P. Les organisations populaires, L'Etat et la démocratie (Montréal: Nouvelle Optique, 1981):

- HAMEL, P., LEONARD, J.-P. "L'orientation des recherches sur les mobilisations populaires à Montréal", Possibles, vol. 3, no. 1, 1978, pp. 155-179.
- HARDY, Thérèse. Mémoire d'une relocalisée (Montréal: Parti-Pris, 1975).
- HARVEY, Fernand. "Animation sociale et stratégies de développement régional dans l'Est du Québec", Benoît Lévesque (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Les Editions coopératives Albert St-Martin, 1979), pp. 290-298.
- HARVEY, Fernand. "La question régionale au Québec", Revue d'études canadiennes, vol. 15, no. 2, 1980, pp. 74-87.
- HARVEY, Fernand. "Le monde rural: conclusion et perspectives". La problématique du développement en milieu rural. Actes du colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre, 1975 (Rimouski: GRIDEO-UOAR, 1976), pp. 257-270.
- HARVEY, Pierre. "Nous sommes tous des sous-développés", Interprétation, vol. 4, no. 3, juillet-septembre 1970, pp. 85-96.
- HEBERLE, Rudolf. Social Movements: An Introduction to Political Sociology (New York: Appleton Century-Croft, 1951).
- HERZOG, Philippe. Politique économique et planification en régime capitaliste (Paris: Editions sociales, 1971).
- HIGGINS, Benjamin. "Regional Interactions, the Frontier and Economic Growth", Growth Poles and Growth Centres in Regional Planning (The Hague: Mouton, 1972).
- HIGGINS, Benjamin, MARTIN, F., RAYNAULD, A. Les orientations économiques (Ottawa: Ministère de l'expansion économique régionale, 1970).
- HILHORST, M.J. La théorie du développement régional, un essai de synthèse: Aspects multidisciplinaires du développement régional (OCDE: Paris, 1969), pp. 21-35.
- HIRSCH, R.D. Les origines et la nature des déséquilibres régionaux du Québec (Conseil d'orientation économique du Québec, Québec, octobre 1967).
- HOLLAND, Stuart. Capital Versus the Regions (London: Macmillan, 1976).
- HOLLAND, Stuart. The Regional Problem (London: Macmillan Press, 1976).

HOUE, Paul. "Les projets de développement rural", Economie et Humanisme, vol. 203, jan.-fév. 1972, pp. 64-77.

HUDON, Raymond. "Les groupes et l'Etat" Gérard Bergeron, Réjean Pelletier (dirs.), L'Etat du Québec en devenir (Montréal: Boréal Express, 1980), pp. 263-284.

HUDON, Raymond, BRETON, Gilles. "'Politiques publiques' et contextes de dépendance", Réjean Pelletier (dir.), Introduction à l'analyse des politiques (Québec: Presses de l'Université Laval, 1980), pp. 197-257.

HUDSON, R. State Policies and Uneven Development: the Case of the North East (London: Centre for Environmental Studies, 1979).

HUSTON, Lorne. Groupes populaires, intellectuels et la lutte des classes. Thèse de M.A. (Sociologie), Université de Montréal, 1975.

HUSTON, Lorne, "La petite-bourgeoisie et les groupes (pas très) populaires: un conte de fées pour militant averti", Possibles, vol. 3, no. 1, 1978, pp. 147-153.

Institut Canadien des Affaires Publiques. Disparités régionales d'une société opulente (Montréal: Editions du Jour, 1966).

ISARD, Walter et al. General Theory: Social, Political, Economic and Regional (Cambridge, Mass.: MIT Press, 1969), pp. 563-596.

JALBERT, Lizette. "Régionalisme et crise de l'Etat", Sociologie et Sociétés, vol. 12, no. 2, octobre 1980, pp. 65-73.

JALBERT, Lizette. Régionalisme et lutte politique. Thèse de doctorat (Science politique), Université de Paris VIII, juin 1978.

JALBERT, L., LACROIX, J.-G., LEVESQUE, B. "La question régionale dans le développement du capitalisme au Canada". Communication présentée à la société des sciences régionales, Montréal, le 6 juin 1980.

JEAN, Bruno. "Autogestion à la québécoise", Archives des sciences sociales de la coopération et du développement, vol. 54, 1980, pp. 123-127.

JEAN, Bruno. "La dualité de la production agricole en région périphérique", Interventions économiques, automne 1982, no. 9, pp. 131-141.

JEAN, Bruno. L'agriculture périphérique dans l'Est du Québec. Thèse de doctorat, Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris, juin 1982.

55
OF / DE

- JEAN, Bruno. "Développement endogène en région périphérique: l'exemple de l'Est du Québec", Archives des sciences sociales de la coopération et du développement, no. 49, septembre 1979, pp. 49-64.
- JEAN, Bruno. "Les 'marges' de la périphérie: de la 'relocalisation' à l'innovation", Possibles, vol. 2, no. 2-3, 1978, pp. 123-139.
- JOBIN, Pierre. "Le pouvoir régional en questions", Possibles, vol. 2, no. 2-3, 1978, p. 67-73.
- JOANNETTE, Jean-Yves. Mise à jour des indices de marginalité de Metra Consultants Ltée (Rimouski: OPDO-Est, avril 1981).
- JOUANDET-BERDADAT, R., ROY, R. Evaluation des possibilités de développement (préliminaire), Ottawa, Ministère de l'expansion économique régionale, octobre 1974).
- JULIEN, Germain. La déconcentration territoriale au Québec: les régions administratives (Québec: Ecole nationale d'administration publique, 1973).
- JULIEN, Germain, PROULX, Marcel. Analyse des conséquences du chevauchement des programmes fédéraux et québécois (Québec: ENAP, 1978).
- JULIEN, Germain, PROULX, Marcel. Le chevauchement des programmes fédéraux et québécois (Québec: ENAP, 1978).
- JULIEN, P.A., LAMONDE, P., LATOUCHE, D. Québec 2001: Une société refroidie (Québec: Editions Boréal Express, 1976).
- JUTRAS, Johanne. Le conseil régional de développement de l'Est du Québec (Rimouski: UQAR-GRIDEQ, 1981).
- JUTRAS, Johanne, CARRIER, Robert. Quelles orientations pour le CRDEQ: Rapport présenté au conseil d'administration du CRDEQ (Rimouski: CRDEQ, 1980).
- KAHN, S. How People Get Power, Organizing Oppressed Communities for Action (New York: McGraw Hill, 1970).
- KAUFMAN, R.R. "The Patron-Client Concept and Macro-Politics: Prospects and Problems", Comparative Studies in Society and History, vol. 16, 1974, pp. 284-308.
- KILLIAN, L. "Social Movements", R.E.I. Faris (ed.). Handbook of Modern Sociology (Chicago: Rand McNally, 1964), pp. 426-455.

KLEIN, J.-L., NAUD, M.-A. "Le développement régional, un problème de classes", Notes et documents de recherche. Groupe de recherches sur l'espace, la dépendance et les inégalités (GREDIN, Université Laval, no. 9, avril 1978, pp. 97-103.

KOLINSKY, M., PATERSON, W.E. (eds.). Social and Political Movements in Western Europe (London: Croom Helm, 1976).

KUISISTO, N., WILLIAMS, R. "Social Expenses and Regional Underdevelopment", A. Moscovitch, G. Drover (eds.), Essays on the Political Economy of Social Welfare (Toronto: University of Toronto Press, 1981).

LACHANCE, Jocelyn. "La loi 125, ses objectifs, son fonctionnement, ses applications", GRIDEQ, L'impact des lois 90 (zonage agricole) et 125 (aménagement-urbanisme) dans l'Est du Québec, Université du Québec à Rimouski, 1981, pp. 43-47.

LACLAU, Ernesto. "Towards a Theory of Populism", Politics and Ideology in Marxist Theory: Capitalism - Fascism - Populism (London: NLB, 1977), pp. 143-198.

LAFONT, Robert. La révolution régionaliste (Paris: Gallimard, 1967).

LAJOIE, André. Les structures administratives régionales (Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1974).

LAJUGIE, J. "Les conditions d'une politique de développement régional pour les pays du Marché Commun", Revue d'économie politique, mai-juin 1959, pp. 263-334.

LANDRY, Bernard. "L'importance des régions dans une stratégie de développement économique". Allocution prononcée par le ministre d'Etat au développement économique au Colloque sur la Petite et Moyenne Entreprise à l'Université du Québec à Rimouski, le 22 octobre 1977.

LATOUCHE, Daniel (dir.). Premier Mandat: Une prospective à court terme du gouvernement péquiste, tomes 1, 2 (Montréal: Editions de l'Aurore, 1977).

LATOUCHE, Daniel. "Violence, politique et crise dans la société québécoise", Laurier Lapierre (ed.), Essays on the Left (Toronto: McClelland and Stewart, 1971), pp. 188-197.

LATOUCHE, Daniel. Une société de l'ambiguïté: libération et récupération dans le Québec actuel (Montréal: Boréal Express, 1979).

LAURENDEAU, Marc. Les Québécois violents (Québec: Boréal Express, 1974).

LAUZON, N. Approches théoriques du développement régional et politique de développement suivi par l'ARDA. Thèse de M.A. (Economie), Université de Montréal, 1970.

LAVERTUE, Réginald. "Le développement de l'Etat". Entrevue dans le cadre de l'émission "Le développement de l'Est", lundi le 2 février 1981, Rimouski, à CKLE-FM.

LAVERTUE, Robert, VILLENEUVE, Paul Y. "Développement régional et polarisation au Québec: le rapport HMR, revu et corrigé", Notes et documents de recherche, GREDIN, Université Laval, no. 9, avril 1978, pp. 113-123.

LEBEL, J.-C. "Le plan du BAEQ est un plan de rattrapage", Revue du socialisme international et québécois, no. 12-13, avril-juin 1967, pp. 75-84.

LEBEL, J.-C. "L'Est du Québec: une expérience de planification régionale", Conférence donnée à l'Université d'Ottawa, le 12 mars 1972 (mimeographié).

LEBEL, J.-C. "Une expérience de développement régional: l'Est du Québec", O.J. Firestone (ed.), Regional Economic Development (Ottawa: University of Ottawa Press, 1974), pp. 111-124.

LECHASSEUR, Antonio. Le sous-développement du secteur manufacturier de l'Est du Québec, 1871-1963, Université du Québec à Montréal, avril 1978.

LEFEBVRE, Henri. L'idéologie structuraliste (Paris: Anthropos, 1975).

LEGARE, Anne. "Heures et promesses d'un débat: les analyses des classes au Québec, 1960-1980", Les cahiers du socialisme, no. 5, printemps 1980, pp. 60-84.

LEGARE, Anne. "Les classes sociales et le gouvernement P.Q. à Québec", Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie, vol. 15, no. 2, 1978, pp. 218-226.

LEMAY, Jacques. "Le mouvement de la colonisation agricole des années de la crise '30", La problématique du développement en milieu rural. Actes du Colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre 1975 (Rimouski: GRIDEQ-UQAR, 1976), pp. 230-255.

LEMIEUX, Vincent. Le pouvoir des coordonnateurs régionaux de la CAREQ. Laboratoire d'études politiques et administratives (Québec: Université Laval, mars 1977).

- LEMIEUX, Vincent. Le quotient politique vrai: le vote provincial et fédéral au Québec (Québec: Presses de l'Université Laval, 1973).
- LEONARD, Jacques. "Au-delà des ententes", Développement-Québec, vol. 4, no. 6, 1977, pp. 28-31.
- LEONARD, J.-P., HAMEL, Pierre. "Les 'groupes populaires' à la recherche de leur autonomie et de leur identité", Les cahiers du socialisme, no. 4, automne 1979, pp. 180-201.
- LEVASSEUR, Carol. "L'Etat-providence et l'Etat-disciplinaire", Gérard, Bergeron, Réjean, Pelletier (dirs.), L'Etat du Québec en devenir (Montréal: Boréal Express, 1980), pp. 285-328.
- LEVEILLEE, Jacques. Développement urbain et politiques gouvernementales urbaines dans l'agglomération montréalaise, 1945-75 (Montréal: Société canadienne de science politique, 1978).
- LEVEILLEE, Jacques. "Réorganisation de l'appareil de l'Etat et réforme institutionnelle locale: une illustration de l'expérience québécoise". Communication présentée le 29 mai 1979 dans le cadre du colloque international de l'ENAP sur l'Administration publique: perspective d'avenir, Québec (texte ronéo).
- LEVESQUE, Benoît (dir.). Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Editions coopératives Albert St.-Martin, 1979).
- LEVESQUE, Benoît. "Les communications et le développement", Possibles, vol. 2, no. 2-3, 1978, pp. 79-96.
- LEVESQUE, Benoît. "L'Est du Québec et ses besoins: le développement et l'aménagement régional". Notes de cours photocopiées. Université du Québec à Rimouski, automne 1977.
- LEVESQUE, B., DESBIENS, M., LEGER, Y. "Sens politique de l'animation sociale et des communications dans les organismes communautaires et coopératives", B. Lévesque (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Editions coopératives Albert St.-Martin, 1979), pp. 318-334.
- LEVESQUE, G.-D. "Les politiques de développement régional au Québec", O.J. Firestone (ed.), Regional Economic Development (Ottawa: University of Ottawa Press, 1974), pp. 7-15.
- LEVESQUE, Louiselle. On aménage ou on déménage? Problèmes socio-économiques de l'arrière-pays du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie (Rimouski: GEGEP de Rimouski, 1973).

Librairie socialiste. Pour une histoire des groupes populaires dans le Bas St-Laurent 1960-1979 (Rimouski: La librairie socialiste de l'Est, 1981).

LIJPHART, Arend. "Political Theories and the Explanation of Ethnic Conflict in the Western World: Falsified Predictions and Plausible Post-dictions", Milton Esman, (ed.), Ethnic Conflict in the Western World (Ithaca: Cornell University Press, 1977), pp. 46-64.

LIPSETZ, Alain. Le capital et son espace (Paris: Maspéro, 1973).

LIPSET, S.M. L'homme et la politique (Paris: Editions du Seuil, 1963).

LIPSKY, Michael. "Protest as a Political Resource", American Political Science Review, vol. 62, no. 4, 1968, pp. 1144-1158.

LOTZ, Jim. "Understanding Canada: Regional and Community Development" A New Nation (Toronto: NC Press Limited, 1977).

LOXLEY, John. "The 'Great Northern' Plan", Studies in Political Economy, no. 6, autumn 1981, pp. 151-182.

LUMLEY, Bob et al. "Politics and Ideology: Gramsci". Centre for Contemporary Cultural Studies, On Ideology (London: Hutchinson, 1978), pp. 45-76.

MacLENNAN, D., PARR, J.B. (eds.). Regional Policy: Past Experience and New Directions, (Oxford: Martin Robertson, 1979)

MACNAUGHTON, B.D., WINN, C.J. "Economic Policy and Electoral Self-Interest: the Allocations of the Department of Regional Economic Expansion", Canadian Public Policy, vol. 7, no. 2, 1981, pp. 318-327.

MANDEL, Ernest. "Capitalisme et économie régionale", Revue du socialisme internationale et québécois, vol. 17, 1969, pp. 28-40.

Manifeste du front commun populaire pour le développement régional. (Troisième Congrès des Opérations-Dignité en collaboration avec le CRD), juin 1973, (document no. 87).

MARSCH, Allan. Protest and Political Consciousness (London: Sage Publications, 1978).

MARTIN, Fernand. Les disparités régionales au Québec: les causes et les solutions (Montréal: CRDE, 1973).

MARTIN, Fernand, RAYNAULD, André. "Les choix urbains et régionaux dans le Québec des années 1970". Le Québec d'aujourd'hui: regards d'universitaires (Montréal: Editions Hurtubise HMH Ltée. 1971), pp. 195-208.

MATTHEWS, Ralph. "Two Alternative Explorations of the Problem of Regional Dependency in Canada", Canadian Public Policy, vol. 7, no. 2, Spring 1981, pp. 261-283.

McCRODIE, J.N. L'ARDA: une expérience de planification du développement (Ottawa: Conseil canadien de l'aménagement rural, 1969).

McGRAW, Donald. Le développement des groupes populaires à Montréal (Montréal: Editions Albert St-Martin, 1978).

McLAUGHLIN, B. Studies in Social Movements: A Social Psychological Perspective (New York: The Free Press, 1969).

McNICOLL-ROBERT, Claire. L'évolution récente des paroisses agroforestières du Québec, 1961-1969. Thèse de M.A. (Géographie), Université de Montréal, 1971.

McPHAIL, Clark. "Civil Disorder Participation: A Critical Examination of Recent Research", American Sociological Review, vol. 36, 1971, pp. 1058-1073.

McROBERTS, Kenneth, POSGATE, Dale. Quebec: Social Change and Political Crisis (Toronto: McClelland and Stewart, 1980).

MEDARD, Jean-François. Communauté locale et organisation communautaire aux Etats-Unis (Paris: Armand Colin, 1969). Cahiers de la fondation nationale de sciences politiques.

MELUCCI, Alberto. "Société en changement et nouveaux mouvements sociaux", Sociologie et Sociétés, vol. 10, no. 2, octobre 1978, pp. 37-53.

Métra Consultants Ltée. Relocalisation de population dans l'Est du Québec (Québec: Office de planification et de développement du Québec, 1970).

MEYNAUD, Jean, LEVEILLE, Jacques. La régionalisation politique au Québec (Montréal: Nouvelles Frontières, 1973).

MILIBAND, Ralph. The State in Capitalist Society (London: Quartet Books, 1973).

MILNER, Henry. Politics in the New Quebec (Toronto: McClelland and Stewart, 1978).

MINGIONE, Enzo. "Sociological Approach to Regional and Urban Development: Some Methodological and Theoretical Issues", VIII Congrès mondial de sociologie tenu à Toronto, 1974.

Ministère des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec. Inventaire des ressources naturelles 1937, Gaspésie - Conclusions générales (Québec, 1937).

Ministère de l'éducation, Direction des politiques et plans. Les secteurs défavorisés du Québec (Québec: Gouvernement du Québec, avril 1977).

Ministère de l'expansion économique régionale (MEER). Les ententes de développement du MEER (Ottawa, 1 avril 1980).

MEER. Les perspectives de développement économique du Québec (Ottawa, décembre 1979).

MEER. Les politiques de développement régional en régime fédéral canadien (Ottawa, juin 1979).

MEER. La nouvelle approche (Ottawa, 1976).

MEER. Aperçu historique des programmes de développement régional: perspective nationale (Ottawa, 1976).

MEER. Le contexte du développement régional (Ottawa, 1976).

Ministère de l'industrie et du commerce (MIC). Les pôles d'attraction et leurs zones d'influence (Québec: Bureau de recherches économiques, études régionales, 1967).

Ministère des terres et forêts (MTF). Exposé sur la politique forestière (Québec, 1972).

MINVILLE, Esdras. L'oeuvre de la colonisation (Ecole sociale populaire, novembre 1933).

MONTMINY, Jean-Paul. Une expérience d'animation sociale auprès du clergé du territoire-pilote. Annexe technique 23 (Mont-Joli: BAEQ, 1964).

MONTREUIL, R.C. "Les perspectives nationales et régionales de développement économique au Canada: aperçu et analyse". Allocution présentée au Colloque sur les stratégies nationales et régionales du développement économique: perspectives et problèmes. Université d'Ottawa, 7 mars, 1980.

MORENCY, Marc-André. Animation sociale: l'expérience du BAEQ. Annexe technique, no. 20, (Mont-Joli: BAEQ, 1966).

MORENCY, Marc-André. Stratégies décisionnelles dans une expérience de planification: le cas du BAEQ. Thèse de M.A. (Sociologie), Université de Montréal, 1971.

MORENCY, Marc-André. "Une population défavorisée économiquement organise la mise sur pied d'une planification démocratique". Deux-Tiers, vol. 2, no. 3, avril 1971, pp. 12-28.

MORGAN, Kevin. The Reformulation of the Regional Question, Regional Policy and the British State. (Urban Regional Studies: University of Sussex, March 1980).

MORRISON, Denton E. "Some Notes Toward a Theory of Relative Deprivation, Social Movements and Social Change", American Behavioural Scientist, vol. 14, no. 5, May-June 1971, pp. 675-690.

MYRDAL, Gunnar. Economic Theory and Underdeveloped Regions (London: Methuen, 1957).

MYRDAL, Gunnar. Rich Lands and Poor (New York: Harper and Row, 1957).

NADEAU, Jean. Evaluation des conférences administratives: enquête rapportant l'opinion des administrateurs régionaux (Québec: OPDO, février 1981).

NETTL, J.-P. Political Mobilisation: A Sociological Analysis of Methods and Concepts (London: Sage, 1967).

NIOSI, Jorge. La bourgeoisie canadienne (Montréal: Boréal Express, 1980).

NORMANDEAU, André. "Le BAEQ revisité", Agriculture, vol. 27, no. 3, 1970, pp. 12-19.

Office de développement de l'Est du Québec (ODEQ). Les centres agroforestiers et le devenir de l'arrière-pays (Rimouski, 1973).

Office de planification et de développement du Québec (OPDO). "Les paroisses marginales du Québec", Développement-Québec, vol. 1, no. 4, 1974 (numéro spécial).

OPDO. Les caractéristiques sectorielles interrégionales, Cahiers I. Les indicateurs globaux (Québec, juin 1976).

OPDO. Les caractéristiques sectorielles interrégionales, Cahiers IV. Équipements et les services (Québec, juin 1976).

OPDO. Les schémas régionaux: l'armature urbaine et l'Est du Québec
(Québec, 1977).

OPDO. Les schémas régionaux: L'espace rural de l'Est du Québec
(Québec, 1978).

OPDO. Politiques fédérales et économie du Québec, 2^e édition
(Québec, 1979).

OPDO. Problématiques et orientations: la problématique de l'Est du Québec (Québec, 1978).

OPDO. Profils régionaux: le profil de l'Est du Québec (Québec, novembre 1976).

OPDO. Prospective socio-économique du Québec, 1^{ère} étape, Sous-système économique, Dossier technique (2.1) Population, revenus et mode de vie (Québec, 1978).

OPDO. Prospective socio-économique du Québec, 1^{ère} étape, Sous-système économique, Dossier technique (2.2) Les entreprises, (Québec, 1978).

OPDO. Prospective socio-économique du Québec, 1^{ère} étape, Sous-système économique, Dossier technique (2.3) L'entrepreneurship (Québec, 1978).

OPDO. Prospective socio-économique du Québec, 1^{ère} étape, Sous-système économique, Dossier technique (2.4) Les structures industrielles, les gouvernements et les syndicats (Québec, 1978).

OPDO. Prospective socio-économique du Québec, 1^{ère} étape, Sous-système urbain et régional, Dossier technique (4), Rapport-synthèse (Québec, 1978).

OPDO. Prospective socio-économique du Québec, 1^{ère} étape, Sous-système urbain et régional, Dossier technique (4.1), Montréal: pôle de développement, l'homo urbanus: l'étalement urbain (Québec, 1978).

OPDO. Prospective socio-économique du Québec, 1^{ère} étape, Sous-système urbain et régional, Dossier technique (4.2), Mobilité régionale et évaluation du système des transports (Québec, 1978).

OPDO. Prospective socio-économique du Québec, 1^{ère} étape, Sous-système urbain et régional, Dossier technique (6), Rapport-synthèse (Québec, 1978).

OPDO. Prospective socio-économique du Québec, 1^{ère} étape, Sous-système des valeurs, Dossier technique (6.1), Valeurs et idéologies post-industrielles au Québec, tome 1, (Québec, 1978).

- OPDQ. Prospective socio-économique du Québec, 1ère étape, Sous-système des valeurs, Dossier technique (6.2). Valeurs et idéologies post-industrielles au Québec, tome 2, (Québec, 1978).
- OPDQ-Est. Financement des organismes populaires de développement économique (Est du Québec) (Rimouski: 21 juin 1979).
- OPDQ, Ministère des Consommateurs, coopératives et institutions financières (MCCIF). Profil du mouvement coopératif au Québec (Québec, 1979).
- ORBAN, Edmond (dir.). La modernisation politique du Québec (Québec: Boréal Express, 1976).
- Ordre des Ingénieurs forestiers du Québec. L'aménagement du territoire par le développement communautaire. (Mémoire présenté au Premier Ministre du Québec, mai 1976).
- Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), Le facteur régional dans le développement économique. Politiques suivies dans quinze pays industrialisés de l'OCDE (OCDE: Paris, 1970).
- OCDE. Les politiques régionales au Canada (OCDE: Paris, 1980).
- OCDE. Les problèmes et les politiques de développement régional dans les pays de l'OCDE (OCDE: Paris, 1976).
- OVERTON, James. "Uneven Regional Development in Canada: The Case of Newfoundland", The Review of Radical Political Economics, vol. 10, no. 3, 1978, pp. 106-116.
- PALMA, Gabriel. "Dependency: A Formal Theory of Underdevelopment or a Methodological Methodology for the Analysis of Concrete Situations of Underdevelopment?" World Development, 1978, pp. 881-923.
- PALTIEL, Khayyam Z. "The Changing Environment and Role of Special Interest Groups", Canadian Public Administration, vol. 25, no. 2, 1982, pp. 198-210.
- PANITCH, Leo V. (ed.). The Canadian State: Political Economy and Political Power (Toronto: University of Toronto Press, 1977).
- PAQUET, Gilles. "Industrialisation et développement régional: Matériaux pour une analyse", Les dimensions du développement régional. Compte rendu des communications présentées au Symposium de la Société canadienne de science économique, Université de Sherbrooke, 1967, pp. 1-62.

- PAOUE, Gilles. "Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec", L'Actualité économique, vol. 47, no. 1, 1971, pp. 121-131.
- PARENTEAU, Roland. "Les problèmes du développement régional dans un état fédératif: l'expérience canadienne", Revue d'économie politique, vol. 73, no. 2, mars-avril 1963, pp. 161-222.
- PARENTEAU, Roland. "L'expérience de la planification au Québec (1960-1969)", L'Actualité économique, vol. 45, no. 4, 1970, pp. 679-696.
- Parti Québécois. Programme officiel du parti Québécois VII congrès, 1980.
- PATEMAN, Carole. Participation and Democratic Theory (Cambridge: Cambridge University Press, 1970).
- PEIXOTO, Antonio C. "La théorie de la dépendance: bilan critique". Revue française des sciences politiques, vol. 27, no. 4-5, août-octobre 1977, pp. 601-629.
- PELLETIER, Michel, VAILLANCOURT, Yves. Les politiques sociales et les travailleurs (Montréal, 1974).
- PELLETIER, Réjean. "Les partis politiques et l'Etat", Gérard Bergeron, Réjean Pelletier (dirs.), L'Etat du Québec en devenir (Québec: Boréal Express, 1980), pp. 241-261.
- PERLMAN, Janice E. "Grassroots, Environment and Government Response", Social Policy, vol. 10, no. 2, 1979, pp. 16-21.
- PERLMAN, Janice E. "Grassrooting the System", Social Policy, vol. 7, no. 2, 1976, pp. 4-20.
- PERROUX, François. "Note sur la notion de pôle de croissance", Economie appliquée, vol. 8, no. 1-2, 1955, pp. 307-320.
- PERRY, J.B., PUGH, M.D. Collective Behaviour: Response to Social Stress (St. Paul: West Publishing Co., 1978).
- PERUSSE, Michèle. "La dignité, c'est aussi faire des choix économiques", Education-Québec, vol. 8, no. 7, mai 1978, pp. 24-27.
- PETIT, Françoise-Eugénie. "Aménagement rural et maîtrise de l'espace au XXe siècle par les collectivités paysannes des régions défavorisées en France et au Québec", Revue d'histoire de l'Amérique française, vol. 35, no. 2, 1981, pp. 253-261.

PICHE, Alain. Regional Disparities Toward a Theoretical Understanding of the Canadian Case. Thèse de M.A. (Science politique), Université d'Ottawa, 1981.

PINARD, Denis. Les 'Opérations Dignité' de l'Est du Québec: Analyse et évaluation. Thèse de M.A. (Anthropologie) Université de Montréal, 1975.

PINARD, Maurice. "Mass Society and Political Movements: A New Formulation", American Journal of Sociology, vol. 73, no. 6, May 1968, pp. 682-690.

PINARD, Maurice. "Poverty and Political Movements", Social Problems, vol. 15, no. 2, Fall 1967, pp. 250-263.

PIOT, Monique, "Développement inégal et disparités régionales: réflexions sur le rapport du mode de production à l'espace", Notes de documents de recherche, (GREDIN), no. 9, avril 1978, pp. 105-111.

PIOTTE, Jean-Marc. "L'option politique du BAEQ", Parti-Pris, vol. 3, no. 10, 1966, pp. 46-51.

PIVEN, F.F., CLOWARD, R.A. Poor Peoples' Movement: Why They Succeed, How They Fail (New York: Pantheon Books, 1977).

PLANTE, J.-P. Situation de l'emploi dans l'Est du Québec (Conseil régional du développement de l'Est du Québec: Rimouski, mars 1970).

POLESE, Mario, COFFEY, William J. Les politiques de développement local: éléments de définition (Montréal: INRS-Urbanisation, 1982).

POULANTZAS, Nicos (dir.). La crise de l'Etat (Paris: Presses universitaires de France, 1976).

POULANTZAS, Nicos. L'Etat, le pouvoir, le socialisme (Paris: Presses universitaires de France, 1978).

POULANTZAS, Nicos. Pouvoir politique et classes sociales (tomes 1, 2) (Paris: Maspéro, 1980).

POULIN, François, DION, Yves. Les disparités régionales au Canada et au Québec: les politiques et les programmes, 1960-1973 (CRDE) (Dossier 1) (Montréal: Université de Montréal, 1973).

Projet d'initiatives locales. Sources de référence pour OD-2: enquête sur l'évaluation du mouvement d'Opération Dignité et son rôle futur (Rimouski, 1975).

PROULX, P.-P. Vers une problématique du développement de la région de Montréal (CRDE: Université de Montréal, 1976).

QUERE, Louis. Jeux interdits à la frontière (Paris: Anthropos, 1976).

QUERE, Louis. "L'Etat de polichinelle ou de la destitution du politique", Espaces et sociétés, no. 19, décembre 1976, pp. 117-124.

QUESNEL-Ouellet, Louise. "Aménagement urbain et autonomie", Gérard Bergeron, Réjean Pelletier (dirs.), L'Etat du Québec en devenir (Montréal: Boréal Express, 1980), pp. 211-238.

QUINTIN, Carmen. "Paroles de femmes ... du JAL", Possibles, vol. 3, no. 3-4, 1979, pp. 243-272.

Rapport du colloque sur les politiques gouvernementales dans l'Est du Québec. Notes et travaux de recherche, no. 3 (Québec, Université Laval, 25 avril 1975).

RASPORICH, A. "Factionalism and Class in Modern Lakehead Politics", Lakehead University Press, vol. 7, no. 1, Summer 1974, pp. 31-65.

RAYNAULD, André. "Allocution du Dr. André Raynauld, président au Conseil économique du Canada, lors du colloque sur les perspectives de développement du Québec", Développement-Québec, vol. 11, no. 5, 1975, pp. 14-19.

REVERDI, Jean-Claude. "Les résistances et les obstacles au développement: l'envers d'une théorie". Recherches sociologiques, vol. 11, no. 1, 1975, pp. 62-97.

REYNAULD, Alain. "Parlons plutôt de classe socio-spatiale", Espaces et sociétés, vol. 10, février 1974.

RICHARDS, John. "Populism: A Qualified Defence". Paper presented at the Annual Meeting of the Canadian Political Science Association, Montreal, 1980.

RIOUX, Adrien. Dossier 'JAL': Structure du groupement forestier de l'Est du Lac Témiscouata (Québec: MCCIF, janvier 1979).

RIOUX, Adrien. Etude des structures juridique, administrative, financière de Société d'exploitation des ressources de la Vallée Inc. (Québec: MCCIF, mars 1979).

RIOUX, Marcel. "Ceux d'en-haut et ceux d'en-bas", Possibles, vol. 2, no. 2-3, 1978, pp. 7-11.

- RISI, Joseph. "Petite histoire d'une vieille étude économique en Gaspésie" La problématique du développement en milieu rural. Actes du colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre 1975 (Rimouski: GRIDEO-UOAR, 1976), pp. 198-214.
- ROBERT, Lionel. "L'espace et l'Etat: politiques et mouvements régionaux au Québec", Critère, no. 23, automne 1978, pp. 231-258.
- ROBERT, Lionel. "Les Opérations Dignité: à l'origine d'un mouvement populaire dans l'Est du Québec", Alain G. Gagnon (dir.), Les Opérations Dignité: naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa: Université Carleton, 1981), pp. 91-106.
- ROBERT, Lionel. Les obstacles à l'émergence d'un pouvoir régional démocratique", ACSALF, La transformation du pouvoir au Québec (Montréal: Editions coopératives Albert St-Martin, 1979), pp. 119-135.
- ROKKAN, Stein. "Territorial Structures in Western Europe: an Overview and a Possible Model", F. Aarebrot et al., Center-Periphery Structures in Western Europe (1983). (En préparation).
- ROSE, Richard (ed.). Challenge to Governance: Studies in Overloaded Politics (Beverly Hills, Sage Publications, 1980).
- ROY, Gilles. "L'aménagement intégré des ressources de l'Est du Québec: difficultés et réussites", CRDO, Développement régional et mouvement populaire: l'exemple de l'Est du Québec (Québec, 1979), pp. 97-106.
- ROY, Gilles. "L'animation sociale et la mise en place d'entreprises autogestionnaires", Benoît Lévesque (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Editions coopératives Albert St-Martin, 1979), pp. 21-36.
- ROY, Gilles. "La SAIREQ ou comment une région se prend en main" (Rimouski, non-daté).
- ROY, Gilles. "Le milieu rural et le développement régional", La problématique du développement en milieu rural. Actes du Colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre 1975 (Rimouski: GRIDEO-UOAR, 1976), pp. 127-138.
- ROY, Jean Louis. Les programmes électoraux du Québec (Tomes 1, 2) (Montréal: Leméac, 1971).

- ROY, Lorio. "La dimension humaine dans le développement", La problématique du développement en milieu rural. Actes du Colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre 1975 (Rimouski: GRIDEO-UOAR, 1976), pp. 168-172.
- RUNCIMAN, W.G. Relative Deprivation and Social Justice (London: Routledge and Kegan Paul, 1966).
- RUSH, Gary. "Political Economy and Social Movements: Notes Towards Theory and Analysis", J.A. Fry (ed.), Economy, Class and Social Reality: Issues in Contemporary Canadian Society (Toronto: Butterworth, 1979), pp. 435-459.
- RUSH, G.B., DENISOFF, S.R. Social and Political Movements (New York: Appleton-Century-Crofts, 1971).
- SACOUMAN, R.J. "Regional Uneven Development, Regionalism and Struggle", Introduction to Sociology: an Alternate Approach (en préparation).
- SACOUMAN, R.J. "Semi-proletarianization and Rural Underdevelopment in the Maritimes", The Canadian Review of Sociology and Anthropology, vol. 17, no. 3, August 1980, pp. 232-241.
- SAINT-GERMAIN, Maurice. Une économie à libérer: le Québec analysé dans ses structures économiques (Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 1973).
- SAINTONGE, Jean. Les industries des pâtes et papiers et du sciage (Rimouski: UOAR-GRIDEO, 1982).
- SAINTONGE, Jean. "L'industrie forestière et le développement de l'Est du Québec", Interventions économiques, no. 8, printemps 1982, pp. 91-103.
- SALES, Arnaud. La bourgeoisie industrielle au Québec (Montréal: PUM, 1979).
- SARTORI, Giovanni. "Concept Misformation in Comparative Politics", American Political Science Review, vol. 54, 1970, pp. 1033-1053.
- SAVARIA, Jules. "Le Québec est-il une société périphérique?" Sociologie et Sociétés, vol. 7, no. 2, novembre 1975, pp. 115-127.
- SCHATTSCHIEDER, E.E. The Semisovereign People (New York: Holt, Rinehart & Winston, 1960).
- SCHRAM, Gunter. L'évolution de la pauvreté dans les régions (Ottawa: Conseil canadien de l'aménagement rural, 1976).

- SCHUMACHER, E.F. Small is Beautiful (Une société à la mesure de l'homme) (Paris: Contretemps/Le Seuil, 1978).
- SCOTT, Don. "Northern Alienation, D.C. MacDonald (ed.), Government and Politics of Ontario (Toronto: Macmillan Press Ltd., 1975), pp. 235-248.
- Secrétariat à l'aménagement et à la décentralisation. La décentralisation: une perspective communautaire nouvelle (5 fascicules) (Québec: Ministère du Conseil exécutif, 1978).
- SEERS, D., SCHAFFER, B., KILJUNEN, M.-L. Underdeveloped Europe: Studies in Core-Periphery Relations (Sussex: Harvester Press, 1979).
- SEGAL, N.S. "The Limits and Means of 'Self-Reliant' Regional Economic Growth", D. MacLennan, J.B. Parr (eds.), Regional Policy: Past Experiences and New Directions (Oxford: Martin Robertson, 1979), pp. 212-224.
- SEGUIN, Normand (dir.), Agriculture et colonisation au Québec (Montréal: Boréal Express, 1980).
- SEGUIN, Normand. La conquête du sol au XIXe siècle (Québec: Boréal Express, 1977).
- SELLIER, Michèle. "Les groupes d'action municipale", Sociologie du travail, vol. 19, no. 1, 1977, pp. 41-58.
- SHILS, Edward. Centre and Periphery: Essays in Macrosociology (Chicago: University of Chicago Press, 1975).
- SIMARD, Ernest. "Le ferment dans la pâte (Les Opérations Dignité dans l'ère du Québec)", La Gazette du travail, mars 1973, pp. 148-157.
- SIMARD, Ernest. "Les Opérations Dignité dans le mirage des 'nouveaux pouvoirs' ou la lancée d'une Eglise nouvelle", Le Renouveau Communautaire chrétien au Québec (Montréal: Fides, 1974).
- SIMARD, Ernest. "Les 'Opérations Dignité': itinéraire d'un engagement", Communauté chrétienne, vol. 18, no. 104, mars-avril 1979, pp. 171-176.
- SIMARD, Jean-Jacques. La longue marche des technocrates (Montréal: Editions coopératives Albert St-Martin, 1979).
- SIMARD, Jean-Jacques. "La région retrouvée", Possibles, vol. 4, no. 3-4, 1980, pp. 193-208.

SIMARD, Jean-Jacques. "Les Opérations Dignité: luttes d'espace et nostalgies", Alain G. Gagnon (dir.), Les Opérations Dignité: naissance d'un mouvement social dans l'Est du Québec (Ottawa: Université Carleton, 1978), pp. 119-152.

SIMMONS, H.B. "The Planner's Dilemma: Regional Reform in France", Canadian Journal of Political Science, vol. 4, no. 3, 1971, pp. 381-394.

SMELSER, N.J. Theory of Collective Behaviour (New York: The Free Press, 1962).

SMITH, D.M. "Who Gets What, Where and How: A Welfare Focus for Human Geography", Geography, vol. 59, 1975, pp. 289-297.

SMITH, E. "Planning for People: The Gaspé Project", W.E. Mann (ed.), Social and Cultural Change in Canada (tome 1) (Vancouver: The Copp Clark Publishing Co., 1970), pp. 170-178.

SNOY, T. La participation, pourquoi pas? Analyse des mouvements et participation à l'aménagement urbain et rural en Belgique. Mémoire UCL, 1975.

Sommet économique du comté de Bonaventure. Rapport du sommet économique réalisé par le conseil de comté et le groupe recherche action en développement de la Baie des Chaleurs à Bonaventure, les 25, 26 et 27 avril 1980.

STEIN, Michael. "Dynamique de la protestation de la droite: Le Crédit Social dans la province de Québec - Sommaire et Développements", Réjean Pelletier (dir.), Les partis politiques au Québec (Montréal: HMH, 1976).

STENBERG, C.W. "Citizen Participation and the Administrative State: from Participation to Power", Public Administration Review, vol. 32, no. 3, May/June 1972, pp. 190-198.

SYLVESTRE, Pierre. "Réflexions sur le pouvoir populaire", Forces, no. 44, 1978, pp. 12-15.

TARROW, Sidney. Between Center and Periphery: Grassroots Politicians in Italy and France (New Haven: Yale University Press, 1977).

THELLIER, M-A. "Coops et Etat: enfin partenaires?" Possibles, vol. 5, no. 2, 1981, pp. 49-58.

THERBORN, Göran. What Does the Ruling Class Do When It Rules? (London: Verso Editions, 1980).

- THOENIG, Jean-Claude. L'ère des technocrates (Paris: Les Editions d'Organisation, 1973).
- TILLY (de), G., ALEXANDRE, N. Evaluation socio-économique de J.A.L. (Rimouski; mai 1979).
- TORRANCE, Judy. "The Response of Canadian Governments to Violence", Canadian Journal of Political Science, vol. 10, no. 3, 1977, pp. 473-496.
- TOURAINÉ, Alain. "Les mouvements sociaux", Production de la société (Paris: Seuil, 1973), pp. 346-431.
- TOURAINÉ, Alain. "Les nouveaux mouvements sociaux", Sociologie du travail, vol. 17, no. 1, 1975, pp. 1-17.
- TOURAINÉ, Alain, WIEVIORKA, M. "Mouvement ouvrier et mouvements sociaux", J. Juliard (dir.), Crise et avenir de la classe ouvrière (Paris: Seuil, 1979), pp. 39-64.
- Travailleurs du JAL. "Coopératives ouvrières de production et développement communautaire", Benoît Lévesque (dir.), Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives (Montréal: Les Editions coopératives Albert St-Martin, 1979), pp. 63-73.
- THWAITES, James. "La renaissance campagnarde", La problématique du développement en milieu rural. Actes de colloque tenu à l'Université du Québec à Rimouski, les 24 et 25 octobre 1975, (Rimouski: GRIDEO-UOAR 1976), pp. 215-229.
- Union des municipalités du Québec (UMO). Québec et le pouvoir municipal: quel pouvoir voulons-nous? Colloque provincial sur le décentralisation, 10 août 1982.
- VALOIS, Jocelyn, PAQUET, Pierre. Les groupes populaires dans la structure du pouvoir (Montréal: ICEA, août 1974).
- VELTMEYER, Henry. "Dependency and Underdevelopment: Some Questions and Problems", Canadian Journal of Politics and Social Theory, 1978, pp. 55-71.
- VELTMEYER, Henry. "The Underdevelopment of Atlantic Canada", The Review of Radical Political Economics, vol. 10, no. 3, 1978, pp. 95-105.
- Vie Ouvrière, vol. 30, no. 147, 1980 (numéro spécial sur l'arrière-pays de l'Est du Québec).
- VILLENEUVE, Paul Y. "Disparités sociales et disparités régionales: l'exemple de l'Est du Québec", Les cahiers de géographie de Québec, vol. 21, no. 52, 1977, pp. 19-32.

VOYE, Lyliane. "L'espace comme enjeu de revendication", Recherches sociologiques, vol. 16, no. 3, 1975, pp. 427-453.

VOYE, Normand. La loi 90 (zonage agricole) dans les régions périphériques: Implication et conséquence dans l'Est du Québec, Mémoire de maîtrise en préparation, Université du Québec à Rimouski.

WALLIS, Roy. "Relative Deprivation and Social Movements: A Cautionary Note", British Journal of Sociology, vol. 26, 1975, pp. 360-363.

WELLER, G.R. "Hinterland Politics: The Case of Northwestern Ontario", Canadian Journal of Political Science, vol. 10, no. 4, 1977, pp. 727-754.

YOUNG, R.A. "L'édification de l'Etat provincial et développement régional au Nouveau Brunswick", Communication présentée à la section science politique de l'ACFAS, Québec, le 14 mai 1980.

Articles de Journaux

BELLEMARE, Pierre. "'Des fomentateurs de troubles'?", L'Action-Québec, 16 juin 1973.

BERNARD, P., RENAUD, J. "Les nouveaux visages de l'inégalité: ce que les uns s'approprient, d'autres doivent le perdre", Le Devoir, 4 février 1982, p. 18.

BISSONNETTE-GUENARD, Rita. "Au coeur d'un nouvel enjeu: les municipalités régionales de comté", Le Devoir, 5 mars, 1982, p. 17.

BRUNELLÉ-FERLAND, Monique. "Le dynamisme de la société d'exploitation des ressources de la Vallée est unique", Le bulletin des agriculteurs, août 1978.

CLICHE, Paul. "Le plan du BAEQ prévoit, d'ici 1972, une augmentation du taux de croissance économique de 6% et la création de 12,000 emplois", Le Devoir, 21 juillet 1966.

CLICHE, Paul. "Une réaction conservatrice dans la région et une certaine indifférence des centres de décision mettent le projet d'exécution du plan du BAEQ en péril", Le Devoir, 28 mars 1967.

"Dans la Matapédia avec Jean-Guy Gagnon", Québec-Press, 1 mai 1981, pp. 12-13.

- DEMERS, François. "Le livre blanc ne menacera pas les élites locales", Le Soleil, 5 décembre 1970, p. 5.
- DEROY-PINEAU, F.R. "Jallions point nous laisser faire", Chatelaine, vol. 18, no. 12, décembre 1977, pp. 45-47, 82-84.
- DESCOTEAUX, Bernard. "Léonard se plaint de 'saupoudrage' du ministère fédéral de l'expansion", Le Devoir, 18 juin 1980, p. 2.
- DESNOYERS, André. "M. Léon Dion dénonce la politique sans planification du gouvernement Bourassa", Le Soleil, 29 mai 1972.
- DIONNE, André. "Le CRD de l'Est du Québec: Une épreuve de force", Le Soleil, 4 décembre 1970, p. 20.
- DIONNE, Hugues. "L'Est du Québec: une région piégée", Presse-Libre, 1 décembre 1980, no. 0, p. 3.
- "Dossiers - Les finances municipales: 300 municipalités crèvent", Le Jour, 25 mars, 1977, p. 48.
- DUGAS, Clermont. "La loi sur les municipalités régionales de comté: un outil de centralisation", Le Devoir, 7 octobre 1980, p. 17.
- GAGNON, Damien, "L'arrière-pays n'a pas fini de se vider", Le Soleil, 20 octobre 1978, pp. A-1, A-6.
- GAGNON, Damien. "Huit ans après l'entente", Le Soleil, 5 au 13 avril 1976.
- GAGNON, Damien. "Sainte-Marguerite: Toupin s'objecte à la récupération des lots", Le Soleil, 20 octobre 1975, p. B-14.
- GARNIER, J.-P., Goldschmith, D. "L'Etat, c'est vous!", Le Monde diplomatique, février 1979, p. 28.
- GUAY, Jacques. "Les 'experts' ont 30 ans", Maclean, vol. 6, no. 6, juin 1966, pp. 23-24, 35-39.
- HADEKEL, Peter. "'Butter' from Ottawa makes PO grip on Gaspé slip", The Vancouver Sun, 24 septembre, p. A-22.
- JEAN, Bruno. "Pour une régionalisation de développement", Le Devoir, 29 mai 1980, p. 12.
- KEABLE, Jacques. "Les subventions: les inégalités régionales", Québec-Press, 28 novembre 1971.
- LABERGE, Réal. "L'Est du Québec après les belles années de la contestation", Le Soleil, 21 juin 1975, p. B-2.

LAFONTAINE, Danielle. "L'Est du Québec: Associer ruraux et citadins dans une stratégie", Le Devoir, 14 janvier 1982, p. 28.

LAMONDE, Pierre. "Le développement économique régional, vingt ans après: la décentralisation passe par le 'guichet' régional", Le Devoir, 29 mai 1980, pp. 17, 20.

"La politique, c'est un rapport de forces qui s'organisent", La Voix Gaspésienne, 18 août 1971.

LARRIVÉE, Jean. "Partir ou chômer?", L'Axe, no. 3, 1981, pp. 2-7.

LAVIGNE, Jean. "La P.M.E. dans le Bas Saint-Laurent-Gaspésie: Moteur de notre développement", Progrès-Echo, 12 novembre 1980, p. A-23.

LEBEAU, Jean-Marc. "Les migrants de l'Est du Québec", Le Devoir, 22, 23 juin 1981.

LESAGE, Gilles. "L'aménagement du territoire-pilote est en marche", Le Devoir, 7 août 1982, p. 20.

LEVESQUE, Robert. "Le ministre Maurice Tessier fait face à un concert de critiques", Le Soleil, 5 décembre 1970, p. 13.

LEVESQUE, Robert. "Mgr. Louis Lévesque appuie sans réserve le manifeste des 20 curés", Le Soleil, 4 décembre 1970, pp. 1-2.

LEVESQUE, Robert. "Tessier se dit favorable à la disparition du CRD", Le Soleil, 1 décembre 1970, p. 7.

MARTIN, Louis. "Le débat de Bané-Parizeau", Le Devoir, 15 décembre 1971, p. 22.

MORISSETTE, Rodolphe. "Le PO conserverait ses comtés du Bas-Saint-Laurent", Le Devoir, 6 mars 1981, p. 7.,

PINEAU, Marcel. "Entre les noisettes pis le foin", Forêt-Conservation, vol. 43, no. 9, novembre 1977.

PLOURDE, Normand. "Il faut \$60 millions au moins par année dans la région", Le Progrès-Echo, 29 septembre 1976.

PLOURDE, Normand. "Une région laissée à elle-même et qui ne veut pas mourir", Le Progrès-Echo, 19 septembre 1976.

"Quand le passé est garant de l'avenir", Le Rimouskois, 7 octobre 1981, p. A-6.

QUIRION, Hugues. "La participation au Québec et l'expérience américaine", Le Devoir, 12 mars 1973, p. 6.

RHEAUME, Luc. "L'ambiguïté de la décentralisation", Le Devoir, 13 novembre 1982, p. 15.

RICHARD, Pierre. "L'arrière-pays organise sa volonté de vivre", Le Devoir, 13 août 1971.

RICHARD, Pierre. "Le plan compromis par un manque de volonté politique?", Le Devoir, 16 août 1971.

RICHARD, Pierre. "Pierre de Bané: catalyseur entre deux leaderships qui s'affrontent", Le Devoir, 14 août 1971.

ROCHER, Guy. "La marginalité sociale: un nouveau réservoir de contestation", Le Devoir 30 décembre 1970.

Roy, Jean-Louis. "Les pouvoirs locaux", Le Devoir, 12 octobre 1982, p. 16.

SEGUIN, François. "La gestion péquiste de la crise: un néo-libéralisme de mauvais aloi", Le Devoir, 25 février 1982, p. 17.

SHEPHERD, Harvey. "Quebec Land-use Legislation Divides Rural Leaders", The Gazette, 10 novembre 1979, p. 26.

TESSIER, Claude. "Echec de la politique de développement régional", Le Soleil, 9 octobre 1975.

THELLIER, M.A. "CRD: ultime lutte pour la survie", Le Devoir, 26 février 1981, p. 11.

THELLIER, M.A. "Investissements: le secteur privé donne le ton dans 4 régions sur 9", Le Devoir, 18 mars 1982, p. 15.

THELLIER, M.A. "La SAIREQ aménage l'arrière-pays rural de l'Est du Québec", Le Devoir, 9 octobre 1980, p. 25.

THELLIER, M.A. "L'épidémie de la tordeuse menace la survie de l'arrière-pays gaspésien", Le Devoir, 27 octobre 1982, p. 19.

THELLIER, M.A. "Québec doit 'dépolitiser' le développement régional", Le Devoir, 13 mars 1982, p. 13.

THELLIER, M.A. "Québec est prêt à mieux appuyer le développement régional", Le Devoir 14 janvier 1982, p. 15.

THELLIER, M.A. "Un chemin sinueux mène aux municipalités de comté", Le Devoir, 5 février 1981, p. 7.

TURCOTTE, Claude. "LE BAEQ, 10 ans après", La Presse, 18-24 août 1973.

END

3 1 0 8 8 4

FIN